

# Nicolas Dufour (1746-1809) prévôt mitré de la Collégiale Saint-Venceslas de Nikolsbourg

Monographie pouvant servir à l'élaboration  
d'une biographie détaillée

Pierre-Alain PUTALLAZ

## Introduction

Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, la famille Dufour de Vionnaz semble n'avoir guère fait parler d'elle, même si elle a compté parmi ses membres, entre autres, des curiaux, des métraux, des syndics et des notaires.

Mais, dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle et au XIX<sup>e</sup> siècle, la renommée des Dufour de Vionnaz va largement dépasser le cadre local et valaisan, grâce à Michel, conseiller d'Etat de la République «indépendante» durant la période 1806-1809, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Maurice à l'époque du département du Simplon, l'un des signataires de l'acte d'union du Valais à la Confédération helvétique en août 1815 et conseiller d'Etat de 1817 à 1839<sup>1</sup>; grâce à certains de ses enfants: nous pensons plus particulièrement à Louis Dufour (1788-1863), mercenaire au service d'Espagne, de France et du Saint-Siège où il deviendra lieutenant-colonel au 2<sup>e</sup> régiment étranger et à son frère Pierre-Marie (1790-1862), colonel du 3<sup>e</sup> régiment suisse au service de Naples, qui obtiendra sa retraite, en 1848, avec le grade de général de brigade<sup>2</sup>; grâce, enfin et surtout, à Nicolas Dufour.

C'est au destin exceptionnel de ce dernier que nous allons nous intéresser. Jusqu'à aujourd'hui, Nicolas Dufour n'a guère eu les honneurs de l'historiographie de notre canton: les rares auteurs qui ont évoqué sa mémoire l'ont fait en quelques lignes seulement et, souvent, de façon pour le moins approximative<sup>3</sup>. Ce qui s'explique aisément, puisque ce Bas-Valaisan a passé l'essentiel de sa vie hors de sa patrie.

<sup>1</sup> Voir PUTALLAZ I et PUTALLAZ II. Toutes les références données en notes sont en abrégé; voir les sources et la bibliographie en fin d'article.

<sup>2</sup> Voir PUTALLAZ III.

<sup>3</sup> En dehors du Valais aussi. Témoin ce passage déjà ancien: «Vionnaz est le lieu de naissance [*sic*] de Nicolas Dufour, agent diplomatique de l'empereur Joseph II, prévôt de Richolsberg [*sic*] en Moravie.» (DGSS, t. II, Lausanne, 1837, art. *Vionnaz*, p. 728.) Deux erreurs flagrantes en une seule

Dans un article paru dans les *Annales valaisannes* de 1938 et intitulé «Valaisans en Autriche», Jules-Bernard Bertrand a consacré une quinzaine de lignes à Nicolas Dufour. Jusqu'à présent, il est l'auteur qui a daigné lui accorder le plus d'intérêt<sup>4</sup>. Mais sa présentation n'est pas dénuée d'erreurs. Conscient que ses connaissances sur cet ecclésiastique étaient fort lacunaires, il a cependant eu le mérite d'attirer l'attention sur «un personnage un peu énigmatique et qui attend encore une biographie détaillée»<sup>5</sup>. En 1939, dans la même revue, le chanoine Léon Dupont Lachenal, «A propos de quelques Valaisans dans l'ancien Empire des Habsbourg», écrit: «M. Bertrand a retracé à grands traits le *curriculum vitae* de Nicolas Dufour qui cumula en son vivant beaucoup de titres et qui mériterait une biographie détaillée.»<sup>6</sup>



Fig. 1 – Silhouette de Nicolas Dufour, dont l'auteur est anonyme. Sans date. (AEV, SHVR, divers, n° 11.)

phrase... Au début du XX<sup>e</sup> siècle, on peut lire encore: «[Vionnaz] a vu naître [*sic*] Nicolas Dufour, docteur en théologie, chevalier du Saint Empire, agent diplomatique de Joseph II, prévôt mitré de la Collégiale de Nicolsbourg en Moravie». (*DGS*, t. VI, Neuchâtel, 1910, art. *Vionnaz*, p. 361.) Même si une faute subsiste, il apparaît que les connaissances sur le Bas-Valaisan ont quelque peu progressé. – Nous avons modernisé l'orthographe et la ponctuation des citations de textes anciens, et nous y avons uniformisé – le plus souvent – l'usage des majuscules.

<sup>4</sup> En 1909 déjà, Bertrand signalait que «Nicolas Dufour, de Vionnaz», avait été précepteur «du prince Dietrichstein [*sic*], à Vienne», sans donner d'autres informations. (BERTRAND I, p. 228; souligné dans cet article.)

<sup>5</sup> BERTRAND II, p. 355-356.

<sup>6</sup> DUPONT LACHENAL, p. 549; souligné par cet auteur.

Depuis plusieurs années, par de patientes mais sporadiques recherches, nous nous sommes efforcé de combler, au moins partiellement, les vœux de Jules-Bernard Bertrand et du chanoine Léon Dupont Lachenal. Celles-ci ont déjà permis de compléter ou d'élaborer deux notices sur Nicolas Dufour: la première publiée par deux historiens dans la revue *Vallesia* et la seconde parue dans le *Dictionnaire historique de la Suisse*, notices qui rectifient quelques erreurs commises jadis et naguère à son sujet<sup>7</sup>.

Celui qui souhaiterait rédiger une biographie complète et minutieuse de Nicolas Dufour pourra s'appuyer sur nos recherches qui nous semblent avoir débouché sur des résultats loin d'être négligeables et, par conséquent, dignes d'être communiqués.

## 1. Les années 1746-1780

### *De la naissance au diaconat*

Jean-Nicolas Dufour naît à Monthey où il est baptisé le 16 août 1746, vraisemblablement par le curé Maurice Défago<sup>8</sup>: il a pour parrain Jean Thaule, bourgeois de la commune, et pour marraine Elisabeth Du Fay, épouse de Joseph Devantéry, capitaine général du mandement. Ses parents – Nicolas Dufour et Françoise Raboud – ont déjà donné la vie à une fille, prénommée Marie-Barbe<sup>9</sup> qui, en août 1740, a vu le jour dans le même bourg bas-valaisan. Jean-Nicolas est le second et, par conséquent, le dernier enfant de ce couple.

Son père, originaire de Vionnaz, exerce le métier de marchand. Alors que son fils est encore fort jeune, il meurt, laissant des dettes considérables<sup>10</sup>.

Celui que, désormais, selon l'usage dont témoignent la plupart des documents consultés, nous prénommerons Nicolas, comme son géniteur, bénéficie de plusieurs appuis hors du petit cercle familial. Parmi eux, indubitablement, François Durand: celui-ci est vraisemblablement son parrain de confirmation<sup>11</sup> et, en 1767, qualifié de «*natione Hispanus*», il épousera Marie-Barbe Mariaux, une ressortissante de Vionnaz<sup>12</sup>. Mentionnons encore, même s'il s'agit là plus d'une hypothèse

<sup>7</sup> Voir MARTONE, TRUFFER, 2<sup>e</sup> partie, notice *Dufour, (Nicolas)*, p. 227, ainsi que DHS, t. 4, Haute-rive, 2004, notice *Dufour Nicolas*, p. 217.

<sup>8</sup> C'est lui qui rédige la notice mentionnant le baptême de Jean-Nicolas Dufour dans le registre prévu à cet effet.

<sup>9</sup> SCHOCH, p. 168. – Marie-Barbe Dufour, restée célibataire, a recueilli une enfant abandonnée, prénommée Marie-Elisabeth. Nous savons que celle-ci vit avec elle en 1793 et, encore, en 1800 et en 1802, sans pouvoir dire à partir de quand elle l'a prise en charge. (AEV, Vionnaz, P 814, et *ibidem*, P 902/1, p. 10, n° 70: recensement de 1802, Vionnaz.) «Sa fortune est fort légère» et «elle n'a rien sauvé ou presque rien» lors de l'incendie de Vionnaz du 20 août 1800 (AEV, Vionnaz, P 902/1, p. 10, n° 70) où elle a perdu «sa maison, [...] sa grange, son mobilier [et] quatre chars de foin», le tout estimé à 2285 livres (*ibidem*, P 902/2, fol. 11).

<sup>10</sup> Quelques documents nous permettent de dire, d'une part, que Nicolas Dufour père est décédé bien avant le 13 février 1769; d'autre part, que son épouse Françoise est morte avant le 3 juin 1793 et après le début de l'année 1777; mais c'est tout. (AEV, Vionnaz, P 634, fol. 6 où l'on apprend que «la veuve de Nicolas Dufour» ne possède plus qu'une vache et un veau, deux autres bovins ayant crevé; voir également *ibidem*, P 814, et, ci-dessous, p. 261.)

<sup>11</sup> A plusieurs reprises dans sa correspondance, Nicolas Dufour évoquera François Durand, son «parrain». Par exemple, en 1776, il exprimera sa «reconnaissance [...] à l'égard du bienfaisant Espagnol de Monthey». (AEV, AVL 61, n° 35, fol. 34-35: Dufour à M<sup>sr</sup> Ambuel, Vienne, 28 juin 1776, copie. Voir encore, ci-dessous, p. 261, note 55 comprise.)

<sup>12</sup> Voir le registre des mariages de Monthey, tenu en ce temps-là, à la date du 17 août 1767.

sensée que d'une certitude, l'un ou l'autre membres du clergé bas-valaisan ainsi que des familles Devantéry, Du Fay et Thaulé.

Se destinant à l'état ecclésiastique, Nicolas Dufour a la chance de pouvoir compter sur le soutien moral et financier de M<sup>gr</sup> François-Frédéric Ambuel, évêque du diocèse de Sion, dont la fortune personnelle est grande. La confiance et les espoirs du prélat ne seront pas trahis: en 1767, le jeune homme obtient le grade de docteur en théologie, à Milan en Italie<sup>13</sup>. Sa thèse, qui est publiée en cette ville et dont un exemplaire est conservé à la Médiathèque Valais, s'intitule: *Theologicae Theses quas Joannes Nicolaus Dufour Vallesianus Collegii helvetici alumnus et academicus hypheliomacus Publice D. D. Proponit*. Elle compte vingt et une pages que parsèment les sous-titres suivants:

- *De Deo, ejusque Attributis*<sup>14</sup> (p. III).
- *De Beatitudine* (p. IV).
- *De Actibus humanis* (p. V).
- *De Divina Gratia* (p. VII).
- *De Virtutibus theologicis* (p. X).
- *De Fide* (p. X).
- *De Regulis Fidei* (p. XI).
- *De Spe, et Charitate* [sic] (p. XII).
- *De Incarnatione Divini Verbi* (p. XIII).
- *De Sacramentis in Genere* (p. XVI).
- *De Baptismo, Confirmatione, Extrema-Uncione, Ordine, et Matrimonio* (p. XVII).
- *De venerabili Eucharistiae Sacramento* (p. XVIII).
- *De Sacramento Pœnitentiæ* (p. XIX).
- *De Justificatione* (p. XX).

Cette thèse, pour autant que nous puissions être juge en une matière dont nous sommes peu familier, ne nous paraît nullement briller par son originalité<sup>15</sup>. C'est là un simple constat qui ne saurait être blessant. Il suffit en effet de lire quelques-uns de ces types de travaux, publiés dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> et au début du siècle suivant par des étudiants fréquentant des Facultés diverses en Europe, pour se convaincre que l'application, y compris dans la compilation, semble être une vertu suffisante pour qu'une thèse y soit acceptée<sup>16</sup>...

Peu après, à Milan toujours, paraît une *laudatio* en l'honneur de Nicolas Dufour, récent docteur en théologie, dont l'auteur se nomme Etienne Bonsignore, un ecclésiastique italien, professeur de théologie.

L'opuscule, que l'on trouve également à la Médiathèque Valais, commence par deux pages rédigées par Dufour qui s'adresse à M<sup>gr</sup> Ambuel, le mécène le plus généreux qui soit: l'impétrant le remercie de la bienveillance toute particulière avec laquelle il a favorisé ses études et lui a permis de fréquenter, durant cinq ans,

<sup>13</sup> AEV, Rz, vol. 6, p. 212; AEV, AVL 452, p. 120; *Armorial val.*, notice *Dufour*, p. 83. Etc.

<sup>14</sup> Dès la page III, tous les titres et sous-titres sont écrits en lettres capitales de même grandeur. Nous n'avons pas respecté cette graphie.

<sup>15</sup> Chaque paragraphe – il y en a 114 – est numéroté. Citons le paragraphe CV qui se trouve dans la partie intitulée *De Sacramento Pœnitentiæ*: «*Soli Sacerdotes sunt Ministri Sacramenti Pœnitentiæ, non Laici, vel Diaconi. Ut ii valide absolvant, jurisdictionis potestate oportet sint præditi. Potest Ecclesia reservare peccata etiam in fora interna.*» (DUFOR, p. XX.) Notre choix s'est porté sur ce passage, parce qu'il est un des paragraphes parmi les plus courts que contient la thèse et parce qu'il nous paraît facile à comprendre, même par des non-latinistes.

<sup>16</sup> Voir, par exemple, ODET.



Fig. 2 – Page de titre de la thèse de Nicolas Dufour. (Médiathèque Valais, Sion.)

les Facultés les plus fameuses afin qu'il puisse obtenir le grade qui vient de lui être conféré.

Suivent une préface et la *laudatio*, rédigées par Etienne Bonsignore. Si la première ne mérite guère que nous nous y attardions, le contenu de la seconde est caractérisé par quelques points sur lesquels nous souhaitons nous arrêter.

D'abord, l'auteur souligne combien Nicolas Dufour est redevable à M<sup>gr</sup> Ambuel qui aurait été fier d'assister à l'excellente prestation de son protégé lorsqu'il a défendu sa thèse, au point qu'il n'aurait pas manqué de l'êtreindre dans un élan d'émotion et de fierté.

Ensuite, Bonsignore ne tarit pas d'éloges sur le Valais où la vie est si agréable qu'aucun lieu terrestre ne saurait l'égal.

Enfin, Nicolas Dufour est le centre d'un panégyrique qui ferait même rougir les personnes les plus imbues d'elles-mêmes: il est doté d'un caractère heureux et fort amène, de mœurs d'une grande douceur, d'une vaste culture; il a su défendre sa thèse, soutenir des disputes théologiques des heures durant, avec facilité, éloquence, intelligence et subtilité, suscitant l'admiration de tous les auditeurs. Le voilà prêt à regagner le Valais muni des signes distinctifs de sa brillante réussite, portant *coronam, annulum, palludamentum*. Le voilà prêt à participer aux combats théologiques les plus ardues et à servir l'Eglise valaisanne qui ne pourra que se féliciter de ses grandes aptitudes et de son savoir remarquable.

Cette *laudatio* est écrite dans une langue des plus alambiquées: son auteur, le professeur Bonsignore, semble chercher à prouver sa maîtrise de la langue latine et, mû vraisemblablement par le désir de briller, il oublie qu'un style abscons n'est pas nécessairement signe d'intelligence, puisqu'il rebute plus qu'il ne séduit<sup>17</sup>. Ce n'est pas M. Albert Praz – le latiniste émérite auquel nous avons soumis ce texte dont plusieurs passages échappaient à notre entendement – qui nous contredira, lui qui a passé des heures à le lire et à le relire afin d'en extraire finalement la substantifique moelle.

Il ressort aussi de ce galimatias que Nicolas Dufour a suivi des études supérieures durant cinq ans, dont trois au Collège helvétique de Milan. Dès lors une question se pose: où est-il allé avant de se rendre dans la capitale lombarde? La réponse paraît indubitable: à Lyon, où le Bas-Valaisan a d'abord suivi, durant quelque deux années, des cours de philosophie. Pourtant, même si cette localisation ne saurait être contestée, diverses personnes ont, bien malgré elles, jeté une certaine confusion sur la formation de Nicolas Dufour. C'est ainsi qu'Antoine-Félix Zondadari, dans un rapport, écrit que le jeune homme «a fait ses études au Collège helvétique de Milan, puis au Séminaire de Lyon»<sup>18</sup>, alors que ces deux étapes se sont succédé dans l'ordre inverse. Pire: Sebastian Brunner, puis Hanns Schlitter, sans mentionner Milan, affirment que le Bas-Valaisan a étudié à Lyon et à Malines. On peut penser que le premier nommé, duquel s'inspire le second, s'est fié à une source inexacte sur ce point ou que, connaissant la présence du Valaisan dans les Pays-Bas autrichiens de 1786 à 1789, il a commis un *lapsus calami*, écrivant «Mecheln», Malines en français, au lieu de «Mailand», autrement dit Milan<sup>19</sup>.

Il est à noter que Zondadari, qui n'a pas une bonne opinion de Nicolas Dufour, signale que le Séminaire de Lyon, au temps où Nicolas Dufour l'a fréquenté, était «gagné aux doctrines jansénistes» par l'influence de l'archevêque Antoine de Malvin de Montazet<sup>20</sup>; cette information n'est pas anodine comme nous le constaterons plus tard.

En 1767 ou en 1768, alors qu'il a regagné son Valais natal, Nicolas Dufour est consacré diacre; des lacunes, caractérisant pour ces années-là le *Liber ordinatio-num* qui se trouve aux Archives de l'évêché de Sion, nous empêchent d'être précis sur ce point. Nous pouvons seulement affirmer que le Bas-Valaisan est devenu diacre après le 19 septembre 1767 et avant le 24 septembre 1768<sup>21</sup>.

<sup>17</sup> BONSIGNORE.

<sup>18</sup> HUBERT, p. 189. – Nonce apostolique dans les Pays-Bas autrichiens en 1786 et jusqu'en février 1787, Zondadari a rédigé «un rapport, divisé en quinze chapitres», dans lequel il évoque notamment «les gouverneurs généraux [...], les ministres, le corps diplomatique», et d'autres personnes encore, dont Nicolas Dufour. (HUBERT, p. 115.)

<sup>19</sup> BRUNNER, t. II, p. 244, et SCHLITTER II, p. 172, note 39, dont l'indication erronée a été reprise par quelques auteurs, dont LEFÈVRE, p. 84. – La prudente assertion que Nicolas Dufour a «peut-être» suivi une partie de ses études «à Malines», assertion que l'on trouve dans MARTONE, TRUFFER, 2<sup>e</sup> partie, notice *Dufour*, (*Nicolas*), p. 227, doit être abandonnée. Nous l'avions proposée à M. Bernard Truffer, à une époque où nos recherches sur l'ecclésiastique valaisan étaient encore insuffisamment avancées.

<sup>20</sup> HUBERT, p. 189.

<sup>21</sup> MARTONE, TRUFFER, 2<sup>e</sup> partie, p. II, p. 59-60 et p. 227.

## *Sous le règne de Marie-Thérèse d'Autriche*

### *Nicolas Dufour se rend à Vienne avec le soutien de M<sup>gr</sup> Ambuel*

D'après des indications données par le médecin Pierre-Michel Cocatrix dans une lettre adressée à Marie-Julienne de Rivaz, née de Nucé, on peut penser que Nicolas Dufour quitte le Valais – pour gagner Vienne – au cours de la période qui s'étend du 5 au 9 octobre 1768, du moins si aucun événement particulier n'est venu contrarier ses plans à la dernière minute<sup>22</sup>. C'est très vraisemblablement la première fois qu'il se rend dans la capitale habsbourgeoise, mais il ne part pas à l'aventure, car M<sup>gr</sup> Ambuel, grâce à ses relations, y a organisé la prise en charge du jeune Valaisan sur lequel il veille avec l'attention et l'affection d'un père.

Nicolas Dufour se rend à Vienne pour parfaire sa formation et être ordonné prêtre, ainsi que pour se perfectionner dans la pratique de la langue allemande; il désire également y trouver une place dans le but d'obtenir au plus vite quelque argent dont il manque cruellement: il espère déjà entreprendre un embryon de carrière dans les Etats habsbourgeois afin de pouvoir rembourser les dettes de feu son père, ce qui, selon lui et selon ceux qui s'intéressent à son sort, aurait été plus long et plus difficile s'il était resté en Valais.

Jules-Bernard Bertrand rappelle que, dès le XVI<sup>e</sup> siècle marqué par l'avènement de la Réforme, de jeunes Valaisans se rendent à Vienne pour achever leurs études; il ajoute que c'est principalement à partir du XVII<sup>e</sup> siècle que «cette émigration, tantôt temporaire, tantôt permanente», est la mieux connue. En ce qui concerne plus particulièrement les clercs, il n'est pas rare que certains d'entre eux, ayant été ordonnés prêtres, voire devenus docteurs en théologie ou en philosophie, y fassent leurs premiers pas dans le saint ministère en quelques paroisses des possessions habsbourgeoises ou y exercent soit comme précepteurs, soit comme «professeurs dans des établissements publics»<sup>23</sup>. Durant les premières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette tradition nous paraît être bien établie. Il faut dire que la capitale impériale jouit d'une bonne renommée en Valais: elle est germanophone, ce qui est un atout non négligeable, vu que les évêques de Sion sont Haut-Valaisans et que leur diocèse est bilingue; l'Eglise n'y est pas alors suspecte de tendances comparables au gallicanisme qui caractérise celle de France; et elle offre des possibilités intéressantes, notamment aux jeunes gens désargentés, d'assurer leur avenir financier s'ils s'installent plus ou moins durablement dans les territoires de la monarchie autrichienne.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que Nicolas Dufour soit envoyé à Vienne plutôt que dans une autre ville. Il y rencontrera d'autres Valaisans, parmi lesquels nous signalerons d'ores et déjà Joseph-Antoine Blatter, futur évêque de Sion<sup>24</sup>.

<sup>22</sup> AEV, Rz, cart. 51, fasc. 11, n° 10: Cocatrix à Marie-Julienne de Rivaz, Vionnaz, 3 oct. 1768, orig. – Ce 3 octobre, Cocatrix et Dufour sont à Vionnaz; le soir même, ils vont se rendre à Monthey et, le 4, à Saint-Maurice. Le premier accompagne le second dans une tournée destinée à dire au revoir aux parents et aux amis de ce dernier.

<sup>23</sup> BERTRAND II, p. 347 et p. 350. – Voir, ci-dessous, la note 51 de la p. 259 et les p. 263-264, note 68 comprise.

<sup>24</sup> Joseph-Antoine Blatter, évêque de Sion de 1790 à 1807, a étudié la philosophie à Lyon avant de suivre, «durant quatre ans», une formation de théologien à Vienne où il est ordonné prêtre le 18 février 1769. La même année, alors qu'il est encore dans la capitale habsbourgeoise, il est élu chanoine du Chapitre de Sion. (Anne-Joseph DE RIVAZ, p. 78, et TRUFFER, p. 86.) Blatter est l'aîné de Nicolas Dufour d'un peu plus de dix-sept mois. Si nous ignorons quand le second a connu le premier, nous avons la certitude, d'une part, qu'ils se rencontreront assez souvent à Vienne et, d'autre part, que leurs relations seront amicales à cette époque.

C'est M<sup>gr</sup> François-Frédéric Ambuel qui lui avance l'argent nécessaire à son «voyage d'Allemagne» et au début de son séjour dans la capitale impériale<sup>25</sup>, d'où, bien évidemment, des dettes supplémentaires. Le 14 mars 1770, Nicolas Dufour écrit au prélat valaisan, l'assurant être «heureux» dans la mesure où «tous mes succès méritent de Vous être offerts, Monseigneur, comme des fruits dignes de l'éducation dont je Vous suis redevable»; le 28 février 1773, il affirmera: «Je n'oublierai jamais, Monseigneur, l'état d'où Vous m'avez tiré et ce sera toujours à Vos bienfaits que je devrai celui où la fortune pourrait m'élever»; le 15 décembre 1773: «En me rappelant la main libérale qui m'a départi de tant de faveurs, je ne célèbre pas de sacrifices sans prier le Très-Haut de combler de ses bénédictions l'Illustre Prélat à qui je dois mon état et ma fortune<sup>26</sup>»; le 22 mai 1775 enfin: «Votre Grandeur daigne s'intéresser presque depuis mon enfance à mon bonheur. Pauvre orphelin, qu'avais-je à espérer? La misère. Le ciel m'a donné en Vous, Monseigneur, un protecteur, un guide, un père.»<sup>27</sup> Nous pourrions multiplier ces témoignages de reconnaissance envers le digne et vénérable évêque François-Frédéric Ambuel.

### *Ordination à Vienne*

A Vienne, au cours de l'année 1769 et probablement jusqu'en 1776, Nicolas Dufour loge dans une maison appartenant au comte Ernest d'Harrach, précisément «im Palmischen Haus», et il aura ainsi l'occasion de se faire remarquer par ce noble autrichien qui saura déceler en lui des qualités qui, nous le verrons, ne demandent qu'à être mises en valeur.

Le Valaisan est ordonné prêtre le 8 septembre 1769 dans la capitale habsbourgeoise<sup>28</sup>. Ce qui explique pourquoi, au cours de la première quinzaine de ce mois de septembre, l'archevêque de Vienne, Christophe Migazzi, créé cardinal en 1761, autorise Nicolas Dufour à dire la messe dans cette ville dès le 14 septembre 1769 jusqu'à la fin de l'année 1769. Cette permission sera renouvelée à plusieurs reprises et prendra fin au 1<sup>er</sup> janvier 1771<sup>29</sup>. A partir de cette date, il n'y a plus trace d'une telle autorisation dans les archives du diocèse de Vienne, car, vraisemblablement, Nicolas Dufour a enfin reçu de l'évêque Ambuel une lettre qui lui accorde le droit d'exercer son ministère hors du territoire soumis à la juridiction du prélat valaisan, ce que réclamait avec insistance l'archevêque Migazzi; celui-ci souhaitait en effet que les usages de l'Eglise catholique fussent parfaitement respectés en l'occurrence.

<sup>25</sup> AEV, AVL 61, n° 54, fol. 60 et recto du fol. 61: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 15 déc. 1773, copie.

<sup>26</sup> Le mot «fortune» est, en l'occurrence, synonyme de «chance».

<sup>27</sup> Voir, respectivement, AEV, AVL 61, n° 44, fol. 45-46: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 14 mars 1770, copie; *ibidem*, n° 46, verso du fol. 48, fol. 49-50: le même au même, Vienne, 28 févr. 1773, copie; *ibidem*, n° 54, <note 25>; *ibidem*, n° 52, fol. 58 et recto du fol. 59: le même au même, Vienne, 22 mai 1775, copie.

<sup>28</sup> BRUNNER, t. II, p. 244; SCHLITZER II, p. 172, note 39; BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231.

<sup>29</sup> Obligeante communication du Dr Johann Weissensteiner, Archives du diocèse de Vienne, à notre ami Peter Ramsauer, enseignant qui habite à Oberwil près de Zoug. Nous les remercions tous deux de leur obligeance. – Dès 1771, le *Catalogus RR. [Revendissimorum] DD. [Dominorum] Sacerdotum intra et extra civitatem celebrantium 1767[-1780]* ne mentionne plus Nicolas Dufour.



*Précepteur à Vienne*

Au début du mois de mars 1770, le jeune Valaisan Théodule Bay – qui est alors lui-même à Vienne – affirme que, «après une longue attente», Nicolas Dufour va pouvoir entrer au service d'un noble, ce qui lui rapportera 400 florins par année, mais il ajoute, avec pessimisme: «Il nage dans les dettes jusqu'au cou et, si son père [spirituel, M<sup>gr</sup> Ambuel,] ne lui tend pas la main, il fera naufrage.»<sup>30</sup>

C'est donc un Nicolas Dufour criblé de dettes qui va devenir précepteur de trois des enfants du comte Ernest d'Harrach, «dans une des premières maisons de Vienne», et il n'en est pas peu fier lorsqu'il écrit, le 14 mars 1770, à l'évêque Ambuel:

C'est après les recommandations réitérées de Son Eminence [Christophe Migazzi] – qui, par un excès inouï de bonté, s'est rendue garante de ma conduite – que le comte Ernst [d']Harrach, seigneur aussi distingué par ses rares vertus et sa piété que par sa naissance, m'a confié le soin d'élever trois de ses aimables fils. J'ai engagé ma parole pour six ans. Quatre cents florins de ce pays par an et mille de gratification, qu'on m'a promis au bout de la carrière, sont une récompense beaucoup inférieure au plaisir qu'il y a de cultiver les belles dispositions de ces précieux rejetons d'une si illustre lignée, dans lesquels on voit déjà éclore, quoique dans l'âge le plus tendre, les singulières qualités de leurs ancêtres. Je ne vous parle point, Monseigneur, de l'agrément que j'aurai d'accompagner ces jeunes comtes dans les différents voyages qu'ils feront, ni des autres traits de générosité que j'ai lieu d'attendre de son Excellence [d']Harrach chez qui j'entrerai, selon nos conventions faites, à la fin de mai prochain [1770].<sup>31</sup>

Nous savons que, au mois de mars 1771, Nicolas Dufour est en Valais; nous ignorons quand il y est arrivé et pourquoi il y est revenu. Peut-être a-t-il obtenu quelques semaines de congé afin de régler des affaires d'ordre familial et afin de revoir sa patrie ainsi que les parents et les amis qu'il affectionne; peut-être a-t-il rencontré l'évêque Ambuel pour établir un bilan de son séjour à Vienne, pour passer en revue divers plans concernant son avenir et pour évoquer sa situation financière.

A la fin de ce mois de mars 1771 ou au tout début d'avril au plus tard, Nicolas Dufour quitte le Valais pour s'en retourner dans la capitale habsbourgeoise<sup>32</sup>. Il y poursuit ses activités de précepteur avec succès. Le 8 septembre 1771, il écrit en effet à l'un de ses amis, le Sédunois Adrien de Torrenté:

Mes élèves ont eu cinq examens à subir, en présence de la principale noblesse de Vienne, sur la philosophie et sur l'histoire. Je puis vous assurer que, pendant près de deux mois de suite, je n'ai pas eu une heure de loisir à moi. [...] L'issue de nos différents examens a été des plus heureuses, et leurs Excellences d'Harrach m'ont témoigné leur contentement par un présent de dix-huit ducats. Je n'ai que des traits de générosité et de bienveillance à louer dans les aimables seigneurs chez qui je me trouve en qualité d'ami plutôt qu'en qualité de gouverneur. On a tous les égards possibles pour moi. Ajoutez-y les promesses les plus magnifiques. Que peut-on souhaiter de plus?

<sup>30</sup> AEV, Rz, cart. 21, fasc. 4, n° 1: Bay à Anne-Joseph de Rivaz, Vienne, 1<sup>er</sup> mars 1770, orig.

<sup>31</sup> AEV, AVL 61, n° 44, <note 27>.

<sup>32</sup> AEV, Rz, cart. 51, fasc. 11, n° 16: Pierre-Michel Cocatrix à Marie-Julienne de Rivaz, Monthey, 7 avril 1771, orig. – Nicolas Dufour est reparti en compagnie d'un Anglais nommé Fink, «capitaine de cavalerie».

Nicolas Dufour évoque déjà, avec un bel optimisme, le probable voyage qu'il fera avec l'aîné de ses élèves, «d'ici en quatre ou cinq ans», qui le conduira en France et en Italie, en passant par la Suisse et le Valais où il espère pouvoir rencontrer Adrien de Torrenté à Sion, avant d'ajouter:

Nous sommes maintenant à la campagne, sur les frontières de la Hongrie, dans la plus belle situation du monde [à Bruck-sur-la-Leitha]. Il n'y a rien, dans ce lieu de délices, qui ne flatte les sens: la magnificence du château que nous habitons, la vaste étendue des jardins parsemés de fleurs, où les citronniers et les orangers parfument l'air de leur odeur, des allées à perte de vue où je me plais à courir avec mes élèves et à me perdre ensuite avec eux dans des petits labyrinthes où l'industrie déploie tout ce qu'elle a d'art. C'est le matin surtout que j'aime à me promener seul dans un bois voisin.

Nicolas Dufour adresse également à son ami un poème qui laisse entendre qu'il s'adonne à divers plaisirs: la lecture, la composition de poèmes, la contemplation de la nature, source de rêveries, la pêche et la chasse aux oiseaux. Bref, il coule des jours heureux à Bruck, qui est pour lui un petit éden et où il pense séjourner «jusqu'à la mi-octobre»<sup>33</sup>.

Le 24 décembre 1772, il écrit à l'évêque Ambuel une lettre dans laquelle il loue la correction des mœurs de ses trois élèves et la progression rapide de leurs connaissances, admirées de tous; il ajoute que les parents Harrach, fort heureux de son travail, lui ont fait de mirifiques promesses si bien qu'il a l'espoir d'obtenir, dans un avenir proche, une situation des plus enviables<sup>34</sup>.

Le 21 juillet 1773, le pape Clément XIV prononce la dissolution de la Compagnie de Jésus. Nicolas Dufour semble très affecté par cette décision. Théodule Bay déclare en effet, le 29 mars 1774, avoir «reçu, il n'y a pas longtemps, une lettre de M. Dufour, assez singulièrement conçue, où il m'a marqué que la suppression des jésuites est fatale aux prêtres étrangers habitués dans Vienne et qu'il est très difficile d'avoir des messes»<sup>35</sup>. Le 26 mai 1774, le précepteur bas-valaisan écrit à M<sup>gr</sup> Ambuel et constate: «Votre Grandeur vient d'exécuter le bref apostolique à l'égard des jésuites de Sion et de Brigue»<sup>36</sup>. Je vous vois à présent, Monseigneur, tout occupé du soin<sup>37</sup> de réparer la perte que votre diocèse a faite.» Suivent ces mots de consolation et d'encouragement:

<sup>33</sup> AEV, ATN, cart. 48, fasc. 2, n° 117: Dufour à son ami Adrien de Torrenté, Brougg [en fait, Bruck-sur-la-Leitha], 8 sept. 1771, orig.

<sup>34</sup> AEV, AVL 61, n° 36, fol. 36 et recto du fol. 37: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 24 déc. 1772, texte latin, copie.

<sup>35</sup> Evoquant encore Nicolas Dufour, Théodule Bay ajoute, avec humour, à l'intention d'Anne-Joseph de Rivaz, son correspondant: «Ne me demande pas de ses nouvelles, parce qu'il a gardé un silence mystérieux sur tout ce qui le regarde. C'est une manie qu'il a sans doute apprise de toi.» (AEV, Rz, cart. 21, fasc. 4, n° 3: Bay à de Rivaz, Douai, 29 mars 1774, orig.) – Il est à signaler que la Faculté de Théologie à Vienne était dirigée par des jésuites.

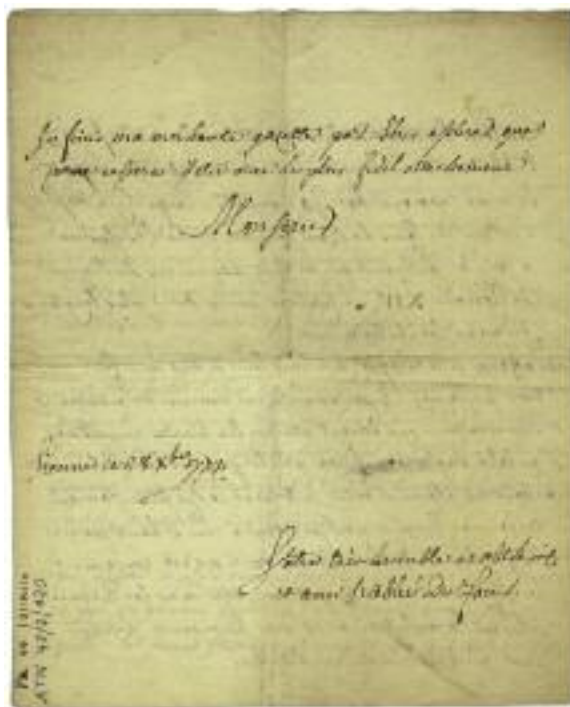
<sup>36</sup> Cette phrase de Nicolas Dufour est bien expliquée par ce passage rédigé par le chanoine de Rivaz: «L'ordre des jésuites ayant été supprimé [...], les deux collèges qu'ils avaient en Valais, à Brigue et à Sion, furent probablement les derniers qu'ils abandonnèrent, parce que l'évêque Ambuel, qui leur était tout dévoué et n'avait confiance qu'en eux pour l'éducation de la jeunesse, dans l'embarras de trouver d'aussi bons instituteurs, les retint le plus longtemps qu'il put sous l'habit des prêtres séculiers, vivant cependant selon leur règle, ce dont le ministère français prenant ombrage, l'évêque fut forcé par le résident de France [Pierre de Chaignon] et par le nonce de Lucerne [Jean-Baptiste Caprara] de les abandonner à leur mauvais sort.» (Anne-Joseph DE RIVAZ, p. 68.)

<sup>37</sup> Le copiste a commis un *lapsus*, écrivant: «sion».

Sans doute Votre Grandeur ne manque pas de zélés sujets qui s'empresseront à l'envi de seconder Vos desseins pour un changement stable, solide et avantageux au bien de Votre Eglise. Quelle gloire pour Vous, Monseigneur, d'assurer ainsi le salut des âmes qui vous sont confiées et d'affermir le bonheur de la République, dont vous êtes le chef<sup>38</sup>. L'un et l'autre descendent d'une sage réforme dans ce qui regarde l'éducation de la jeunesse, et de l'établissement d'un Séminaire bien dirigé<sup>39</sup>. Déjà, Votre Grandeur, aura-t-elle trouvé les moyens de remplir ces deux importants objets.

Cette lettre de Nicolas Dufour est d'autant plus intéressante que celui-ci informe M<sup>gr</sup> Ambuel que «le Consistoire de Vienne» lui réclame une sorte de «certificat», par lequel l'évêque de Sion l'autorisera à demeurer à l'extérieur de son «diocèse». Certes, dans ses missives, le prélat lui a déjà donné une telle «permission», mais à présent il devrait lui faire parvenir un «*exeat*» en bonne et due «forme» et ce, suggère le Bas-Valaisan, «pour un temps indéterminé»<sup>40</sup>.

Comme Nicolas Dufour va pouvoir rester à Vienne et qu'il ne renouvellera pas sa demande durant la période qui suit, on peut raisonnablement penser que M<sup>gr</sup> Ambuel s'est empressé de satisfaire au désir de son protégé.



Dernière page de la lettre que Dufour a écrite à Adrien de Torrenté, de Vienne, le 24 décembre 1774. (AEV, ATN, cart. 48, fasc. 2, n° 120.)

<sup>38</sup> «En 1778, on introduisit dans le Collège de Brigue les frères des Ecoles pies à la place des jésuites. Le Collège de Sion fut confié à des prêtres séculiers.» (Anne-Joseph DE RIVAZ, p. 68.)

<sup>39</sup> Le Séminaire diocésain, créé à Géronde en 1748, fut sous la domination des jésuites jusqu'à leur suppression au moins. «Dès 1779, les cours furent transférés à Sion» et l'influence jésuistique y demeura partiellement présente. (HUOT, p. 119-120.)

<sup>40</sup> AEV, AVL 61, n° 47, fol. 51 et recto du fol. 52: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 26 mai 1774, copie; c'est nous qui soulignons.

Le 28 décembre 1774, s'adressant de nouveau à son ami Adrien de Torrenté, le Bas-Valaisan affirme notamment: «Je continue à me porter et à *engraisser* comme un gros chanoine d'Empire. Mon embonpoint m'est à charge. C'est sans doute l'effet d'une vie sédentaire.» A ce problème physique et mineur s'ajoute une inquiétude d'un autre ordre que les mots suivants laissent transparaître: «J'avance à grands pas vers la fin de mes premiers engagements avec la maison d'Harrach. Quel sera le succès de mes travaux? Je n'en sais rien. Peut-on compter toujours sur les promesses des grands?»<sup>41</sup>

Cette dernière question prend tout son sens à la lumière des événements qui vont suivre: dès le mois de mars 1775, Nicolas Dufour, victime d'«une fièvre putride», tombe malade; il garde le lit «pendant près de six semaines»; puis, alors que sa santé peine à s'améliorer, qu'il n'est plus «qu'un cadavre ambulante», Ernest d'Harrach, faisant peu de cas de son état, «multiplie» ses «occupations» et, «par raison d'économie, veut diminuer le nombre des maîtres [qu'il a engagés] et pousser néanmoins l'éducation de ses enfants»: il a en effet subi des «pertes considérables» à la suite d'une révolte paysanne en Bohême<sup>42</sup>. Aussi Nicolas Dufour, fort déçu, songe-t-il bientôt à quitter son employeur: les six ans de loyaux et fidèles services, pour lesquels il s'était engagé, arrivent à échéance. S'il est d'évidence que le Valaisan aspire à un changement, il est tout aussi certain que, vu ses pertes financières, le comte d'Harrach souhaite également ne plus employer à plein temps ce précepteur. Il n'est par conséquent pas surprenant que, le 28 juin 1776, Nicolas Dufour déclare à l'évêque Ambuel:

J'ai quitté la maison d'Harrach. Elle m'a tenu le peu qu'elle m'avait promis. J'ai reçu une obligation de mille florins d'Autriche; bien plus, elle m'a forcé, pour ainsi dire, à continuer mes instructions françaises et historiques à mes chers élèves. Je le fais pour l'amour que je leur porte. J'ai été parrain de l'un d'entre eux qui a été solennellement confirmé à la Pentecôte [26 mai] par Son Eminence [Migazzi]. Cet honneur doit sans doute être apprécié comme la plus flatteuse récompense. L'ainé [Jean-Népomucène-Ernest] vient de terminer glorieusement ses études; il est parti pour voir les Pays-Bas, Paris et Londres, accompagné de ses illustres parents qui lui tiennent lieu de mentors<sup>43</sup>. A son retour, l'impératrice-reine [Marie-Thérèse] le destine au Conseil aulique<sup>44</sup> de l'Empire où son oncle [Ferdinand d'Harrach<sup>45</sup>] est président, preuves éclatantes de ses talents et de ses progrès. La Cour et la ville l'admirent [...] à un tel point que, quand le public a été instruit de la fin de mes engagements, j'ai été recherché à l'envi dans les premières maisons de Vienne.<sup>46</sup>

C'est le 14 juin 1776 que Nicolas Dufour est entré au service du comte Venceslas de Paar, «intendant général des postes», époux de Marie-Antoinette, princesse de Liechtenstein-Nikolsbourg; il s'occupe des deux fils de cette famille, «dont l'ainé n'a que six ans. Votre Grandeur [constate-t-il avec humour] s'étonnera sans doute de cet étrange contraste: j'ai quitté des cavaliers raisonnables pour

<sup>41</sup> AEV, ATN, cart. 48, fasc. 2, n° 120: Dufour à de Torrenté, Vienne, 28 déc. 1774, orig.; souligné par Dufour.

<sup>42</sup> AEV, AVL 61, n° 52, <note 27>, document dans lequel Nicolas Dufour évoque sa «pénible charge de gouverneur et d'instructeur de quatre élèves», nombre qui, en 1770, était, rappelons-le, de trois. – Sur les événements de Bohême, voir, ci-dessous, p. 266.

<sup>43</sup> Il ne semble pas que Nicolas Dufour ait eu l'occasion d'entreprendre, avec l'ainé de ses élèves, le voyage qu'il annonçait comme probable le 8 septembre 1771. (Voir, ci-dessus, p. 256.)

<sup>44</sup> Conseil qu'on pourrait qualifier de Tribunal suprême.

<sup>45</sup> Ferdinand d'Harrach (1708-1778) est à la fois le grand oncle et l'oncle par alliance de Jean-Népomucène-Ernest. Frère de Frédéric-Auguste-Gervais, le grand père de Jean-Népomucène-Ernest, il a épousé, en secondes noces, en 1740, Rose d'Harrach, une fille de ce frère.

<sup>46</sup> AEV, AVL 61, n° 35, <note 11>.

lutter avec les caprices de l'enfance.»<sup>47</sup> Cette fois, le Valaisan n'a conclu aucun contrat – alors même qu'on lui en proposait un – afin de garder sa liberté: d'une part, il dit avoir appris à ses «dépens combien il en coûte d'être esclave de sa parole»; d'autre part, il semble espérer que M<sup>gr</sup> Ambuel le rappellera dans le diocèse de Sion et, si tel devait être le cas, il pourrait y revenir dès que son évêque lui en exprimera le désir, voire lui en intimera l'ordre<sup>48</sup>.

Pour des motifs que nous ignorons, mais qui pourraient être liés aux dettes que Nicolas Dufour ne lui a pas remboursées, M<sup>gr</sup> Ambuel ne semble pas pressé d'exaucer le vœu de l'ecclésiastique bas-valaisan, si bien que ce dernier, à la fin de cette année 1776, a déjà changé de maison pour s'occuper des enfants du comte Charles de Dietrichstein. Le 16 décembre 1776, il en avise M<sup>gr</sup> Ambuel en ces termes:

Le ciel, qui m'avait mis dans la maison de Paar, m'en a fait sortir pour entrer dans une des plus illustres familles de l'Empire, dans celle du comte de Dietrichstein. J'ai quitté la première, Monseigneur, à cause des obstacles que j'y ai rencontrés (que sert-il de gagner un monde entier si l'on vient à perdre son âme<sup>49</sup>?) et je jouis, dans celle où je me trouve, de tous les avantages qui peuvent accompagner le pénible emploi de gouverneur. J'ai deux cents ducats par an. Je suis libre et prêt à y renoncer dès que la voix du Très-Haut m'appellera ailleurs.

Dire à Votre Grandeur que Son Eminence [Migazzi] m'a guidé dans cette démarche, c'est, j'en suis sûr, mériter d'avance Votre suffrage.<sup>50</sup>

Il n'est pas sans intérêt de signaler que le comte Ernest d'Harrach a épousé la comtesse Marie-Josèphe de Dietrichstein et que leurs deux familles sont donc apparentées<sup>51</sup>. Quant à Charles de Dietrichstein, il est un membre éminent de la noblesse. Diplomate et homme d'Etat devenu, en 1764, grand écuyer de la Cour impériale, il est un ami personnel et un conseiller intime de l'empereur Joseph II. Il a déjà accompagné celui-ci dans certains de ses voyages. Mentionnons-en deux: en 1768, au Banat, et l'année suivante dans la péninsule italienne, à Rome, mais aussi à Naples, Florence, Parme, Turin et Milan<sup>52</sup>.

Le 15 décembre 1777, non sans fierté, Nicolas Dufour adresse à son évêque la page 109 de ce qu'il nomme la «Gazette impériale», du 11 février précédent. Il s'agit très précisément de la «Kaiserlich-Königliche allergnädigst privilegirte

<sup>47</sup> Le comte de Paar et son épouse ont, en 1776, deux fils: Venceslas, né le 18 janvier 1770, et Jean-Charles, né le 15 juin 1772.

<sup>48</sup> AEV, AVL 61, n° 35, <note 11>.

<sup>49</sup> Nous ignorons à quoi, précisément, Nicolas Dufour fait allusion. Nous nous demandons cependant si le comte Venceslas de Paar ne s'est pas montré trop ouvertement partisan d'un matérialisme qui a choqué le Bas-Valaisan. Que cette conjecture soit proche de la réalité ou non, il est à signaler que ce noble, devenu franc-maçon, intégrera la loge viennoise *Zur gekrönten Hoffnung*, à la même époque que le fit Dufour! (ABAFI, t. IV, p. 200-202. Voir encore, ci-dessous, p. 290.)

<sup>50</sup> AEV, AVL 61, n° 51, fol. 57 bis: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 16 déc. 1776, copie.

<sup>51</sup> Des Valaisans ont été précepteurs dans les familles Dietrichstein et Harrach avant Nicolas Dufour: un Colombini de Sion l'a été chez les Dietrichstein; François-Joseph Weger, de Geschinen, chanoine de l'Abbaye de Saint-Maurice, venu suivre des cours de droit canon à Vienne, et Xavier Willa, de Loèche, qui a étudié le droit dans la capitale habsbourgeoise, l'ont été chez le comte Frédéric-Auguste-Gervais d'Harrach, père d'Ernest. Par la suite, Weger fut, en 1746, précepteur de l'archiduchesse Marie-Anne, fille aînée de Marie-Thérèse, et, de 1747 à sa mort, précepteur du futur Joseph II. (BERTRAND II, p. 352; BOURBAN, p. 17-38.)

<sup>52</sup> WURZBACH, t. III, notice *Dietrichstein-Proskau-Leslie, Karl Johann Baptist Walter Fürst von*, p. 302.

Realzeitung», éditée à Vienne<sup>53</sup>. Dans la rubrique des faits divers, ce périodique relate l'anecdote suivante: le 30 janvier 1777, au domicile du comte Ernest d'Harrach, trois de ses enfants, Charles, Ferdinand et Thérèse, devant une assemblée de hauts nobles et d'érudits, se sont soumis avec succès à un difficile examen portant sur l'histoire de l'Empire allemand ainsi que sur l'histoire générale des temps modernes. Non seulement la gazette affirme que les capacités intellectuelles des trois enfants ont été unanimement applaudies par les auditeurs présents, mais elle laisse entendre encore que leur réussite n'est pas étonnante lorsque l'on sait que c'est l'abbé Dufour, aujourd'hui précepteur chez le comte de Dietrichstein, qui les a préparés: on connaît en effet les qualités remarquables du Valaisan dont l'enseignement est digne d'éloges.



Fig. 4 – Charles de Dietrichstein (1728-1808), comte, puis, dès 1784, prince, par Charles Agricola (1779-1852). (Site web n° 2)

Fort de ce témoignage confirmant qu'il a continué de donner des cours à une partie de la progéniture du comte d'Harrach – après avoir quitté la maison de celui-ci – jusqu'au mois de février 1777 pour le moins, Nicolas Dufour brosse une sorte de bilan de son séjour à Vienne:

<sup>53</sup> Nous remercions M. Peter Ramsauer pour les démarches qu'il a entreprises, de même que la Bibliothèque nationale autrichienne qui lui a fait parvenir diverses photocopies concernant Nicolas Dufour, en règle générale, et l'article mentionné ci-dessus, en particulier.

Quoique, jusqu'à présent, je n'aie rendu aucun service direct à Votre diocèse, Monseigneur, ceux que je consacre à l'étranger ne peuvent-ils pas me mettre à couvert de tout reproche? L'Eglise, dispersée dans tout le monde, ne fait qu'un seul corps dont les différents membres participent à la même communion. Cette pieuse mère, Monseigneur, regarde du même œil ses fidèles enfants. Ainsi sa fille de Sion ne doit pas être indifférente au bien que je fais à sa sœur de Vienne. Qu'importe où ce soit, pourvu que l'on travaille à la gloire générale de la religion! Je lui ai préparé un appui dans mes illustres élèves, que la naissance, le rang et l'éducation destinent à être le principal soutien. Outre cela, Monseigneur, une économie réglée m'a mis dans le cas de faire revivre l'honneur de feu mon père dont je viens de payer les dettes qui [se] montaient à cinquante louis d'or neufs. J'assiste aussi, du mieux qu'il m'est possible, ma mère et le bienfaisant Espagnol [François Durand], mon parrain. Il me reste encore un grand devoir à remplir, celui de rembourser à Votre Grandeur les avances qu'Elle m'a faites jadis en argent pour mon voyage et mon séjour d'ici. Je Vous supplie, Monseigneur, de m'en indiquer la somme<sup>54</sup>. Je pourrai en peu m'acquitter de ce devoir [...].<sup>55</sup>

Pour des raisons qui nous sont inconnues, après quelques mois passés dans la maison Dietrichstein, Nicolas Dufour la quitte. Christophe Migazzi lui propose alors une cure que le Bas-Valaisan refuse, car, écrit-il, «je ne me trouve pas assez parfait dans la langue allemande ni assez expert dans les cas de conscience pour accepter une charge aussi redoutable». Une autre possibilité s'offre à lui: travailler «auprès d'un professeur de droit canon», mais le Valaisan la repousse également, sans s'expliquer à ce sujet. C'est pourquoi le cardinal-archevêque le charge de s'occuper de sa correspondance en français, dans l'attente de lui trouver une nouvelle place de précepteur; ce qui est bientôt fait, puisque, le 1<sup>er</sup> janvier 1778, Nicolas Dufour prévoit d'«entreprendre l'éducation de trois aimables cavaliers, les fils de M. de Törry, vice-intendant de l'artillerie impériale», chez lequel il sera «bien

<sup>54</sup> Il est possible que Nicolas Dufour ne connaisse pas avec précision le montant qu'il doit à M<sup>gr</sup> Ambuel, en raison des intérêts qui y sont liés.

<sup>55</sup> AEV, AVL 61, n° 48, verso du fol. 52, fol. 53 et recto du fol. 54: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 15 déc. 1777, copie. – Anne-Joseph de Rivaz affirme que M<sup>gr</sup> Ambuel «était un prélat savant, pieux, zélé, débonnaire, grave, affable et poli», mais il ajoute: «On ne lui reproche que de la ténacité à l'argent» (Anne-Joseph DE RIVAZ, p. 63). Le 15 décembre 1773, Dufour semble confirmer cette dernière remarque, lui qui écrit à l'évêque de Sion: «La confiance que j'ai en Vous, Monseigneur, m'engage à Vous marquer la consternation qui afflige mon cœur. Des personnes de confiance m'écrivent du pays que Votre Grandeur témoigne beaucoup d'inquiétude sur ce que [je] Lui dois. Quel est donc le motif d'un tel embarras? Je suis prêt à Vous faire toucher, Monseigneur, les vingt écus que vous avez eu la bonté d'envoyer à mon cher parrain Durand, dès que Votre Grandeur m'indiquera une voie certaine. Il est vrai que je ne suis pas en état pour le présent de rembourser à Votre Grandeur l'argent qu'Elle m'a avancé pour mon voyage d'Allemagne, mais Vous pouvez être assuré, Monseigneur, que Vous serez entièrement satisfait au terme de mes premiers engagements avec Son Excellence le comte d'Harrach, c'est-à-dire d'ici en deux ans. Je Vous prie très instamment, Monseigneur, de vouloir bien me rassurer là-dessus en me faisant connaître Votre façon de penser.» (AEV, AVL 61, n° 54, <note 25>.) – Nous ignorons ce que l'évêque a répondu à Dufour; mais ce n'est en tout cas pas avant 1778 que l'abbé remboursera à M<sup>gr</sup> Ambuel la somme qui lui a permis de gagner Vienne et d'y vivre dans les premiers temps. Et, si le prélat est attaché à l'argent – l'héritage qu'il laissera en témoigne aussi –, il est juste de souligner qu'il semble accorder assez facilement des prêts destinés à la formation de jeunes gens plus ou moins démunis; la correspondance de Dufour nous en donne deux exemples: le premier concerne cet ecclésiastique lui-même, et le second se rapporte à Pierre-Joseph Dallèves (voir, ci-dessous, p. 264). Mieux encore, la citation qui précède nous apprend que M<sup>gr</sup> Ambuel, à la demande de Nicolas Dufour et au nom de celui-ci, n'a pas hésité à faire parvenir «vingt écus» à François Durand dont, à l'évidence, la situation matérielle est mauvaise. Voilà une nouvelle dette contractée par le précepteur valaisan... – Sur M<sup>gr</sup> Ambuel, voir TRUFFER, p. 80-82, et *Helvetia sacra*, t. I/5, p. 259-260.

logé, bien payé et très bien nourri», en espérant un poste plus élevé que l'archevêque de Vienne ambitionne pour lui<sup>56</sup>.

On peut s'étonner que, depuis 1776, Nicolas Dufour change souvent de maisons et que son apparente instabilité ne se soit pas retournée contre lui. Il faut croire qu'il a toujours réussi à justifier par de bons motifs sa volonté de quitter les uns et les autres, sinon il nous semble que l'archevêque Christophe Migazzi se serait lassé de l'aider et qu'il ne se serait pas souvent évertué à lui chercher et à lui trouver un nouvel emploi.

A partir du début de l'année 1778 et pendant plus d'une année et demie, nous n'avons trouvé que peu de renseignements sur les activités de l'ecclésiastique bas-valaisan. Cette période est notamment marquée par le décès d'Adrien de Torrenté, survenu le 21 octobre 1778. D'où ces mots de Nicolas Dufour: «La mort de M. le grand châtelain [...] a été un coup de foudre pour moi. Sion regrette en lui le modèle de magistrat, et je pleurerai longtemps le meilleur de mes amis.»<sup>57</sup> Cette disparition est aussi fâcheuse d'un point de vue historique: elle nous prive de missives que le Bas-Valaisan aurait encore adressées au Sédunois et dans lesquelles il se serait vraisemblablement plus épanché que dans une correspondance entretenue avec un prélat.

Nous ne savons pas si Nicolas Dufour est effectivement entré au service de «M. de Törry». A en croire l'*Armorial valaisan*, dès 1779, il est redevenu précepteur chez le comte Charles de Dietrichstein<sup>58</sup>. Cette information paraît correcte: le 18 avril 1779, sans donner plus de précisions, l'ecclésiastique évoque «l'illustre maison où je suis»<sup>59</sup> et, surtout, nous avons la certitude qu'au début de 1780 il s'occupe effectivement de l'éducation et de l'instruction de François, le fils aîné de ce noble. De plus, nous démontrerons à plusieurs reprises ci-dessous que les liens unissant le comte de Dietrichstein et Nicolas Dufour sont devenus étroits, et que le second devra beaucoup au premier. Quant à un Antoine-Félix Zondadari persifleur, il prétend que Nicolas Dufour «réussit» si bien «dans le monde», car il affecte «une grande douceur de manières et de langage»<sup>60</sup>...

Au cours de la période qui s'étend de 1770 à 1780, Nicolas Dufour écrit assez régulièrement à destination du Valais, et celles de ses lettres qui ont été copiées ou conservées contiennent des renseignements auxquels nous n'avons pas ou guère fait allusion jusqu'à présent. D'où les trois subdivisions qui suivent.

### *Quelques nouvelles de Valaisans séjournant dans les Etats habsbourgeois*

Dans sa correspondance, Nicolas Dufour donne de temps à autre des informations sur des Valaisans qui se trouvent à Vienne ou ailleurs dans les territoires sous domination habsbourgeoise.

<sup>56</sup> AEV, AVL 61, n° 55, verso du fol. 61 et fol. 62: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 1<sup>er</sup> [janv.] 1778, copie.

<sup>57</sup> *Ibidem*, n° 49, fol. 54, 55 et recto du fol. 56: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 24 déc. 1778, copie.

<sup>58</sup> *Armorial val.*, notice *Dufour*, p. 83.

<sup>59</sup> AEV, AVL 61, n° 34, fol. 32-33: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 18 avril 1779, copie. – Nicolas Dufour signale qu'un «gouverneur» s'occupe «des fils cadets» de la famille et dit être devenu ami avec celui-ci.

<sup>60</sup> HUBERT, p. 189.



Le 9 septembre 1772, il écrit à M<sup>gr</sup> Ambuel, évoquant l'abbé Jean-Claude Putallaz<sup>61</sup> en ces termes:

Votre Grandeur peut être assurée du zèle avec lequel M. l'abbé Putallaz renonce aux avantages dont il aurait pu jouir ici pour aller travailler dans la vigne du Seigneur. Outre les bons témoignages qu'il a reçus, sachant ses progrès dans les sciences relatives à son état, sa conduite est en tout irréprochable. C'est l'éloge que font de lui tous ceux qui le connaissent. Il n'a d'autre but que celui de mériter la satisfaction de l'Illustre Personnage [M<sup>gr</sup> Ambuel] à qui il est entièrement dévoué. Je prie très humblement Votre Grandeur de seconder de si heureuses dispositions [...].

Il ressort d'un autre passage de cette lettre que l'abbé Putallaz est sur le point de rentrer définitivement dans son pays natal<sup>62</sup>. Ce qui se révèle exact: cet ecclésiastique enseignera au Séminaire épiscopal de Géronde dès la fin de 1772 avant de se retrouver curé d'Ems de 1773 à 1777, puis curé de Vex durant quelques semaines en 1777, la mort l'emportant le 31 mars de cette année-là<sup>63</sup>.

Le 24 décembre 1772, Nicolas Dufour constate que tous les clercs valaisans qui étudient à Vienne se distinguent par leurs mœurs excellentes et il dit avoir rencontré, le 7 novembre, le dénommé Wegener, âgé de vingt ans, d'une grande maturité déjà, dont il juge les dispositions remarquables; il le dépeint à la fois inquiet et affligé à l'idée de ne pas pouvoir recevoir un jour les ordres sacrés, vu sa très petite taille<sup>64</sup>. L'on peut supposer que Nicolas Dufour attend de M<sup>gr</sup> Ambuel qu'il veuille bien s'occuper de l'avenir de ce jeune homme prometteur<sup>65</sup>. S'il s'agit d'Antoine Wegener, hypothèse d'autant plus vraisemblable que ce dernier a 20 ans en 1772 et qu'il a effectivement suivi des études de théologie spéculative à Vienne, alors on peut affirmer que Dufour a vu ses vœux exaucés, puisque ce Haut-Valaisan deviendra prêtre et qu'il sera chanoine de la cathédrale de Sion dès 1779<sup>66</sup>.

Le 28 juin 1776, Nicolas Dufour signale à M<sup>gr</sup> Ambuel qu'il a entrepris «un petit voyage» en Hongrie pour y rendre visite à son cousin Jean-François Guérin «qui s'y trouve très à son aise». Il affirme aussi avoir rencontré Joseph-Hubert Grevat, «un très digne ecclésiastique, qui serait charmé de se repatrier<sup>67</sup> si Votre Grandeur daignait le rappeler; Elle serait contente d'une pareille acquisition.»<sup>68</sup>

<sup>61</sup> En 1770, Théodule Bay, évoquant Jean-Claude Putallaz, étudiant à Vienne, écrit qu'il est «toujours intéressé, défiant, caché, mal complaisant». Mais, à l'évidence, Bay n'est pas un juge objectif, car il a quelque rancune envers ce condisciple qui a refusé de lui prêter un peu d'argent; il reconnaît cependant qu'«il s'applique avec beaucoup de diligence aux études de la spéculative». (AEV, Rz, cart. 21, fasc. 4, n° 1, <note 30>.)

<sup>62</sup> AEV, AVL 61, n° 43, fol. 43 et recto du fol. 45 (le fol. 44 n'existe pas, en raison d'une erreur de numérotation); Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 9 sept. 1772, copie.

<sup>63</sup> MARTONE, TRUFFER, 2<sup>e</sup> partie, notice *Puttalaz [sic]*, (*Jean*) *Claude*, p. 247; *Nouvel Almanach* [...], 1773-1777.

<sup>64</sup> On peut donc penser qu'Antoine Wegener est proche du nanisme.

<sup>65</sup> AEV, AVL 61, n° 36, <note 34>.

<sup>66</sup> MARTONE, TRUFFER, 2<sup>e</sup> partie, notice *Wegener*, (*Johann*) *Anton*, p. 198. Voir la note 97 de la p. 272.

<sup>67</sup> Forme, aujourd'hui considérée comme archaïque, du verbe «rapatrier».

<sup>68</sup> AEV, AVL 61, n° 35, <note 11>. – Jean-François Guérin, originaire de Vionnaz, a probablement achevé ses études à Vienne; puis il s'est installé en Hongrie: un temps précepteur dans la famille Zichy – il sera même grand aumônier de la comtesse Frédérique Zichy de Vasonykeö –, il est devenu curé de Várpalota, protonotaire apostolique et chanoine honoraire du Chapitre de la Collégiale Saint-Michel-Archange à Szombathely. Après son retour définitif en Valais, on le retrouve auxiliaire du curé de Vionnaz, Jean-Baptiste Fournier, en 1783, puis curé de cette paroisse de 1791 à sa mort; dès 1805, il est aussi surveillant du décanat de Monthey (DUPONT LACHENAL, p. 546-547; SCHOCH, p. 169 et p. 172). C'était, d'après le chanoine Carraux, un «homme très recommandable par sa piété, sa douceur et sa libéralité», sans doute l'«un des plus dignes et des plus pieux, des plus polis et des plus généreux ecclésiastiques qu'il y ait jamais eu en ce diocèse

Le 24 décembre 1778, il annonce qu'il a «payé [...] vingt louis d'or et demi» à Pierre-Joseph Dallèves<sup>69</sup>, «selon les ordres» de M<sup>gr</sup> Ambuel qui s'occupe de la formation de ce Valaisan, et il ajoute: «Le bon usage que ce jeune homme fait de son argent le rend digne de cet important service.» Le 7 juillet 1779, à propos de Dallèves toujours, Nicolas Dufour écrit:

Si le bien de Votre diocèse, Monseigneur, exige des ministres zélés selon l'esprit de Dieu, il n'est pas moins nécessaire au bonheur de la République, dont Vous êtes le chef, d'avoir des hommes éclairés selon l'esprit des lois. Les premiers sont l'appui des autels; les seconds, le soutien de la sûreté civile. [C']est sur cette double base, Monseigneur, que s'élève et s'affermir la véritable félicité des Etats.

Votre Grandeur trouvera dans mon compatriote et mon ami Dallèves un sujet capable de se présenter au sanctuaire de Thémis par les vastes et profondes connaissances qu'il a acquises dans toutes les parties de la jurisprudence. J'ai un plaisir infini à Vous adresser, Monseigneur, [les témoignages (?)]<sup>70</sup> authentiques de ses progrès. Peu d'écoliers en obtiennent de semblables. Tous ses professeurs s'accordent à faire l'éloge de [s]a<sup>71</sup> diligence et de son habileté. J'ose, Monseigneur, y ajouter celui de sa conduite qui est à l'abri de tout reproche. Il m'a demandé mes conseils, docile à mes avis; j'ai tâché de ne lui en donner que de bons; il les a suivis. Son caractère est celui d'un homme ferme, droit, équitable et désintéressé. Sous les auspices de Votre Grandeur, de quelle utilité ne peut-il pas être à la patrie? Il ne lui manque qu'un petit séjour en France pour l'entier développement de ses talents et pour le perfectionner au style du barreau.

Le 20 septembre 1779, Nicolas Dufour, après avoir remercié M<sup>gr</sup> Ambuel d'avoir bien voulu «se prêter au voyage de M. Dallèves en France», ajoute: «Je le recommande très instamment à Vos bontés, sachant que jamais il n'en abusera.» Ces propos permettent de supposer que, parfois, l'ecclésiastique bas-valaisan peut avoir quelque influence sur l'évêque Ambuel<sup>72</sup>.

Le 27 décembre 1779, Nicolas Dufour annonce à ce dernier que Jean-François Guérin et Joseph-Hubert Grevat vont regagner le diocèse de Sion au printemps 1780. Il affirme notamment que «le premier apportera des richesses au pays et le second, des talents sans récompense», avant de préciser qu'«ils partent, tous deux,

de Sion» (AEV, AVL 393, p. 168 et p. 537); à son décès, le Conseil d'Etat affirmera que ce «pasteur si respectable [...] a donné des exemples si éclatants de la charité évangélique» et qu'il «a porté à un si haut point la charité pastorale et laissé des souvenirs qui doivent être longtemps chers à cette paroisse [de Vionnaz]» (AEV, M, vol. 30, p. 214; le CE à M<sup>gr</sup> Joseph-Xavier de Preux, Sion, 13 juillet 1808, minute; *ibidem*, p. 266-267: circulaire du CE à la Diète, été 1808, minute). Quant à Joseph-Hubert Grevat, prénommé de façon incorrecte Jean-Hubert par Dufour ou par le copiste, il est recteur de Vionnaz en 1782: il a pour tâche de seconder le curé Fournier et d'être maître d'école; puis recteur de Monthey dès 1791 ou 1792: nommé par «la noble bourgeoisie», il s'occupe de la chapelle de l'hôpital, doit «célébrer la messe les dimanches et jours de fête» et «tenir classe», enseignant aux enfants «le catéchisme, à lire, à écrire et même la langue latine jusqu'à la rhétorique inclusivement». (TAMINI, DÉLÈZE, p. 146-147; AEV, AVL 452, p. 266.)

<sup>69</sup> Voir MAISSEN, GATTLEN, p. 149, n° 108. – Selon ces auteurs, il s'agirait de Pierre-Joseph Dallèves (1763-1813), grenadier dans les troupes napoléoniennes, qui trouvera la mort à la bataille de Leipzig. Mais, comme le dénommé Dallèves est immatriculé à l'Université de Vienne en 1777 et qu'ils ignoraient sa date de naissance, nous doutons qu'il ait entrepris des études supérieures à l'âge de quelque 14 ans. C'est pourquoi nous penchons pour Pierre-Joseph (1752-1811), «banier général d'Entremont» qui, lors de la Révolution bas-valaisanne de 1798, fut «membre du Comité central et du Comité général de Saint-Maurice» (DONNET, t. I, p. 133).

<sup>70</sup> Le copiste a omis au moins deux mots.

<sup>71</sup> Au lieu de l'article défini «la».

<sup>72</sup> AEV, AVL 61, n° 49, <note 57>; *ibidem*, n° 50, verso du fol. 56 et fol. 57: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 7 juillet 1779, copie; *ibidem*, n° 42, verso du fol. 42 et fol. 42 bis: le même au même, Vienne, 20 sept. 1779, copie.

animés du véritable zèle d'être utiles à leur patrie»<sup>73</sup>, et de solliciter, «très humblement», la protection de son destinataire à la fois pour eux et pour lui<sup>74</sup>.

### *Renseignements divers sur des faits d'actualité*

Nicolas Dufour ne manque pas de communiquer à ses correspondants valaisans quelques nouvelles politiques, religieuses et militaires concernant les Etats de la monarchie habsbourgeoise ou y suscitant quelque intérêt.

Le 28 décembre 1774, il adresse une lettre à son ami Adrien de Torrenté. Dans celle-ci, il évoque d'abord Louis XVI dont les premiers pas, en tant que souverain, sont suivis avec d'autant plus d'attention à Vienne que, marié à Marie-Antoinette, il est le beau-fils de l'impératrice Marie-Thérèse et le beau-frère de Joseph II; il écrit: «Ce qui occupe le plus aujourd'hui nos politiques, c'est l'heureux rappel des anciens parlements en France, époque par laquelle le jeune monarque remplit les vœux de sa nation.»<sup>75</sup>

Il passe ensuite au conclave qui se tient au Vatican, affirmant que les cardinaux sont «toujours indécis» quant au choix du «successeur» du pape Clément XIV dont il qualifie le décès de «tragique»<sup>76</sup>, ajoutant: «Ce qu'il y a de sûr, c'est que les Cours de[s] Bourbons ont donné l'exclusive à tous les cardinaux qui ne sont pas animés de l'esprit de Clément XIV. Le conclave pourra durer plus longtemps qu'on ne le souhaiterait.»

Enfin, il aborde deux autres sujets d'actualité:

Les affaires de la Pologne sont bien loin de voir leur fin. Les trois Puissances copartageantes [l'Autriche, la Prusse et la Russie] ont nommé de nouveaux démarcateurs qui doivent étendre les limites respectives au-delà des bornes fixées par le premier démembrement [de 1772].

La paix est affermie entre la Porte et la Russie. Jamais ce dernier empire n'est parvenu à un si haut point de grandeur. Par les articles dont on est convenu, la Moscovie trouve les portes ouvertes dans la Turquie<sup>77</sup>. Telle est la révolution des choses humaines, sujettes aux plus étonnantes vicissitudes.<sup>78</sup>

<sup>73</sup> Nous ignorons si Guérin et Grevat sont effectivement partis pour le Valais au printemps 1780. Il n'est pas impossible qu'ils y soient revenus un peu plus tard. (Voir, ci-dessus, la note 68.)

<sup>74</sup> AEV, AVL 61, n° 41, verso du fol. 41 et fol. 42: Dufour à M<sup>gr</sup> Ambuel, Vienne, 27 déc. 1779, copie.

<sup>75</sup> Allusion aux mesures prises, au début de 1771, par Maupeou, ministre de Louis XV, contre le Parlement de Paris et les parlements de province. Ces mesures furent reportées, peu après son avènement, par Louis XVI, conseillé par le ministre Maurepas.

<sup>76</sup> Clément XIV, après avoir notamment subi les pressions de divers souverains, décida de supprimer l'ordre des jésuites, ce qui provoqua quelques remous. «Les prophéties d'une certaine Bernadine Baruzzi, qui annonçait en termes apocalyptiques la mort prochaine du pape, lui inspirèrent une terreur qui grandit jusqu'à l'issue fatale. Il languit depuis le printemps jusqu'au 21 [en fait, le 22] septembre 1774 où il expira pieusement.» (CASTELLA, t. II, p. 247.) – Le successeur de Clément XIV – Pie VI – ne sera élu par le conclave que le 15 février 1775.

<sup>77</sup> «L'emprise de la Russie sur la Pologne, depuis l'avènement de Stanislas Poniatowski (1764), inquiétait la Porte, qui déclencha la guerre sans préparation en 1768 [...]. Les troupes russes furent partout victorieuses [...]. / Cette guerre se termina par le traité de Küçük-Kaïnardji [ou Kainarza] (21 juill. 1774), le plus désastreux qu'ait jusqu'alors signé la Porte. La Russie se substituait à la Turquie comme Puissance suzeraine en Crimée; elle obtenait Azov, Kertch, les districts du Kouban et du Terek, l'embouchure du Dniepr; elle se faisait reconnaître la libre navigation en mer Noire et en Méditerranée; et, surtout, elle devenait la protectrice officielle des chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman, ce qui allait lui permettre désormais d'intervenir constamment dans les affaires turques. Ce traité ouvrait la «question d'Orient» [...] qui devint un des plus graves problèmes de la politique européenne au XIX<sup>e</sup> s[ècle].» (MOURRE, t. VIII, notice *Turquie*, p. 4713-4714.) – En 1788, Joseph II fit alliance avec la Russie contre la Turquie.

<sup>78</sup> AEV, ATN, cart. 48, fasc. 2, n° 120, <note 41>.

Le 22 mai 1775, Dufour, s'adressant à l'évêque Ambuel, évoque le fait que nombre de paysans de Bohême se sont révoltés et qu'ils ont causé, «il y a deux mois, les plus affreux dégâts sur les terres de plusieurs seigneurs», avant que l'intervention de l'armée réussisse à mettre fin à «la rapine» et au «carnage»<sup>79</sup>.

Ce que Nicolas Dufour ne dit pas, c'est que ces révoltes, qui ont commencé au mois de janvier 1775 dans la région de Königgrätz, sont dues aux pénibles conditions de vie des paysans, plroyant sous le joug de seigneurs ou d'intendants cyniques, et à plusieurs mauvaises récoltes successives qui ont accru une détresse déjà profonde<sup>80</sup>. En d'autres occasions, nous le verrons, l'ecclésiastique valaisan saura se montrer plus critique et plus mordant...

Le 24 décembre 1778, faisant allusion à la guerre de Succession de Bavière, il parle du «théâtre des malheurs» que sont devenues «la Saxe, la Bohême et la Silésie». Tout en évitant d'entrer dans trop de détails, précisons ce qui suit: l'Electeur de Bavière, Maximilien III Joseph, étant mort en décembre 1777 sans enfants, c'est le duc palatin Charles-Théodore, sans descendance directe lui aussi, qui lui a succédé; en janvier 1778, ce dernier a reconnu les prétentions habsbourgeoises sur la Basse-Bavière et sur une partie du Haut-Palatinat et, à l'instigation de Joseph II et du chancelier Venceslav-Antoine Kaunitz sourds aux fortes réticences de Marie-Thérèse<sup>81</sup>, les troupes autrichiennes ont pris aussitôt possession de ces territoires au grand dam de Frédéric II de Prusse soutenu par l'électeur de Saxe Frédéric-Auguste III; Frédéric II, en juillet, a déclaré la guerre à l'Autriche et son armée est entrée en Bohême, s'y est livrée au pillage sans qu'une bataille ait eu lieu cependant; en automne 1778, l'armée prussienne se sera repliée en Silésie et des négociations se seront ouvertes entre la Prusse et l'Autriche, l'armistice étant signé en janvier 1779 et un Congrès réuni à Teschen en mars de la même année.

En ce 24 décembre 1778, Nicolas Dufour ajoute:

La guerre déploie partout ses horreurs; elle commence à faire sentir sa cruelle influence jusque dans nos foyers par les énormes impôts dont on foule indistinctement les particuliers. Qu'importe, cependant, aux bourgeois de Vienne ou de Berlin que l'écusson de la Bavière soit fondu tout en entier ou seulement en partie dans celui de Mannheim [capitale du Palatinat]! L'Allemand qui boit les eaux de la Spree sera-t-il bien fier de voir humilier l'Allemand qui s'abreuve dans le Danube? C'est entre eux une vraie guerre civile dont il n'y a pour la nation ni honneur ni profit à retirer. Les souverains même, Monseigneur, quelle que soit l'issue de ce bruyant procès, ne peuvent assurément s'en rien promettre qui les indemnise jamais de leurs formidables préparatifs. Un épuisement réciproque en est déjà le fruit dès le premier pas. Les douanes de cent villages de Bavière rendront-elles à l'Empereur [Joseph II] la cen-

<sup>79</sup> AEV, AVL 61, n° 52, <note 27>. – «Un tiers du royaume [de Bohême] avait été à feu et à sang, une trentaine de châteaux ravagés, plusieurs centaines de fermes dévastées. Au sud, l'attitude des paysans avait été si menaçante que tout le monde était convaincu qu'ils se seraient joints à l'insurrection pour peu qu'elle se fût prolongée.» (DENIS, t. I, p. 560.) Ce sont «quelque 40 000 soldats» qui «écrasèrent cette révolte jusqu'à la fin d'avril, sans pouvoir toutefois venir à bout de flambées locales limitées». (HOENSCH, p. 292.)

<sup>80</sup> Ernest Denis signale qu'«il est incontestable que les questions religieuses jouèrent un certain rôle dans la tentative d'insurrection de 1775», car «des réminiscences des guerres hussites hantaient les imaginations» de ceux qu'il qualifie d'«hérétiques». Mais il admet que ce rôle fut très secondaire. (DENIS, t. I, p. 557-559.)

<sup>81</sup> Epouse de François de Lorraine, empereur du Saint Empire romain germanique de 1745 à sa mort en 1765, mère de Joseph II, Marie-Thérèse a régné de 1740 à 1780. Joseph II, empereur de 1765 à 1790, a régné seul sur les États de la monarchie autrichienne de 1780 à 1790, après en avoir été le corégent à partir de 1765. Dès 1766, sa mère lui avait déjà cédé «l'armée et [...] les affaires militaires». (HASQUIN II, p. 84.)

tième partie de ce que lui a coûté la seule marche de ses troupes? L'honneur d'empêcher une petite province d'Allemagne d'être partagée sera-t-il pour le roi de Prusse, même s'il réussit, un dédommagement de ses dépenses? La propriété foncière des terrains contestés ne vaudra jamais à son maître, quel qu'il soit, deux millions de revenus. Les exacteurs des impôts, en quelque nom qu'ils agissent, n'y auront jamais 500 000 hommes de plus à rançonner. Et, pour en assurer la possession à l'un ou à l'autre des concurrents, il en coûtera la vie d'un million d'hommes, peut-être avec sept ou huit cents millions d'argent comptant. Certainement, quel que soit le vainqueur, il sera ruiné de son gain. Que restera-t-il donc au vainqueur? Comme[nt] regarderait-on, dans l'ordre commun de la vie, un particulier, père de famille, qui ferait une pareille spéculation?

Nicolas Dufour écrit avoir «hasardé ces réflexions», car la guerre «est l'unique objet qui occupe ici les esprits»; il prévoit que «la campagne prochaine sera des plus sanglantes» et annonce que Joseph II «aura une armée de trois cent mille hommes pour la fin de février», avant de conclure, fataliste: «Jamais la maison d'Autriche n'a étalé tant de forces et jamais la misère générale n'a été si grande.»<sup>82</sup>

Mais, heureusement, il arrive parfois que les ardeurs bellicistes s'affadissent et qu'elles cèdent le pas aux négociations, sans pour autant qu'on range les armes qui peuvent amener l'adversaire à composer plus facilement. Qui s'en plaindrait? Le 18 avril 1779, Nicolas Dufour, commentant une fois encore l'actualité, affirme entre autres:

Au milieu des préparatifs effrayants qui se font de toutes parts pour soutenir ou pousser la guerre avec vigueur, toutes les parties semblent cependant procéder avec une lenteur et une mollesse qui consolent un peu les vrais amis de l'humanité. Cela vaut mieux, en tout sens, que le début<sup>83</sup> de l'autre guerre [la guerre de Sept Ans (1756-1763)]: il ne faut pas oublier que, la première année (en 1757), il s'est livré sur environ cent lieues de terrain neuf grandes batailles rangées<sup>84</sup> à chacune desquelles il a péri plus de monde qu'à celles d'Issus, d'Arbèles, de Zama, de Pharsale, de Philippes, d'Actium [...].

Soit qu'on se respecte davantage aujourd'hui, Monseigneur, soit qu'on veuille moins donner au hasard, soit qu'au fond les motifs de tous les armements n'aient rien de bien pressant, on ne tue guère. Tant mieux et tant mieux encore si les négociations de Teschen peuvent enfin dissiper ces bataillons exterminateurs. Quel beau printemps, Monseigneur, que celui qui annoncerait à la nature désolée le retour de la paix avec celui du soleil et rendrait aux campagnes les cultivateurs dont la guerre les a dépouillés! Depuis le commencement de l'armistice<sup>85</sup>, qui est prolongé jusqu'au 28 du courant, Marie-Thérèse ne respire que la paix. Le Congrès [de Teschen] y travaille, peut-être sans succès. Trop de facilité enhardit le Prussien [Frédéric II]. Il veut dicter la loi et, malheureusement, il est assez fort pour se faire craindre.<sup>86</sup>

Le 13 mai 1779, après que la France et la Russie ont joué le rôle de médiatrices, la paix de Teschen est signée: l'Autriche n'y reçoit qu'une petite partie des territoires bavarois dont elle s'était emparée, à savoir le district de l'Inn appelé le

<sup>82</sup> AEV, AVL 61, n° 49, <note 57>.

<sup>83</sup> La lecture de ce mot est incertaine.

<sup>84</sup> Pour arriver au nombre de «neuf grandes batailles» en respectant la mesure linéaire indiquée par Nicolas Dufour, il faut considérer la période qui va de la bataille de Lobositz, à celle de Leuthen, en les comptabilisant toutes les deux; l'une et l'autre furent remportées par les Prussiens: la première, le 1<sup>er</sup> octobre 1756, en Bohême, et la seconde, le 5 décembre 1757, en Silésie.

<sup>85</sup> L'armistice de janvier 1779 est entré en vigueur le 10 mars de la même année. (BLED, p. 469.)

<sup>86</sup> AEV, AVL 61, n° 34, <note 59>.

*quartier de l'Inn (Innviertel)*, comptant 2200 km<sup>2</sup> et quelques dizaines de milliers d'habitants<sup>87</sup>.

Le 7 juillet 1779, Nicolas Dufour envoie à M<sup>gr</sup> Ambuel le texte du «traité de paix conclu à Teschen»<sup>88</sup>, tout en posant cette question qui contient implicitement en elle-même sa réponse: «Valait-il bien la peine, Monseigneur, de déployer les drapeaux avec tant de fracas pour les replier avec si peu d'avantages?» Eprouvant de l'amertume envers Frédéric II et de l'admiration pour Marie-Thérèse, le Bas-Valaisan affirme: «L'Alexandre du Nord a bravé encore une fois l'orage; ses lauriers fleuriront sur son tombeau même et ses panégyristes illustreront son épitaphe du titre précieux de *défenseur de la liberté germanique*; mais notre auguste impératrice ajoute un nouveau fleuron à sa couronne en sacrifiant ses prétentions à la paix, c'est-à-dire au bonheur de l'humanité.»<sup>89</sup>



Fig. 5 – Marie-Thérèse d'Autriche (1717-1780), impératrice allemande par son mari, reine de Hongrie et de Bohême. Tableau peint par Martin van Meyten (1695-1770) en 1759. (Site n° 2.)

<sup>87</sup> Sur la guerre de Succession de Bavière et sur la paix de Teschen, voir notamment BLED, p. 456-472.

<sup>88</sup> On peut prendre connaissance du texte de ce traité, par exemple, dans FROMAGEOT, p. 1 à 20.

<sup>89</sup> AEV, AVL 61, n° 50, <note 72>; souligné par le copiste.

Les dernières citations montrent un Nicolas Dufour désabusé par l'ambition politique, qui lui paraît d'autant plus dérisoire qu'elle conduit à la guerre, et par les ravages que celle-ci provoque: son souci du sort des petites gens, sa compassion pour les victimes ainsi que ses aspirations à la paix sont tout à son honneur. L'ecclésiastique bas-valaisan laisse libre cours à sa sensibilité, sans, toutefois, que celle-ci occulte son esprit d'analyse. Il n'est pas inintéressant de constater que, vivant depuis plusieurs années à Vienne, il a plus de sympathie pour «la maison d'Autriche» que pour les Hohenzollern. Qui pourrait l'en blâmer? Les Etats habsbourgeois sont en effet devenus sa seconde patrie, une patrie qui lui est d'autant plus chère qu'il y a tissé des liens nombreux et solides, notamment avec des personnes influentes, ce qui peut l'amener à espérer que l'avenir lui réservera de grandes satisfactions.

La guerre de Succession de Bavière a été une «entreprise hasardeuse», voulue par Joseph II et Kaunitz. «Le prix à payer» en a été élevé pour Vienne: désormais, la Prusse est «considérée en Allemagne comme meilleure protectrice des libertés germaniques» que la monarchie autrichienne, l'alliance de celle-ci avec la France est chancelante, et la Russie a pu commencer d'établir «son influence au cœur de l'Europe»<sup>90</sup>. Nicolas Dufour le sait bien, et sa déception n'en est que plus grande.

*A propos de la nullité des fiançailles clandestines prononcée par M<sup>sr</sup> Ambuel*

Nicolas Dufour est prêt à voler au secours de l'évêque de Sion, si nécessaire. Durant l'année 1772, François-Frédéric Ambuel a quelques problèmes avec le nonce apostolique à Lucerne, M<sup>sr</sup> Louis Valenti Gonzaga, et avec Rome pour avoir déclaré nulles les fiançailles clandestines et il confie à son protégé les soucis que lui cause cette affaire. Le 9 septembre, le Bas-Valaisan lui fournit divers conseils et suggestions – que nous ignorons – et, pour ce faire, affirme avoir consulté «les principaux membres du Consistoire de Vienne et de Passau», et être disposé à «consulter de[s] professeurs de l'Université» de Vienne si M<sup>sr</sup> Ambuel le souhaite. Ce dernier ayant accepté cette offre, Nicolas Dufour lui adresse une nouvelle lettre le 28 février 1773. On y apprend qu'il a demandé conseil à Ignace Müller, l'abbé général – ou le prévôt – de l'Abbaye de Sainte-Dorothée à Vienne, son «ami intime», ainsi qu'aux «professeurs de l'Université»; que tous sont prêts à aider l'évêque de Sion, mais que, auparavant, ils désirent connaître les motifs essentiels qui l'ont amené «à déclarer nulles les fiançailles clandestines» et savoir

si, en cela, Votre Grandeur avait reçu le consentement préalable des Etats du Valais dont Vous êtes le digne chef, parce que, disent-ils, les fiançailles étant un contrat purement civil, il faut que la Puissance séculière (comme c'est partout l'usage) appuie de son approbation une semblable démarche<sup>91</sup>. Je Vous prie donc très humblement, Monseigneur, de répondre au plus tôt possible à ces deux demandes pour procéder à une claire décision. Je ne doute point que les lumières de tant d'habiles personnes, que j'ai consultées et qui souscriront toutes à la dissertation que j'aurai l'honneur de Vous expédier dès que j'aurai reçu Votre réponse, ne servent à Votre Grandeur de boulevard contre les menaces de Monseigneur le nonce et contre les instances mêmes de la Cour de Rome. En attendant, je ne puis m'empêcher de citer à Votre Grandeur l'exemple de l'évêque de Constance [François-Conrad de Rodt] qui a aussi irrité et annulé les fiançailles clandestines dans les Etats dont il est l'ordinaire et le prince temporel en même temps. Cela ne doit pas peu contribuer à Vous consoler, Monseigneur, et à Vous rassurer dans Vos justes procédés. Comme l'affaire est pressante, j'ose encore prier Votre

<sup>90</sup> BLED, p. 470-471.

<sup>91</sup> Nous n'avons pas trouvé de documents qui attesteraient que l'Etat du Valais ait eu à se prononcer sur «les fiançailles clandestines».

Grandeur, pour Ses propres intérêts, de ne pas différer à me répondre sur ces deux articles:

1° Quelles sont les plus fortes raisons qui ont déterminé Votre Grandeur à refuser *omnem assistentiam juris*<sup>92</sup> à ceux qui contractent les fiançailles clandestinement et qui pourraient Vous engager à rendre invalides ces sortes de contrat?

2° La déclaration que Votre Grandeur vient de donner à ce sujet dans Sa lettre pastorale a-t-elle été appuyée du consentement des Etats du Valais? Et pourrez-Vous, Monseigneur, l'obtenir dans le cas que Votre Grandeur veuille déclarer les fiançailles clandestines nulles et invalides dans Son diocèse?<sup>93</sup>

Nous ignorons la suite et la fin de cette affaire.

Il nous faut rappeler que l'incendie qui a ravagé la ville de Sion le 24 mai 1788, dont «un grand tiers [...] fut la proie des flammes», n'a pas épargné les archives de l'évêché, et que la destruction de nombreux documents s'est avérée «irréparable»<sup>94</sup>. Malgré tout, il ne serait vraisemblablement pas impossible de trouver quelques sources qui évoqueraient les démêlés de M<sup>sr</sup> Ambuel avec Rome au sujet de la nullité des fiançailles clandestines, ne serait-ce qu'au Vatican. Il est cependant curieux que nous n'ayons trouvé aucune trace de la lettre pastorale de l'évêque de Sion sur les fiançailles clandestines dans nombre d'archives paroissiales que nous avons consultées, comme si on avait voulu sciemment l'occulter<sup>95</sup>.

<sup>92</sup> Traduction: «toute approbation juridique». Souligné par le copiste.

<sup>93</sup> Voir, respectivement, AEV, AVL, n° 61, n° 43, fol. 43 et recto du fol. 45 (il n'y a pas de fol. 44): Dufour à M<sup>sr</sup> Ambuel, Vienne, 9 sept. 1772, copie, et *ibidem*, n° 46, <note 27>.

<sup>94</sup> STUDER, p. 83-84.

<sup>95</sup> Nous avons consulté en vain quelques personnes susceptibles de pouvoir nous éclairer sur cet écrit. Remarquons tout d'abord que M<sup>sr</sup> Ambuel a publié un *Catéchisme* en 1766. A la question: «Quelles sont les dispositions requises pour faire un bon mariage?», il répond que, notamment, «il faut [...] éviter, avant que de s'y engager, tout ce qui peut blesser à la chasteté»; à la question: «Que doit-on faire avant le mariage?», il affirme qu'il est nécessaire, entre autres, de «faire publier les bans dans sa paroisse»; quand il aborde le consentement des parents au mariage de leurs enfants, il dit que celui-ci est nécessaire tout en précisant que ceux-là ne peuvent cependant s'y opposer, et, lorsqu'il aborde les «sortes d'empêchements de mariage», il indique qu'«il y en a de deux sortes: les uns, qu'on appelle 'dirimens', le rendent nul et invalide, et les autres le rendent seulement illicite»; il ajoute: la première sorte concerne «la parenté, l'affinité, l'alliance spirituelle, l'honnêteté publique, le crime et la clandestinité»; la seconde: «le vœu simple de chasteté, la défense de l'Eglise et les fiançailles», sans rien dire sur ces dernières (*Catéchisme*, p. 161-163). Sommes-nous plus au clair? Non, assurément. A partir de là cependant et à la lumière d'ouvrages traitant du droit canonique, nous envisageons l'hypothèse que M<sup>sr</sup> Ambuel a prétendu que seule une promesse officielle, faite avec l'accord des parents ou, peut-être au moins, au su de quelque(s) personne(s), avait valeur de promesse de mariage et qu'une promesse que deux amoureux s'échangeaient l'un l'autre en catimini, même solennellement, ne les contraignait nullement à s'épouser. Cette conjecture est d'autant plus séduisante que, «dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le roi Charles III d'Espagne» ne reconnaît comme «valides» que «les fiançailles publiques et solennelles», allant jusqu'à ordonner «à tous les magistrats, soit civils, soit ecclésiastiques, de ne tenir désormais aucun compte des fiançailles faites sans instrument notarié». (*Dictionnaire théol.*, t. V, Paris, 1924, art. *fiançailles*, col. 2275.) Reste néanmoins à découvrir l'un ou l'autre document qui permettra de corroborer ou d'infirmer nos propos.





Fig. 6 – François-Frédéric Ambuel, né en 1704 à Sion, évêque de Sion de 1760 à 1780. Portrait peint par Jacques-Arnold Koller (1757-1807) en 1786 et portant cette inscription ajoutée en 1881 par le peintre zougais Joseph Stocker (1825-1908): «*FRANSCISCUS FRED. AMBUEL 1760-1780*». Au dos: «*Arnoldus Koller pinxit 1786*». (AEV, Portraits, 21 Phc.)

*Dignités ecclésiastiques accordées à Nicolas Dufour dans le diocèse de Sion et dans les Etats habsbourgeois*

Le 23 juin 1779<sup>96</sup>, Nicolas Dufour devient chanoine titulaire de la cathédrale de Sion<sup>97</sup> grâce à l'influence déterminante de l'évêque Ambuel. A ce dernier, il écrit en effet quelque trois mois plus tard:

Comment Vous remercier, Monseigneur, si ce n'est en admirant l'ouvrage même de Vos mains? D'un faible vase d'argile, Vous en avez fait un vase d'honneur et de prédilection. Plus j'examine les soins d'une Providence singulièrement bienfaisante à mon égard, plus je m'humilie devant le Père de tous les dons. Je bénis Ses bienfaits et je reconnais en Vous, Monseigneur, l'instrument de Ses faveurs. En me repliant sur le passé, je vois avec un nouvel étonnement la<sup>98</sup> distance infinie qu'il y avait de mon néant à ma fortune présente, et c'est sur elle que je mesure la reconnaissance que je Vous dois. Elle est sans bornes comme Vos bontés. Oserais-je ensuite supplier Votre Grandeur d'être auprès de mes Illustres Confrères l'interprète des sentiments dont je suis pénétré à leur égard? Je sens tout le prix de la critique préférence qu'ils m'ont accordée; dans ce cas-ci, il n'y a que Votre Grandeur qui puisse rapprocher les extrêmes.

Nicolas Dufour est persuadé que ses confrères vont incessamment l'inviter à les rejoindre et à résider parmi eux. Si cette perspective ne paraît pas gêner l'ecclésiastique bas-valaisan, celui-ci constate néanmoins qu'Antoine Wegener, «le chanoine qui me suit dans l'élection, est le fils du grand bailli [Maurice-Antoine]» et que «la constitution de notre pays et l'état actuel des choses semble[nt] lui donner le pas à plusieurs égards»; c'est pourquoi, écrit-il, «j'aimerais mieux renoncer à tout que de causer le moindre déplaisir à mes insignes bienfaiteurs. Votre jugement, Monseigneur, sera un oracle pour moi et j'attends de Votre décision la règle de ma conduite.»<sup>99</sup>

Nous ignorons quelle a été la réponse de M<sup>gr</sup> Ambuel à cette lettre. Mais il n'est nullement besoin d'être devin pour affirmer que, si l'évêque de Sion a voulu que Nicolas Dufour devienne chanoine du Chapitre de Sion, ce n'est pas pour qu'il refuse son élection. Nous pensons même que M<sup>gr</sup> Ambuel souhaite que son protégé regagne le Valais dans un avenir proche.

En revanche, nous trouvons les scrupules de Nicolas Dufour fort peu convaincant; nous nous demandons s'ils sont vraiment sincères et si, en réalité et sans vouloir l'avouer ouvertement, le Bas-Valaisan n'est pas maintenant séduit par l'idée de rester dans les Etats habsbourgeois où il espère entreprendre une carrière autrement plus gratifiante que celle qu'il peut envisager dans son pays natal.

Il n'est pas impossible d'ailleurs qu'il attende de voir se dessiner plus clairement ses perspectives d'avenir dans les deux régions et de se déterminer en fonc-

<sup>96</sup> AEV, Ritz, thèque 1, n° XII, verso du fol. 20, et MARTONE, TRUFFER, 2<sup>e</sup> partie, notice *Dufour*, (Nicolas), p. 227. Le 23 juin 1779 s'impose, même si une fiche des ACS, rédigée au XX<sup>e</sup> siècle par le chanoine Dionys Imesch, donne le 23 avril 1779 comme date de l'élection de Nicolas Dufour.

<sup>97</sup> Ce choix était prévisible. En effet, le 23 mars 1778 déjà, Théodule Bay, évoquant l'élection de prochains chanoines, écrit: «Je ne sais rien [d']autre sinon qu'un bruit vague divulgue les noms de M. Adrien de Courten, de M. [Nicolas] Dufour, du fils [Antoine] de son Excellence le bailli M. [Maurice-Antoine] Wegener, du curé de Viège M. [Théodule] Aufdenblatten, de M. Emmanuel de Riedmatten. Quant aux deux premiers, personne ne doute qu'ils ne soient promus.» (AEV, Rz, cart. 21, fasc. 4, n° 27: Bay à Anne-Joseph de Rivaz, Sion, 23 mars 1778, orig.) – En 1779, les cinq ecclésiastiques susnommés seront élus chanoines du Chapitre de Sion.

<sup>98</sup> Par inadvertance, le copiste a écrit: «da».

<sup>99</sup> AEV, AVL 61, n° 42, <note 72>.

tion des plus alléchantes d'entre elles. Aussi ne recule-t-il pas à manœuvrer avec doigté. Ce n'est donc pas un hasard si, quelques mois plus tard, une lettre, expédiée vraisemblablement de Vienne, parvient au Chapitre de Sion, priant celui-ci d'autoriser Nicolas Dufour à continuer son préceptorat auprès de François de Dietrichstein, sans que cela nuise à sa dignité de chanoine de la cathédrale de Sion. Nous sommes malheureusement dans l'impossibilité de dire qui en est l'auteur: est-ce le comte Charles de Dietrichstein lui-même? ou le Bas-Valaisan qui s'est mué en porte-parole de son protecteur? Toujours est-il que, le 19 mars 1780, le Chapitre s'adresse à Charles de Dietrichstein: non seulement il donne son accord pour que Nicolas Dufour poursuive sa tâche auprès de l'adolescent, mais encore il précise que celui-là restera l'un de ses chanoines et qu'il ne perdra pas ses possibilités d'avancement au sein de la hiérarchie du Chapitre<sup>100</sup>.

La mort de M<sup>gr</sup> Ambuel, qui surviendra le 11 avril 1780, sera d'une importance non négligeable. Nicolas Dufour ne pourra vraisemblablement pas escompter que son successeur sur le siège épiscopal de Sion fasse preuve à son égard d'autant de sympathie, de soutien et de bienveillance que le prélat décédé, même s'il n'y a – pour le moment – aucune raison qui empêche leurs relations d'être empreintes d'estime et de respect.

Au cours de l'année 1779, probablement durant le second semestre, Nicolas Dufour devient aussi chanoine de la Collégiale Saint-Venceslas de Nikolsbourg en Moravie, cité qui porte aujourd'hui le nom de Mikulov. Cette dernière est sise sur des terres appartenant à la famille Dietrichstein. Les Dietrichstein y possèdent un «grandiose château»<sup>101</sup>, et le chef de leur lignée porte le titre de prince<sup>102</sup>. Tel est le cas, en 1779, de Charles-Maximilien qui a la prérogative de nommer les membres du Chapitre de la Collégiale, au nombre de six<sup>103</sup>. Que le choix de Nicolas Dufour lui ait été suggéré par son fils Charles nous paraît certain. Quant au diocèse de Brünn, dans lequel se trouve Nikolsbourg, il est dirigé alors par Mathias-François Chorinský de Ledske, évêque suffragant de l'archidiocèse d'Olmütz dont Antoine-Théodore de Colloredo-Waldsee-Mels est le prélat.

En 1779 encore, le Bas-Valaisan intègre également, en tant que chanoine, le Chapitre de la cathédrale de Königgrätz en Bohême<sup>104</sup>. Depuis l'an 1776, c'est M<sup>gr</sup> Joseph-Adam d'Arco qui est à la tête du diocèse de Königgrätz.

Quelques mois après que Nicolas Dufour est devenu chanoine en Moravie et en Bohême, François-Melchior Zen Ruffinen succède à feu M<sup>gr</sup> Ambuel: son élection par le Chapitre et par la Diète date du 26 mai 1780; elle est confirmée par

<sup>100</sup> BRUNNER, t. II, p. 247.

<sup>101</sup> JIRI, notice *Mikulov*, p. 249.

<sup>102</sup> KLINGER, p. 258.

<sup>103</sup> Relatant un voyage qui, en 1799, le fit passer par la «petite» cité de Nikolsbourg, l'abbé Jean-François Georgel écrit: «Cette ville appartient au prince [Charles] de Dietrichstein, grand écuyer. Le château seigneurial que l'on voit de loin est sur une colline élevée, au bas de laquelle se trouve la ville avec ses faubourgs. Il y a à Nikolsbourg un Chapitre noble de six chanoines, à la nomination du prince propriétaire de cette seigneurie.» Il ajoute: «Une grande partie des domaines et des terres de la Moravie appartiennent aux maisons des princes Liechtenstein et Dietrichstein.» (GEORGEL, t. VI, p. 88. Voir encore *ibidem*, p. 9.) Quant à Brunner, il confirme que, du temps où Nicolas Dufour était prévôt, la Collégiale Saint-Venceslas comptait effectivement six membres. (BRUNNER, t. II, p. 244.)

<sup>104</sup> BERTRAND II, p. 356. La date de 1779 s'impose d'autant plus que le *Nouvel Almanach [...]* de 1780 – qui est normalement imprimé avant la fin de l'année précédente – mentionne que Nicolas Dufour est à la fois chanoine de Nikolsbourg et de Königgrätz. – Signalons, d'une part, qu'aujourd'hui le nom de Hradec Králové a remplacé celui de Königgrätz; d'autre part, qu'en 1754, le Chapitre de la cathédrale y comptait neuf chanoines. (*Dictionnaire eccl.*, t. XXIII, Paris 1990, notice *Hradec Kralové*, col. 1342-1346.)

Rome le 18 septembre, et la consécration du nouvel évêque se passe le 13 novembre<sup>105</sup>.

Le 15 juin 1780 déjà, Nicolas Dufour lui adresse une lettre de félicitations pour son élection: il s'y montre fort élogieux jusqu'à l'obséquiosité et il ne manque pas d'évoquer la protection dont l'avait honoré l'évêque Ambuel, espérant pouvoir compter sur celle de son successeur. Et de signer sa lettre ainsi: «J[ean]-N[icolas] Dufour, chanoine de[s] cathédrales de Sion et de Königgrätz et de la Collégiale de Nikolsbourg, chez S[on] E[xcellence] M<sup>gr</sup> le comte de Dietrichstein, grand écuyer de la Cour impériale.»<sup>106</sup> A l'évidence, le Bas-Valaisan tient à ce que le nouveau prélat n'ignore ni ses titres ni sa réussite en terre étrangère. Pourquoi? Est-ce par orgueil? Peut-être. Est-ce dans l'espoir de se concilier les bonnes grâces de M<sup>gr</sup> Zen Ruffinen qui a fait ses études à la Faculté de Théologie de Vienne et qui ne manquera pas de voir en lui une personne susceptible de lui rendre divers et grands services, vu la bonne situation dont il jouit dans les Etats habsbourgeois? Certainement. Il n'est pas impossible, de plus, que Nicolas Dufour souhaite préparer son supérieur à sa future demande de lui faire parvenir les lettres dimissoriales par lesquelles le nouvel évêque lui permettrait de recevoir quelque haute dignité ecclésiastique dans un diocèse autre que celui de Sion, ce dont il est peut-être déjà question à ce moment-là.

De plus, il serait intéressant de savoir si François-Melchior Zen Ruffinen, avant même d'être élu à la tête du diocèse de Sion, a déjà manifesté des réticences, voire quelque irritation envers les réformes entreprises dans le domaine religieux par Vienne et, si tel est le cas, dans quelle mesure Nicolas Dufour en était informé.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons nous empêcher de penser que, depuis le décès de François-Frédéric Ambuel, son protecteur vénéré, le Bas-Valaisan n'envisage plus du tout de revenir définitivement dans sa patrie. Les circonstances ne vont d'ailleurs pas tarder à le conforter dans sa détermination.

En effet, Jean-Léopold de Hay, prévôt mitré de Nikolsbourg depuis 1775, est nommé évêque de Königgrätz par l'impératrice Marie-Thérèse le 29 juillet 1780. Ce choix reçoit l'assentiment de Pie VI le 11 décembre 1780 et, le 11 mars 1781, Jean-Léopold de Hay est sacré à Vienne par le cardinal Migazzi<sup>107</sup>.

C'est Nicolas Dufour qui a d'abord été pressenti pour le remplacer comme prévôt mitré de Nikolsbourg, puis désigné pour lui succéder. Le Valaisan doit sa nouvelle dignité ecclésiastique à la famille Dietrichstein, au comte Charles en particulier. En effet, Hanns Schlitter écrit: «Auf Bitten des Grafen [...] Karl von Dietrichstein wurde er [Dufour] von dem Patronatsherrn Karl Max Fürsten von Dietrichstein zum Propst von Nikolsburg ernannt.»<sup>108</sup> Et, comme c'est le 30 septembre 1780 que Nicolas Dufour adresse une lettre de remerciement au prince de Dietrichstein, nous pouvons raisonnablement penser que sa nomination date de ce mois-là<sup>109</sup>.

<sup>105</sup> TRUFFER, p. 83.

<sup>106</sup> AEV, AVL 61, n° 45, verso du fol. 46, fol. 47 et recto du fol. 48: Dufour à M<sup>gr</sup> Zen Ruffinen, Vienne, 15 juin 1780, copie.

<sup>107</sup> *Heimatbuch Nikolsburg*, p. 308.

<sup>108</sup> SCHLITTER II, p. 172, note 39. – L'année de sa nomination comme prévôt mitré, soit 1780, est attestée par l'inscription se trouvant au bas du portrait qui est reproduit ci-dessous, p. 281. L'indiquent aussi l'*Armorial val.*, p. 83, et le *Nouvel Armorial val.*, t. II, notice Dufour, p. 79.

<sup>109</sup> Voir BRUNNER, t. II, p. 247-248.

Le 20 novembre 1780, l'ecclésiastique valaisan – qui attend d'être sacré – s'adresse au nouvel évêque de Sion en ces termes:

La double solennité [civile et religieuse], Monseigneur, dont Vous avez été le principal objet, Vous comble d'honneur et de gloire, époque à jamais mémorable dans les annales du Valais. Une si belle occasion m'engage à Vous demander, Monseigneur, une grâce de[s] plus importantes. En me l'accordant, Votre Grandeur contribuera au bonheur que le ciel me destine. Je Vous supplie donc très humblement, Monseigneur, de me faire expédier au plus tôt possible mes lettres dimissoriales afin de pouvoir être incorporé dans le diocèse d'Olmütz, condition absolument nécessaire pour mon installation dans ma nouvelle dignité, qui aura lieu après le nouvel an. Séparé de ma patrie, je n'oublierai jamais, Monseigneur, ce que je lui dois. Elle ne m'en sera pas moins chère, et je respecterai à jamais les liens qui m'attachent à elle. Je ne cesserai surtout d'implorer les bénédictions du ciel pour Vous, Monseigneur, afin que, jouissant Vous-même d'un parfait bonheur, Vous puissiez le répandre sur Vos sujets.<sup>110</sup>

Manifestement, l'avenir de Nicolas Dufour se situe désormais dans les territoires dominés par la famille des Habsbourg, où il jouit d'une bonne réputation et où il bénéficie de protections qui l'ont amené à une dignité ecclésiastique à laquelle il n'aurait jamais pu prétendre en Valais.

Le Valaisan a-t-il reçu les «lettres dimissoriales» qu'il sollicitait afin de devenir prévôt mitré? Nous le supposons, faute de preuve. Cependant, il est à signaler qu'il reste membre du Chapitre de Sion – et de celui de Königrätz –, et ce continuellement jusqu'à sa mort, survenue en 1809. Jusqu'à cette dernière année comprise, les divers exemplaires du *Nouvel Almanach*, que nous avons pu consulter, le citent en effet toujours parmi les «chanoines titulaires» de Sion, réalité que d'autres sources encore confirment.

## 2. Les années 1780-1785

Le 29 novembre 1780, Marie-Thérèse meurt et c'est son fils Joseph II qui lui succède. Sous le règne de celui-ci, le destin de Nicolas Dufour va d'abord prendre une tournure exceptionnelle, avant de nous rappeler que la roche Tarpéienne n'est jamais très éloignée du Capitole, à Rome comme ailleurs.

### *Prévôt mitré de la Collégiale Saint-Venceslas de Nikolsbourg*

1781 est une année faste pour Nicolas Dufour.

Le 11 janvier, il est fait chevalier du Saint Empire romain germanique «par diplôme de Joseph II»<sup>111</sup>. Est-ce ce jour qu'il reçoit «das Incolat von Mähren»<sup>112</sup> et entre en possession de la seigneurie d'Irritz<sup>113</sup>, au nord-ouest de Nikolsbourg? Nous le pensons, mais n'en sommes pas certain. Quoi qu'il en soit, une précision s'impose: dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, la seigneurie d'Irritz avait été achetée par François de Dietrichstein, prince et cardinal, qui l'avait offerte à la prévôté de Nikolsbourg et, depuis lors, chaque prévôt entre en sa possession, après sa nomination<sup>114</sup>.

<sup>110</sup> AEV, AVL 61, n° 40, fol. 41: Dufour à M<sup>gr</sup> Zen Ruffinen, Vienne, 20 nov. 1780, copie.

<sup>111</sup> *Armorial val.*, notice *Dufour*, p. 83; *Nouvel Armorial val.*, t. II, notice *Dufour*, p. 79.

<sup>112</sup> BRUNNER, t. II, p. 244.

<sup>113</sup> *Armorial val.*, notice *Dufour*, p. 83; *Nouvel Armorial val.*, t. II, notice *Dufour*, p. 79.

<sup>114</sup> SCHWOY, t. II, notice *Irritz*, p. 278.



Fig. 7 – M<sup>gr</sup> François-Melchior Zen Ruffinen (1729-1789), évêque de Sion de 1780 à 1790. Tableau anonyme, 1788 (?). (AEV, Portraits, 21 Phc.)

En mars<sup>115</sup>, Nicolas Dufour est sacré prévôt mitré de la Collégiale de Nikolsbourg par son prédécesseur Jean-Léopold de Hay<sup>116</sup>.

Revers de la médaille: le Bas-Valaisan a dû emprunter 6000 florins pour ses «lettres de noblesse», pour «l'incolat, son installation et [...] l'abolition des corvées dans sa terre» d'Irritz, ainsi que pour son «investiture comme prévôt»<sup>117</sup>.

Cependant, Charles de Dietrichstein et Nicolas Dufour souhaitent que le second nommé puisse continuer à s'occuper de l'éducation de François. De plus, le Valaisan, s'il aime les honneurs, ne tient pas à se morfondre dans sa prévôté. La petite cité de Nikolsbourg, avec ses quelques milliers d'habitants<sup>118</sup>, est trop terne pour qui est habitué à vivre à Vienne. A peine installé, Nicolas Dufour demande donc au Chapitre s'il lui est loisible de passer l'essentiel de son temps hors de sa résidence. Le doyen lui répond que, selon les statuts, son absence ne peut se justifier que dans la mesure où il s'en va s'occuper d'affaires ecclésiastiques ou servir l'Etat. Qu'importe! Dufour sollicite de la Curie romaine et du Consistoire d'Olmütz une dispense lui permettant de quitter sa prévôté et de demeurer précepteur<sup>119</sup>. Le 6 avril 1781, il prend congé de son Chapitre dans un texte écrit en latin; il y affirme notamment que son préceptorat auprès de François de Dietrichstein est une chance pour cette assemblée, puisque l'«*adolescens egregius*», qui est destiné un jour à succéder à son père comme prince de Nikolsbourg, reçoit ainsi une bonne formation religieuse. Avant de conclure par ces mots: «*Vos interim rogo atque obtestor, R[everendi] D[omini], ut me consilio, opere et quod est in hac re præcipuum, orationibus adjuvetis. Dixi.*»<sup>120</sup>

Le 6 avril 1781 ou, peut-être, lors d'un des jours suivants, Nicolas Dufour gagne la capitale habsbourgeoise, sans se soucier des protestations des chanoines qui estiment son départ inacceptable<sup>121</sup>. Ce n'est en effet que le 19 mai 1781 qu'Antoine-Théodore de Collaredo-Waldsee-Mels, archevêque d'Olmütz, accorde officiellement à Nicolas Dufour la dispense qu'il a demandée<sup>122</sup>.

Le Bas-Valaisan, qui a désormais la conscience tranquille, séjourne plus fréquemment et plus longuement à Vienne qu'à Nikolsbourg, Königgrätz ou ailleurs. Outre son emploi de précepteur, nous pensons que les fastes de la grande ville, le réseau des liens qu'il y a tissés et qui, un jour ou l'autre, pourraient servir son ambition le comblent au point que sa prévôté ne le préoccupe guère, du moins

<sup>115</sup> L'*Heimatbuch Nikolsburg*, p. 308, et BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231, mentionnent la date du 8 mars 1781. D'autres ouvrages situent la cérémonie au 17, au 18, voire au 28 mars de cette même année. Nous pensons, quant à nous, que le sacre a probablement eu lieu le 18 mars comme l'indique SCHWOY, t. II, p. 126. Il ne nous paraît en tout cas pas vraisemblable que M<sup>gr</sup> Hay y ait officié sans avoir été lui-même consacré évêque de Königgrätz, ce qui n'eut lieu que le 11 mars 1786 (voir, ci-dessus, p. 274).

<sup>116</sup> SCHWOY, t. II, p. 126.

<sup>117</sup> BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231. – Ce que Nicolas Dufour dit des corvées est crédible: l'Etat commença d'en diminuer certaines et d'en supprimer d'autres en Bohême et en Moravie peu après la fin du soulèvement paysan de 1775 (voir, ci-dessus, p. 266), même s'il se heurta à la résistance des «nobles propriétaires». Par une patente datée du 1<sup>er</sup> novembre 1781, Joseph II y abolira «le servage personnel», autorisant «les paysans asservis à changer de lieu de résidence et à choisir librement leur métier et leur conjoint. La suppression de tout service de cour aboutit à interdire formellement toute corvée ou prestation en nature ou en argent», à quelques exceptions près. (HOENSCH, p. 292-293.)

<sup>118</sup> En 1793, Nikolsbourg comptait 7440 habitants, semble-t-il.

<sup>119</sup> BRUNNER, t. II, p. 244.

<sup>120</sup> *Ibidem*, p. 248-249.

<sup>121</sup> *Ibidem*, p. 244.

<sup>122</sup> *Ibidem*, p. 249.

jusqu'à l'incendie qui ravagera Nikolsbourg le 14 septembre 1784<sup>123</sup>. Les chanoines de Saint-Venceslas sont bien évidemment irrités «gegen ihn, den aufgedrungenen Fremdling», et l'accusent même de nuire aux intérêts de leur Chapitre<sup>124</sup>.

En 1782, Pie VI est en visite officielle à Vienne, ville où il arrive le 22 mars et d'où il partira un mois plus tard. Le pape loge au palais impérial et, notamment, accorde des audiences à diverses personnalités, dont des prélats. Nicolas Dufour est-il de ceux-ci? Nous l'ignorons, mais c'est probable. Deux événements le concernant nous sont connus. D'une part, le Valaisan peut manifester sa vénération à l'égard du pape lors de la cérémonie du baisement des pieds du souverain pontife<sup>125</sup>. D'autre part, quelque seize ans plus tard, le prévôt mitré, se réclamant de «l'orthodoxie» romaine, écrira fièrement à Xavier Tornéry, curé de Monthey: «Ce n'est donc pas sans raison que le nonce du pape, le cardinal Garampi, fit mon éloge, en présence de Sa Sainteté Pie VI, à la Cour de Vienne l'année 1782.»<sup>126</sup> Nous n'avons aucune raison de mettre en doute ce témoignage: en tant que prévôt et chanoine, Nicolas Dufour, toujours selon ce qu'il affirmera, est en effet «conseiller» d'Antoine-Théodore de Colloredo-Waldsee-Mels, «archevêque d'Olmütz», et de Mathias-François Chorinský de Ledske<sup>127</sup>, «évêque de Brunn», deux prélats qui sont bien appréciés du Vatican: ils ont notamment protesté contre l'édit de tolérance que Joseph II a promulgué le 13 octobre 1781 dans les Etats héréditaires des Habsbourg<sup>128</sup>.

En 1784, la cure de la paroisse Saint-Venceslas de Nikolsbourg, qui dépend de sa prévôté, étant vacante, Nicolas Dufour se rend à Olmütz auprès de l'archevêque Colloredo-Waldsee-Mels qui lui accorde trois faveurs: il devient curé de Nikolsbourg; il obtient une dispense qui lui permet de ne pas remplir cette fonction et d'être suppléé par un autre ecclésiastique durant son absence de durée indéterminée; il entre au Consistoire d'Olmütz<sup>129</sup>. Manifestement, on ne saurait rien refuser ou presque au Bas-Valaisan, preuve que ses fréquents et longs séjours à Vienne sont fructueux: il est toujours utile d'entretenir et d'étendre ses relations avec d'éminentes personnalités, qu'elles soient laïques ou ecclésiastiques.

Au mois de novembre 1784, par l'intermédiaire du chanoine Etienne Wolff, le Chapitre de la cathédrale de Sion offre à Dufour une prébende, celle de Bramois. Nous ignorons les raisons de cette proposition. Peut-être que François-Melchior Zen Ruffinen, l'évêque de Sion, et le Chapitre estiment qu'il est temps que le nouveau prévôt rentre au pays, d'autant plus que la politique religieuse de Joseph II ne leur plaît pas<sup>130</sup>; dans ce cas, sachant que la situation financière de Dufour est –

<sup>123</sup> Voir, ci-dessous, p. 279, note 133 comprise.

<sup>124</sup> BRUNNER, t. II, p. 244-245.

<sup>125</sup> *Ibidem*, p. 244.

<sup>126</sup> AEV, AV 107, famille Dufour, n° 2. – Sur la visite du pape à Vienne, voir encore, ci-dessous, p. 284.

<sup>127</sup> AEV, AV 107, famille Dufour, n° 2. – Brunn fit partie du diocèse d'Olmütz jusqu'en 1777. Par une bulle datée du 5 décembre de cette année, Olmütz devint un archevêché et les diocèses de Brunn et de Troppau furent créés. Mathias-François Chorinský de Ledske fut évêque de Brunn de 1777 jusqu'à sa mort survenue le 30 octobre 1786. Si Nicolas Dufour n'indique pas précisément quand il a fait office de conseiller auprès de ce prélat et auprès de l'archevêque Colloredo-Waldsee-Mels, tout laisse à penser qu'il a rempli ce rôle dans une période qui n'est ni antérieure à 1779, ni postérieure à 1786.

<sup>128</sup> Sur cet édit de tolérance, voir, ci-dessous, p. 287-288.

<sup>129</sup> BRUNNER, t. II, p. 245. – Le fait que Dufour devienne curé de Nikolsbourg en 1784 est confirmé dans BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231, et dans *Heimatbuch Nikolsburg*, p. 308.

<sup>130</sup> Sur la politique religieuse de Joseph II, voir, ci-dessous, p. 283-284 et p. 298-301, ainsi que les Annexes.



curieusement – toujours précaire, ils souhaitent lui donner l’assurance que, de retour au pays, il sera loin d’être démuné.

Notre interprétation est corroborée par les souvenirs laissés par le Dr Bonaventure Bonvin, complétés par son neveu Antoine-Louis de Torrenté, qui ont été publiés par MM. André Donnet et Gaëtan Cassina en 1985. On y lit:

Zen Ruffinen, Melchior, gros homme bouffi, entiché de sa dignité. Indigné des réformes que Joseph II, empereur d’Autriche, introduisit dans les affaires ecclésiastiques, il s’avisa à lui adresser un monitoire, qui commençait par ses mots: *Nos Melchior Zen Ruffinen Episcopus Sedunensis, Præfectus Valesiæ, Princeps Imperii Romani, Tibi Josepho Imperatori*, etc., puis il exposait ses griefs contre les procédés peu respectueux de ce monarque envers l’Eglise. Joseph II lui répondit ironiquement en commençant par cette phrase: *Ego Josephus*, etc. *Vobis Episcopo Sedunensi*, en lui insinuant qu’il ferait bien de se mêler de ses propres affaires de son diocèse, au lieu de s’enquérir de ceux des autres.<sup>131</sup>

A l’évidence, Nicolas Dufour n’a nulle envie désormais de regagner définitivement sa patrie et, le 1<sup>er</sup> janvier 1785, il refuse l’offre qui lui est faite.

Ce n’est qu’après une longue et mûre délibération, [écrit-il à Etienne Wolff,] que je réponds enfin, quoiqu’un peu tard, à votre très obligeante lettre du mois de novembre passé. Je vous remercie, d’abord, du vif intérêt que vous prenez à mon sort que j’abandonne entièrement à la divine Providence. C’est elle qui prolonge mon exil dans ce pays-ci, quelque ardent que soit mon désir de me repatrier<sup>132</sup>. J’ai hésité si j’accepterais les offres généreuses que vous me faites d’une manière si polie au nom du Vénérable Chapitre de Sion; et, s’il n’avait dépendu que de moi, certes je boirais déjà à la santé de mes chers confrères, je jouirais de votre compagnie. Vous connaissant les mêmes principes que les miens, je me flatte que nous nous serions aimés de la plus étroite amitié. Mais, Monsieur, comment faire divorce avec mon épouse qui réclame mon assistance? Comment quitter mes chanoines et tant d’autres personnes dont l’existence civile tient de si près à la mienne? Le terrible incendie de Nikolsbourg a jeté la plus grande confusion dans les affaires de ma Collégiale<sup>133</sup>. Qui les débrouillera, si ce n’est moi? Voilà, Monsieur, comme nous devons bien souvent sacrifier notre repos et nos propres intérêts à la cause publique.

Nicolas Dufour ajoute qu’il conjure le Vénérable Chapitre de lui «conserver ses bonnes intentions pour une autre fois, car, [affirme-t-il,] je suis fermement résolu de finir mes jours dans le Valais», ce qui nous paraît être une formule de politesse, inspirée par un sens de la diplomatie dont il ne saura pas toujours faire preuve.

<sup>131</sup> Cité dans BONVIN, DE TORRENTÉ, p. 27; souligné dans cette publication. MM. Donnet et Cassina ont rédigé la remarque suivante: «Si l’évêque de Sion *tutoie* l’Empereur, celui-ci le *vousoie* pour marquer la différence de condition. De même, l’Empereur se désigne par la *première personne du singulier* pour se distinguer de l’évêque qui recourt au *pluriel de majesté* en se présentant.» (*Ibidem*; souligné par ces commentateurs.) – Le chanoine de Rivaz constate que M<sup>gr</sup> Zen Ruffinen, comme M<sup>gr</sup> Ambuel, «fut [...] très vigilant à éloigner du pays [...] la contagion des livres» notamment «pseudo-philosophiques» émanant des Lumières. (Anne-Joseph DE RIVAZ, p. 77.)

<sup>132</sup> Voir, ci-dessus, la note 67 de la p. 263.

<sup>133</sup> C’est le 14 septembre 1784, vers midi, qu’un terrible incendie éclata à Nikolsbourg, détruisant quelque 350 bâtiments, dont l’hôtel de ville, la poste, le couvent des capucins et l’église de celui-ci, ainsi que l’église Sainte-Anne et la chapelle de Lorette. (FEYFAR, p. 306-307.) Un périodique de l’époque, évoquant cette tragédie locale, écrit que l’on a appris «con stupore che di 562 case restarono bruciate fino ai fondamenti 340» et que, le soir, «un gran vento» a disséminé les flammes, «le quali in caso diverso avrebbero ridotta in cenere la sudd[etta] città». (*Gazzetta universale*, n° 81 du 9 oct. 1784.) – Si la Collégiale n’a pas été touchée, des biens lui appartenant ont très vraisemblablement été endommagés, voire anéantis.

Dans l'enveloppe qui contient cette lettre, il en glisse une autre, rédigée en latin et destinée au Chapitre de Sion. Il y écrit qu'il pense souvent à la patrie qui l'a vu naître et où il a grandi; il remercie ses confrères pour avoir voulu lui attribuer une prébende, mais évoque ses fonctions très importantes et la situation difficile de son Chapitre pour réitérer son refus, tout en souhaitant que se lèvent des jours plus propices qui lui permettront de revenir en Valais auprès de ses confrères<sup>134</sup>.

Dans ces deux lettres, à l'évidence Nicolas Dufour ne donne pas toutes les raisons qui expliquent son refus. Selon nous, il aurait aussi pu dire qu'il est séduit par les réformes entreprises par Joseph II, un despote éclairé qu'il admire, et que ses conceptions religieuses sont alors proches de celles qui dominent à la Cour de Vienne. Au vu de ces réalités, pourquoi reviendrait-il dans son pays natal où l'Etat, l'évêque et la grande majorité du clergé lui paraissent engoncés dans un conservatisme étroit?

Pour conclure cette deuxième partie, citons le *Nouvel Almanach* concernant l'année 1785. Parmi les treize «chanoines titulaires de la cathédrale de Sion» est mentionné «M. Nicolas Dufour, docteur en théologie, chevalier du Saint Empire romain, chanoine de la cathédrale de Königgrätz, prévôt mitré de la Collégiale de Nikolsbourg en Moravie et seigneur d'Irritz»<sup>135</sup>. Grâce aux indications données chaque année par ce périodique sur Dufour, de même que par sa version en langue allemande («Neuer Schreib-Calender»), depuis 1780, nombre d'habitants du Vieux Pays sont au courant de l'ascension étonnante qu'a connue hors de sa patrie ce fils de marchand devenu ecclésiastique. Il est même probable que certains Bas-Valaisans soient d'autant plus fiers de sa réussite qu'elle semble prouver, de façon éclatante, qu'il est des talents parmi eux que la République des Sept-Dizains ignore trop souvent, quand elle ne cherche pas à les brimer.

### **3. Quelques considérations sur le pouvoir habsbourgeois, sur les milieux jansénistes et francs-maçons en lien avec Nicolas Dufour**

Les Habsbourg régnaient sur des Etats disparates. Tant Marie-Thérèse que son fils Joseph II souhaitèrent y apporter une certaine uniformité, tout en les modernisant et tout en y renforçant leur pouvoir. Mais si la politique de l'impératrice fut menée, en règle générale, avec prudence, sagesse et modération, il en alla autrement sous Joseph II: en despote éclairé adepte du rationalisme et en homme impatient, il entreprit des réformes multiples et variées, nettement plus ambitieuses, plus amples et plus radicales que celles de sa mère, sans veiller à ne pas trop heurter les mentalités de ses peuples et les susceptibilités qu'on pourrait qualifier de nationales. D'où, à la fin de son règne, de graves problèmes avec la Hongrie et les Pays-Bas autrichiens notamment; d'où une remise en cause de ses réformes et l'éclatement de la Révolution brabançonne en 1789.

Nous n'avons nullement l'intention, dans les lignes qui suivent, de décrire les règnes de Marie-Thérèse et de Joseph II. Nous nous contenterons de quelques informations qui vont nous permettre d'exposer le contexte religieux dans lequel Nicolas Dufour a vécu et, surtout, de chercher à mettre en lumière l'évolution qui a caractérisé le Valaisan au fil des années.

<sup>134</sup> ACS, thèque 84\*, n° 16/914 et n° 16/913.

<sup>135</sup> A cette énumération pourrait s'ajouter l'information que Dufour est devenu, en 1784, curé de Nikolsbourg et membre du Consistoire d'Olmütz.



Fig. 8 – Nicolas Dufour, prévôt mitré de la Collégiale Saint-Venceslas de Nikolsbourg.<sup>136</sup>

<sup>136</sup> C'est grâce à l'aide précieuse de M. Denis Dumoulin, enseignant au Lycée-Collège des Creusets à Sion, et de M<sup>lle</sup> Kristýna Nečekalová, de Prague, que nous avons obtenu ce portrait. Qu'ils en soient vivement remerciés. Notre reconnaissance va aussi à nos correspondants aux Archives de Brno et au Chapitre de Mikulov, ainsi qu'à M<sup>sr</sup> Stanislav Krátký, actuel prévôt de la Collégiale Saint-Venceslas, qui nous en a fait parvenir, via la paroisse catholique de Mikulov, une photographie.

**Marie-Thérèse, Kaunitz, Joseph II et la religion**

Marie-Thérèse est une fervente catholique, dont «la foi» est «ardente»<sup>137</sup>. Elle n'est mue par aucune doctrine, par aucun mouvement philosophique en matière de religion. Tout juste s'en tient-elle à quelques idées ou principes qui lui paraissent bons pour ses possessions: conviction que «le catholicisme» est l'«un des piliers sur lequel la monarchie» habsbourgeoise «repose»<sup>138</sup>; non-intervention de l'Etat dans les domaines de la doctrine, du culte ou de la liturgie de l'Eglise; prééminence du politique sur le religieux pour le reste; pas de tolérance religieuse envers les non-catholiques, si ce n'est que les situations qu'ils ont acquises, les libertés qu'ils ont obtenues sous les règnes de ses prédécesseurs ne sont généralement pas remises en cause par elle<sup>139</sup>. Il est d'ailleurs à signaler que, Kaunitz étant chancelier et Joseph II corégent, elle s'oppose toujours à eux quand ils lui suggèrent d'instaurer la liberté religieuse.

La caractérise aussi un antisémitisme notoire, assez traditionnel, à cette époque-là encore, dans le monde catholique.

Le fait que l'impératrice s'est éloignée quelque peu des jésuites, avant même que leur ordre ait été supprimé<sup>140</sup>, pour se rapprocher des jansénistes, l'accession au trône de Saint-Pierre de l'intransigeant Clément XIII, ce dont va profiter Kaunitz, et la co-régence de Joseph II infléchissent nettement sa position. Ce n'est en effet pas un hasard si l'on situe le début des nouvelles «orientations de la politique religieuse de Marie-Thérèse» vers 1765 et que naît, parmi les catholiques fidèles à Rome, la crainte «de voir l'Etat empiéter sur le domaine d'action et les droits de l'Eglise»<sup>141</sup>. Par exemple, dans le Milanais qui est sous l'autorité de Kaunitz, le chancelier autrichien va y appliquer ses idées, sans se préoccuper des réactions du Saint-Siège: «imposition» de certains «biens» ecclésiastiques; «création de la *Giunta Economale*, un office» dont le but est, entre autres, «de contrôler les affaires ecclésiastiques dans tous les domaines qui ne relèvent pas clairement de l'ordre spirituel»; «accord préalable de l'Etat» à toute promulgation d'une bulle pontificale; mise sur pied d'«une nouvelle commission de censure», dans laquelle les ecclésiastiques sont en nette minorité. Ces diverses mesures ne peuvent, à l'évidence, être prises qu'avec l'aval de Marie-Thérèse<sup>142</sup>.

De façon plus ou moins sommaire, on a pu porter ce jugement sur l'impératrice: «Se considérant comme une souveraine de droit divin, elle manifesta néanmoins dans sa politique religieuse une constante intolérance dont furent particulièrement victimes les israélites et aussi l'Eglise catholique elle-même; elle inaugura la politique anticléricale connue sous le nom de *joséphisme*.»<sup>143</sup> Le

<sup>137</sup> BLED, p. 162.

<sup>138</sup> *Ibidem*, p. 359.

<sup>139</sup> «Il n'est toutefois de règle qui ne souffre de dérogations.» On peut en effet être protestant et être intégré dans l'armée, sans être obligé de se convertir. «Les nécessités du développement économique conduisent les autorités à faire là encore preuve de souplesse. Elles ferment les yeux sur ce chapitre pour les entrepreneurs et les techniciens étrangers sollicités de s'établir en Autriche. La compétence est alors plus importante que la confession.» (BLED, p. 166-167.)

<sup>140</sup> Cependant, ce ne sera pas de gaieté de cœur que Marie-Thérèse, sur les conseils de Kaunitz, se résoudra à publier l'édit entraînant la suppression de la Société de Jésus. Sa réticence, en cette circonstance, prouve bien qu'elle n'a pas de sympathie pour les idées des Lumières, notamment sur la religion. (Voir BLED, p. 355-356.)

<sup>141</sup> REB-GOMBEAUD, p. 362.

<sup>142</sup> BLED, p. 352-353; souligné dans cet ouvrage. – L'ancienne commission de censure n'était composée que d'ecclésiastiques. Or Kaunitz souhaite que la nouvelle soit «à l'abri de possibles pressions» émanant du Vatican. (*Ibidem*, p. 353.)

<sup>143</sup> MOURRE, t. V, notice *Marie-Thérèse*, p. 2959; souligné dans cette encyclopédie.

verbe «inaugurer» est capital, car il n'y a guère de commune mesure, dans le domaine religieux, entre les réformes entreprises par Marie-Thérèse et celles – pléthoriques et abruptes – mises en place par son fils Joseph II.

Sous l'influence de «l'Aufklärung protestante d'Allemagne»<sup>144</sup> et du fébronianisme<sup>145</sup>, mais aussi du gallicanisme, dont le richérisme<sup>146</sup>, et des Lumières en général, l'idée que l'Eglise doit être subordonnée à l'Etat s'est développée dans les hautes sphères politiques, voire religieuses, à Vienne notamment.

En 1768 déjà, le chancelier Kaunitz estime que le rôle de l'Eglise doit se cantonner à quatre points: célébrer le culte, prêcher l'Evangile, administrer les sacrements et appliquer sa propre discipline en son sein. Pour le reste, il faut qu'elle se plie aux intérêts de l'Etat. D'où ces mots du chancelier: «[...] La religion est même soumise à la surveillance [du prince] quant à sa doctrine et à sa morale, parce qu'il lui importe que l'un et l'autre de ces deux objets soient maintenus dans toute la pureté de leur institution primitive et conformes au bien général et à la tranquillité de l'Etat.»<sup>147</sup> Il va de soi, cependant, que l'inféodation de l'Eglise à l'Etat importe plus au chancelier que le retour de celle-ci à sa «pureté» primitive. Sous Marie-Thérèse, soucieux de ne pas trop heurter l'impératrice, Kaunitz s'est montré souvent circonspect sur ce sujet, à l'exception notable du Milanais, ce qui ne sera plus le cas lorsque Joseph II sera à la tête des possessions habsbourgeoises.

L'Empereur, quant à lui, veut mettre l'Eglise catholique romaine sous tutelle, s'immiscer dans les affaires ecclésiastiques, combattre l'ultramontanisme, distendre les liens qui unissent les évêques à Rome, lutter contre le fanatisme et la superstition qui pourraient susciter des oppositions aux réformes qu'il souhaite entreprendre; dans ses vues, il est secondé par le chancelier Kaunitz dont il devra même parfois freiner le zèle intempestif, tant ce dernier est favorable à «une politique de fermeté et d'indépendance nationale» envers le Saint-Siège<sup>148</sup>. Evoquant

<sup>144</sup> HASQUIN II, p. 116.

<sup>145</sup> Ce «mouvement [...] s'est développé» au sein de l'Eglise catholique germanique au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Sa doctrine a été exposée «par l'évêque de Trèves Nikolaus von Hontheim sous le pseudonyme de Justinus Febronius, dans son traité *De statu Ecclesiae et legitima potestate Romani pontificis* (1763). Version allemande du gallicanisme, le fébronianisme, tout en reconnaissant le pape comme chef de l'Eglise, affirmait la primauté du concile général et refusait toute intervention de la papauté dans les affaires temporelles. Condamné par le pape [Clément XIII] en 1766, le fébronianisme reçut l'adhésion des archevêques-Electeurs allemands [...].» (MOURRE, t. III, notice *Fébronianisme*, p. 1792.)

<sup>146</sup> Doctrine du théologien français Edmond Richer, partisan du gallicanisme. Parmi les idées qu'il défend, indiquons la supériorité des conciles sur les souverains pontifes; le fait que «les évêques ont une juridiction immédiate et [qu'] ils sont indépendants du pape dans l'exercice de leur autorité»; la «puissance du souverain sur l'Eglise qui reste soumise au roi en tout ce qui se rapporte d'une manière quelconque au gouvernement civil, ainsi la convocation des conciles généraux appartient au souverain temporel, de même l'administration particulière de l'Eglise; les libertés de l'Eglise gallicane [qui] la rendent indépendante du pape, mais la soumettent au souverain temporel.» On ne s'étonnera donc pas que ce théologien ait subi les foudres de diverses autorités ecclésiastiques. (*Dictionnaire théol.*, t. XIII, Paris, 1936, notice *Richer Edmond*, col. 2698-2702.)

<sup>147</sup> Cité dans *La Belgique autrichienne*, p. 229.

<sup>148</sup> BLUCHE, p. 106. – A propos des idées de Kaunitz, mais aussi de celles de Joseph II, Bluche affirme: «Exprimée dans la sainte Ecriture, la loi divine donne au monarque la plénitude du pouvoir temporel et n'a conféré à l'Eglise qu'une autorité spirituelle. Selon le droit divin, l'Empereur est souverain; le pape, chef spirituel de l'Eglise, n'est que l'évêque de Rome. Non content de l'avoir donné aux princes le pouvoir temporel, la loi de Dieu assure la primauté de l'Etat sur l'Eglise.» (*Ibidem*, p. 134.) Quant à Rogier, après avoir rappelé que Kaunitz fut ambassadeur en France de 1750 à 1753, il écrit: «A Paris, il [Kaunitz] subit sans doute l'influence tant du gallicanisme, solidement établi dans l'Eglise, que du déisme, qui se développait en dehors d'elle. L'un et l'autre l'ont confirmé dans la politique ecclésiastique nationale qu'on devait nommer josphisme.» (ROGIER, p. 152.)

ce pan de la politique de l'Empereur, François Bluche constate: «Sans nier le rôle religieux du prêtre, Kaunitz et Joseph II voient surtout en lui un fonctionnaire, chargé de la morale publique, dévoué à la monarchie et soumis à l'Etat. L'Empereur désire que tous les prêtres autrichiens deviennent ses 'sergents de bataille'<sup>149</sup>. Le clergé doit en effet servir l'Etat et l'aider à réaliser ses desseins<sup>150</sup>, dont l'un, en particulier, est fort louable: améliorer le sort du plus grand nombre de sujets.

Rien ne semble pouvoir arrêter Joseph II sur la voie qu'il a choisie. Même pas la visite officielle de Pie VI dans la capitale habsbourgeoise en 1782. Hervé Hasquin va jusqu'à écrire: «Au bout du compte, ce fut un pape battu et encore plus affaibli qui regagna Rome. Il n'avait rien obtenu sur les affaires importantes et avait même tacitement approuvé ce qui s'était fait depuis quinze mois.» Seul peut le rasséréner le souvenir des «dizaines de milliers de fidèles qui s'étaient régulièrement massés dans les rues de Vienne»<sup>151</sup>: ils lui avaient manifesté le plaisir qu'ils avaient à le voir et, donc, leur attachement. Maigre consolation...

### *Les milieux jansénistes et Nicolas Dufour*

C'est surtout à partir des années 1750 que s'est développé un véritable mouvement janséniste en Autriche, dans les milieux ecclésiastiques principalement. La suppression de l'ordre des jésuites, en 1773, lui a bien évidemment permis d'accroître son influence.

Nombre de jansénistes autrichiens vont se radicaliser: sous les influences mentionnées plus haut, en particulier de l'«Aufklärung», du richérisme et du fébronianisme<sup>152</sup>, ils cherchent à faire coïncider la foi avec les progrès du savoir et souhaitent divers changements:

une meilleure formation du clergé (par exemple par la branche nouvelle de la théologie pastorale), une meilleure instruction du peuple par la lecture des Ecritures Saintes et des «bons livres», la lutte contre les pratiques magiques et superstitieuses, une structure plus démocratique de l'Eglise, la réduction du poids des nobles au profit des roturiers, l'amélioration de la position du simple curé, l'engagement dans les institutions de prévoyance sociale introduites par Joseph II, la lutte pour la tolérance et un certain œcuménisme, etc.<sup>153</sup>

Tout naturellement, comme beaucoup de leurs idées correspondent à celles de Joseph II, une relative symbiose se crée entre les jansénistes et l'Etat. Celui-ci va se servir d'eux pour mettre en place les réformes religieuses qu'il projette, mais va aussi, par exemple, prendre diverses mesures contre la bulle *Unigenitus* du 8 septembre 1713 par laquelle le pape Clément XI a condamné le jansénisme:

<sup>149</sup> BLUCHE, p. 135.

<sup>150</sup> «Ces qualités de tolérance et de dévouement à l'Etat, que Joseph II voulait inculquer à son clergé, en auraient fait un corps de fonctionnaires dociles. Il se serait recruté par voie de concours, dont seuls auraient été dispensés des prêtres remarquables par la sûreté de leurs principes, l'excellence de leurs mœurs et le zèle pour la propagation des 'lumières, la destruction de la superstition, la prospérité de l'Institut des Pauvres'. Le curé de Joseph II aurait tenu avec précision les registres paroissiaux, veillé à l'hygiène au village, protégé le paysan contre les exactions du seigneur. Il aurait prêché l'obéissance aux lois divines et civiles et, du haut de la chaire, commenté les édits et les ordonnances impériales. Enfin, comme les fonctionnaires aussi, les prêtres auraient été rémunérés par l'Empereur.» (SCHEPPER, p. 168.)

<sup>151</sup> HASQUIN II, p. 206. – Tolérance civile et religieuse, suppression de couvents jugés inutiles et contrôle étatique sur l'Eglise, telles étaient déjà quelques mesures prises par Joseph II dans les Etats héréditaires, mesures qui déployaient tout ou partie de leurs effets. (*Ibidem*, p. 201-204.)

<sup>152</sup> HERSCHE, p. 253-256.

<sup>153</sup> *Ibidem*, p. 258.

c'est ainsi qu'en été 1782 Joseph II exige que la Faculté de Théologie de Louvain renonce désormais à se référer à cette décision pontificale, soit «directement», soit «indirectement», et que, de manière générale, on renonce à se référer à cette bulle dans l'enseignement aux Pays-Bas autrichiens<sup>154</sup>.

Cependant, au fil du règne de Joseph II, les jansénistes vont perdre quelque peu de leur influence, en raison des graves difficultés que leur enthousiasme – parfois aveugle – pour leur cause va provoquer, en raison de la défection des plus modérés d'entre eux et en raison de la montée du parti ultramontain qui se renforce au fur et à mesure que les réformes d'ordre religieux se multiplient. Les ultramontains trouveront même des alliés auprès d'une partie de ceux que mécontente la politique impériale menée dans d'autres domaines.

Présenter un petit historique des liens de Nicolas Dufour avec la mouvance janséniste n'est pas aisé. Nous avons en effet peu de certitudes en ce domaine. C'est pourquoi nous rassemblerons d'abord des constats et des hypothèses qui devraient nous permettre d'y voir un peu plus clair.

Premièrement, selon Antoine-Félix Zondadari, Nicolas Dufour aurait acquis une sympathie certaine pour les idées jansénistes dès ses études au Séminaire de Lyon, où elles étaient en vogue grâce à l'archevêque Malvin de Montazet. On pourrait considérer le témoignage de Zondadari comme d'autant plus crédible qu'il le rédige à une époque où il est nonce et où il peut avoir accès à des sources confidentielles, à l'intérieur de l'Eglise même; l'erreur d'ordre chronologique qu'il commet<sup>155</sup> n'a pas d'importance en l'occurrence. Mais certains n'omettront pas de signaler que l'ecclésiastique italien manque vraisemblablement d'objectivité: non seulement il désapprouve la politique religieuse menée par Joseph II aux Pays-Bas autrichiens, mais encore il est expulsé de cette région par une décision du 14 février 1787<sup>156</sup>, à la suite des menées de la Commission ecclésiastique et, surtout, en raison d'un rapport accusateur que Nicolas Dufour a rédigé et envoyé de Bruxelles à Vienne<sup>157</sup>.

Deuxièmement, quand Christophe Migazzi devient archevêque de Vienne en 1757, ce prélat est d'une tendance janséniste modérée: hostile à la Compagnie fondée par Ignace de Loyola et favorables aux thèses de Louis-Antoine Muratori<sup>158</sup>, il veille cependant à maintenir avec Rome de bonnes relations. En 1758, il crée le Séminaire diocésain de Vienne «pour contrebalancer le pouvoir des jésuites<sup>159</sup>, tout en étant fidèles aux directives tridentines»; il souhaite disposer

<sup>154</sup> VERHAEGEN I, p. 106. Voir aussi PIRENNE, t. V, p. 408.

<sup>155</sup> Voir, ci-dessus, p. 252.

<sup>156</sup> Zondadari et son auditeur doivent quitter Bruxelles dans les huit jours et les Pays-Bas autrichiens dans les quinze jours. Pour prendre connaissance du texte de cette décision, voir notamment HUBERT, p. 135-136, qui reproduit le billet adressé au nonce par Henri de Crumppen, secrétaire d'Etat, Bruxelles, le 14 février 1787.

<sup>157</sup> Nous reviendrons sur cet épisode dans une partie ultérieure de notre étude.

<sup>158</sup> Dans ses ouvrages, Muratori, ecclésiastique italien, avait souhaité un retour aux «idéaux de l'Eglise primitive. Critique à l'égard des superstitions et des démonstrations excessives du culte, il avait également plaidé pour une réduction du nombre des fêtes religieuses, autant de jours chômés néfastes aux classes laborieuses.» Enfin, il avait préconisé que tout «monarque éclairé» réalisât «la félicité publique». (HASQUIN II, p. 117.) Ses textes et ses idées se répandirent bien au-delà de l'Italie. – Que Migazzi ait été favorable à certaines thèses de Muratori est un signe de sa modération. En effet, «il n'y a rien de révolutionnaire» chez cet auteur. Voir *Catholicisme*, t. 9, Paris, 1982, notice *Muratori* (Louis-Antoine), col. 857.

<sup>159</sup> Il existait alors à Vienne le Séminaire de Sainte-Barbe où les jésuites «formaient la relève pour la Compagnie de Jésus» et celui de Saint-Ignace, tenu aussi par les jésuites, mais «ouvert à tous». (REB-GOMBEAUD, p. 357.)

d'«un clergé formé à son image et susceptible de diffuser ensuite ses conceptions théologiques, morales et pastorales»<sup>160</sup>. Cette fondation implique aussi de battre en brèche la position dominante des jésuites à l'Université de Vienne, ce qui va être fait. Cependant, quand certains protégés de Migazzi, dont Ferdinand Stöger, soutiennent, dans un rapport, «le livre de François Richer, *De l'autorité du clergé et du pouvoir du magistrat politique*, paru à Vienne en 1766» et prônant «une conception démocratique de l'Eglise», l'archevêque s'oppose à eux et obtient que Marie-Thérèse interdise l'ouvrage de l'auteur français. Cet épisode, datant des années 1766/1767, marque le début d'un revirement spectaculaire de Migazzi. Durant les années suivantes, il prend «de plus en plus souvent et ouvertement position contre les représentants de la mouvance janséniste, qu'il avait pour une part contribué à former, et en faveur des jésuites»<sup>161</sup>. Outre le richérisme, il combat aussi le fébronianisme. Après avoir développé les raisons qui expliquent le changement de cap de Migazzi, Sylvaine Reb-Gombeaud écrit :

Au début de son mandat d'archevêque, Migazzi avait pu croire qu'une réforme de l'Eglise en accord avec Rome était possible; à partir de 1767, il devint de plus en plus évident que les réformes voulues par Vienne se feraient au besoin contre Rome. Or, Migazzi entendait rester un catholique fidèle à Rome et c'est à ce titre qu'il entreprit, jusqu'à sa mort, une lutte acharnée contre le josphisme.<sup>162</sup>

Lorsque Nicolas Dufour arrive à Vienne et que Migazzi le prend sous sa protection, le cardinal s'est déjà éloigné des jansénistes, mais il est possible qu'il ait gardé de bons contacts avec certains d'entre eux, desquels Nicolas Dufour fait la connaissance. Les années passant, ces contacts se refroidissent et, donc, se raréfient; en revanche, le Valaisan a fort bien pu, de son côté, continuer à fréquenter des ecclésiastiques qui diffusent «des éléments de théologie janséniste dans l'archidiocèse de Vienne»<sup>163</sup>, voire au-delà. A partir des années 1778/1779, tout laisse à penser que Nicolas Dufour et l'archevêque Migazzi se sont éloignés l'un de l'autre, alors même que le parti ultramontain continue de se renforcer autour du cardinal, du nonce Joseph Garampi et des anciens jésuites.

Troisièmement, dans une lettre du 28 février 1773, Nicolas Dufour évoque Ignace Müller, son «ami intime»<sup>164</sup>, ce qui implique vraisemblablement qu'ils se connaissent depuis quelque temps déjà. Or Müller, janséniste notoire, a remplacé en 1767 le Père jésuite Ignace Kampmiller comme confesseur de Marie-Thérèse. Dès lors, il jouit d'une haute position à la Cour et d'un grand crédit qui ont pu être utiles au Bas-Valaisan. Cependant, alors que Joseph II règne sur les Etats habsbourgeois, Müller désapprouve la politique de l'Empereur, perd de son aura et meurt le 31 août 1782 à Vienne. Qu'importe, il reste un de ceux qui ont probablement influencé Nicolas Dufour ou l'ont conforté dans ses convictions jansénistes et qui lui ont permis d'accroître ses relations dans les milieux gagnés notamment au richérisme et au fébronianisme.

Quatrièmement, les idées politiques et religieuses de Charles de Dietrichstein sont fort proches de celles de son ami Joseph II et, par conséquent, une partie d'entre elles au moins se confondent avec les conceptions de la mouvance janséniste. Ce qui explique son soutien à un Nicolas Dufour qui s'est émancipé de la tutelle de Christophe Migazzi, soutien allant croissant jusqu'à se révéler détermi-

<sup>160</sup> REB-GOMBEAUD, p. 358.

<sup>161</sup> *Ibidem*, p. 361.

<sup>162</sup> *Ibidem*, p. 364.

<sup>163</sup> *Ibidem*, p. 360.

<sup>164</sup> Voir, ci-dessus, p. 269.



nant: grâce à ce noble, le Valaisan devient chanoine de la Collégiale Saint-Venceslas à Nikolsbourg en 1779, puis prévôt de celle-ci en 1780.

Cinquièmement, il est intéressant de remarquer que Nicolas Dufour succède au prévôt Jean-Léopold de Hay qui le consacre, étant devenu évêque de Königsgrätz, diocèse dans lequel le Valaisan est aussi chanoine de la cathédrale. Il serait dès lors étonnant que le Valaisan ait des convictions religieuses très différentes de celles de Jean-Léopold de Hay, favorable aux idées des Lumières et donc, au moins en partie, à celles des jansénistes. A la suite d'une révolte des protestants en Moravie, ce prévôt a fait partie d'«une commission d'enquête»; il a conseillé à Marie-Thérèse de leur accorder une patente de tolérance; il lui a aussi proposé d'y réformer le catholicisme et d'y «répandre la Bible en langue tchèque», ce qui aurait pu, selon lui, amener les réformés à rejoindre l'Eglise romaine<sup>165</sup>. Tout en optant pour la répression, l'impératrice nomme, en 1780, Jean-Léopold de Hay évêque de Königsgrätz, en remerciement des «services» qu'il a «rendus». Celui-ci est l'un des rares prélats à soutenir l'édit de tolérance du 13 octobre 1781<sup>166</sup>; dans sa lettre pastorale du 20 novembre, *Epistola circularis ad clerum tam sæcularem quam regularem suæ diœcesis*, il s'applique à «traduire la pensée et les motivations de Joseph II»<sup>167</sup>. Il y fixe

des normes pratiques pour l'application de l'édit impérial, soulignant en particulier l'interdiction de faire des perquisitions au domicile des non-catholiques en vue d'y rechercher des livres prohibés, l'interdiction de visiter les malades et les mourants dans l'intention de les convertir, et l'autorisation d'enterrer catholiques et non-catholiques dans un même cimetière.

Cette lettre pastorale, rédigée en latin, aura un grand retentissement; traduite en allemand et en tchèque, mais aussi en français, en italien et en néerlandais<sup>168</sup>, elle entraînera de vives polémiques.

<sup>165</sup> *Dictionnaire eccl.*, t. XXIII, Paris, 1990, notice *Hay Johannes Leopold von*, col. 644-645.

<sup>166</sup> L'édit de tolérance destiné aux Pays-Bas autrichiens date, quant à lui, du 12 novembre 1781. (Voir, ci-dessous, p. 299, note 215 comprise.)

<sup>167</sup> HASQUIN II, p. 175, et *Dictionnaire eccl.*, Paris, 1990, notice *Hay Johannes Leopold von*, col. 645. – M<sup>re</sup> Hay écrit notamment: «Sa Majesté a voulu que tous les hommes, divisés par les croyances, fussent à jamais unis par les liens indestructibles de la charité chrétienne. Elle a aussi cherché à attirer dans le pays de bons citoyens, de laborieux agriculteurs, des artistes d'élite, des sujets fidèles, et, de cette manière, [à] assurer de plus en plus le bien-être de l'Etat. / Vous savez combien nous devons être obéissants au Souverain qui nous régit de par la volonté divine; il serait donc superflu d'insister sur ce point. / Mais, si le Seigneur nous a donné comme compagnons de labeur, dans sa vigne, beaucoup de dignes prêtres, respectueux des lois, agissant avec prudence et modération, animés d'une charité ardente et d'un esprit véritablement apostolique, réjouissant ainsi notre cœur paternel, il en est malheureusement d'autres qui, inspirés par un zèle indiscret et mal entendu, croient faire œuvre agréable à Dieu en s'efforçant de convertir leurs concitoyens dissidents au moyen de controverses acerbes et par des tracasseries contraires aux préceptes du Christianisme. En agissant de la sorte, ils croient rendre un service signalé à la Religion et à l'Etat, tandis qu'ils leur causent un grave préjudice. / Lequel d'entre vous ignore que les principes fondamentaux de notre loi évangélique sont la charité et l'indulgence, dont notre législateur divin nous a donné tant d'exemples, lui qui a consacré sa vie terrestre à inonder l'humanité de ses bienfaits? Jésus-Christ a traité les juifs avec la bonté d'un père; chacun de ses actes, chacune de ses paroles a été un monument d'indulgence, de tolérance et de bonté. / L'Apôtre [PAUL, *Épître aux Romains*, chap. 14 et 15] ne nous a-t-il pas prescrit d'amener les faibles à la vraie foi, non par moyen de disputes, mais par les voies de la douceur? Lisez, méditez l'Écriture sainte et les œuvres des Pères de l'Eglise: vous n'y trouverez que des conseils de tolérance et de charité.» (Cité dans HUBERT, p. 161-162.)

<sup>168</sup> *Dictionnaire eccl.*, t. XXIII, Paris, 1990, notice *Hay Johannes Leopold von*, col. 645.

Si Joseph II en prend connaissance avec «grande satisfaction»<sup>169</sup>, le pape Pie VI, fâché contre le prélat, décide d'empêcher à l'avenir toute promotion le concernant. Jean-Léopold de Hay continue cependant à se faire le champion, dans son diocèse, de l'«Aufklärung»: instruire le clergé et les fidèles en se fondant sur la Bible et sur les œuvres de Louis-Antoine Muratori et du gallican Claude Fleury; revenir à une piété «à base christocentrique»; secourir les pauvres; éviter toute répression contre les «déistes» de Bohême, secte qui n'était rattachée «à aucune confession organisée» et qui n'était donc pas incluse dans l'édit de tolérance<sup>170</sup>.

Pour beaucoup, et ils n'ont pas tort, M<sup>gr</sup> Jean-Léopold de Hay fut un jésuite parmi les plus zélés.

Que Nicolas Dufour ait eu des sympathies pour ce prélat est hautement probable. S'il s'était désolidarisé de lui ou s'il avait combattu ses idées, il n'aurait probablement pas eu les faveurs de Charles de Dietrichstein et n'aurait certainement pas eu celles de Joseph II comme nous le constaterons ci-après.

Sixièmement, selon Antoine-Félix Zondadari, Nicolas Dufour, dans les années 1780, passe pour un chaud partisan de l'Empereur, «du gouvernement», «des innovations» et du jansénisme<sup>171</sup>. Nous savons que, sur ce point, il a raison; encore faudrait-il savoir à partir de quand il l'est ouvertement.

Enfin, au stade où en sont les recherches actuelles, nous connaissons seulement quelques personnes que fréquentait Nicolas Dufour dans les possessions habsbourgeoises jusqu'en 1786. Des publications à venir pourront mettre en lumière d'autres relations, d'autres amis du Valaisan, et il est quasi certain que, parmi eux, se trouvent encore des jansénistes notoires.

Voilà une sorte d'argumentaire qui doit nous permettre d'avancer dans notre réflexion. Même s'il est assez séduisant, il ne saurait nous satisfaire pleinement, la réalité étant souvent plus complexe qu'on ne le pense. Nous avons en effet, par exemple, quelque peine à imaginer que M<sup>gr</sup> François-Frédéric Ambuel et l'archevêque Migazzi, revenu à l'orthodoxie romaine, aient apporté leur soutien à un Nicolas Dufour aux sympathies ouvertement jansénistes.

Dès lors, deux hypothèses principales s'offrent à nous, qui ne sont d'ailleurs pas antinomiques.

Soit Nicolas Dufour, s'il connaît la doctrine janséniste depuis ses études au Séminaire de Lyon, ne s'y est guère attardé. Ce n'est par conséquent que durant sa période viennoise que, au contact de certains de ses adeptes, il s'est laissé peu à peu séduire par elle pour finir par la rejoindre ostensiblement, au plus tôt à la fin du premier lustre des années 1780. Rappelons, d'une part, qu'en 1773 il s'est montré, sincèrement semble-t-il, affecté par la suppression de la Compagnie de Jésus. Encore ne faut-il pas occulter le fait qu'à cette époque-là il a paru surtout tourmenté par l'éventualité d'être privé de célébrer un certain nombre de messes que lui confiaient des jésuites et qui, à l'évidence, lui rapportaient quelque argent

<sup>169</sup> En 1782, s'adressant à son frère Léopold, Joseph II écrit: «J'ai vu une lettre pastorale de l'évêque de Königgrätz [...] sur la tolérance. / Elle m'a enchanté, et j'en ai été édifié; elle m'a paru bien digne du ci-devant prévôt Hay qui avait déjà étalé ces mêmes principes dans les affaires des religieux en Moravie il y a trois ans.» (ARNETH, t. I, p. 69-75: Joseph II à son frère Léopold, s. l., 23 janv. 1782; l'extrait cité se trouve à la p. 70. Voir aussi HUBERT, p. 163, où on lit «les mêmes principes», et non «ces mêmes principes».)

<sup>170</sup> *Dictionnaire eccl.*, t. XXIII, Paris, 1990, notice *Hay Johannes Leopold von*, col. 645.

<sup>171</sup> HUBERT, p. 189.

dont il a toujours grand besoin<sup>172</sup>. Rappelons, d'autre part, qu'en 1782 le nonce Joseph Garampi, en présence du pape Pie VI, lui a tressé des louanges qui se justifiaient par son rôle de conseiller auprès de l'archevêque d'Olmütz et de M<sup>gr</sup> Mathias-François Chorinsky, deux prélats connus pour leur fidélité à Rome. Quant au fait qu'il est devenu membre du Consistoire d'Olmütz, il tendrait à prouver qu'il jouit, en 1784 encore, de la confiance de Colloredo-Waldsee-Mels.

Soit Nicolas Dufour est devenu un janséniste convaincu bien avant, à une date que nous ne saurions préciser cependant. Dans ce cas, il n'est pas impossible que le Bas-Valaisan ait cultivé l'opportunisme, voire le machiavélisme avec une grande habileté. Durant les années passées à Vienne en particulier et dans les possessions habsbourgeoises en général, par calcul il a fréquenté aussi bien les milieux ultramontains que les milieux jansénistes; il ne serait donc pas étonnant qu'il se soit appliqué à flatter les uns et les autres, en vue de s'assurer de leurs soutiens respectifs, sans jamais s'engager véritablement jusqu'en 1784 pour le moins ou, plus exactement, en adoptant selon les circonstances des points de vue variables, mais toujours empreints de modération et souvent teintés d'ambiguïté<sup>173</sup>. De plus, n'oublions pas que son compatriote Théodule Bay, en 1774 déjà, le trouvait quelque peu énigmatique, ce qui pourrait impliquer une tendance à la dissimulation<sup>174</sup>.

En l'état de nos connaissances, il nous est impossible d'avoir un avis tranché sur ce sujet, même si notre préférence va au deuxième terme de l'alternative. Seules certitudes: *primo*, en 1786, Nicolas Dufour est nommé membre de la Commission ecclésiastique, parce que l'on sait, dans les cercles du pouvoir, qu'il est partisan du joséphisme; *secundo*, il ne fait aucun doute que, dès cette année en tout cas, et vraisemblablement un peu avant, Nicolas Dufour est un ecclésiastique de tendance janséniste comme il ne le prouvera que trop lors de sa mission dans les Pays-Bas autrichiens. Ses véhémentes dénégations, ses cris d'effraie ne convaincront personne, même pas en Valais où parviendront des échos de ses hauts faits belges et, très probablement, certains de ses écrits parus à Bruxelles, voire l'un ou l'autre pamphlets l'accusant d'hétérodoxie. Manifestement, une fois qu'il est au service du gouvernement, le prévôt de Nikolsbourg croit avoir tout à espérer de Joseph II et n'a, par conséquent, plus de raison de ménager le camp des ultramontains.

### ***La franc-maçonnerie et Nicolas Dufour***

Les liens entre la franc-maçonnerie et Nicolas Dufour nous sont mal connus et ils mériteraient sans aucun doute des recherches approfondies. Nous devons donc nous contenter ici de communiquer quelques informations, non dénuées d'intérêt espérons-nous, et de les accompagner de commentaires que nous voulons prudents.

*Primo*, Charles de Dietrichstein est franc-maçon. «Initié à la loge 'Zu den drei brennenden Herzen' de Copenhague», il devient, «en 1777, grand maître provincial de la Grande Loge Provinciale d'Autriche» qui dépendait de Berlin. En 1784,

<sup>172</sup> Voir, ci-dessus, p. 256.

<sup>173</sup> S'il est avéré que le Bas-Valaisan a fini par s'éloigner de Christophe Migazzi, ne serait-ce pas tout simplement parce qu'il a trouvé un autre mentor en Charles de Dietrichstein, qui lui a certifié ne pas vouloir le cantonner à des tâches de précepteur ou de secrétaire? Cependant, rien n'empêche de supposer que l'archevêque de Vienne ait percé à jour le comportement équivoque de son protégé...

<sup>174</sup> Voir, ci-dessus, la note 35 de la p. 256. – L'adhésion de Nicolas Dufour à la franc-maçonnerie tendrait à confirmer que le Bas-Valaisan ne rechigne pas à cultiver l'art de la dissimulation.

quand est créée une Grande Loge nationale d'Autriche, il en est «grand maître»<sup>175</sup>. La fondation de cette association maçonnique et l'élection de Charles de Dietrichstein à sa tête ne sont pas dues au hasard. Joseph II, qui n'est pas franc-maçon, souhaite «soustraire les loges» de ses Etats «aux influences étrangères» et pouvoir s'appuyer sur une personne en qui il a une totale confiance. De plus, la nouvelle loge est destinée à devenir «l'autorité administrative des six loges provinciales» d'Autriche, de Bohême, de Galicie, de Hongrie, de Lombardie et de Transylvanie: cette réorganisation doit permettre, «plus que jamais», à la franc-maçonnerie de «devenir un instrument au service de la politique de l'Empereur»<sup>176</sup>.

*Secundo*, soit au cours de l'année 1781, soit, plus vraisemblablement, au début 1782, Nicolas Dufour est entré dans la franc-maçonnerie, précisément dans la loge viennoise «Zur gekrönten Hoffnung»<sup>177</sup>. En février 1782, celle-ci comptabilise cent vingt-sept adeptes et, dans la liste de ses nouveaux membres, on remarque les noms du comte Venceslas de Paar, du prévôt de Nikolsbourg et de Charles – ou Jean-Baptiste – de Dietrichstein, «Provincial-Grossmeister»<sup>178</sup>, qui, manifestement, continue de patronner le Valaisan avec une bienveillance qui n'a guère de bornes.

Il n'y a pas lieu d'être trop surpris en découvrant ces dernières informations concernant Nicolas Dufour. En ce XVIII<sup>e</sup> siècle où il est courant que des ecclésiastiques prennent «des distances par rapport à l'orthodoxie du catholicisme romain», relativement «nombreux» sont les «membres du clergé – évêques, abbés, chanoines, curés – dans les loges». Ils seraient quelque 2000 dans les loges européennes à la fin du siècle, selon le jésuite espagnol José Antonio Ferrer Benimeli, et, à Mons dans les Pays-Bas autrichiens, vers 1780, seuls des ecclésiastiques fréquentent la loge intitulée «Les Amis thérésien»<sup>179</sup>. De plus, il est certain que les liens qu'il a établis avec Charles de Dietrichstein ont permis à Nicolas Dufour de se familiariser avec la franc-maçonnerie, avant qu'il décide d'en devenir membre. Le noble autrichien a su donner à son protégé une image positive de cette association: elle n'est pas incompatible avec la foi, et le soutien que les frères s'accordent mutuellement se révèle souvent précieux. Ce dernier aspect a certainement pu séduire un Dufour ambitieux, qui cherche à étendre le réseau de ceux qui sont susceptibles de l'aider à se forger un avenir radieux dans l'état ecclésiastique, voire politique.

<sup>175</sup> LIGOU, notice *Dietrichstein (Jean-Baptiste, Charles, prince)*, p. 370, et notice *Autriche*, p. 95-98; souligné par cet auteur.

<sup>176</sup> HASQUIN II, p. 287.

<sup>177</sup> *Heimatbuch Nikolsburg*, p. 309 et p. 315, note 9; BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231. – Ligou considère que l'appartenance du prince Venceslas-Antoine de Kaunitz à la franc-maçonnerie n'est pas certaine, mais, en revanche, il indique que Christophe, Dominique-André et François-Venceslas, trois fils de ce prince, furent francs-maçons: le deuxième dans la loge viennoise «Zur gekrönten Hoffnung»; le troisième dans la loge «Zur aufgehenden Sonne» à Brunn, dont il fut maître. Voir LIGOU, notice *Kaunitz (Wenzel, prince de)*, p. 675.

<sup>178</sup> ABAFI, t. IV, p. 200-202.

<sup>179</sup> HASQUIN II, p. 284-285; souligné dans cet ouvrage. Voir également LIGOU, notice *Belgique*, p. 125.

Les mesures prises par Joseph II dès la fin 1785 vont affaiblir la franc-maçonnerie dans ses possessions, beaucoup la quittant alors<sup>180</sup>. Hervé Hasquin constate:

En 1786, seules quatorze loges poursuivaient leurs travaux avec l'autorisation de l'Empereur: trois à Prague, à Vienne, à Pest et à Bruxelles, une à Milan et à Lemberg. L'hémorragie des frères fut considérable. Nobles, bourgeois, fonctionnaires et artisans désertèrent en masse. De supporters du régime ou d'indifférents qu'ils étaient, beaucoup basculèrent dans la désillusion, voire dans l'opposition radicale en 1789-1790.<sup>181</sup>

Cependant, alors que les loges «Zur gekrönten Hoffnung» et «Zur Wohlthätigkeit», entre autres, fusionnent pour former celle dénommée «Zur neugekrönten Hoffnung», nous supposons que Nicolas Dufour, lui, est resté membre de la franc-maçonnerie, un membre fidèle au pouvoir, ne serait-ce que pour complaire à Charles de Dietrichstein, auquel il est si redevable, et à Joseph II qui, en 1786, lui confie une mission aux Pays-Bas autrichiens.

Quelle ascension pour le Valaisan! Celle-ci a été rendue possible grâce au soutien de l'archevêque Migazzi dans les premiers temps, puis à divers membres influents de la noblesse autrichienne, dont principalement Charles de Dietrichstein, aux cercles jansénistes et peut-être un peu à la franc-maçonnerie, même si, en l'état de nos connaissances, nous ne pouvons nullement approfondir ce point. N'omettons pas de souligner toutefois que, sans ses propres talents et ses propres mérites, sans une volonté farouche de réussir et, par conséquent, sans un opportunisme certain, Nicolas Dufour n'aurait pas pu bénéficier de tous les appuis qui viennent d'être mentionnés. Peu à peu, il a su se créer des relations solides et influentes, qui n'ont cessé de s'étendre, au moins jusqu'au fiasco de sa mission aux Pays-Bas autrichiens.

#### 4. Les Pays-Bas autrichiens

Dans cette quatrième subdivision, nous allons délaissier presque complètement Nicolas Dufour au profit des Pays-Bas autrichiens sur lesquels, toutefois, nous ne souhaitons pas rédiger un historique détaillé. En fait, les renseignements que le lecteur y trouvera lui permettront de mieux comprendre le contexte dans lequel évoluera l'ecclésiastique valaisan durant trois ans environ.

<sup>180</sup> En 1784 avait été créée «une Grande Loge d'Autriche», qui fut «subdivisée en sept loges provinciales»; chacune d'entre elles fut dirigée par «un grand maître provincial. Différentes loges, comprenant mal leur rôle, initièrent sans discernement, ce qui [...] amena l'Empereur à interdire les manifestations et superstitions pseudo-maçonniennes [liées à l'alchimie par exemple], décision au demeurant fort louable et utile. Mais, comme pour beaucoup d'initiatives de Joseph II, les suites en furent désastreuses pour la maçonnerie entière. Etant donné que, par ce décret, il entrava la liberté de réunion et d'association en général, en restreignant le nombre des loges et de leurs membres, en les mettant par surcroît sous sa protection et en voulant contrôler leurs travaux, il s'attaqua à la liberté sans laquelle un ordre comme la franc-maçonnerie n'est guère viable.» (LIGOU, notice *Autriche*, p. 97.) Ce fut le franc-maçon Ignace de Born qui fut l'inspirateur du décret dit le «Freimaurerstatut»: pour parvenir à ses fins, il obtint l'aide du prince Charles de Dietrichstein qui persuada l'Empereur de le promulguer. Voir *ibidem*, notice *Born* (Ignace, Edler von), p. 158-159; *ibidem*, notice *Dietrichstein* (Jean-Baptiste, Charles, prince), p. 370. – Pour les mesures mises en application dans les Pays-Bas autrichiens, voir, ci-dessous, p. 303.

<sup>181</sup> HASQUIN II, p. 289.

### ***Quelques généralités sur les Pays-Bas autrichiens***

Après avoir été sous la domination espagnole, cette région a passé à l'Autriche, à la suite des traités d'Utrecht (1713) et de Rastatt (1714) qui mirent fin à la guerre de Succession d'Espagne.

Elle comprend plus ou moins les territoires de la Belgique et du grand duché du Luxembourg actuels, augmentés d'une petite partie de la Gueldre, mais amputés de la principauté épiscopale et indépendante de Liège. «Celle-ci coupait» presque «les Pays-Bas en deux», séparant le duché de Limbourg et celui de Luxembourg du Tournaisis, des comtés de Namur, de Hainaut, de Flandre et du duché de Brabant, seuls le duché de Luxembourg et le comté de Namur se jouxtant sur une courte distance<sup>182</sup>.

En 1786, les Pays-Bas autrichiens comptent un peu plus de 2 270 000 âmes<sup>183</sup>. Y cohabitent des Flamands, des francophones, qu'on désigne, assez souvent déjà, par le terme de Wallons, et des germanophones qui vivent dans le Limbourg et dans le Luxembourg. A noter cependant que, dans ce dernier duché, la partie septentrionale est «de langue romane», tandis que l'allemand et le français se côtoient dans la capitale<sup>184</sup>.

### ***Organisation des Pays-Bas autrichiens***

Va être présentée ici, de façon succincte et partielle, l'organisation politique, administrative et judiciaire des Pays-Bas autrichiens, telle qu'elle est au début de l'année 1786, peu avant que Nicolas Dufour s'y rende.

A sa tête se trouve l'Empereur qui réside à Vienne où existe, «à la Chancellerie de Cour et d'Etat, une section Pays-Bas»<sup>185</sup>.

A Bruxelles, Joseph II est représenté par les gouverneurs généraux Marie-Christine, une de ses sœurs, et Albert de Saxe-Teschen, l'époux de celle-ci, ainsi que par le ministre plénipotentiaire Louis Belgiojoso<sup>186</sup> et par la Secrétaire d'Etat.

On peut affirmer que les gouverneurs généraux règnent, mais ne gouvernent guère: leur «fonction représentative» l'emporte «nettement en importance sur

<sup>182</sup> *Ibidem*, p. 15 et p. 46.

<sup>183</sup> Il y avait précisément 2 272 892 habitants en 1784. (*La Belgique autrichienne*, p. 164-165. Voir également HASQUIN II, p. 18, et SCHEPPER, p. 60.)

<sup>184</sup> HASQUIN II, p. 22.

<sup>185</sup> MABILLE, p. 17.

<sup>186</sup> En 1783, pour remplacer Georges-Adam de Starhemberg comme ministre plénipotentiaire des Pays-Bas autrichiens, l'Empereur a nommé «le comte de Barbiano et Belgiojoso, chevalier de Malte, Notre chambellan, conseiller d'Etat intime actuel, lieutenant général de Nos armées, colonel propriétaire d'un régiment d'infanterie de son nom et, ci-devant, Notre envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la Cour d'Angleterre». (*Recueil des ordonnances* I, p. 274-275: «Lettres patentes de l'Empereur nommant Louis de Barbiano et Belgiojoso son ministre plénipotentiaire aux Pays-Bas», Carlstadt [Karlstadt], 9 mai 1783.)

[leur]<sup>187</sup> fonction politique»<sup>188</sup>, le «pouvoir réel», pour l'essentiel, étant dévolu au ministre plénipotentiaire<sup>189</sup>.

<i>Ministres plénipotentiaires</i>	<i>Date de la lettre de nomination</i>
Antoine, marquis de Botta-Adorno	19 avril 1749
Charles-Philippe, comte de Cobenzl	19 mai 1753
Georges-Adam, prince de Starhemberg	31 mars 1770
Louis, comte de Barbiano di Belgiojoso	9 mai 1783
Ferdinand, comte de Trauttmansdorff-Weinberg	12 octobre 1787

Tableau 1. – Les ministres plénipotentiaires aux Pays-Bas autrichiens, 1749-1787.  
(D'après MABILLE, p. 18.)

Louis de Belgiojoso est en fait le premier ministre: il dépend directement de l'Empereur qui l'a nommé et qui peut le révoquer à sa guise; il renseigne Joseph II et Kaunitz «sur les faits et gestes» des gouverneurs, «sur la situation dans les Pays-Bas» autrichiens et veille «à l'exécution des directives venues de Vienne»<sup>190</sup>. Quant au secrétaire d'Etat et de Guerre, le baron Henri de Crumpipen, il est comparable à un second ministre; depuis 1781, Pierre de Reuss, membre du Conseil privé, est son adjoint. En 1786, ce secrétaire a perdu les attributions militaires et diplomatiques qu'avaient jadis ses prédécesseurs<sup>191</sup>; il est cependant l'intermédiaire unique entre les gouverneurs généraux, les conseils et les jointes<sup>192</sup>.

Quant au général Joseph Murray, comte de Melgum, il est le commandant général des troupes stationnées aux Pays-Bas autrichiens<sup>193</sup>.

<sup>187</sup> A la place de l'adjectif possessif «sa».

<sup>188</sup> MABILLE, p. 17. – Le rôle joué par Marie-Christine et son époux va s'amenuiser jusqu'à devenir quasiment insignifiant au fur et à mesure que Joseph II, en despote éclairé avide de modernité, cherche à tout chambouler ou presque dans les Pays-Bas autrichiens. Charles Piot écrit: «Connaissant parfaitement la manière de voir de sa sœur en matière politique, Joseph II n'avait aucune confiance en elle. Jamais il ne la consultait ni à propos des difficultés qu'il soulevait dans nos provinces, ni au sujet de ses réformes politiques. [...] Elevée dans des principes diamétralement opposés à ceux de son frère, Marie-Christine portait le plus grand respect aux institutions séculaires de notre pays. Elle préférerait en ce moment le régime de l'Europe d'autrefois à des innovations non expérimentées, surtout lorsqu'elles étaient imposées par le souverain, en dépit de la nation.» (*BNB*, t. 13, Bruxelles, 1894 et 1895, notice *Marie-Christine*, col. 722-727, plus particulièrement col. 724-725.)

<sup>189</sup> HASQUIN I, notice *Gouverneur général des Pays-Bas*, p. 228-229.

<sup>190</sup> HASQUIN I, notice *Ministre plénipotentiaire*, p. 330.

<sup>191</sup> Dès 1743, le secrétaire d'Etat et de Guerre s'occupait aussi «de l'expédition des actes princiers, des nominations et des faveurs. Il était également chargé du procès-verbal des réunions de cabinet. En sa qualité d'homme de confiance du gouverneur et du ministre, il était l'intermédiaire tout indiqué pour tous les conseils et toutes les jointes et pour les diplomates accrédités. [...] Deux figurent marquantes remplirent cette tâche pendant 42 ans: Henri de Crumpipen (1742-1769) et son fils Henri-Herman (1769-1787). Tous deux furent très dévoués aux Habsbourg et furent honorés du titre de conseiller d'Etat.» (*La Belgique autrichienne*, p. 57.)

<sup>192</sup> Le mot «jointe», de l'espagnol «junta», qualifie «une assemblée réunissant des conseillers en dehors de leurs conseils respectifs afin de débattre sur un sujet donné». (*La haute administration*, p. 83, note 18.)

<sup>193</sup> BORGNET, t. I, p. 11-12, parlant du ministre plénipotentiaire accrédité auprès des gouverneurs généraux, affirme qu'il est leur «suppléant» et que, de même que «le commandant général des troupes», il est sous leurs ordres. Ce qui est vrai, en théorie du moins.

A ceux-ci s'ajoutent trois institutions de poids.

D'abord, le Conseil privé, qui regroupe seulement quelques personnes, des juristes et des fonctionnaires, s'occupe de la plupart des volets de la politique intérieure: il est en charge «des affaires législatives, judiciaires, administratives et de police»<sup>194</sup>. Depuis 1783, année où Patrice-François de Neny a pris sa retraite, il n'a plus de président, ce qui ne l'empêche pas de remplir son rôle.

Ensuite, le Conseil des Finances ou des Domaines et Finances, dont le nombre de membres est également minime, s'occupe du domaine royal, de l'acceptation des aides et des subsides, de l'administration des domaines, de l'industrie et du commerce. Son président, le baron Denis-Benoît de Cazier, porte le titre de trésorier général.

Ces deux Conseils, qualifiés de collatéraux, «sont essentiellement des organes consultatifs et exécutifs, appelés à suggérer» aux gouverneurs généraux ou «au ministre plénipotentiaire des décisions à prendre et à en assurer l'exécution»<sup>195</sup>.

Enfin, la Chambre des Comptes, dont la dénomination nous paraît suffisamment claire pour que nous ne détaillions pas ses activités, collabore avec le Conseil privé et elle est un passage plus ou moins obligé pour ceux qui espèrent entrer un jour dans l'un des deux Conseils précités. Depuis que Martin de Mullen-dorff est décédé en avril 1785, la présidence en est restée vacante.

A une échelle inférieure se trouvent des «organismes secondaires» qui portent les noms de jointes, de comités et de commissions, tels que la Jointe des Administrations et des Affaires des subsides, qui est la plus importante<sup>196</sup>, la Jointe des Monts-de-Piété<sup>197</sup>, celle des Monnaies qui, dès 1756, s'est retrouvée sous la direction du trésorier général<sup>198</sup>, celle des Eaux<sup>199</sup>, le Bureau scolastique<sup>200</sup>, le Comité de la Caisse de religion<sup>201</sup> et celui du Commerce maritime, ces deux derniers ayant été mis sur pied par Joseph II.

<sup>194</sup> MABILLE, p. 18.

<sup>195</sup> LEFÈVRE, p. 18.

<sup>196</sup> «Cet organe consultatif avait une double mission. D'une part, il doit surveiller et contrôler les administrations locales afin d'assainir les finances publiques en supprimant notamment les abus et les injustices. D'autre part, la volonté du gouvernement d'obtenir un bilan général des comptes de ces administrations a pour objet de fixer la limite jusqu'à laquelle il pouvait aller lors de ses demandes d'aides et subsides sans peser d'une manière insupportable sur les populations.» (*La haute administration*, p. 247.) Il fut «une pépinière de hauts fonctionnaires». (*La Belgique autrichienne*, p. 58.)

<sup>197</sup> Elle en contrôle «les employés et les finances». (HASQUIN I, notice *Jointe des Monts-de-Piété*, p. 265.)

<sup>198</sup> Jointe qui régit et contrôle tout ce qui concerne «le cours et la frappe des monnaies». (HASQUIN I, notice *Jointe des Monnaies*, p. 264-265.)

<sup>199</sup> L'instauration de ces jointes témoigne d'un accroissement important de la bureaucratie. (MABILLE, p. 18.) – Le 14 janvier 1786, Belgiojoso attribue «à la Jointe des Eaux la connaissance de toutes les affaires quelconques qui peuvent avoir trait aux rivières, canaux, écluses et, généralement, tout ce qui concerne le mouvement des eaux pour être examinées et discutées par cette Jointe». (*Recueil des ordonnances* I, p. 467: «Décret du comte de Belgiojoso concernant la Jointe des Eaux», Bruxelles, 14 janv. 1786.)

<sup>200</sup> En 1776 fut décidée la création de la Commission royale des Etudes qui fut «installée en 1777». En 1784, par mesure d'économie, elle fut réduite à un «Bureau scolastique». Celui-ci «fut [...] absorbé par le département des Affaires ecclésiastiques et des Etudes au sein du Conseil du gouvernement général en 1787». (HASQUIN I, notice *Commission royale des Etudes*, p. 102. – Sur cette Commission, voir encore, ci-dessous, p. 298.)

<sup>201</sup> Sur la Caisse de religion, voir, ci-dessous, la note 217 de la p. 299 et l'Annexe 2/1, note 316 comprise.



Quant au Conseil d'Etat, autre conseil collatéral, il n'a plus qu'une existence théorique et, par conséquent, ne se réunit plus. Reste le titre de conseiller d'Etat, distinction la plus honorifique qu'on puisse obtenir en servant le pouvoir, distinction qui est très prisée et donc convoitée par les serviteurs zélés du régime autrichien<sup>202</sup>.

Signalons que le souverain est représenté dans toutes les principautés; que chacune d'entre elles jouit d'«un système de privilèges et de particularismes», faisant «contrepoids» au pouvoir de l'Empereur<sup>203</sup>, et qu'il y existe une assemblée composée de représentants des trois ordres, à savoir les Etats. Ceux-ci

dirigeaient intégralement la perception de tous les impôts levés dans la province<sup>204</sup>. Au moyen de leurs ressources propres, excédent des recettes lors de l'octroi des subsides, impôts levés au profit de la province, emprunts, ils exécutaient des travaux publics ou accordaient des subsides à certaines industries.

Incapables d'exercer directement ces fonctions administratives, les Etats les déléguaient à des députations permanentes, chargées d'expédier les affaires courantes, de préparer les délibérations et d'exécuter les décisions. Pour compléter l'action de la députation, les Etats avaient encore réussi à établir une série de fonctionnaires provinciaux, notamment les conseillers pensionnaires.<sup>205</sup>

Quant au domaine judiciaire, il ne peut satisfaire Joseph II tant il est complexe, voire anarchique. Marie-Eve Tesch écrit en effet:

Le nombre des conseils de justice et des tribunaux était démesuré et leurs compétences variaient exagérément. Il était difficile de s'y retrouver dans ce fatras de juridictions superposées. Le nombre des tribunaux et conseils de justice s'élevait, uniquement pour le Brabant, à plus de six cents. Leurs compétences étaient très variables: certains rendaient la justice en dernier ressort, d'autres ne jugeaient qu'à charge d'appel, certains jugeaient en première instance certains types de procès et ne jugeaient qu'en appel pour d'autres types de procès... Dans certaines provinces, pour certaines causes, il fallait passer par trois ou quatre juridictions différentes avant d'obtenir un arrêt définitif, alors que, dans d'autres provinces, un procès similaire pouvait être jugé définitivement après une ou deux instances. De plus, les justices seigneuriales étaient innombrables. A l'exception du Conseil de Brabant et de quelques sièges subalternes, la justice était rendue par des bourgeois, des marchands, des artisans, des laboureurs. Les attributions de ces juges étaient variables, ce qui entraînait de nombreux conflits de compétence. En outre, la jurisprudence n'offrait aucune sécurité au plaideur. Cette diversité dans l'organisation et la compétence des conseils et des tribunaux mettait le gouvernement dans l'impossibilité de surveiller efficacement le cours de la justice.<sup>206</sup>

Cette présentation nous paraît suffisante pour la compréhension de ce qui suivra, d'autant plus que Joseph II prévoit, depuis quelques années déjà, de réformer cette organisation, car, d'une part, il souhaite que l'administration des Pays-Bas autrichiens soit aussi semblable que possible à celle de l'Autriche, de la Hongrie et de la Lombardie; car, d'autre part, il la veut plus efficace.

<sup>202</sup> Le Conseil d'Etat, «composé essentiellement de nobles du pays», était naguère «chargé des affaires politiques: guerre, paix, traités», mais il s'est «vu progressivement supplanté par le Conseil privé». (MABILLE, p. 18.)

<sup>203</sup> *Ibidem*, p. 18 et p. 20.

<sup>204</sup> Mabilille préfère le mot «principauté» au mot «province». Il s'en explique par ces mots: «Le nom des principautés d'Ancien Régime a été repris pour désigner les provinces belges actuelles; ce serait néanmoins commettre un anachronisme grave de voir en ces principautés une préfiguration des provinces: tout en effet – territoire et institutions – les en distingue.» (MABILLE, p. 20.)

<sup>205</sup> LEFÈVRE, p. 56.

<sup>206</sup> TESCH, p. 128-129.



Fig. 9 – Venceslas-Antoine Kaunitz (1711-1794), comte, puis prince de Kaunitz-Rietberg, par Jean-Godefroy Haid en 1755. (Site n° 2.)



Fig. 10 – Joseph II (1741-1790) portant l'uniforme des dragons, par Joseph Hickel (1736-1807). Empereur du Saint Empire de 1765 à sa mort. (Site n° 2.)

### *A propos de religion*

Le jansénisme, les idées philosophiques du XVIII<sup>e</sup> siècle et le gallicanisme ont exercé une influence non négligeable dans les Pays-Bas autrichiens.

Opposé, bien évidemment à l'ultramontisme, le jansénisme y défend une conception fondée sur l'«autonomie épiscopale», sur des «Eglises nationales en tant que base de l'Eglise universelle», conception qui insiste sur le «respect des prérogatives du pouvoir temporel»<sup>207</sup>. Ces derniers points ont été ardemment défendus par le janséniste Zeger-Bernard Van Espen, né à Louvain en 1646, dont les écrits retrouvent un bel écho dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La bulle *Unigenitus*, que le pape Clément XI publia en 1713, entraîna des remous dans les Pays-Bas et confirma l'opposition qui y existait entre les ultramontains et ceux que l'on peut appeler les régaliens. Les premiers finirent par l'emporter grâce à l'archiduchesse Marie-Elisabeth, qui gouverna les Pays-Bas devenus autrichiens, de 1724 à 1741. En ce domaine, il est à noter qu'elle se distanca de son frère, l'empereur Charles VI, qui ne souhaitait pas voir «limiter sa souveraineté» en matière «ecclésiastique». C'est pourquoi le triomphe des ultramontains ressemble à une victoire à la Pyrrhus. En effet, Hervé Hasquin affirme à ce propos:

A l'évidence, l'esprit gallican et régalien avait profondément pénétré les sphères dirigeantes de l'Empire. Qu'un gouverneur général étroitement contrôlé par Vienne et non inféodé aux cercles ultramontains soit nommé à Bruxelles et sa vitalité sous-

<sup>207</sup> *La Belgique autrichienne*, p. 205.

jacente éclaterait à nouveau au grand jour dans les Pays-Bas. [...]. En fait, le gouvernement de Marie-Elisabeth n'a constitué qu'une parenthèse à l'intérieur d'un processus irréversible de gallicanisation.

Après la mort de Marie-Elisabeth, l'impératrice Marie-Thérèse, le gouverneur Charles de Lorraine, des ministres plénipotentiaires, tels Botta-Adorno et Cobenzl, «instruments disciplinés de la politique de Vienne», s'attachèrent à faire refluer l'ultramontisme et ils furent secondés par des magistrats et «de hauts fonctionnaires [...] imbus des principes régaliens», parmi lesquels Patrice-François de Neny, gallican et janséniste, qui joua un rôle prépondérant dans le Conseil privé et qui fut un josphiste avant l'heure.

Si Patrice-François de Neny, catholique «partisan d'un retour aux sources de l'Eglise»<sup>208</sup>, n'éprouvait guère de sympathie pour les philosophes, il n'empêche que les idées de ceux-ci gagnèrent une frange de plus en plus large de l'élite intellectuelle des Pays-Bas autrichiens, parmi les laïcs surtout, mais aussi dans des milieux ecclésiastiques<sup>209</sup>. Cette frange verra avec satisfaction nombre de réformes entreprises par Joseph II répondre à ses idéaux.

Peu à peu, l'Etat a prudemment tenté de subordonner l'Eglise à ses intérêts. Nous ne présenterons pas dans le détail toutes les mesures prises. Contentons-nous d'en signaler quelques-unes. A partir de 1766, on s'est ingénié à soustraire les monastères des Pays-Bas «à l'autorité de leurs généraux étrangers». Dans les années 1770, sous des influences diverses, le droit pénal s'est éloigné du droit canonique: «des délits (sacrilèges, blasphèmes, inobservance des dimanches et

<sup>208</sup> Pour cette citation et celles des trois paragraphes précédents, voir *La Belgique autrichienne*, p. 212-217.

<sup>209</sup> «Plier sa pensée aux exigences de la seule raison, rejeter toutes les superstitions, faire fi des interdits divins pour pouvoir soumettre à la libre discussion et à la critique tous les domaines du savoir, notamment dans les sciences politiques et sociales, voilà les revendications les plus élémentaires des adeptes de la nouvelle philosophie. Convaincu des vertus de la science, l'homme 'éclairé' croyait au progrès; grâce à ses connaissances sans cesse perfectionnées, il pourrait inventer des techniques susceptibles de transformer l'économie et de domestiquer l'univers. L'objectif ultime: assurer le bonheur de l'Homme; dans ce contexte, l'enseignement, soustrait à l'emprise de la religion, va devenir, de l'école primaire à l'université, le levier essentiel de sa promotion et de son autonomie intellectuelles. Cette quête du bonheur impliquait aussi la tolérance religieuse: les discriminations civiles et politiques qui accablaient les non-conformistes ou les dissidents en matière de religion n'avaient aucune justification; elles étaient inacceptables; il fallait d'abord voir en chaque homme un citoyen, peu importaient ses convictions philosophiques. Les conséquences de ces choix étaient multiples: en droit, c'était réclamer la dissociation du péché (faute contre l'ordre divin) du délit (faute contre l'ordre social): le châtiment n'est pas expiation; la réparation doit être proportionnée au dommage causé; en matière de mœurs, c'était revendiquer la dissociation de la religion et de la morale. / La philosophie des Lumières charriait inéluctablement une bonne dose d'anticléricalisme; les théologiens engoncés dans une scolastique désuète en firent souvent les frais, mais l'anticléricalisme ne lui était pas spécifique: le clergé séculier n'était pas le moins virulent dans les reproches adressés aux monastères et abbayes dont il enviait parfois très légitimement l'opulence; par ailleurs, les pires ennemis des jésuites se rencontraient certainement chez les gens d'Eglise, sans parler des milieux jansénistes. En fait, un anticléricalisme d'origine économique était très répandu depuis le début du siècle», soit depuis le début du XVIII<sup>e</sup>. «En effet, le mercantilisme et le populationnisme avaient généré un antimonachisme qui s'amplifia jusqu'aux révolutions de la fin du siècle. Il était de bon ton dans les milieux proches du pouvoir, chez les économistes, dans la bourgeoisie d'affaires, aux Pays-Bas comme dans les autres pays catholiques, de critiquer l'immobilisation d'énormes richesses, la monopolisation de grandes étendues de terres cultivables, souvent mal exploitées, au détriment de la prospérité économique de l'Etat. Alors que l'équation 'population plus nombreuse = pays plus puissant et plus riche' était reçue comme un véritable dogme, le célibat du clergé fut l'objet de critiques de plus en plus acerbes: non seulement il était nuisible au développement démographique, mais il privait l'industrie et l'agriculture de nombreux bras et l'armée de soldats. Enfin, le prélèvement de la dîme accumula bien des rancœurs dans les masses paysannes.» (*La Belgique autrichienne*, p. 218-220.)

jours de fêtes) dont l'origine était uniquement religieuse furent sanctionnés de moins en moins sévèrement».

Le 31 mai 1771, l'ordonnance suivante, destinée aux Conseils de Justice, fut promulguée: «La cérémonie de la prise de possession et des funérailles des évêques n'étant point une cérémonie publique qui par son objet ait trait au Souverain ou à l'Etat, Nous avons résolu de régler que, lorsque pareille cérémonie aura lieu, vous ne pourrez y assister en corps.»

En avril 1772, il fut décidé que les novices de moins de vingt-cinq ans ne pourraient plus être admis dans les couvents; cette mesure, à première vue anodine, rendit plus difficile le recrutement des futurs moines. En 1773, c'est avec empressement que, dans les Pays-Bas autrichiens, on appliqua le bref de Clément XIV qui supprimait la Compagnie de Jésus, dont les biens furent confisqués au profit de l'Etat.

Cette décision pontificale entraîna la fermeture des dix-sept collèges administrés par les membres de l'ordre fondé par Ignace de Loyola et permit de réorganiser complètement l'enseignement secondaire:

création d'une «Commission royale des Etudes», sorte de département de l'Instruction publique chargé de surveiller l'ensemble des écoles; fondation de quinze collèges royaux gérés directement par l'Etat; introduction massive de laïcs dans le corps professoral; le latin n'était plus l'unique matière enseignée: on y ajoutait les mathématiques, la géographie, l'histoire et même la langue maternelle (1776).

A l'instigation de Neny notamment, on fit entrer dans l'Université de Louvain, considérée alors comme un bastion de l'ultramontisme, des enseignants de la tendance opposée: c'est ainsi que, en 1774, un cours d'histoire de l'Eglise fut instauré pour l'ecclésiastique Pierre-Jacques Marant; c'est ainsi que, en 1775, le jurisconsulte Josse Leplat se vit confier «la principale chaire de droit ecclésiastique»<sup>210</sup>.

Même s'il est arrivé à l'impératrice Marie-Thérèse et à Charles de Lorraine de devoir tempérer les ardeurs de divers hauts responsables des Pays-Bas autrichiens, ardeurs qui ne pouvaient qu'être suspectes aux ultramontains, il n'est pas audacieux d'affirmer que, à la fin du règne de Marie-Thérèse, «la sécularisation de l'Etat [y] était [...] devenue une réalité tangible» et que le fébronianisme y connaissait un essor certain<sup>211</sup>.

Et ce n'est pas Joseph II qui inversera la tendance. Bien au contraire.

La politique religieuse que l'Empereur et Kaunitz mènent dans les Pays-Bas autrichiens ne pourra, tôt ou tard, qu'être mal perçue par une grande majorité de la population indigène, profondément catholique et ultramontaine: beaucoup de leurs décisions manifestent notamment leur volonté de distendre, voire de briser

<sup>210</sup> Pour ce paragraphe et ceux qui le précèdent, voir *La Belgique autrichienne*, p. 222-223.

<sup>211</sup> *Ibidem*, p. 224. – Dans un protocole du Conseil privé, du 25 mars 1779, on trouve cette affirmation qui en dit long sur l'influence exercée dans les Pays-Bas autrichiens par Febronius: «Dans ces pays-ci plus que partout ailleurs les maximes et les principes en matières ecclésiastiques se rapportent à la doctrine développée dans l'ouvrage du suffragant de Trèves». (Cité dans *ibidem*.)

les liens de l'Eglise «belgique»<sup>212</sup> d'avec Rome<sup>213</sup>, y compris celles qui visent à améliorer – on devine dans quelles intentions! – l'instruction du clergé<sup>214</sup>.

A l'édit de tolérance de l'automne 1781<sup>215</sup>, aux mesures qui coupent tout lien de dépendance des monastères des Pays-Bas avec «des communautés et maisons religieuses étrangères» et qui mettent les couvents sous la juridiction immédiate des évêques<sup>216</sup>, à la suppression de couvents contemplatifs décidée par un édit de mars 1783<sup>217</sup>, puisque inutiles aux soins des malades ou à l'instruction, s'ajoutent d'autres décisions «tendant en général à diminuer les interventions du souverain pontife dans l'Eglise des Pays-Bas, à augmenter au contraire l'influence de l'autorité civile dans les questions mixtes et à donner un caractère laïque à des actes considérés jusqu'alors comme essentiellement religieux»<sup>218</sup>.

Par exemple, on légifère sur le mariage, le considérant comme un «contrat civil»<sup>219</sup>.

<sup>212</sup> Cet adjectif était couramment utilisé en ce temps-là, alors qu'aujourd'hui l'épithète «belge» l'a remplacé.

<sup>213</sup> Sur la bulle *Unigenitus*, voir, ci-dessus, p. 284-285.

<sup>214</sup> Comme partout à l'époque, une partie des ecclésiastiques belges, surtout parmi les curés, les simples prêtres, voire les religieux, mérite «trop souvent le reproche d'ignorance et de manque de culture». (*Dictionnaire eccl.*, t. VII, Paris, 1934, notice *Belgique*, col. 706.)

<sup>215</sup> L'Edit de tolérance, destiné aux Etats héréditaires, date du 13 octobre 1781 et il a été «salué comme il se doit par les amis des Lumières». Les Pays-Bas autrichiens, quant à eux, ont droit à un édit particulier, du 12 novembre, qui se veut plus respectueux «de leurs spécificités» (*La Belgique autrichienne*, p. 227-228). «La religion catholique, dominante, perdait son statut de religion d'Etat, mais restait la seule pouvant être exercée publiquement. Les cultes issus de la Réforme étaient autorisés à condition de réunir un nombre d'adhérents suffisants et de se dérouler dans des temples discrets en apparence.» (*La haute administration*, p. 267. Voir encore l'Annexe 1/1, ainsi que les Annexes 1/2 et 1/3.)

<sup>216</sup> *Recueil des ordonnances* I, p. 92-96: «Edit de l'Empereur sur l'indépendance des ordres religieux aux Pays-Bas de toute supériorité étrangère», Bruxelles, 28 nov. 1781, édit «d'inspiration fébronienne» (*La haute administration*, p. 268); *Recueil des ordonnances* I, p. 121-122: «Déclaration de l'Empereur concernant les monastères de l'ordre de Saint-Benoît», Bruxelles, 8 mars 1782; *ibidem*, p. 133: «Déclaration de l'Empereur concernant l'exercice de l'autorité épiscopale sur les ordres religieux dans les Pays-Bas», Bruxelles, 3 avril 1782.

<sup>217</sup> Voir l'Annexe 2/1, ainsi que les Annexes 2/2 et 2/3. – Le «mouvement» visant à supprimer des couvents a été «amorcé en Lombardie (1769), puis en Autriche (1782)» (*La haute administration*, p. 268). En mars 1783, dans les Pays-Bas autrichiens, cent soixante-trois d'entre eux sont fermés, essentiellement féminins (MABILLE, p. 36). «Les biens et les revenus des établissements supprimés furent jetés dans le creuset intitulé la *Caisse de religion*, qui réussit admirablement... à les faire fondre. Les couvents 'inutiles' devinrent des hôpitaux, des écoles, des casernes, et une pension, généralement insuffisante, fut servie aux religieux expulsés; ceux-ci se virent, en grand nombre, réduits à une extrême misère.» Cependant, dans l'archidiocèse de Malines par exemple, la quasi-totalité d'entre eux, grâce à la sollicitude de l'archevêque Franckenberg, «restèrent fidèles à leurs vœux», continuèrent à observer «autant que possible» les règles de leurs ordres respectifs dans les demeures où ils choisirent de résider. (VERHAEGEN I, p. 109-112; souligné par cet auteur.) – Dans les Etats héréditaires, Joseph II avait déjà coutume de verser «dans 'la Caisse générale de la Religion' tout ce que rapportaient ses impitoyables mises sous séquestre et s'en servait pour fonder de nouvelles paroisses [...], relever le traitement des desservants» ou bâtir «de nouvelles églises». (ROGIER, p. 155 et p. 157.)

<sup>218</sup> *Dictionnaire eccl.*, t. VII, Paris, 1934, notice *Belgique*, col. 695.

<sup>219</sup> Voir les Annexes 3/1 à 3/4. – Le 5 décembre 1781, un édit impérial est signé, «défendant à tous les sujets de l'Empereur de solliciter dorénavant à Rome des dispenses matrimoniales et leur ordonnant de recourir en pareil cas aux évêques diocésains, lesquels devront à l'avenir accorder ces dispenses de leur propre chef, sans l'avis» de la papauté. Un édit du 28 septembre 1784 vient «aggraver encore les précédents décrets sur les mariages, en proclamant qu'un mariage conclu devant l'Eglise, avec les formalités qu'elle exige, peut être dissous par l'autorité civile si les prescriptions de cette dernière n'ont pas été exactement suivies». (VERHAEGEN II, p. 226 et p. 240.)

Inversement, l'Eglise se doit d'être au service de l'Etat. C'est ainsi que, par une ordonnance du 26 septembre 1785, Joseph II exige que l'ensemble des «édits, ordonnances et déclarations» soit lu dans toutes les églises, au prône du dimanche, et soit affiché «dans l'intérieur du portail» durant un minimum de quinze jours<sup>220</sup>.

Pris «par une véritable manie de réglementation»<sup>221</sup>, Joseph II ne s'en tient pas là<sup>222</sup>. Le 23 janvier 1786, il soumet tout sermon imprimé aux règles de la censure<sup>223</sup>; le 11 février, il fixe une date unique où les kermesses pourront avoir lieu chaque année; le 8 avril, il abolit les confréries qui, désormais, n'en formeront plus qu'une, appelée «L'Amour actif du prochain», la seule autorisée; le 10 mai, il va même réglementer le cérémonial des processions<sup>224</sup>; le 16 juin, il établit «la nécessité et la forme du concours pour tous les bénéfices-cures»<sup>225</sup>.

Jusque-là cependant, il faut bien le dire, les protestations contre les décisions prises en matière de religion par l'Empereur n'ont pas été légion et ont essentiellement porté sur l'édit de 1781 concernant la tolérance et sur celui de 1784 relatif au mariage. Elles émanent de la plupart des évêques<sup>226</sup>, dont le cardinal Jean-Henri de Franckenberg, archevêque de Malines, du nonce Antoine-Félix Zondadari en poste à Bruxelles dès 1786, de la majorité des théologiens de Louvain emmenés par Jean-François van de Velde, d'anciens jésuites, tels François-Xavier de Feller ou Pierre Dedoyar, «animés d'un extraordinaire esprit de revanche» et faisant

<sup>220</sup> Voir l'Annexe 4.

<sup>221</sup> BEMMEL, t. II, p. 306.

<sup>222</sup> «Les années 1784 et 1785» sont marquées par de vives tensions avec les Provinces-Unies à propos de l'Escaut. Cette période retarde le train des réformes prévues aux Pays-Bas autrichiens et elle explique pourquoi celles-ci reprennent de plus belle dès le début de 1786. (SCHEPPER, p. 178-179.) – Le traité de Münster de 1648, qui a «sanctionné l'indépendance des Provinces-Unies», a privé Anvers de la «liberté de commerce sur l'Escaut en relation avec la mer du Nord». Désireux d'abolir cette interdiction, Joseph II se montre menaçant. D'où une situation de crise. Mais, divers Etats ayant décidé de soutenir les Provinces-Unies, l'Empereur renonce à son projet, vu le risque de guerre européenne. Grâce à la médiation de la France le traité de Fontainebleau est signé en novembre 1785; il consacre «la 'fermeture' de l'Escaut, moyennant quelques compensations douanières, adaptations de frontières et une indemnité de dix millions de florins». (HASQUIN II, p. 75-77.)

<sup>223</sup> Voir l'Annexe 5. – En 1784 déjà, les évêques belges ont été avertis qu'«il était désormais interdit de faire imprimer et publier aucun mandement ou lettre pastorale, sur quelque sujet que ce fût, à moins d'en avoir soumis préalablement le projet à l'approbation du gouvernement». (VERHAEGEN I, p. 134.)

<sup>224</sup> Joseph II «supprima les fêtes annuelles de chaque commune ou *kermesses* pour les fixer toutes simultanément au second dimanche après Pâques [voir l'Annexe 6]; le 8 avril [1786], il abolit les confréries et institua une seule confrérie universelle dite d'*Amour actif du prochain* [voir l'Annexe 2/4]; le 6 mai, [...] il abolit l'encensement dans les maisons, la veille de Noël, le jour de l'an et des Trois-Rois, ainsi que l'usage d'enlever de la succession des curés décédés le chapeau, la canne et le bréviaire [voir l'Annexe 7]. Le 10 mai, il supprima toutes les processions publiques, excepté celles des Rogations, de la Fête-Dieu et une seule procession paroissiale; il interdit d'y porter des images et statues de saints et de les faire sortir le dimanche.» (VERHAEGEN I, p. 140. Voir l'Annexe 8/1 et, aussi, l'Annexe 8/2.) – Les gouverneurs généraux, Marie-Christine et Albert de Saxe-Teschen, accorderont quelques dérogations à l'édit du 10 mai 1786, dont l'une datant de 1788 et concernant «la procession du Saint-Sacrement de Miracle à Bruxelles [qui] fut officiellement autorisée, pour une année, à sortir le dimanche». (VERHAEGEN I, p. 141.)

<sup>225</sup> Voir la note 331 de la p. 335.

<sup>226</sup> Les Pays-Bas autrichiens relèvent alors de l'archevêché de Malines et des évêchés d'Anvers, de Bruges, de Gand, de Namur, de Ruremonde, de Tournai, d'Ypres, mais aussi de l'évêché de Liège et des archevêchés de Cambrai, de Cologne, de Reims, de Trèves. Par conséquent, «des prélats étrangers» ont «juridiction» dans les provinces 'belgiques' «(Cambrai sur 268 paroisses, Cologne sur 11, Reims sur 10), tout comme les évêques d'Anvers, de Bruges, d'Ypres (pour 68 paroisses), de Tournai (pour 133 paroisses)» exercent «leur autorité en territoire hollandais et français». (SCHEPPER, p. 31, note 1.)

«preuve d'un grand talent de polémistes». A leurs protestations se sont jointes parfois celles des «Etats de Brabant, du Luxembourg, de Namur, du Hainaut» où le clergé est influent<sup>227</sup>. Mais les récriminations de ces personnalités et de ces corps sont demeurées sans effet et le gouvernement est resté d'autant plus ferme que la voix des opposants ne semble guère émouvoir la majorité de la population.

Nous ne pouvons pas nous empêcher cependant de penser que ne rien dire publiquement ne signifie pas approuver. Vraisemblablement, nombre de Belges ont été agacés par la manie de Joseph II de vouloir tout régenter en matière religieuse, ont été offusqués de voir certaines de leurs pratiques interdites ou modifiées et ont pu même considérer que l'Empereur tombait parfois dans le ridicule. C'est pourquoi nous estimons que leur attachement à Joseph II s'est distendu, qu'ils forment un terreau favorable à la révolte et qu'il suffira d'y ensementer quelques graines plus vivaces que d'autres pour que celles-là germent.

Quand l'interventionnisme des autorités autrichiennes croîtra à l'égard de l'Université de Louvain, considérée comme un fief dévoué à la papauté, et ceci au mépris de ses traditions, de ses privilèges et de ses libertés, et quand elles s'attaqueront aux séminaires épiscopaux, l'on peut dire qu'un seuil nouveau sera franchi, alors même qu'il était prévisible que le temps de ces derniers était compté. En effet, dès 1783, dans «les divers pays de la monarchie», Pays-Bas autrichiens exceptés, Joseph II a commencé à appliquer une réforme qui, en 1784, aboutit à l'ouverture de «neuf séminaires généraux, établis par le gouvernement sur un plan uniforme et destinés à remplacer les séminaires épiscopaux»<sup>228</sup>. Le 15 mars 1786, une dépêche impériale avise les évêques «belgiques» de l'ouverture prochaine d'un Séminaire général destiné à former les séminaristes de tous les diocèses «et leur enjoint d'envoyer la liste exacte des élèves de leurs séminaires respectifs, qui n'ont pas achevé cinq ans de théologie»<sup>229</sup>...

Il est juste de dire cependant que c'est l'ensemble de la politique de Joseph II qui va mécontenter la plupart des Belges et que le volet religieux n'explique pas à lui seul la véhémence de leurs réactions, certains reconnaissant même que plusieurs mesures prises dans ce dernier domaine – avant 1785, voire avant 1786 – portaient de bonnes intentions et ne pouvaient qu'améliorer la situation existante.

Si nous n'étudierons pas de manière exhaustive la politique de Joseph II dans les Pays-Bas autrichiens, nous souhaitons néanmoins montrer que, avant 1787 déjà, l'Empereur ne s'est pas contenté d'y intervenir dans le domaine religieux. Xavier Mabille écrit en effet que, certes, «l'Eglise apparaît ainsi comme étant la cible de nombreuses décisions», mais qu'«elle n'en est pas pour autant la seule» : sont

aussi touchées, d'une part, les corporations (dès 1781, les industriels et commerçants importants sont dispensés de l'obligation de se faire recevoir dans une corporation; dès 1784, le nombre de compagnons qu'un maître peut prendre à son service cesse

<sup>227</sup> *La Belgique autrichienne*, p. 234.

<sup>228</sup> VERHAEGEN I, p. 154. – Trois séminaires généraux sont érigés à Vienne, Budapest et Pavie, et cinq proséminaires à Prague, Olmütz, Gratz, Innsbruck et Fribourg en Brisgau; à Lemberg, il y a deux proséminaires, «l'un pour le rite latin, l'autre pour le rite grec» (ROGIER, p. 157), qu'Arthur Verhaegen considère comme un seul et même établissement.

<sup>229</sup> CLAESSENS, t. II, p. 163-164, qui précise que Jean-Henri de Frankenberg, archevêque de Malines, est le premier à protester «contre la mesure annoncée», suivi par «ses suffragants», M<sup>gr</sup> Corneille-François de Nélis, évêque d'Anvers, et M<sup>gr</sup> Ferdinand-Marie de Lobkowitz, évêque de Gand.

d'être limité<sup>230</sup>) et, d'autre part, la franc-maçonnerie (la volonté de Joseph II de limiter le recrutement de l'ordre et d'en réglementer le fonctionnement va d'ailleurs plonger celui-ci dans une certaine léthargie<sup>231</sup>). C'est dire que la tendance à la laïcisation s'inscrit dans une tendance plus générale à la centralisation,

ce que révéleront «encore plus clairement les deux édits impériaux du 1<sup>er</sup> janvier 1787»<sup>232</sup>, édits qui chamboulent l'organisation politique, administrative et judiciaire des Pays-Bas autrichiens et dont il sera question dans une partie postérieure de notre étude.

### **Bruxelles**

Quand Nicolas Dufour s'apprête à gagner Bruxelles, sise dans le Brabant, cette cité compte quelque 75 000 habitants<sup>233</sup>; le français, dont l'usage «est encouragé par la haute administration autrichienne», s'y est développé au détriment du flamand, surtout parmi les couches les plus élevées de la société, mais il demeure néanmoins «la langue d'une minorité»<sup>234</sup>. «Siège de l'administration centrale des Pays-Bas et de la Cour», la ville a un statut de «sous-capitale» ou de «capitale-relais» et divers diplomates, dont le nonce apostolique Zondadari, y sont accrédités. Centre intellectuel, artistique et commerçant, elle a une économie diversifiée, «avec une prédominance de petites et moyennes industries» – imprimeries, brasseries, raffineries de sucre, distilleries, fabriques de produits chimiques, passementeries, bonneteries, rubaneries, dentelleries, chapelleries, faïenceries, verreries, cristalleries, manufactures de tabac – qui avaient supplanté la draperie dont la ville avait pu être si fière jadis<sup>235</sup>. A cette liste ajoutons encore et notamment une fabrique de papier et l'illustre carrosserie Simons qui «reçoit des commandes» provenant même de Saint-Petersbourg<sup>236</sup>.

Comme dans le reste des Pays-Bas autrichiens, la franc-maçonnerie y est présente. Les condamnations – et donc l'excommunication – prononcées contre ses membres par Clément XII en 1738 et par Benoît XIV en 1751 n'ont jamais été appliquées<sup>237</sup>. Cependant, c'est surtout après 1760 qu'elle s'est développée dans les principautés «belgiques»<sup>238</sup>: des nobles, des bourgeois, magistrats ou membres

<sup>230</sup> Voir *Recueil des ordonnances* I, p. 330: «Déclaration de l'Empereur autorisant l'emploi d'un nombre indéterminé d'ouvriers dans les métiers», Bruxelles, 9 févr. 1784.

<sup>231</sup> Voir, ci-dessous, p. 303-304.

<sup>232</sup> MABILLE, p. 37.

<sup>233</sup> En 1784, on comptait 74 427 habitants à Bruxelles, dont 20 908 ouvriers. (VANRIE, p. 233 et p. 237, qui mentionne la date de 1783. Voir aussi SCHEPPER, p. 4; HASQUIN II, p. 20 et p. 23.) – Il peut arriver qu'en certaines périodes de l'année le nombre de résidents y approche les 100 000.

<sup>234</sup> «[...] Le rayonnement de la culture et de la langue françaises était tel en Europe que ce fut pendant la souveraineté autrichienne, aussi étonnant que cela puisse paraître, que la francisation de la Flandre et de Bruxelles fit des progrès substantiels.» (*La Belgique autrichienne*, p. 10.) A propos des derniers lustres du XVIII<sup>e</sup> siècle, Hasquin précise: «Des études fouillées ont démontré que la population francophone de Bruxelles n'excédait pas 15 %; les habitants de la capitale des Pays-Bas sont restés flamands dans leur écrasante majorité, car ils continuent à recourir à leur langue maternelle dans tous les actes écrits de la vie privée, ce qui n'est pas incompatible avec un bilinguisme sommaire au niveau des relations sociales et commerciales.» (HASQUIN II, p. 22.) Il n'empêche que «les classes dirigeantes flamandes abandonnent leur langue maternelle à Bruxelles, mais aussi dans l'ensemble des régions thioises. Le français devient le symbole du prestige social, tandis que la culture flamande subit une éclipse». (BITSCH, p. 60.)

<sup>235</sup> MABILLE, p. 30, et BITSCH, p. 60.

<sup>236</sup> VANRIE, p. 245. – Jean Simons, carrossier de son état, est «l'inventeur des voitures vitrées exportées dans toute l'Europe». (HASQUIN II, p. 27.)

<sup>237</sup> MABILLE, p. 33.

<sup>238</sup> *Le marquis de Gages*, p. 51.



de professions libérales, ainsi que quelques ecclésiastiques, font partie de cette société secrète en butte à l'hostilité de Rome<sup>239</sup>.

«Le Grand Maître provincial pour les Pays-Bas» est le marquis montois François-Joseph de Gages<sup>240</sup> qui, depuis 1770, est théoriquement inféodé à «la Grande Loge d'Angleterre appelée *Les Modernes*»<sup>241</sup>, mais qui agit avec une grande autonomie; de 1770 à 1785, ce noble fortuné a constitué vingt-trois loges au moins dans la région «belgique»<sup>242</sup>.

Cependant, dès le début de 1786, Joseph II met un frein sérieux au développement de la Grande Loge provinciale<sup>243</sup>. Le 9 janvier 1786, l'Empereur limite le nombre de loges, exige que l'administration connaisse l'identité des francs-maçons belges ainsi que l'endroit précis et l'heure où chacune d'entre elles se réunit; le 15 mai, il décide de «concentrer dans la seule ville de Bruxelles [...] toute la franc-maçonnerie» qui ne devra pas compter plus de trois loges et dont les réunions ne pourront avoir lieu que dans la capitale; le 28 août, il précise que seules les trois loges suivantes sont agréées: «L'Heureuse Rencontre», qui est la principale des trois, «L'Union» et «Les Vrais Amis de l'Union»<sup>244</sup>.

Est-il nécessaire d'ajouter que ces mesures ont entraîné la dissolution de La Grande Loge provinciale et que le marquis de Gages a démissionné «de ses fonctions de grand maître»<sup>245</sup>?

Il semble que l'influence des francs-maçons dans les Pays-Bas autrichiens en général et à Bruxelles en particulier soit alors très «limitée»<sup>246</sup>. Même s'il prétend que «les loges qui auraient dû être supprimées continuèrent dans la plupart des cas

<sup>239</sup> MABILLE, p. 33.

<sup>240</sup> Depuis 1767, Gages est aussi membre de la confrérie montoise saint Jean Décollé, dit de «La Miséricorde», dont il est devenu le gouverneur – autrement dit, le responsable principal – en 1783; celle-ci vient en aide aux prisonniers, matériellement, mais surtout moralement, et elle accompagne les condamnés à mort dans les ultimes moments de leur vie. Il ne fait aucun doute «qu'il est profondément chrétien et qu'il accompagne sa démarche de maçon par une activité charitable importante en dehors de la maçonnerie». (*Le marquis de Gages*, p. 15.)

<sup>241</sup> *La Belgique autrichienne*, p. 256; c'est nous qui soulignons.

<sup>242</sup> *Le marquis de Gages*, p. 33. – Hasquin dénombre «vingt-six loges en 1786» dans «la Grande loge provinciale des Pays-Bas autrichiens». (HASQUIN II, p. 285.)

<sup>243</sup> Ce qu'annonçait déjà un édit impérial du 15 décembre 1785. (*Le marquis de Gages*, p. 58.) – «Réformée, limitée aux trois premiers grades symboliques (apprenti, compagnon, maître), la maçonnerie 'josphiste' devait se fixer deux objectifs prioritaires, l'exercice de la philanthropie et de la bienfaisance – activités pratiquées par les loges avant 1786 – et la diffusion des lumières: 'se mettre au service du prochain et peut-être se distinguer par le savoir', écrivait l'Empereur.» (*La Belgique autrichienne*, p. 258.)

<sup>244</sup> Voir *Recueil des ordonnances* I, p. 463-464: «Edit de l'Empereur concernant les francs-maçons», Bruxelles, 9 janv. 1786; *ibidem*, p. 494: «Déclaration de l'Empereur concernant les francs-maçons», Bruxelles, 15 mai 1786; *ibidem*, p. 530: «Décret de l'Empereur permettant l'existence, à Bruxelles, de trois loges maçonniques et statuant que toute autre loge ou association de francs-maçons aux Pays-Bas sera tenue pour illicite», Bruxelles, 28 août 1786. – Parmi les loges présentes en 1783 à Bruxelles, Ligou cite *La Constance de l'Union* dont les membres se recrutent «dans la petite et la moyenne bourgeoisie»; *La Parfaite Amitié*, composée de membres issus principalement de «la magistrature et [de] la petite noblesse»; *L'Heureuse Rencontre* qui compte trente-six personnes, dont «vingt-sept gentilshommes appartenant souvent à d'illustres familles». (LIGOU, notice *Belgique*, p. 125.)

<sup>245</sup> LIGOU, notice *Gages (François-Bonaventure, Joseph du Mont, marquis de)*, p. 511. – Ligou écrit que Gages s'est affilié ensuite «à *L'Heureuse Rencontre*, Orient de Bruxelles» (*ibidem*), tandis que, dans *Le marquis de Gages*, p. 58 et p. 12, on affirme qu'il opposé aux décisions prises en 1786 par Joseph II sur la franc-maçonnerie «belgique», ce qui est certainement vrai, le noble montois n'a pas rejoint l'une des trois loges admises par l'Empereur. Nous n'aurons pas la prétention de trancher cette divergence.

<sup>246</sup> VANRIE, p. 239.

leurs travaux en se donnant la forme de sociétés profanes», Daniel Ligou affirme que les francs-maçons belges «ne prirent position ni sur les questions politiques, ni sur des problèmes religieux ou philosophiques»; que «leurs activités, pour l'essentiel, furent consacrées à la philanthropie et aux plaisirs de la table»; et que c'est surtout à partir de 1789 que certains d'entre eux, à titre personnel, «jouèrent un rôle [politique] important», sans que les loges, en tant que corps, interviennent. Quelques-uns rejoignirent les conservateurs, tandis que d'autres renforcèrent le camp des progressistes<sup>247</sup>.

Dès lors, le fait que nous ignorons tout des liens que, durant sa présence dans les Pays-Bas autrichiens, Nicolas Dufour a pu créer avec des frères indigènes, voire avec des francs-maçons venus de l'extérieur pour un temps plus ou moins long, n'a guère d'importance et n'apparaît pas devoir nuire à notre étude.

En revanche, il est primordial de signaler qu'en ce XVIII<sup>e</sup> siècle, Vienne – et Joseph II en particulier – a de plus en plus tendance à nommer dans les Pays-Bas des fonctionnaires étrangers à ces régions, des Autrichiens pour la plupart, qui s'installent à Bruxelles principalement: il s'agit en effet de «redresser une administration défaillante», d'éviter de s'appuyer essentiellement sur des autochtones suspects d'être trop attachés «aux particularismes locaux et au respect des libertés et prérogatives accordées par les constitutions provinciales, et brabançonne surtout»<sup>248</sup>, et, par conséquent, de mieux contrôler les Pays-Bas autrichiens grâce à des personnes de confiance dont on est sûr qu'elles sont acquises à la politique impériale. Cette manière de procéder peut aussi s'expliquer, dans une certaine mesure du moins, par la volonté de voir les postes occupés par des gens bien formés, dont le nombre est jugé trop restreint parmi les Belges, et par le désir d'accorder quelque faveur à des hommes méritants ou à des personnalités influentes dont on sait qu'elles aimeraient procurer une place de choix à l'un ou l'autre de leurs protégés.

Si le nombre de fonctionnaires allochtones occupant un poste important, à Bruxelles surtout, va s'accroître dès le cours de l'année 1787, si des recherches restent encore à mener sur ce sujet, on peut néanmoins admettre qu'en 1786 déjà «l'arrivée d'éléments étrangers» déplaît à la plupart des «habitants des Pays-Bas, si profondément attachés à leurs coutumes provinciales et à leur naissance»<sup>249</sup>, et dotés d'un fort «esprit national»<sup>250</sup>.

<sup>247</sup> LIGOU, notice *Belgique*, p. 125-126.

<sup>248</sup> BETHUME, respectivement, p. 100 et p. 99.

<sup>249</sup> *Ibidem*, p. 111.

<sup>250</sup> Expression utilisée par le chancelier Kaunitz dans un rapport destiné à l'impératrice Marie-Thérèse et daté du 17 février 1760. (Cité dans BETHUME, p. 99.) – Même si l'Empereur accordait des lettres de naturalisation à des fonctionnaires étrangers, ceux-ci recevaient, semble-t-il, «un accueil des plus froids de la part des Brabançons, pour qui ces certificats ne revêtaient d'ailleurs aucune valeur; seules les lettres de brabantisation [octroyées par les États de la province] étant, à leurs yeux et en vertu de leur constitution, jugées valables pour accéder à un quelconque office de la province.» (*Ibidem*, p. 108.)

## 5. 1786: une année cruciale pour Nicolas Dufour

### *Nicolas Dufour devient membre de la Commission ecclésiastique pour les Pays-Bas autrichiens*

Au début de l'année 1786, afin de seconder le Conseil privé des Pays-Bas autrichiens qui devait s'occuper de «trop d'affaires hétérogènes»<sup>251</sup>, Joseph II exprime le désir de créer une Commission ecclésiastique, laquelle va «constituer une pièce essentielle de l'administration nouvelle»<sup>252</sup>, et c'est Gommaire Cornet de Grez, noble belge, pour l'heure notamment conseiller des Finances, qui est pressenti pour la diriger. Dès qu'il reçoit la notification de ce choix, Cornet de Grez se met au travail: il doit préparer l'instauration d'un futur Séminaire général à Louvain.

Le 1<sup>er</sup> mars cependant, Joseph II écrit, à l'intention du prince de Kaunitz:

Quant aux affaires ecclésiastiques, il me paraît essentiel d'envoyer d'ici [de Vienne] quelqu'un à Bruxelles, propre à diriger la nouvelle Commission de cette partie et qui, pour cet effet, devra préalablement s'instruire ici des vrais principes du système adopté et en prendre les connaissances pratiques, afin que, préparé de cette manière, il puisse aller les faire exécuter aux P[ays]-B[as] où il présidera à la Commission ecclésiastique réunie à celle des Etudes de théologie, qui sera toutefois subordonnée au Conseil du gouvernement dont il serait nommé membre. Il importe de trouver un sujet capable de remplir cette tâche et qui sache surtout le français.

Aussi Joseph II demande-t-il à Kaunitz de bien vouloir rechercher «un homme qui réunit toutes ces qualités», et lui suggère-t-il un nom: Dufour.

Celui qui me paraît le plus propre [écrit-il] est sans contredit l'abbé [Nicolas] Dufour, prévôt de Nikolsbourg, qui est actuellement ici chez le p[rin]ce [de] Dietrichstein. Vous aurez soin d'en prendre les informations nécessaires et de lui proposer la place en question. Dans le cas qu'elle lui convient, il faudra tâcher de le pourvoir d'un bénéfice aux P[ays]-B[as], puisqu'il sera obligé de résigner sa prévôté de Nikolsbourg, à laquelle est attachée la cure d'âmes.<sup>253</sup>

Le 11 mars, le chancelier adresse un rapport à Joseph II: il y affirme s'être renseigné sur «les qualités personnelles de l'abbé Dufour»; et il y constate que, comme Sa Majesté a déjà nommé Cornet de Grez à la présidence de ladite Commission, il serait plus judicieux que Dufour n'occupât «qu'une place d'assesseur dans cette Commission» avec «4000 f[rancs] d'Allemagne d'appointements annuels». Proposition à laquelle l'Empereur, le jour même, donne son accord, tout en précisant que le «traitement de 4000 f[rancs]» ne sera l'objet d'aucune «déduction» et tout en ajoutant:

Je veux qu'il [Dufour] reste investi, en attendant, de son bénéfice prévôtal à Nikolsbourg, jusqu'à ce qu'il obtienne un bénéfice équivalent aux P[ays]-B[as]; et du revenu du bénéfice de Nikolsbourg l'évêque diocésain [Mathias-François Chorinský de Ledske] fera administrer et gérer son emploi *ad interim* par quelque autre prêtre reconnu capable de la gestion de cette cure d'âmes. En conséquence, vous voudrez bien, mon prince, en prévenir le gouvernement [des Pays-Bas], l'abbé Dufour et la Commission ecclésiastique d'ici afin que tout soit arrangé le plus tôt.<sup>254</sup>

<sup>251</sup> GITS, p. 68.

<sup>252</sup> BNB, t. 29, notice *Cornet de Grez*, col. 489.

<sup>253</sup> GITS, p. 73-74. – Quelques extraits de cet écrit sont cités dans *La haute administration*, p. 280.

<sup>254</sup> GITS, p. 74-75; c'est nous qui soulignons. Voir aussi SCHLITZER II, p. 171, note 39.

Certains considèrent donc que la nomination du Valaisan date de ce 11 mars 1786<sup>255</sup>, quoique le décret la concernant soit officiellement pris le 19<sup>256</sup>. Même s'il ne doit être qu'«assesseur» dans la Commission présidée par Cornet de Grez, nous constatons que le Valaisan jouit alors de l'estime des plus hautes autorités. Témoignent encore de cette réalité ces mots que Kaunitz adresse, le 15 mars 1786, au ministre Louis Belgiojoso: «Cet ecclésiastique, qui est né au pays de Valais en Suisse, a beaucoup d'érudition et s'est appliqué, entre autres, particulièrement à l'étude du droit canonique; il possède parfaitement le français et sait l'allemand plus que les étrangers n'en apprennent ordinairement<sup>257</sup>. Son caractère est doux et liant<sup>258</sup>, et sa conduite absolument sans reproche.»<sup>259</sup>

Le 4 avril 1786, Kaunitz fait part à Joseph II d'une requête du Bas-Valaisan: celui-ci dit manquer de «ressources»; aussi, soucieux de pouvoir continuer à payer ses créanciers et se plaignant «de la cherté de la vie à Bruxelles»<sup>260</sup>, il souhaite «que les revenus de sa prévôté lui soient conservés», qu'il soit exempté «des taxes» liées au décret de sa nomination et qu'«une gratification» lui soit accordée pour compenser ses frais de voyage et d'établissement dans la grande ville belge<sup>261</sup>. A quoi l'Empereur répond:

J'ai exprimé dans ma résolution [du 11 mars 1786] que l'abbé Dufour devait rester investi de sa prévôté et, par là, j'ai entendu qu'il en garde les revenus, déduction faite des frais nécessaires pour l'administration *ad interim* de la cure qui est attachée à la prévôté. Là-dessus, vous ferez connaître mes intentions à la Commission ecclésiastique.

<sup>255</sup> BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231, et LEFÈVRE, p. 84.

<sup>256</sup> «Sein Decret als Mitglied der geistlichen Kommission in Brüssel ist vom 19. März 1786 datiert.» (SCHLITZER II, p. 172, note 39.) – «S[ein]e k[aiserliche] k[önigliche] Majestät haben den dormaligen Herrn Probst zu Nikolsburg Dufour zur Ausführung der gleichförmigen Einrichtung in den geistlichen Sachen nach Niederlanden abzuschicken und zu dem Ende denselben zum Mitglied der dahiesigen geistlichen Kommission mit dem Charakter eines Rates bei dem dortigen General-Gubernium zu ernennen geruht. / Nachdem aber dieses als eine Kommission anzusehen ist, welche wieder aufhören kann, so geht die allerhöchste Gesinnung zugleich dahin, dass der Probst Dufour in dem Besitz seiner Pfründen in [sic] solange belassen werde und darauf *investiert* verbleibe, bis man ihm eine andere von gleichem Ertrage in den Niederlanden wird verleihen können.» (Décret du 19 mars 1786 cité in BRUNNER, p. 249; souligné dans cette publication.)

<sup>257</sup> En plus, Nicolas Dufour maîtrise parfaitement la langue italienne selon Kaunitz. (Voir LEFÈVRE, p. 84, qui se réfère à un rapport du chancelier daté du 1<sup>er</sup> mars 1786; voir encore, ci-dessous, p. 313.) Ce qui n'est pas surprenant si l'on se souvient que le Valaisan a étudié durant trois ans à Milan. (Voir, ci-dessus, p. 252.)

<sup>258</sup> Sur ce point, le jugement de Kaunitz rejoint celui de Zondadari. (Voir, ci-dessus, p. 262.)

<sup>259</sup> SCHLITZER II, p. 171-172, note 39.

<sup>260</sup> BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231. – Il va de soi que s'installer à Bruxelles peut coûter cher si l'on tient à y marquer son statut social ou politique. Par exemple, Jacques-Antoine Le Clerc, qui est venu s'y établir avec sa première épouse, Marie-Josèphe de Maes, et leur enfant, ayant été nommé à la Chambre des Comptes, accumule assez rapidement des dettes. Au point que, en février 1767, il écrit, avec une naïveté certaine: «La source de mon dérangement n'a rien de sérieux; je n'aime ni la boisson ni le jeu ni la débauche, je suis attaché à ma famille autant qu'on doit l'être et j'y vis très petitement. Tout mon mal vient de ce que, dans le commencement que je suis venu ici de Luxembourg, je ne connaissais pas assez les règles d'économie de ce pays-ci. [...] Je me suis [...] d'abord vu entouré de gens qui, malgré que je ne leur eusse aucunement caché mon état, ont su, en m'offrant un crédit illimité, m'engager, sous prétexte de nécessité et de décence, à me charger pour mon ameublement au-dessus de mes forces de quantité de choses qu'ils avaient à vendre». En fait, le Luxembourgeois peine à obtenir un niveau de vie décent pour lui-même et sa famille, au point qu'à plusieurs reprises l'Etat lui prêtera de l'argent, qu'il ne remboursera que partiellement. Voir BRUNEEL, notice *Le Clerc (Jacques Antoine)*, p. 365-366. Voir encore, ci-dessous, la note 271 de la p. 308.

<sup>261</sup> Cette lettre, adressée à l'Empereur par Nicolas Dufour, est aussi résumée dans BRUNNER, t. II, p. 249-250.

Gages: quant aux gages de 4000 fr[ancs] d'Allem[agne], il en jouira aussi longtemps qu'il sera revêtu de la charge que je lui ai conférée aux Pays-Bas.

J'approuve entièrement l'expédient que vous proposez relativement aux taxes. Mais c'est à lui à prendre des arrangements pour l'extinction des dettes qu'il a contractées ainsi qu'à pourvoir aux frais de son voyage et [de son] établissement à Bruxelles, ce qui lui sera d'autant plus facile d'effectuer qu'il garde les revenus de la prévôté et que je lui accorde ses appointements de 4000 f[rancs] du jour de sa nomination. Ce double avantage lui fournira ainsi les moyens nécessaires. Car les notions qu'il doit indispensablement prendre ici du nouveau système ecclésiastique ne permettront point qu'il parte sitôt d'ici, avant qu'il ne soit pleinement informé de tous les détails qui y sont relatifs.<sup>262</sup>

Le 13 avril 1786, Kaunitz suggère à l'Empereur de permettre à la Commission ecclésiastique de s'occuper également de «tout ce qui tient aux fondations pieuses»; et il en indique les membres principaux, sous réserve de l'approbation impériale: elle sera présidée par Cornet de Grez, secondé par Nicolas Sanchez de Aguilar<sup>263</sup> – conseiller des Finances et membre du Comité de la Caisse de religion – premier conseiller; par Nicolas Dufour, deuxième conseiller, et par le baron Guillaume-Antoine de Feltz, troisième conseiller. Le chancelier ajoute, entre autres: «Quoi qu'il en soit, si Votre Majesté daigne agréer la composition de la Commission, telle qu'elle est proposée ici, et qu'on lui donne les subalternes dont elle a besoin, il semble qu'on pourrait, sans risques pour les affaires, lui attribuer aussi celles des Fondations pieuses et qu'à cet effet l'abbé Dufour pourrait se mettre au fait ici de la manipulation de ce qui regarde cette partie.»<sup>264</sup>

Après quelques tergiversations, Joseph II décide d'écarter Cornet de Grez au profit de Jacques-Antoine Le Clerc qui s'impose finalement, aux yeux impériaux, comme l'homme de la situation: il est quasi certain que Le Clerc, qui a fait partie «du Comité jésuistique<sup>265</sup> où son rôle fut marquant», est jugé «plus qualifié» pour ce poste que Cornet de Grez, conseiller des Finances, «ancien chef de l'intendance militaire»<sup>266</sup>. Aussi, le 22 avril 1786, Joseph II décide-t-il que Le Clerc dirigera et la Commission ecclésiastique et la Commission des Fondations pieuses<sup>267</sup>. Si cette dernière – dans laquelle Brunon-Joseph Sanchez d'Aguilar, frère aîné de Nicolas, sera placé<sup>268</sup> – ne nous intéresse guère, puisque Nicolas Dufour n'en fera pas partie<sup>269</sup>, la Commission ecclésiastique, en revanche, le concerne directement, car il en sera membre, de même que le baron de Feltz.

<sup>262</sup> GITS, p. 78-79; c'est nous qui soulignons.

<sup>263</sup> Voir BRUNEEL, notice *Sanchez de Aguilar, dit le Cadet (Nicolas Joseph)*, p. 548-550.

<sup>264</sup> Pour la majeure partie de ce paragraphe, voir GITS, p. 79-80.

<sup>265</sup> Cette Jointe fut établie en 1773 par Marie-Thérèse pour traiter des problèmes liés à la suppression de la Compagnie de Jésus et fut dissoute en 1776. (LEFÈVRE, p. 22, note 1. Sur cette Jointe ou ce Comité, voir encore, ci-dessous, p. 310, note 283 comprise.)

<sup>266</sup> LEFÈVRE, p. 72-73 et p. 83.

<sup>267</sup> Cornet de Grez, même s'il se verra attribuer d'autres fonctions, ne digérera pas son éviction au profit de Le Clerc, si bien que, le 27 février 1788, Trauttmansdorff, alors ministre plénipotentiaire aux Pays-Bas autrichiens, écrira à Joseph II: «Depuis qu'il [Le Clerc] lui avait enlevé la présidence de la Commission ecclésiastique qu'il [Cornet de Grez] ambitionnait, il a juré sa perte et fait tout pour cela encore; c'est lui qui lui a fait perdre la confiance et [la] considération dans le public où il règne une aversion singulière contre lui. Je vois tous les jours ce qu'on fait pour la nourrir et combien on se sert surtout de la gent ecclésiastique pour y parvenir.» (Cité dans SCHLITZER I, p. 74-75.)

<sup>268</sup> Voir BRUNEEL, notice *Sanchez de Aguilar, dit l'Aîné (Brunon-Joseph)*, p. 546-547.

<sup>269</sup> Le baron de Feltz non plus d'ailleurs. – La Commission des Fondations pieuses a un but essentiellement caritatif; sont dans ses attributions «la direction supérieure des orphelinats; l'organisation et l'établissement des hôpitaux, hospices et maternités; et enfin la distribution des secours». (LEFÈVRE, p. 60-61. Voir aussi *La haute administration*, p. 280.)

Le conseiller Le Clerc [écrit Joseph II] doit être chargé de tous les objets ecclésiastiques et de la partie des études à laquelle appartient [*sic*] aussi la censure, la réforme de l'Université de Louvain, l'Académie des Sciences et des Arts, et toutes les écoles. Mais toutes ces différentes matières ne doivent point être rapportées au Conseil [privé], étant uniquement réservées à la Commission [ecclésiastique] dirigée par Le Clerc; par conséquent, il ne sera appelé au Conseil du gouvernement que lorsqu'il s'agira d'un objet majeur, et toutes autres affaires courantes seront décidées par la Commission qui donnera ses protocoles au ministre.<sup>270</sup>

Le 20 mai 1786, Belgiojoso soumet à Kaunitz un «Plan de la Commission pour les Affaires ecclésiastiques, celles des Etudes et de la Censure des Livres», autrement dit la Commission ecclésiastique, et les instructions la concernant. Jacques-Antoine Le Clerc en est le conseiller directeur: il touche 5000 francs d'Allemagne, soit 7000 florins de Brabant par année; Nicolas Dufour, premier conseiller, se voit attribuer 4000 francs d'Allemagne, soit 5600 florins de Brabant; le baron de Feltz, second conseiller, 3000 francs d'Allemagne, soit 4200 florins de Brabant; chacun d'entre eux a, comme collaborateurs, un secrétaire et un concipiste, c'est-à-dire un commis<sup>271</sup>. Quant aux instructions, elles sont les suivantes:

1° La Commission s'occupera à introduire et à exécuter le plus tôt qu'il sera possible aux Pays-Bas le système et les arrangements prescrits par Sa Majesté pour ses Pays héréditaires allemands dans les matières ecclésiastiques, ainsi que pour les études et les écoles et pour la censure des livres.

2° Elle prendra pour base de ses opérations les règles directives que Sa Majesté a prescrites respectivement sur ces matières à la Commission aulique ecclésiastique et à celle des Etudes et de la Censure établies à Vienne, et qui lui seront communiquées.

3° La Commission décidera et expédiera en conséquence, comme affaires courantes, tout ce qui sera conforme à ces règles et aux principes qui y sont établis, mais, dans les cas majeurs, tels que ceux où il s'agirait de sortir des règles prescrites, d'établir quelque principe nouveau ou d'un objet quelconque qui serait de nature à être soumis à la détermination souveraine, le rapport ou la consulte de la Commission sera, après avoir passé au protocole ordinaire des exhibés<sup>272</sup>, rapporté au Conseil du gouvernement général par le conseiller directeur de la Commission pour y être pris telle résolution qu'il sera trouvé au cas appartenir.

4° La Commission fera remettre régulièrement ses protocoles après chaque séance au ministre plénipotentiaire.

5° Toutes les expéditions de la Commission, même dans les affaires courantes qu'elle aura résolues et décidées, devront passer, avant la mise au net, par la révision de la présidence du Conseil du gouvernement, après qu'elles auront été vues par le directeur, et être expédiées par le bureau d'expédition dans la même forme et manière que celle du Conseil.

6° La Commission tiendra séance une fois par semaine, et il dépendra du directeur d'en tenir plusieurs extraordinairement, selon l'exigence des matières; les affaires y seront traitées et rapportées sur le même pied qu'au Conseil.<sup>273</sup>

<sup>270</sup> GITS, p. 80-81.

<sup>271</sup> Ces émoluments ont paru insuffisants à Belgiojoso, pour qui le coût de la vie à Bruxelles est cher, plus cher qu'à Milan par exemple. Mais Joseph II a refusé de donner suite à ses doléances. (LEFÈVRE, p. 90-91.)

<sup>272</sup> Ce bureau sera «la porte d'entrée du Conseil [du gouvernement]. On y reçoit les pièces entrantes, notifie leur arrivée au président et les distribue entre les conseillers.» (LEFÈVRE, p. 61.)

<sup>273</sup> GITS, p. 82-85; souligné dans cette publication. Voir encore LEFÈVRE, p. 91 notamment.

Le 8 septembre 1786, le baron de Feltz reçoit sa nomination officielle et, le 11 septembre, Kaunitz avise Belgiojoso que le plan et les instructions prévus ont été agréés par Joseph II<sup>274</sup>.

On peut dire que, en créant la Commission ecclésiastique et celle des Fondations pieuses, l'Empereur souhaite centraliser dans leurs bureaux «toute l'administration religieuse [...] des Pays-Bas autrichiens»<sup>275</sup>.

Au sein de la première, Nicolas Dufour traitera plus particulièrement «les questions de droit civil et de droit criminel ecclésiastique, la collation des bénéfices, le remaniement du service paroissial, la législation sur les vœux, les pèlerinages et processions, la surveillance des séminaires, des maisons religieuses, l'usage du droit d'asile»<sup>276</sup>.

De plus, à la Commission ecclésiastique sera rattaché le «Bureau pour les questions d'enseignement» ou «Bureau des Etudes» dont dépendront «tous les établissements», des écoles primaires à l'université: Le Clerc, Dufour, Feltz et Jean Des Roches<sup>277</sup> en feront partie; le Valaisan s'y occupera principalement de «l'examen des livres de religion et de morale»<sup>278</sup>.

- Naissance à Monthey où il est baptisé le 16 août 1746.
- Etudes au Séminaire de Lyon, puis au Collège helvétique de Milan, 1763-1767, avec obtention du grade de docteur en théologie.
- Ordonné diacre dans le diocèse de Sion en 1767 ou 1768.
- Ordonné prêtre à Vienne, en Autriche, le 8 septembre 1769.
- Précepteur chez le comte Ernest d'Harrach, 1770-1776, s'occupant encore de l'instruction de trois de ses enfants jusqu'en 1777; chez le comte Venceslas de Paar, 1776; chez le comte Charles de Dietrichstein, 1776-1777 et dès 1779.
- Chanoine titulaire du Chapitre de la cathédrale de Sion dès le 23 juin 1779; chanoine du Chapitre de la Collégiale Saint-Venceslas de Nikolsbourg, 1779-1780, et du Chapitre de la cathédrale de Königsgrätz dès 1779.
- Prévôt mitré de la Collégiale Saint-Venceslas de Nikolsbourg: nommé en septembre (?) 1780; sacré en mars 1781.
- Créé chevalier du Saint Empire romain germanique, le 11 janvier 1781; seigneur d'Irritz.
- Curé de Nikolsbourg et membre du Consistoire d'Olmütz, dès 1784.
- Membre de la Commission ecclésiastique des Pays-Bas autrichiens: sa nomination date du 11 mars 1786 et elle est confirmée par un décret du 19 mars suivant.

Tableau 2. – Quelques repères biographiques concernant Nicolas Dufour de 1746 à 1786.

<sup>274</sup> GITS, p. 90; LEFÈVRE, p. 90-91.

<sup>275</sup> GITS, p. 67.

<sup>276</sup> LEFÈVRE, p. 85. Voir aussi BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231.

<sup>277</sup> Des Roches ne se vit attribuer, annuellement, que 4000 florins de Brabant (LEFÈVRE, p. 92).

<sup>278</sup> *Ibidem*, p. 85-86. – Après avoir séjourné à Vienne du 20 septembre 1786 au 20 mars 1787, Des Roches deviendra «responsable du département des Ecoles, avec le titre d'inspecteur général des écoles normales», et «directeur des écoles latines des Pays-Bas autrichiens. Au sein du Conseil du gouvernement général, il participe[ra] à la Commission» ecclésiastique. «Il y traite[ra] les affaires 'de tous les collèges et d'autres lieux d'enseignement non royaux'. En sa qualité d'assesseur, il partage[ra] cette compétence avec [...] Le Clerc.» De plus, il devra «prendre en charge l'examen des œuvres littéraires et des périodiques». Cependant, il mourra le 20 mai 1787, «peu de temps après son entrée en fonction». Voir BRUNEEL, notice *Des Roches (Jean)*, p. 210.

### **Jacques-Antoine Le Clerc et le baron Guillaume-Antoine de Feltz**

Quelques renseignements plus précis sur Jacques-Antoine Le Clerc et, accessoirement, sur le baron de Feltz paraissent s'imposer.

Né en 1731, à Schleiden, dans le duché de Luxembourg, Le Clerc obtient sa licence en droit à l'Université de Louvain le 11 octobre 1757. Le 22 décembre de la même année, il devient avocat au Conseil de Luxembourg. En 1762, il est incorporé dans l'administration centrale, en tant qu'auditeur à la Chambre des Comptes. Dès 1764, il est l'un des rapporteurs de la Jointe des Administrations et des Affaires de subsides<sup>279</sup>: il s'y occupe du département «des duchés de Brabant, de Limbourg et de Luxembourg»<sup>280</sup>. Tout en conservant cette activité, il entre, en 1769, au Conseil privé comme conseiller et maître des requêtes<sup>281</sup>, et, en 1774, il devient également conseiller assesseur du Tribunal aulique<sup>282</sup>.

Mais, à nos yeux, il est plus intéressant de rappeler que, en 1773, il est aussi incorporé dans le Comité établi pour les affaires résultant de la suppression de la Société des Jésuites aux Pays-Bas, connu plus communément sous l'appellation de Comité jésuitique. Sans avoir le titre de président, titre qui n'y existait pas, il y joue un rôle essentiel. Ce Comité centralise «l'élaboration du processus décisionnel dans toutes les affaires résultant de la suppression de la Compagnie de Jésus»; il doit notamment «fixer le sort des jésuites, liquider leurs biens et remplacer leurs collègues»<sup>283</sup>.

Lorsque Joseph II visite les Pays-Bas autrichiens durant quelque six semaines en 1781<sup>284</sup>, il s'entretient notamment avec Le Clerc afin de parfaire ses connaissances sur cette région. Sous le règne de l'Empereur, Le Clerc approuve la volonté de supprimer les couvents contemplatifs, mais, pour éviter de heurter l'opinion publique, il souhaite qu'on les laisse disparaître lentement, en leur interdisant de recevoir des novices et en leur ordonnant de se séparer de ceux qu'ils viennent d'admettre dans leur communauté. On sait que l'Empereur ne suivra pas cette incitation à la prudence<sup>285</sup>. En revanche, certaines de ses propositions vont conduire à la mise sur pied de la Caisse de religion.

Le temps passant, Le Clerc apparaît de plus en plus comme un serviteur indispensable au régime autrichien. En janvier 1786, le prince Kaunitz relève que le Luxembourgeois «est un des membres les plus actifs du gouvernement» et qu'il «est le seul au Conseil privé qui sache l'allemand», raison pour laquelle il y est en charge «de toutes les affaires où» cette langue «entre»: il traite de «la plupart des affaires majeures comme les affaires ecclésiastiques» et «le projet d'un nouvel ordre judiciaire»<sup>286</sup>.

<sup>279</sup> Voir, ci-dessus, la note 196 de la p. 294.

<sup>280</sup> Cité dans *La haute administration*, p. 248.

<sup>281</sup> Le Clerc obtint ainsi «la noblesse héréditaire étant donné que cette charge la conférait au besoin». (*La haute administration*, p. 253.)

<sup>282</sup> «Cette juridiction était compétente pour les affaires concernant tous les officiers de la Cour, les archers et les halbeardiens, ainsi que les contestations relatives à la perception du vingtième et aux personnes habitant la place des Bailles et le Borgendael.» (*La haute administration*, p. 255.)

<sup>283</sup> *Ibidem*, p. 258. – «La suppression de la Société des jésuites» exigeait «qu'on ne diffère pas de s'occuper tant de ce qui concerne les individus de cette Société et la destination des collèges, maisons, biens et effets quelconques qui lui ont appartenu que des arrangements convenables pour remplacer les ci-devant jésuites dans l'instruction de la jeunesse». (Considérant du décret de Charles de Lorraine instituant le Comité jésuitique, cité dans *La haute administration*, p. 256.)

<sup>284</sup> L'Empereur arrive à Luxembourg le 31 mai 1781.

<sup>285</sup> Voir, ci-dessus, p. 299, note 217 comprise.

<sup>286</sup> Cité dans BRUNEL, notice *Le Clerc (Jacques Antoine)*, p. 366.



Aussi n'est-il pas étonnant qu'au début de cette année 1786, Joseph II le charge de mener une étude sur l'Université de Louvain en vue d'en moderniser les programmes, de réorganiser les Facultés et de juger des «capacités des professeurs»<sup>287</sup>. Le 13 avril, Le Clerc remet à Belgiojoso un rapport sévère de 148 pages, dans lequel il affirme notamment que «l'Université est arriérée de deux siècles, en comparaison de celles qui sont bien constituées, [...] qu'il manque des leçons sur presque tous les objets d'enseignement les plus importants et les plus utiles»<sup>288</sup> et que l'ultramontisme y est dominant. Il critique la Faculté de Droit et souhaite qu'on y étudie le «droit naturel, qui contenait selon lui les devoirs de l'homme», ainsi que le «droit ecclésiastique» pour «assurer les droits du Trône contre les entreprises de la soi-disant Puissance spirituelle, pour démontrer le non-fondement des prétendues exemptions réelles et personnelles que le clergé s'était arrogées à l'appui du droit ecclésiastique enseigné et interprété par lui-même [...]».

Il considère la Faculté de Médecine «comme la plus arriérée» et souhaite qu'on y enseigne l'iatrique, la pharmacopée et «la chirurgie y compris l'art des accouchements et l'art vétérinaire».

Il demande que, dans la Faculté de Théologie, l'Etat veille à ce que soient formés «de bons et dignes pasteurs», exempts «de mauvaises maximes», et précise qu'il serait idéal que soit établi «un Séminaire général pour l'instruction» de tous ceux qui entreraient dans les ordres ou qui se destinent «à la cure d'âmes»<sup>289</sup>.

Le rapport de Le Clerc concernant l'Université de Louvain contient encore d'autres critiques et d'autres propositions que nous ne présenterons pas.

Nul besoin d'être grand clerc – sans jeu de mots! – pour comprendre ou supposer que les constatations de ce zélé serviteur de Joseph II rejoignent peu ou prou les idées de son maître qui ne va tarder à vouloir imposer des réformes dans le milieu universitaire et dans la formation des séminaristes.

Le 12 mai 1786, Le Clerc part pour Vienne où il arrive le 27, y restant quelque quatre mois: il a ainsi l'occasion de défendre son rapport. De plus, il travaille à divers projets qui visent notamment à modifier l'administration et la justice dans les Pays-Bas autrichiens; malheureusement pour lui, ses propositions sur les deux derniers objets mentionnés ne plaisent nullement à Joseph II.

Le Luxembourgeois a également été chargé «de rédiger un mémoire relatif à la réforme des séminaires épiscopaux des Pays-Bas» autrichiens. Celui-ci, intitulé «Etablissement des Séminaires Généraux», est sans surprise. Le Clerc, s'inspirant de ce qui a été fait en Autriche, propose notamment d'uniformiser l'instruction des futurs membres du clergé tant séculier que régulier sous le contrôle de l'Etat, ce qui sera un moyen sûr de diminuer l'influence des ultramontains<sup>290</sup>.

De façon générale, on peut dire que, d'une part, Jacques-Antoine Le Clerc a été influencé par les écrits de Zeger-Bernard Van Espen et par ceux de Febronius: sur le plan religieux, il pense que «seul le pouvoir temporel est capable d'unifier les principes essentiels de la doctrine et d'en assurer l'enseignement», et il souhaite que le gouvernement éradique «l'ultramontisme enseigné dans les séminaires diocésains, les cloîtres et l'Université de Louvain»; que, d'autre part, il a été influencé par l'*Aufklärung*: il soutient les projets «de réformes judiciaires et admi-

<sup>287</sup> *La haute administration*, p. 284.

<sup>288</sup> Cité dans *La haute administration*, p. 284.

<sup>289</sup> *Ibidem*, p. 285.

<sup>290</sup> *Ibidem*, p. 287-288.

nistratives» de Joseph II mû par une volonté «de rationalité» qui tend à unifier les coutumes et le droit, et désire que l'Université de Louvain sorte «de l'obscurantisme» pour se tourner vers le vrai savoir, dans lequel l'étude du droit naturel devrait avoir une place de choix<sup>291</sup>.

A trop vouloir soutenir un modernisme qui se veut éclairé, Le Clerc se prépare des lendemains difficiles. Mais, pour le moment, nul mauvais pressentiment ne l'effleure... d'autant plus que, vers la fin de l'été 1786, l'Empereur l'a nommé conseiller d'Etat. D'où ces commentaires de Steve Jacob:

[...] C'est à ses compétences et à son efficacité que Jacques-Antoine Le Clerc doit l'obtention de cette récompense. En effet, l'octroi du titre de conseiller d'Etat est la conséquence directe du fait que, depuis quelques années, Le Clerc était devenu un des fonctionnaires les plus influents et les plus engagés dans les différentes réformes impériales; aussi est-il logique que Joseph II ait encouragé le zèle et la fidélité de Le Clerc en lui octroyant ce titre de conseiller d'Etat, récompense «souverainement recherchée». En même temps que cette nomination honorifique, synonyme de gage supplémentaire, l'Empereur en accord avec Kaunitz et après consultation de Belgiojoso décida de lui accorder une gratification de trois ou quatre mille florins «pour la commission qu'il a remplie ici [à Vienne] avec succès»<sup>292</sup>.

Quant à Guillaume-Antoine de Feltz, né dans la ville de Luxembourg en 1744 et issu d'une famille influente, il s'est engagé, dès l'âge de 22 ans, dans une carrière administrative et s'y distingue par son zèle. En 1771, il est auditeur à la Chambre des Comptes et «obtient gratuitement le titre de baron», ce qui sera confirmé par lettres patentes du 25 janvier 1772. En 1773, il devient «auditeur sur-numéraire pour servir de rapporteur à la Jointe des Administrations» et, en 1774, «conseiller-receveur général des aides et subsides» de la province du Luxembourg. Pour l'obtention de ce dernier emploi, il a notamment bénéficié du soutien du Conseil des Finances pour lequel il semblait, «tant par ses talents que par les connaissances qu'il a acquises dans toutes les affaires du Luxembourg, les services qu'il a rendus et ceux qu'il serait encore à portée de rendre dans cette Province, supérieur à ses concurrents». En 1783, il est rapporteur du Comité de la Caisse de religion dont il devient le caissier en 1784. Cette même année, il est de retour à la Chambre des Comptes comme conseiller-maître. Ses diverses charges lui rapportent alors, annuellement, quelque 4000 florins. En 1786, il se verrait bien ambassadeur auprès de la Cour de France, mais, nous l'avons vu, Joseph II va le destiner à d'autres tâches.

Considéré comme «un serviteur inconditionnel du gouvernement de Vienne», le baron de Feltz a su se faire apprécier des autorités qui le tiennent en grande estime. Celles-ci ne lui trouvent guère de défauts, mis à part, peut-être, un esprit un peu trop caustique<sup>293</sup> qui ne va pas manquer de pouvoir s'exercer au sein de la Commission ecclésiastique dont il devient membre.

<sup>291</sup> *Ibidem*, p. 310 et p. 313.

<sup>292</sup> *Ibidem*, p. 276.

<sup>293</sup> BRUNEEL, notice *Feltz (Guillaume Antoine François de)*, p. 249-254, qui, p. 251, écrit: «De 1787 à 1789, il [le baron de Feltz] est rapporteur à la Commission des Affaires ecclésiastiques, des Etudes et de la Censure, avec titre de conseiller du Conseil du gouvernement général (serment le 03. 04). Le gouvernement lui attribue aussi la direction des académies de peinture, sculpture et dessein. Les affaires du Séminaire général et, surtout, du Séminaire filial à Luxembourg l'occupèrent beaucoup».

***Dernières remarques sur Nicolas Dufour avant son départ pour Bruxelles***

En 1786, Nicolas Dufour est toujours prévôt de Nikolsbourg et, comme nous l'avons vu, il est probable qu'il le restera pour un temps qui, cependant, n'est pas clairement défini: tout dépendra de la durée de sa mission aux Pays-Bas autrichiens et de l'éventuelle possibilité de lui procurer un bénéfice dans cette région<sup>294</sup>.

Ce qui nous surprend, c'est que sa situation financière soit loin d'être satisfaisante, puisqu'il est encore et toujours endetté, alors même que ses revenus d'ordre ecclésiastique sont, fort vraisemblablement, importants, quoique fluctuants<sup>295</sup>. Comment expliquer une telle réalité? Faut-il supposer que, pour rembourser les dettes de son père et celles qu'il avait envers l'évêque Ambuel, il a dû emprunter de l'argent dans les Etats habsbourgeois? C'est probable. Faut-il penser qu'il mène grand train de vie et qu'il dépense plus que de raison pour son bien-être? C'est possible, même si rien ne nous permet d'étayer cette hypothèse. De plus, nous savons qu'il n'hésite pas à aider ses proches qui connaissent des difficultés matérielles, soit François Durand, son «parrain», qui est cependant mort en 1782, sa mère Françoise Dufour, née Raboud, et sa sœur Marie-Barbe. Nous pourrions aussi envisager que, mû par une prodigalité excessive, il aide les plus démunis qui ne sont pas de son entourage; mais cette dernière conjecture semble devoir être écartée: le Valaisan a rejoint l'Empire dans l'espoir de se créer une situation aisée et la suite nous montrera qu'il ne paraît guère animé par une charité chrétienne qui l'amènerait à être dispendieux au profit de son prochain, quel qu'il soit. Par conséquent, il nous faut rester prudent sur ce sujet et admettre que nous ne saurions, au vu de nos connaissances actuelles, expliquer de façon péremptoire et définitive un état financier qui reste durablement précaire.

En revanche, il est indubitable que, depuis son arrivée à Vienne en 1768, Nicolas Dufour a réussi à se forger une position sociale enviable et une excellente réputation, bien que ses dettes puissent, à l'occasion, lui nuire quelque peu. Si l'on pense à lui en haut lieu pour devenir membre de la Commission ecclésiastique aux Pays-Bas autrichiens, c'est, à l'évidence, qu'il a des appuis d'importance; nous pensons notamment à Charles de Dietrichstein, sans exclure d'autres personnes, inconnues de nous, dont des jansénistes et peut-être des francs-maçons liés à ce prince et à son protégé. Quant au chancelier Kaunitz, il tient le Valaisan «pour un érudit très versé en droit canon, possédant à la perfection le français et l'italien»<sup>296</sup>, qui, rappelons-le, maîtrise aussi pleinement le latin et de mieux en mieux l'allemand. Enfin, le fait qu'il a été fortement influencé par le jansénisme et qu'il passe pour un partisan inconditionnel de la politique de l'Empereur sert ses ambitions. Ses idées en matière de religion ne peuvent que plaire à Joseph II et à son entourage proche. Robert Gits va d'ailleurs jusqu'à supposer que Nicolas Dufour aurait pu remplacer Cornet de Grez, auquel on accorda tout d'abord la présidence de la Commission ecclésiastique, s'il n'avait pas été endetté et s'il ne s'était pas montré trop gourmand dans ses revendications pécuniaires; il écrit en effet:

<sup>294</sup> Tel était en tout cas l'intention manifestée par l'Empereur en mars 1786 (voir, ci-dessus, p. 305). D'ailleurs, un périodique flamand, dans un article daté de Vienne, le 30 septembre 1786, écrira que l'on a promis à Nicolas Dufour, membre de la Commission ecclésiastique, de lui obtenir «een Bisdóm», soit un évêché, dans les Pays-Bas autrichiens. (*Wekelykx Nieuws uyt Loven*, n° 16 du 15 oct. 1786, p. 295.)

<sup>295</sup> Pensons à l'incendie qui, en septembre 1784, a ravagé Nikolsbourg. (Voir, ci-dessus, p. 279, note 133 comprise.)

<sup>296</sup> BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231-232.

Financier parcimonieux à l'excès, avare même qu'il était, l'Empereur ne pouvait voir d'un œil indifférent la situation endettée de Dufour, pas plus qu'il ne lui devait être agréable d'entendre qu'il ne se montrait pas entièrement satisfait des largesses qu'il lui faisait. Pour Dufour, cette requête<sup>297</sup> était pour le moins une imprudence, et il ne serait nullement étonnant qu'elle eût influé peu après sur la décision impériale du 22 avril, qui lui préféra Le Clerc comme président de la Commission ecclésiastique en remplacement de Cornet de Grez.<sup>298</sup>

Il n'empêche que le gouvernement n'est pas resté sourd aux difficultés financières de Nicolas Dufour, puisque «la caisse du Département aulique des Pays-Bas» a daigné lui avancer 1400 florins<sup>299</sup>.

Dans le premier trimestre de l'année 1786 encore, Nicolas Dufour est vraisemblablement un inconnu pour la grande majorité de la population des Pays-Bas autrichiens. Dès le mois d'avril cependant, plusieurs périodiques, notamment en langues allemande, flamande, italienne ou française, parlent brièvement du Valaisan et, parfois, de sa future mission. Référons-nous à quatre d'entre eux.

Le 9 avril 1786, le périodique flamand *Wekelykx Nieuws uyt Loven*, faisant état d'une nouvelle du 28 mars provenant de Bruxelles, annonce la nomination de Nicolas Dufour, prévôt de «Nickelsbourg [*sic*]», à la Commission ecclésiastique auprès du gouvernement général des Pays-Bas autrichiens; il communique même le montant exact de ses appointements annuels, soit 4000 francs d'Allemagne, tout en précisant que ce dignitaire de l'Eglise conserve les revenus de sa prévôté<sup>300</sup>.

Sous la date de Vienne, le 29 avril, La *Gazzetta universale* du 13 mai 1789 signale que Nicolas Dufour a été désigné «per portasi nei Paesi Bassi Austriaci a far porre in esecuzione le differenti mutazioni» que l'Empereur «ha risoluto effettuarsi nell'amministrazione tanto civile che ecclesiastica». On s'y dit persuadé que Joseph II veut y introduire «il nuovo sistema», afin que la législation des Pays-Bas autrichiens soit semblable à celle des autres Etats héréditaires, ce qui lui permettra de les gouverner tous selon les mêmes principes et les mêmes lois<sup>301</sup>.

Le 14 mai 1786, des informations plus ou moins similaires à celles contenues dans la gazette italienne sont rapportées par le *Wekelykx Nieuws uyt Loven*: le prévôt de Nikolsbourg est chargé de se rendre aux Pays-Bas autrichiens pour y adapter les affaires ecclésiastiques et spirituelles aux modifications qui sont déjà appliquées dans les autres possessions de la monarchie<sup>302</sup>.

Le *Journal historique et littéraire* du 1<sup>er</sup> juin 1786, quant à lui, écrit: «Vienne (le 10 mai). [...]. M. l'abbé Dufour, nommé conseiller-rapporteur de la Cour souveraine des Pays-Bas autrichiens, a reçu ordre de se mettre sans retard en route pour Bruxelles, sa présence y étant nécessaire.»<sup>303</sup>

<sup>297</sup> Voir, ci-dessus, p. 306, à la date du 4 avril 1786.

<sup>298</sup> GITS, p. 69.

<sup>299</sup> BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231.

<sup>300</sup> *Wekelykx Nieuws uyt Loven*, n° 15 du 9 avril 1786, p. 278.

<sup>301</sup> *Gazzetta universale*, n° 38 du 13 mai 1786, p. 301.

<sup>302</sup> *Wekelykx Nieuws uyt Loven*, n° 20 du 14 mai 1786, p. 376. – M<sup>me</sup> Danielle Zufferey a bien voulu se charger de faire traduire ce passage; nous la remercions de son amabilité.

<sup>303</sup> *JHL* du 1<sup>er</sup> juin 1786, p. 214-215; souligné dans ce périodique.



Fig. 11 – Titres de périodiques. (Voir les notes 303 et 304.)

Quelques mots parus dans le *Journal politique de Bruxelles*, réuni au *Mercure de France* du 17 juin 1786, attisent notre curiosité. En effet, datés «*de Francfort, le 7 juin*», ils évoquent des nouvelles en provenance de Bruxelles, dont celle-ci: «On attend incessamment de Turin M. Dufour, prieur mitré de Nikolsbourg [...], chargé par S[a] M[ajesté] I[m]périale d'exécuter dans les Pays-Bas le plan uniforme d'administration projetée pour tous les Etats de S[a] M[ajesté].»<sup>304</sup> S'il s'avère que l'information donnée par le périodique est fiable, nous devons admettre que nous ignorons malheureusement le pourquoi de la présence du prévôt dans le Nord de l'Italie. Revient-il de Rome ou d'ailleurs? S'est-il rendu ou vait-il en Lombardie afin de rencontrer l'une ou l'autre personnes qu'il connaît et afin de s'enquérir des résultats de quelques réformes que Joseph II y a imposées? A-t-il fait un bref séjour en France ou dans sa terre natale? Ces questions demeurent pour l'heure sans réponse...

Comme on le constate, certains périodiques annoncent d'importants changements dans les Pays-Bas autrichiens, alors même que cette région est très attachée à son organisation, à ses coutumes et à ses privilèges, autrement dit, à ses spécificités. Mais les lier à la seule venue de Nicolas Dufour est exagéré: le prévôt mitré de Nikolsbourg jouera un rôle plus spécifique et plus modeste que celui qu'on lui prête<sup>305</sup>. On peut donc affirmer que cette façon d'informer, approximative et maladroite, est préjudiciable au Valaisan, car susceptible de rendre une partie des élites belges fort méfiante à son égard.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas avant la dernière décade du mois de septembre 1786 que Nicolas Dufour part pour les Pays-Bas autrichiens<sup>306</sup>. Arrivant à

<sup>304</sup> *Mercure de France*, 1786, n° 24 du 17 juin 1786, contenant le *Journal politique de Bruxelles*, p. 106-107; souligné dans ce périodique.

<sup>305</sup> Si la Commission ecclésiastique constitue «une pièce essentielle de l'administration nouvelle» (voir p. 305), elle n'en est cependant qu'un maillon. De plus, c'est Jacques-Antoine Le Clerc, et non Dufour, qui la préside.

<sup>306</sup> LEFÈVRE, p. 83. – Selon Bruneel, Nicolas Dufour «arrive à Bruxelles à la fin de septembre ou au début d'octobre» 1786. Voir BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 231. A lire l'article daté de Vienne, le 30 septembre 1786 (voir, ci-dessus, la note 294), on pourrait penser que, avant ce jour, Nicolas Dufour n'a pas encore pris le chemin des Pays-Bas autrichiens (*Wekelykx Nieuws uyt Loven*, n° 16 du 15 oct. 1786, p. 295), mais nous resterons prudent sur ce point.

Bruxelles plein d'enthousiasme et d'illusions, il est bien décidé à servir le pouvoir qui lui accorde sa confiance, avec un zèle qui ne semble pas avoir de limites.

Il a d'ailleurs l'esprit d'autant plus libre qu'à Nikolsbourg il a mis en ordre les affaires de sa prévôté et que le D<sup>r</sup> Joseph Galle, franc-maçon, cérémoniaire épiscopal devenu, en cette année 1786, chanoine de la Collégiale, est chargé de s'occuper de celle-ci durant son absence<sup>307</sup>. Le choix de ce dernier s'est fait conjointement par l'évêque de Brünn, Mathias-François Chorinský de Ledske, par le prince Charles de Dietrichstein, par Nicolas Dufour et par le Chapitre de la Collégiale de Nikolsbourg<sup>308</sup>.

Devenu, très jeune, orphelin de père, Nicolas Dufour peut avoir l'impression que la Providence veille sur lui et qu'elle lui a tracé un destin exceptionnel, dont les Pays-Bas autrichiens ne sont qu'une étape. Mais nous avons démontré que le Valaisan ne s'y rend pas dans un contexte qui pourrait lui être favorable; de plus, nous pouvons déjà dire qu'il ne fera rien pour gagner la sympathie de la nation «belgique». De sorte que sa mission se transformera en un véritable chemin de croix, la mise à mort exceptée.



Fig. 12 – Ecriture de Nicolas Dufour. (AEV, ATN, cart. 48, fasc. 2, n° 117.)

<sup>307</sup> *Heimatbuch Nikolsburg*, p. 308-309. Voir aussi BRUNEEL, notice *Dufour (Nicolas)*, p. 232.

<sup>308</sup> BRUNNER, t. II, p. 249. – Le fait que Joseph Galle a été nommé chanoine de la Collégiale de Nikolsbourg en 1786 et qu'il a été choisi pour assurer l'intérim pourrait laisser penser que les relations entre Nicolas Dufour et les autres chanoines sont loin de s'être améliorées. Il est vrai cependant que son appartenance à la franc-maçonnerie suffit à expliquer le soutien dont Galle a bénéficié de la part du prince de Dietrichstein et de Nicolas Dufour.

## **Annexes:** **quelques ordonnances des Pays-Bas autrichiens, 1781-1786**

### **1. Sur la tolérance**

1/1

**«Décret des gouverneurs généraux adressé aux Conseils de justice, touchant la tolérance civile à l'égard des protestants», Bruxelles, 12 novembre 1781.**

Marie-Christine et Albert [...].

Chers et bien amés<sup>309</sup>, quoique l'Empereur soit dans la ferme intention de protéger et de soutenir invariablement notre sainte religion catholique, Sa Majesté a jugé néanmoins qu'il était de sa charité d'étendre, à l'égard des personnes comprises sous la dénomination de protestants, les effets de la tolérance civile, qui, sans examiner la croyance, ne considèrent dans l'homme que la qualité de citoyen, et d'ajouter de nouvelles facilités à cette tolérance dans tous les royaumes, provinces et terres de son obéissance. Dans cette vue, Sa Majesté a résolu les points et articles suivants:

1. La religion catholique demeurera la dominante et son culte pourra seul être exercé publiquement sur le pied qui se pratique et qui a lieu actuellement.
  2. Dans toutes les villes, bourgs et autres lieux où il y aura un nombre suffisant de sujets pour fournir à la dépense du culte de l'une des deux religions connues sous le nom de protestantes, leur exercice privé sera libre.
  3. En conséquence, il est permis aux protestants de bâtir des églises dans les emplacements au choix desquels les magistrats ou gens de loi du lieu auront donné leur approbation, à condition néanmoins que ces édifices n'aient aucune apparence extérieure d'église, soit du côté de la porte ou autrement, et qu'il n'y ait ni clocher, ni cloches, ni sonnerie en manière quelconque.
  4. Les protestants jouiront tranquillement, dans ces édifices, de l'exercice de leur culte et leurs ministres pourront librement se transporter chez les malades de leur communion pour les consoler et assister pendant leurs maladies.
  5. Les protestants seront admis désormais à la bourgeoisie de toutes les villes, ainsi qu'aux corps des métiers et enfin aux grades académiques des arts, du droit et de la médecine dans l'Université de Louvain sur le même pied que les autres sujets de Sa Majesté, à l'effet de quoi les magistrats, ainsi que les différentes Facultés de l'Université, sont autorisés à accorder pour chaque cas les dispenses requises.
  6. Dans tous les cas rappelés à l'article précédent, les protestants ne seront pas astreints à d'autre formule de serment qu'à celle qui peut se concilier avec les principes fondamentaux de leur religion.
  7. Ils ne seront tenus d'assister à aucune procession ni à d'autres fonctions d'église quelconques qui pourraient ne pas s'accorder non plus avec les principes fondamentaux de leur communion.
  8. Finalement, l'Empereur se réserve d'admettre, par voie de dispense, à la possession d'emplois civils ceux de Ses sujets protestants en qui on aura reconnu une conduite chrétienne et morale, ainsi que la capacité, l'aptitude et les qualités requises pour en remplir les fonctions.
- En vous informant de ces résolutions de Sa Majesté qui tendent directement au bien public en général, à l'avantage du commerce en particulier et surtout à

<sup>309</sup> Le mot «amé» est une forme, aujourd'hui archaïque, du terme «aimé».

étendre les limites de la charité chrétienne, Nous Nous assurons que vous contribuerez à leur accomplissement par toutes les voies qui seront en votre pouvoir et que Nous ne verrons dans tous les sujets de Sa Majesté, tant ecclésiastiques que laïcs, qu'un concours unanime à seconder Ses intentions. [...].<sup>310</sup>

(*Recueil des ordonnances* I, p. 89-90.)

## 1/2

### **«Décret des gouverneurs généraux complétant celui du 12 novembre précédent concernant la tolérance», Bruxelles, 15 décembre 1781.**

Marie-Christine et Albert [...].

Chers et bien amés. Par Nos lettres circulaires du 12 novembre dernier Nous vous avons informé des points résolus par l'Empereur au sujet de la tolérance civile à observer dans tous les Etats. Sa Majesté ayant donné depuis les déclarations et explications ultérieures qui suivent, Nous vous en donnons part afin qu'elles soient de même ponctuellement exécutées:

1. Les sujets acatholiques pourront bâtir une école et une église de la manière exprimée dans les lettres circulaires précédentes dès qu'ils seront au nombre de cent familles, quoique celles-ci ne se trouvassent pas toutes dans l'endroit où il s'agira de faire ce bâtiment, mais qu'une partie d'elles demeurât à quelques lieues de cet endroit ou de celui dans lequel se trouveront leurs ministres; et ceux qui demeureront à une plus grande distance pourront néanmoins se rendre à l'église protestante la plus prochaine, pourvu qu'elle soit située sous la domination de Sa Majesté.

2. Les protestants ne pourront, sous peine grave, empêcher que, lorsque l'un ou l'autre des malades de leur communion demanderait des prêtres catholiques, ceux-ci n'y soient appelés.

3. Les enterrements des acatholiques pourront se faire ouvertement et avec l'assistance de leurs ministres.

4. La connaissance des cas contentieux entre protestants sur des objets relatifs à leur religion est réservée aux juges ordinaires qui devront assumer un ou plusieurs ministres ou théologiens de cette communion et décider les différends d'après les principes de la religion protestante, sauf toujours le recours aux tribunaux supérieurs.

5. Tous les enfants, tant fille que garçon, d'un père catholique et d'une mère protestante seront élevés dans la religion catholique, ce qui doit être considéré comme une prérogative de la religion dominante; mais, lorsque le père sera protestant et la mère catholique, les garçons suivront la religion du père et les filles celle de la mère.

6. Si ceux qui, par l'article 5 des lettres circulaires du 12 novembre<sup>311</sup>, sont autorisés à accorder les dispenses y mentionnées trouvent du doute dans les cas pour lesquels on s'adressera à eux à cette fin, ils pourront dans chaque cas exposer ces

<sup>310</sup> Cet édit fut décrié par la plupart des évêques et des théologiens de Louvain, par des «autorités publiques» telles les Etats de Brabant, du Hainaut, du Luxembourg et de Namur, car il «réduisait le catholicisme de statut de religion d'Etat à celui de religion dominante»; mais aussi par d'anciens jésuites comme François-Xavier de Feller et Pierre Dédoyar. (HASQUIN II, p. 175-176.)

<sup>311</sup> Voir l'Annexe 1/1.



doutes au gouvernement qui leur fera parvenir les directions convenables. A tant, chers et bien amés, Dieu vous ait en Sa sainte garde.<sup>312</sup>

(*Recueil des ordonnances* I, p. 105-106.)

### 1/3

**«Décret des gouverneurs généraux concernant la tolérance à l'égard des protestants», Bruxelles, 1<sup>er</sup> mai 1782. Au conseiller fiscal de Hainaut.**

Marie-Christine et Albert-Casimir [...].

Cher et bien amé, Nous vous informons que Sa Majesté a trouvé bon de déclarer, relativement à l'objet de la tolérance civile qu'Elle a pris la résolution d'établir dans Ses Etats:

1. Que, par rapport à la collation des emplois aux protestants, il en sera usé de manière à ne préjudicier ni à la religion dominante, ni au bien public.
2. Qu'Elle se propose de pourvoir d'une manière convenable à ce qu'il paraît que l'on craint à l'égard des apostasies, de la séduction et du scandale en ma[t]ière de religion et que l'on s'en tiendra, en attendant, à ce qui a déjà été prescrit là-dessus.
3. Que tant que les protestants n'auront pas d'oratoire autorisé par le gouvernement, on devra, au lieu de faire reconnaître les pasteurs ou ministres protestants par les magistrats, comme cela se pratique à l'égard des catholiques en Hollande, se borner à la surveillance ordinaire de la police, mais que, lorsqu'un certain nombre de familles voudra faire bâtir un oratoire et y attacher un pasteur avec un maître d'école, elles devront en demander la permission au gouvernement, en faisant constater<sup>313</sup> des moyens qu'elles ont de pourvoir d'une manière solide à la dépense requise pour remplir leurs vues, sur quoi le gouvernement disposera comme il sera trouvé appartenir, tant relativement à la construction de l'oratoire et de l'école qu'à l'admission et confirmation du ministre et du maître d'école, sur la présentation à en faire au gouvernement par la communauté protestante, de manière néanmoins que les émoluments, dits *Droits d'école* [ou d'église], attachés aux baptêmes, enterrements et autres fonctions pastorales qui seront attribuées aux ministres protestants seront toujours réservés aux curés ordinaires. A tant, cher et bien amé, Dieu vous ait en Sa sainte garde.<sup>314</sup>

(*Recueil des ordonnances* I, p. 153; souligné dans ce décret.)

<sup>312</sup> Nous n'évoquerons pas à chaque fois les remous, les réticences et les résistances suscités dans le clergé par les décisions d'ordre religieux prises par le pouvoir autrichien. En voici un exemple: par une dépêche du 7 avril 1788, le gouvernement s'adresse au cardinal Franckenberg pour dénoncer le fait que le curé de Saint-Nicolas, à Bruxelles, refuse «d'assister au mariage d'un luthérien avec une catholique», sauf si le réformé s'engage à faire élever tous ses futurs enfants dans la religion catholique. Le 17, dans sa réponse, le cardinal approuve l'attitude de l'ecclésiastique. «Il est vrai, écrit-il, que l'édit de tolérance prescrit d'autres règles; mais, comme cet édit n'a point été publié en Brabant et par conséquent n'y a pas force de loi, il n'est pas dans mon pouvoir d'ordonner au curé de Saint-Nicolas de s'y conformer, au préjudice de l'Eglise [...].» Cette réponse est transmise au Conseil du gouvernement général qui, «fort embarrassé», requiert «l'avis du Conseil fiscal du Brabant pour savoir s'il n'y aurait pas «moyen de contraindre, en justice réglée, le curé de Saint-Nicolas à publier les bans de ce mariage ou à y assister». Le Conseil fiscal ne peut que donner raison au cardinal: «à défaut d'une loi publiée en Brabant», il est impossible d'obliger qu'un curé de cette province publie les bans d'un mariage mixte ou soit présent à celui-ci. (VERHAEGEN I, p. 152.)

<sup>313</sup> Pour comprendre la signification de ce mot, on pourrait le remplacer par les termes «constater la réalité».

<sup>314</sup> Le 8 mai 1784, il est décidé que les «mêmes règles d'état civil» seront appliquées aux catholiques et aux protestants (*La Belgique autrichienne*, p. 228). Le 28 septembre 1784, le droit au divorce est accordé aux non-catholiques (voir l'Annexe 3/4). – «Peu de juifs résidaient aux Pays-Bas, aussi n'étaient-ils pas mentionnés dans l'édit du 12 novembre [1781]; mais, *de facto*, ils

## 2. Sur les couvents et les religieux des ordres supprimés

### 2/1

**«Edit de l'Empereur concernant la suppression de plusieurs couvents dans les Pays-Bas, la Caisse de religion et la capacité civile des religieux supprimés», Bruxelles, 17 mars 1783.**

Joseph, par la grâce de Dieu, Empereur des Romains, toujours auguste, roi d'Allemagne, de Jérusalem, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Galicie<sup>315</sup>, de Lodomélie, etc., archiduc d'Autriche, etc.

L'obligation où Nous sommes de seconder et procurer tout ce qui peut intéresser le plus essentiellement le bien de la religion et celui de l'Etat Nous ayant déterminé à faire contourner d'une manière plus directe à l'avantage de la religion et du prochain les biens qui y ont été destinés par la piété des fondateurs, Nous avons jugé qu'entre les moyens qui pourraient conduire à ce but salutaire, il n'y avait point de plus convenable que celui d'employer une partie des revenus des biens du clergé régulier à un usage plus utile et plus intéressant que ne l'est celui qu'on en a fait jusqu'à présent. A ces causes, Nous avons, de Notre certaine science, pleine puissance et autorité souveraine, résolu d'éteindre et de supprimer, dans tous Nos royaumes et terres de Notre obéissance, différents couvents et monastères de l'un et de l'autre sexe, et d'en destiner les revenus à l'augmentation du nombre des prêtres chargés de la cure d'âmes et à d'autres établissements pieux, également avantageux à la religion et à l'humanité et dignes de Nos soins comme de Notre attention souveraine; et, ayant confié l'exécution de Nos intentions à cet égard, dans les provinces de Notre domination aux Pays-Bas, à des commissaires que Nous avons choisis pour cet effet et munis de commissions et d'instructions spéciales, Nous [...] voulons et entendons que tous Nos sujets, tant laïcs qu'ecclésiastiques, séculiers et réguliers, de quelque état ou condition qu'ils soient, aient à satisfaire aux réquisitions qui pourront leur être faites par Nosdits commissaires, ainsi qu'aux dispositions qu'ils indiqueront ou ordonneront en Notre nom; sur quoi, Nous Nous attendons d'autant plus à une prompte et exacte déférence de la part des supérieurs ecclésiastiques et des maisons religieuses, qui sont dans le cas d'être supprimées, que nous ne doutons pas que les commissaires, chargés de l'exécution de Nos ordres dans cette partie, n'y procèdent, comme Nous le désirons, avec toute la décence et la modération convenables; et que, d'ailleurs, tandis que Nous sommes disposé à écouter favorablement ce que les individus particuliers des maisons à supprimer pourraient proposer relativement à leur état futur, Nous avons déjà donné Nos ordres pour qu'il soit pourvu immédiatement à leur sustentation, d'une manière honnête et convenable, et qui prévoira même les besoins de l'âge pour ceux qui se résoudraient à retourner dans leurs familles ou à rentrer dans le monde.

purent jouir des garanties offertes à partir d'octobre 1781, par une série de textes promulgués à l'intention des juifs d'Europe centrale et méridionale (Bohême, Autriche, Hongrie, Trieste, Galicie, etc.): libre pratique de leur religion, abolition de certaines humiliations (ports d'insignes), accès à des métiers jusque-là interdits (artisanat, industrie, agriculture). Dans les Pays-Bas, des juifs furent explicitement admis à la bourgeoisie des villes à la condition de n'y exercer aucun emploi public et sans que cela leur confère un droit de suffrage quelconque (30 septembre 1782)». (*La Belgique autrichienne*, p. 228; souligné dans cet ouvrage. Voir aussi HASQUIN II, p. 173, et *Recueil des ordonnances* I, p. 210-211: «Décret de l'Empereur portant que l'admission des juifs à la bourgeoisie des villes des Pays-Bas ne les rend pas habiles à y remplir des offices publics, ni à avoir droit de suffrage dans les affaires publiques», Bruxelles, 30 sept. 1782.)

<sup>315</sup> Il est écrit: «Galicz».

Et, pour Nous assurer d'autant plus efficacement de l'accomplissement de Nos intentions à ces égards, Nous avons résolu de faire former aux Pays-Bas, sous le nom de Caisse de religion, une caisse dans laquelle on versera généralement les revenus de tous les couvents qui seront supprimés pour être employés au paiement des pensions et aux destinations susdites et de faire établir, au surplus, sous la surveillance directe de Notre gouvernement général, un comité particulier dont les soins et l'objet seront de tenir la main à la pleine et entière exécution des vues salutaires et intéressantes qui occupent Notre sollicitude paternelle<sup>316</sup>.

Voulant prévenir en même temps, pour le repos des familles, les doutes et les difficultés qui pourraient s'élever sur l'état civil des religieux et religieuses des couvents à supprimer, qui se résoudront à se faire séculariser et à rentrer dans le monde, Nous déclarons que, conformément aux principes de la jurisprudence belge, ces individus resteront, nonobstant leur sécularisation, privés des effets civils, sauf qu'il leur sera permis uniquement d'acquérir, par toute autre voie néanmoins que par succession *ab intestat*<sup>317</sup>, et de conserver leur vie durant des rentes viagères, ainsi que l'usufruit seulement de rentes héritières ou de biens immeubles, sans qu'ils puissent en aucune manière acquérir ou posséder la propriété des capitaux de rentes héritières, ni la propriété de biens immeubles.

Les individus sécularisés qui acquerront ainsi quelque rente viagère ou quelque autre usufruit de rentes héritières ou de biens immeubles devront en remettre aux conseillers fiscaux du ressort de leur domicile une note ou information pertinente et spécifique, et ce dans la quinzaine après la date de chaque acquisition, à peine de confiscation en cas de défaut, de laquelle confiscation il sera accordé un tiers au dénonciateur.

Les religieux qui seront sécularisés seront, sans autre déclaration, habiles à posséder toutes sortes de bénéfices ou offices ecclésiastiques.

Si donnons en mandement à Nos très chers et féaux les chanceliers et gens de Notre Conseil de Brabant, à Nos très chers et féaux les chanceliers et gens de Notre Conseil de Brabant, gouverneur de Limbourg et à tous autres Nos justiciers, officiers et sujets auxquels ce regardera, de garder, observer et entretenir et de faire garder, observer et entretenir Notre présent édit, car ainsi Nous plaît-il. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre à ces présentes le grand scel de feu Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique, Notre très chère et honorée mère et dame de glorieuse mémoire, duquel Nous Nous servirons jusqu'à ce que le Nôtre soit achevé.

<sup>316</sup> «Le Comité qui en eut la direction immédiate, sous le contrôle toutefois du gouvernement, fut composé d'un membre des Conseils privé et d'Etat, [François-Anselme] de Kulberg, qui en serait le président, d'un conseiller du Conseil des Finances, [Nicolas-Joseph Sanchez] de Aguilar, du baron de Feltz, conseiller-maître de la Chambre des Comptes, et d'un auditeur de la même Chambre, [Pierre-Engelbert] van der Dilt. Feltz ajouta à sa fonction de rapporteur du Comité celle de caissier général du fonds des couvents supprimés. / En dessous de cette organisation centrale établie à Bruxelles se trouvaient, nommés et contrôlés par elle, les receveurs-administrateurs. Ils géraient les possessions des couvents abolis et payaient les pensions aux religieux. Chaque maison avait ainsi son receveur particulier; plus tard, quand ces occupations seront devenues moins absorbantes, un seul fonctionnaire suffira pour la gestion de plusieurs couvents groupés en districts.» (SCHEPPER, p. 158. Voir encore *Recueil des ordonnances* I, p. 258: «*Acte des gouverneurs généraux portant établissement du Comité de la Caisse de religion*», Bruxelles, 17 mars 1783.) – Deux remarques encore. D'une part, Joseph II n'ayant pas toujours été suffisamment clair dans ses intentions sur l'affectation des fonds de la Caisse de religion, une certaine confusion apparaîtra: alors que l'Empereur souhaite en fait que les fonds servent avant tout «à l'augmentation des prêtres chargés de la cure d'âmes» et à «la réorganisation des paroisses», le Conseil privé, à Bruxelles, pensera pouvoir aussi les utiliser pour lutter contre la pauvreté. D'autre part, le Comité cessera «ses activités en mars 1787», ses attributions passant à la Commission ecclésiastique. (SCHEPPER, p. 159-161; HASQUIN I, notice *Comité de la Caisse de religion*, p. 98.)

<sup>317</sup> Signification: «sans qu'un testament ait été fait».

Donné en Notre ville de Bruxelles le 17<sup>e</sup> jour du mois de mars, l'an de grâce 1783 et de Nos règnes, savoir de l'Empire romain, le dix-neuvième, de Hongrie et de Bohême, le troisième.<sup>318</sup>

(*Recueil des ordonnances* I, p. 255-258; souligné dans cet édit.)

2/2

**«Déclaration de l'Empereur concernant l'état civil des membres des maisons religieuses, de l'un et de l'autre sexe, supprimées en ce pays», Bruxelles, 29 décembre 1784.**

Joseph [...].

Par la déclaration du 2 septembre 1775, en rappelant le principe que les sécularisations des religieux profès ne les rétablissaient pas dans la jouissance des effets civils, il a été accordé quelques modifications à ce principe en faveur des ci-devant jésuites; voulant maintenant pourvoir à l'état civil des individus d'autres maisons supprimées en ce pays, Nous avons [...] déclaré et ordonné, déclarons et ordonnons les points et articles suivants:

1. Les individus profès de l'un et l'autre sexe des maisons religieuses supprimées pourront acquérir, autrement que par succession *ab intestat*, des rentes viagères constituées sur leur tête, le simple usufruit des immeubles ou réputés tels, l'usufruit des rentes personnelles ou réelles, celui des obligations ou billets portant intérêt, sans pouvoir, en manière quelconque, acquérir ou posséder la propriété de ces immeubles ou réputés tels, non plus que les capitaux des rentes, obligations ou billets, mais ils pourront acquérir et posséder la propriété des effets mobiliers proprement dits, l'argent comptant y compris.

2. Nous déclarons que ce qui est statué par l'article précédent opérera en faveur des individus de l'un et l'autre sexe des maisons religieuses supprimées depuis l'époque de la suppression de leurs couvents.

3. Les individus profès quelconques de ces maisons, qui ont fait quelques acquisitions de l'espèce de celles dont il est fait mention en l'article premier de Notre présente déclaration, à l'exception toutefois de celles des effets mobiliers y mentionnées et dont il leur est permis d'acquérir la propriété, devront annoncer ces acquisitions aux conseillers fiscaux de leur domicile dans le terme d'un mois de la date de la présente déclaration; ils devront annoncer de même et dans un pareil terme d'un mois les acquisitions qu'ils pourraient faire à l'avenir, le tout à peine de la confiscation de ce qu'ils auraient acquis, dont un tiers sera au profit de l'officier exploiteur, un tiers au profit de la Caisse de religion et le tiers restant au profit du dénonciateur dont le nom sera tenu secret.

4. Nous ordonnons aux conseillers fiscaux, qui auront reçu quelques déclarations des individus des maisons religieuses supprimées relativement aux acquisitions ci-dessus mentionnées ou des dénonciations portant sur le défaut dans lequel ces individus seraient restés, de faire ces déclarations, d'en informer, au plus tard dans le terme d'un mois, le Comité de la Caisse de religion.

5. Nous permettons aux individus des maisons supprimées, de l'un ou de l'autre sexe, de disposer, même par acte de dernière volonté, des effets mobiliers dont ils

<sup>318</sup> Pour expliquer le peu d'oppositions que cet édit souleva dans les Pays-Bas, Hasquin écrit: «La suppression des monastères et des couvents ne suscita que des réactions modérées de la part de la hiérarchie épiscopale; l'opinion n'était d'ailleurs guère émue par le sort de moines considérés généralement comme ignares et oisifs... Et puis, n'y avait-il pas eu le précédent des jésuites? Des fermétures analogues n'intervenaient-elles pas ailleurs [...]? Enfin, plusieurs communautés, appauvries et dépeuplées, n'avaient-elles pas demandé spontanément leur dissolution? Bref, l'Eglise n'était pas en position de force.» (*La Belgique autrichienne*, p. 234.)

ont pu acquérir la propriété, sur le même pied que les coutumes le permettent aux séculiers.

6. Lorsque ces individus n'auront pas disposé des objets mentionnés en l'article précédent, leurs parents y succéderont suivant l'ordre de la succession *ab intestat*. [...].

(*Recueil des ordonnances* I, p. 398-399; souligné dans cette déclaration.)

## 2/3

**«Lettres patentes de l'Empereur autorisant les gouverneurs généraux des Pays-Bas d'aliéner les biens des couvents supprimés ou à supprimer, dont la conservation serait onéreuse à la Caisse de religion», Vienne, 22 janvier 1785.**

Joseph [...].

Ayant jugé convenable et nécessaire de faire supprimer, ensuite de Notre édit du 17 mars 1783<sup>319</sup>, les couvents inutiles de l'un et l'autre sexe dans les Pays-Bas soumis à Notre domination, pour en faire contourner les biens d'une manière plus directe à l'avantage de la religion et du prochain, et sur le rapport qui Nous a été fait que, parmi les diverses espèces de biens qui appartenaient à ces communautés, il s'en trouve plusieurs dont la conservation serait onéreuse à la Caisse de religion que Nous avons établie par le même édit du 17 mars; qu'en conséquence il serait préférable, pour le plus grand avantage de cette Caisse, d'aliéner ces parties et d'en employer le produit, soit pour la libération des charges dont les autres sont affectées, soit pour acquérir au profit de la Caisse de religion d'autres biens dont la jouissance serait plus profitable, soit, enfin, pour en employer les deniers de ces produits de toute autre manière pour le plus grand avantage de la religion et de l'humanité, Nous avons, de l'avis de Notre gouvernement général et ouï Notre chancelier de Cour et d'Etat, résolu d'autoriser, ainsi que Nous autorisons par les présentes Leurs Altesses Royales, l'archiduchesse Marie-Christine d'Autriche, princesse royale de Hongrie et de Bohême, Notre très chère et très aimée sœur, et le duc Albert, prince royal de Pologne et électoral de Saxe, duc de Teschen, Notre très cher et très aimé beau-frère et cousin, Nos lieutenants, gouverneurs et capitaines généraux des Pays-Bas, à faire exécuter en Notre nom l'aliénation de telles parties des biens des couvents supprimés ou à supprimer ci-après dans les Pays-Bas, qu'ils jugeront à propos d'aliéner, sur le pied et avec les formalités qui peuvent convenir, déclarant que Nous regarderons et tiendrons ce que Nosdits sérénissimes gouverneurs généraux auront fait et disposé, en vertu des présentes, comme si Nous l'avions fait et disposé par Nous-même, avec autorisation d'expédier aussi à cet effet aux acquéreurs les octrois et les actes nécessaires pour leur donner et faire suivre irrévocablement tous les droits de propriétés ou autres qui appartenaient aux communautés supprimées à l'égard desdits biens à aliéner; confirmant et ratifiant d'avance le tout, tant pour Nous que pour Nos héritiers et successeurs. Voulons que, pour en assurer et perpétuer d'autant mieux l'effet, les présentes soient enregistrées en Notre Conseil des Domaines et Finances, en Notre Chambre des Comptes, au Comité établi pour la susdite Caisse de religion et partout ailleurs où il peut appartenir aux Pays-Bas. Car ainsi Nous plaît-il. En témoignage de quoi Nous avons signé les présentes et nous y avons fait apposer Notre contre-scel. [...].

(*Recueil des ordonnances* I, p. 402-403.)

<sup>319</sup> Voir l'Annexe 2/1.

### 3. Sur le mariage

3/1

**«Édit de l'Empereur concernant les dispenses de mariage», Bruxelles, 5 décembre 1781.**

Joseph, par la grâce de Dieu, Empereur des Romains, toujours auguste [...].  
Le bien de l'Etat et celui de Nos fidèles sujets exigeant que les évêques accordent désormais, de leur chef et sans aucune influence étrangère, les dispenses requises en fait d'empêchements de mariage, dans tous les cas qui en seront susceptibles, en usant à cet égard du pouvoir de leur ministère dans toute sa plénitude, Nous avons fait connaître sur ce point Nos intentions aux évêques de Nos provinces belgiques; et, voulant y pourvoir ultérieurement, Nous avons, de l'avis de Nos très chers et féaux les chef et président et gens de Notre Conseil privé et à la délibération de Notre très chère et très aimée sœur, Marie-Christine, [...] et de Notre très cher et très aimé beau-frère et cousin, Albert-Casimir, [...] Nos lieutenants, gouverneurs et capitaines généraux des Pays-Bas, ordonné et statué, ordonnons et statuons les points et articles suivants:

1. Nous défendons à tous Nos sujets sans distinction, qui se trouveront dans le cas d'avoir besoin de quelque dispense en fait d'empêchements de mariage, de s'adresser ou de recourir à ce sujet soit à la Cour de Rome, à la nonciature ou quelque part que ce puisse être, ailleurs qu'à leur propre évêque diocésain qui accordera la dispense s'il en trouve matière, moyennant un droit modique d'expédition; déclarons nulles et de nul effet les dispenses qui auraient été autrement impétrées et que ceux qui se seront adressés, pour en obtenir, à d'autres qu'à l'ordinaire encourront au surplus une amende de mille florins dont la moitié sera au profit du dénonciateur.

2. Nous interdisons bien sérieusement aux curés, sous peine d'être privés du temporel de leurs bénéfices ou offices, de marier ou de permettre de marier personne, sur quelque autre dispense que de l'ordinaire.  
[...].

(*Recueil des ordonnances* I, p. 102-103.)

3/2

**«Décret des gouverneurs généraux aux évêques concernant les mariages entre protestants et catholiques», Bruxelles, 21 mai 1782.**

Marie et Albert [...].

Sa Majesté ayant résolu de tolérer en ce pays les mariages entre des protestants et des catholiques, et Son intention étant que, tant que les protestants n'aient pas de ministres avoués, ces mariages se fassent devant les curés catholiques qui devront aussi en publier les bans, Nous vous faisons la présente pour que vous fassiez parvenir aux curés de votre diocèse les ordres nécessaires afin qu'ils proclament les bans pour ces mariages, sans parler de la différence des religions, qu'ils assistent à la célébration des mêmes mariages lorsqu'ils en seront requis et qu'au surplus ils en tiennent, dans les registres de leurs paroisses, les notes ordonnées par l'édit du 6 août 1778. [...].<sup>320</sup>

(*Recueil des ordonnances* I, p. 160.)

<sup>320</sup> Nous n'avons pas jugé utile de retranscrire les deux ordonnances qui ont suivi ce décret du 21 mai 1782. (Voir *Recueil des ordonnances* I, p. 194: «Édit de l'Empereur concernant les dispenses relatives aux mariages», Bruxelles, 19 août 1782; et *ibidem*, p. 195: décret des gouverneurs généraux adressé aux évêques, leur permettant «de s'adresser au Saint Père à l'effet d'en obtenir la faculté de dispenser des empêchements de mariage», Bruxelles, 19 août 1782.)

### 3/3

***Décret des gouverneurs généraux adressé à tous les évêques et «ampliatif de celui du 21 mai 1782 concernant les mariages entre protestants et catholiques», Bruxelles, 30 avril 1783.***

Marie et Albert, sur le rapport qui Nous a été fait de la représentation de l'archevêque de Malines [Jean-Henri de Franckenberg] au sujet de l'exemption de Nos lettres circulaires du 21 mai 1782 concernant les mariages entre des catholiques et des protestants<sup>321</sup>, Nous vous faisons la présente pour vous dire qu'il n'est pas nécessaire que ce soit dans l'église que les curés prêtent leur présence à ces mariages, mais qu'il suffit que les mêmes mariages se contractent en présence des curés dans la maison de ceux-ci ou dans quelque autre lieu dans lequel les curés et les parties contractantes pourront convenir de se rendre avec les témoins; qu'au surplus il est permis de faire les proclamations pour ces mariages devant la porte ou dans le parvis de leur église s'ils ne trouvent point à propos de faire ces proclamations dans les églises mêmes.

Nous vous déclarons au reste que la clause de la lettre circulaire du 15 décembre 1781<sup>322</sup>, qui concerne le cas qu'un protestant épouse une catholique, n'empêche point que les deux parties contractantes ne puissent, d'après les exhortations que les curés pourront leur faire à cet égard, convenir d'élever tous les enfants dans la religion catholique, mais que la volonté expresse de Sa Majesté, énoncée dans la même lettre circulaire, s'oppose à ce qu'on puisse, en pareil cas, les contraindre à faire, malgré eux, une telle convention. [...].

(*Recueil des ordonnances* I, p. 266.)

### 3/4

***«Edit de l'Empereur concernant le mariage», Bruxelles, 28 septembre 1784.***

Joseph [...].

L'importance des engagements matrimoniaux et leur influence tant sur le bien-être des familles en particulier que sur le bien général des Etats ayant particulièrement fixé Notre attention, Nous avons reconnu que les lois qui existent sur cette matière, trop éparses dans leurs sources, ne suffisent pas d'ailleurs pour établir sur tout ce qui tient à cet important objet une jurisprudence certaine et convenable au bien de Nos sujets, à quoi voulant pourvoir, Nous avons [...] statué et ordonné, statuons et ordonnons par le présent édit les points et articles suivants<sup>323</sup>:

1. Le mariage, considéré comme contrat civil, les droits et les liens civils qui en résultent tenant leur existence, leur force et leur détermination entièrement et uniquement de la Puissance civile, la connaissance et la décision des différends relatifs à ces objets et à tout ce qui en dépend doit appartenir aux tribunaux civils exclusivement, Nous interdisons en conséquence à tout juge ecclésiastique, sous peine de nullité absolue, d'en prendre connaissance en aucune manière, soit qu'il s'agisse de la validité ou invalidité du mariage, de la légitimité ou illégitimité des enfants, de promesses de mariage, de fiançailles ou de tel autre chef que ce puisse être ayant du rapport à ce contrat ou à ses effets.

2. Tous ceux qui par le présent édit ne sont pas déclarés inhabiles à contracter mariage peuvent le contracter.

<sup>321</sup> Voir l'Annexe 3/2.

<sup>322</sup> Voir l'Annexe 1/2.

<sup>323</sup> Un tel édit a déjà été «promulgué dans les Etats héréditaires allemands et la Galicie le 16 janvier 1783», puis «en Hongrie et en Lombardie». (HASQUIN II, p. 237.)

3. Nous déclarons les mineurs, c'est-à-dire ceux et celles qui n'ont pas l'âge de vingt-cinq ans accomplis, inhabiles à contracter mariage sans le consentement de leur père ou, à son défaut, celui de leur mère en cas qu'elle soit leur tutrice et, au défaut de celle-ci, celui de leur grand-père paternel.
4. En cas de refus réitéré sur des instances faites par le mineur après un certain intervalle de temps, Nous permettons à celui-ci ou à la partie avec laquelle on ne voudra pas permettre le mariage ou, enfin, au père ou au tuteur de celle-ci de s'adresser au juge compétent du mineur.
5. Si le juge, après avoir entendu le refusant, trouve ses raisons solides, il confirmera le refus, sinon il tentera la voie amiable pour engager le refusant à consentir, en lui accordant même un certain temps pour y délibérer, et, si cette voie est infructueuse, le juge aura à suppléer le consentement d'office; déclarons que non seulement le mariage qui sera contracté en conséquence aura toute sa validité, mais qu'encore il ne pourra en résulter aucun préjudice aux droits des enfants.
6. Si, au contraire, des mineurs osaient contracter mariage sans le consentement ou contre le gré du père, de la mère tutrice, du grand-père ou du juge, Nous déclarons un tel mariage nul et de nul effet.
7. Si, du vivant du père, de la mère ou du grand-père, le mineur, pour certaines raisons, se trouve sous la tutelle d'un tiers, il devra, à peine de nullité, outre le consentement du père, de la mère ou du grand-père, avoir encore celui de ce tuteur et, au cas que les sentiments fussent partagés, le juge en décidera.
8. Le père, la mère tutrice et le grand-père étant morts, le mineur ne pourra, sous la même peine de nullité, se marier qu'avec le consentement de son tuteur qui ne suffira cependant pas sans l'aveu du juge.
9. Si le tuteur refuse soit de consentir, soit de s'en rapporter au juge, il sera libre au mineur de s'adresser audit juge sur le pied énoncé article 4, lequel, après avoir ouï le tuteur, y disposera conformément au prescrit de l'article 5.
10. Le mariage entre une personne de la religion chrétienne et une autre qui n'est pas de cette religion sera nul et invalide.
11. Un homme marié de même qu'une femme mariée sont inhabiles, tant que leur mariage subsiste, à en contracter un second et, s'ils le contractaient, il serait nul et de nulle valeur.
12. En conséquence, toute personne ayant déjà été mariée et voulant convoler en de secondes noces n'y sera pas admise jusqu'à ce qu'elle ait prouvé en termes de droit la mort du premier conjoint, à moins que cette mort ne fût notoirement connue dans l'endroit où elle voudra se remarier.
13. Les parents, en ligne ascendante ou descendante à l'infini, ne pourront contracter de mariage entre eux. Mais, entre collatéraux, l'inhabilité<sup>324</sup> ne s'étendra pas plus loin qu'entre frère et sœur, oncle et nièce, tante et neveu et entre enfants de frères ou sœurs.
14. Cette inhabilité aura lieu sans distinction non seulement quand les frères et sœurs auront le même père et la même mère, mais aussi quand ils seront de différents lits et non seulement lorsque la parenté procédera de nœud légitime, mais aussi lorsqu'elle aura pour origine une conjonction illégitime.
15. L'affinité rend également inhabiles au mariage les personnes alliées; mais cette inhabilité se bornera aux personnes énoncées dans les deux articles précédents, c'est-à-dire qu'un homme ne pourra pas épouser les parents de sa femme aux degrés exprimés auxdits articles, ni une femme ceux de son mari.

<sup>324</sup> Il est écrit: «inhabileté». Cette remarque vaut également pour les articles 14, 15, 21 de ce même édit.



16. Dans l'un et l'autre cas cependant, si d'importantes raisons rendent convenable un mariage entre des parents ou des alliés, les parties doivent Nous adresser leurs représentations et ne peuvent recourir à leur évêque, pour solliciter une dispense, qu'après en avoir obtenu Notre permission. Mais les parents ou alliés, que par le présent édit Nous n'avons pas déclarés inhabiles à se marier ensemble, peuvent valablement contracter mariage entre eux sans dispense, laquelle cependant il leur est libre de demander à leur évêque s'ils le jugent à propos.

17. Celui qui aura enlevé de force une femme ou une fille ne pourra l'épouser, à moins que, remise en liberté et hors du pouvoir de celui qui l'a enlevée, elle n'y consente, auquel cas rien n'empêchera ces personnes de se marier.

18. Nous déclarons les hommes et les femmes adultères inhabiles à se marier avec leurs complices, au cas qu'ils aient été juridiquement convaincus avant leur mariage d'avoir commis ensemble l'adultère.

19. Nous déclarons également inhabiles à se marier ensemble les personnes dont l'une aura tué le mari ou la femme de l'autre, soit que le meurtre ait été commis par elles-mêmes ou qu'elles s'en soient autrement rendues coupables et soit qu'il ait eu lieu de concert entre ces personnes ou à l'insu de l'une d'elles.

20. Les militaires à notre service ne pourront se marier sans le consentement par écrit de leurs commandants; non seulement le mariage qu'ils auraient contracté sans en avoir obtenu cette permission sera nul et de nulle valeur, mais les parties et le curé, pasteur ou pope qui aura procédé à la célébration de leur mariage seront punis selon les circonstances.

21. Nous laissons sur le pied actuel l'inhabilité au mariage résultant des ordres sacrés et des vœux solennels de religion.

22. L'engagement du mariage consiste dans le consentement réciproque d'un homme et d'une femme de vivre l'un avec l'autre dans une union indissoluble, pour procréer des enfants et jouir de tous les droits attachés à cet état.

23. Le consentement dans le mariage doit être clair et explicite, et il est communément requis qu'il soit donné par les parties mêmes en personne. Nous permettons cependant les mariages par procuration, mais pareil mariage ne sera valide que lorsque la personne à épouser aura été individuellement désignée et nommée dans la procuration, et pourvu que la procuration n'ait pas été révoquée avant la célébration du mariage.

24. Tout ce qui empêche le consentement empêche aussi la célébration du mariage. En conséquence, les personnes qui ont perdu l'usage de leur raison sont inhabiles à contracter mariage, à moins qu'elles n'aient des intervalles lucides pendant lesquels elles peuvent connaître et concevoir les droits et les obligations qui résultent de ce contrat, mais les sourds et muets, qui sont en état d'exprimer leur consentement par signes, peuvent se marier.

25. Le mariage est nul lorsqu'il y a erreur dans la personne avec laquelle il a été contracté, mais l'erreur dans les qualités de la personne n'empêche pas la validité du mariage, à moins que ce ne fût une qualité qui changerait totalement l'état essentiel de la personne, que le consentement donné au mariage par l'une des parties ne fût expressément relatif et restreint à cette qualité, et que, de la part de l'autre partie, cette même qualité n'eût été avancée frauduleusement.

26. S'il se trouve qu'une femme, en contractant mariage, était enceinte des œuvres d'un tiers, le mariage sera déclaré nul, en cas que l'époux s'adresse au juge aussitôt que cette grossesse lui sera connue et qu'il puisse prouver qu'il n'en avait aucune connaissance avant le mariage.

27. Le mariage sera nul si le consentement a été extorqué par crainte ou par violence, pourvu que la crainte ait été inspirée dans la vue d'arracher ce consentement et qu'elle ait été telle qu'une personne de l'espèce de celle qui a essuyé la crainte n'ait pu y résister.

28. Le droit de faire déclarer invalide un mariage contracté par erreur ou par crainte ne compète qu'à celui qui a été induit dans l'erreur ou dans la crainte, et nullement à l'autre partie qui a été exempte d'erreur ou de violence; le premier même ne sera plus recevable dans sa plainte contre le mariage si, après avoir découvert l'erreur ou après être sorti de sa crainte, il a renouvelé son consentement, soit d'une manière expresse, soit en continuant volontairement la cohabitation.

29. Nous déclarons au reste qu'il ne suffira pas, pour la validité du mariage, qu'il conste du<sup>325</sup> consentement des parties d'une manière quelconque, mais Nous prescrivons comme essentiel pour ce contrat, et comme une condition indispensable pour sa validité, que le consentement mutuel des parties soit exprimé devant le curé, pasteur ou pope, sous la paroisse ou le ressort duquel les parties demeurent, et en présence de deux témoins; Nous accordons cependant au curé, pasteur ou pope la faculté de constituer un autre pour être présent en son nom à la célébration du mariage.

30. Si les parties demeurent sous deux paroisses différentes, il suffira que la célébration du mariage se fasse devant le curé, pasteur ou pope de l'époux ou devant celui de l'épouse.

31. Avant qu'un mariage puisse se contracter, il doit être proclamé publiquement dans l'église paroissiale des parties, un jour de dimanche ou de fête de commande, à l'heure du sermon ou lorsque d'ailleurs le peuple y est suffisamment assemblé; dans cette proclamation les deux parties doivent être exactement désignées par leurs noms de baptême et de famille, le lieu de leur naissance et leur état, et elle doit être réitérée deux jours de dimanche ou de fête suivants afin que tous ceux qui pourraient avoir connaissance de quelque empêchement qui ferait obstacle à ce mariage aient le temps de le dénoncer.

32. Si les parties n'ont pas la même paroisse, ces trois proclamations devront se faire dans la paroisse de chacune et, si l'une ou l'autre d'elles se trouve dans une paroisse où elle n'aurait pas encore habité pendant six semaines, les proclamations devront se faire en outre dans la paroisse où elle aura demeuré immédiatement auparavant.

33. Dans les cas extraordinaires ou lorsqu'il y aura péril dans la demeure, Nous permettons aux parties de demander dispense des trois proclamations, mais elles devront s'adresser à cet effet à leurs juges civils que Nous autorisons, par cette, à leur accorder, dans les cas susdits, la dispense nécessaire.

34. Dans tous les cas où les proclamations devront se faire en plus d'une paroisse, le curé, pasteur ou pope, devant lequel le mariage devra se célébrer, sera tenu de se faire produire le certificat des proclamations faites dans l'autre paroisse. Il est défendu aux curés, pasteurs ou popes, sous peine de correction exemplaire, de procéder à la célébration d'aucun mariage sans que les proclamations aient été faites ou qu'il leur conste d'une dispense obtenue du juge civil compétent et, si c'est une personne militaire, de la permission par écrit du commandant du régiment ou du corps dont cette personne dépend. Les mariages qui auront été contractés sans les trois proclamations prescrites ou sans une dispense obtenue du juge à ce sujet ou, enfin, sans permission légitime seront absolument nuls et invalides.

35. Le curé, pasteur ou pope sera tenu d'inscrire de sa main, dans le registre à ce destiné, tous les mariages qui auront été célébrés dans sa paroisse, en nommant clairement les mariés, ainsi que les témoins qui auront été présents au mariage, et

<sup>325</sup> Sens: «qu'il soit établi d'une façon certaine par le».

en faisant mention du lieu où le mariage aura été célébré et si c'est devant lui-même ou devant un autre en son nom et devant qui, et il devra au surplus se conformer à ce qui est prescrit à cet égard par l'édit d'août 1778.

36. Le mariage étant contracté de la manière qui vient d'être prescrite sera indissoluble et ce lien ne pourra, sous aucun prétexte, être rompu que par la mort de l'un ou de l'autre des conjoints.

37. Si, cependant, il se trouvait que pour cause d'impuissance l'un des conjoints ne pût pas remplir le devoir essentiel du mariage, c'est-à-dire la cohabitation conjugale, il sera libre à l'autre de porter sa plainte devant le juge civil à l'effet de faire déclarer le mariage nul.

38. Le juge ne se contentera pas en ce cas de l'aveu, quoique judiciaire, de l'impuissance, mais il devra toujours s'enquérir de la vérité de l'impuissance alléguée par le moyen de médecins experts, de chirurgiens ou de sages-femmes, selon la différence des personnes.

39. S'il résulte de cet examen des marques certaines d'une impuissance continue, soit absolue, soit relative seulement à l'autre conjoint, le mariage sera déclaré nul et de nulle valeur, mais, si les marques extérieures ne permettent pas de décider positivement si l'impuissance n'est que temporaire ou si elle est constante et permanente, les conjoints devront cohabiter encore pendant trois ans et la nullité de leur mariage ne sera prononcée, au bout de ce terme, qu'au cas que l'impuissance ait duré jusqu'alors.

40. S'il se découvre au contraire, par l'examen ordonné article 38, que l'impuissance n'est que temporaire et peut cesser par l'application de remèdes convenables, la partie plaignante doit être éconduite et, de même, le mariage ne pourra se dissoudre s'il se trouve que l'impuissance n'existait pas au temps de la célébration du mariage, mais qu'elle a été occasionnée durant le mariage, soit par maladie ou par d'autres accidents.

41. Si un mariage attaqué de nullité est reconnu bon et valide par le juge, les parties devront cohabiter ensemble, quoiqu'elles fussent convenues de leur autorité de se séparer; mais, si le mariage est déclaré nul, les juges seront attentifs et pourvoiront à ce que la cohabitation entre les ci-devant conjoints vienne à cesser, ainsi que toute communication suspecte entre eux.

42. Si un mariage se trouvait nul à cause d'un empêchement subsistant entre les conjoints et que ceux-ci auraient ignoré, on tâchera toujours, autant que faire se pourra, de le lever en secret; mais, s'ils ont connu l'empêchement et n'ont pas laissé pour cela que de se marier, non seulement leur mariage sera déclaré nul, mais ils seront en outre punis par la prison ou par une détention dans une maison de force, pour tel terme que les juges trouveront bon de déterminer selon les circonstances des cas et des coupables; Nous laissons cependant à l'arbitrage des juges de leur infliger une autre peine proportionnée au délit.

43. Dès qu'un mariage sera déclaré invalide, tous les droits et les obligations réciproques résultant du contrat viendront à cesser entre les parties; cependant, les enfants resteront toujours sous la puissance du père et il devra être déterminé d'abord par le juge ce que l'une et l'autre partie auront à contribuer pour l'alimentation et l'entretien de ces enfants, de tout quoi, ainsi que des reprises des biens et effets apportés en communauté, des dommages et intérêts soufferts à l'occasion d'un mariage invalide et, en général, de toute espèce d'action en résultant; la connaissance appartiendra aux juges civils.

44. Quoique, d'après l'article 36, le lien du mariage doive durer pendant la vie des conjoints, Nous n'entendons cependant pas les contraindre à en remplir les devoirs, même dans les cas où ils auraient des griefs fondés et des motifs urgents pour s'en excuser, mais Nous voulons que, dans ces cas, l'on observe les règles suivantes.

45. Lorsque l'un des conjoints sera grièvement maltraité par l'autre ou exposé par lui à la séduction soit au crime ou à une perversité de mœurs, la partie offensée pourra recourir au juge civil pour obtenir secours et sûreté par les voies ordinaires de droit, mais la séparation volontaire de table et de lit ne pourra avoir lieu que lorsque les deux conjoints, étant convenus d'habiter séparément, se seront en outre préalablement entendus et arrangés sur ce que chacun d'eux gardera ou recevra de biens ou d'effets, sans qu'à ce sujet il leur soit permis d'instituer une procédure en règle, ni au juge de porter sentence formelle.

46. Les conjoints étant d'accord sur ces objets seront tenus, avant que de se séparer, de se présenter en personne à leur juge pour lui affirmer simplement que c'est de leur franche et libre volonté qu'ils se séparent mutuellement et qu'ils sont contents des arrangements convenus entre eux, n'étant pas nécessaire qu'ils fassent connaître au juge en quoi ces arrangements consistent. Pour éviter cependant que ces séparations ne se multiplient trop, le juge n'écouterait pas les conjoints s'ils ne lui produisent un témoignage par écrit de leur curé, pasteur ou pope.

47. A cet effet, ils devront, avant que de se présenter au juge, comme il est dit à l'article précédent, s'adresser personnellement à leur curé, pasteur ou pope, lequel essaiera d'effectuer la réunion de pareils époux, tant par de fortes remontrances sur les devoirs de leur conscience que par tout autre moyen de persuasion, et ce ne sera qu'après avoir employé infructueusement cette voie que le curé, pasteur ou pope leur donnera un témoignage par écrit portant qu'il a fait tout son possible pour les engager à se réunir, sans avoir pu y réussir, et, s'il juge que, dans les circonstances, la séparation est convenable et d'équité, il en fera mention dans ce témoignage.

48. Les époux ainsi séparés pourront en tout temps se réunir sans autre formalité que d'en prévenir le juge, et toutes leurs conventions matrimoniales resteront en vigueur.

Quant aux enfants, l'on suivra, en cas de séparation, ce qui est prescrit article 43.

49. Tous Nos sujets, sans distinction, seront soumis à l'observation du présent édit; Nous faisons cependant les exceptions suivantes pour ceux qui ne professent point la religion catholique:

50. 1. Dans le cas où l'un des deux conjoints non catholiques aurait attenté à la vie de l'autre ou aurait commis un adultère, Nous permettons à la partie offensée de demander la dissolution absolue du mariage, que le juge ordinaire prononcera si le fait est prouvé juridiquement.

51. 2. Nous accordons la même faculté et le même droit à celui des conjoints non catholique qui aura été malicieusement abandonné par l'autre. Dans ce cas, la partie absente sera ajournée par trois citations édictales selon le style, à l'effet de venir justifier son absence, et, si, dans le terme prescrit, l'absent ne se justifie pas, la partie abandonnée sera déclarée libre de tout engagement envers lui.

52. 3. Nous accordons aussi le divorce absolu entre conjoints non catholiques dans le cas où il se serait élevé entre eux une haine ou inimitié capitale ou une aversion invincible et que les deux parties désireraient également de rompre le mariage; cependant, dans ces cas, le juge ne procédera pas d'abord au divorce, mais il commencera par une séparation temporaire de table et de lit, qu'il réitérera selon les circonstances.

53. 4. Lorsque tous les moyens de conciliation auront été employés inutilement et que tout espoir de rétablir l'union et la paix entre pareils époux non catholiques sera perdu, le juge pourra prononcer la dissolution du mariage si les deux parties persistent à la demander et pourvu qu'il n'en résulte aucun préjudice pour les enfants.

54. 5. Dans tous les cas où il s'agira de divorce entre conjoints non catholiques, les parties doivent être d'accord sur leurs prétentions réciproques et il doit surtout

avoir été préalablement pourvu à l'alimentation, à l'entretien et au sort des enfants, soit par une convention faite entre parties et confirmée par le juge, soit par une détermination de celui-ci, et il est défendu, sous peine de destitution, à tout ministre de religion non catholique de remarier aucune personne divorcée, à moins qu'on ne lui fasse conster des arrangements arrêtés à l'égard des enfants provenus du mariage précédent.

55. 6. Le divorce absolu étant prononcé par le juge entre deux conjoints non catholiques, il sera libre à l'une et à l'autre des parties de se remarier, sauf cependant que, dans les cas où un délit commis par l'une des parties envers l'autre aurait donné lieu au divorce, la partie coupable ne pourra jamais épouser la personne qu'il sera juridiquement prouvé qu'elle aura eue pour complice du délit.

56. 7. En cas de divorce entre conjoints non catholiques, la femme divorcée devra toujours attendre pour se remarier qu'il se soit écoulé le temps requis à l'effet de faire cesser toute espèce de doute ou d'erreur à l'égard de l'enfant qu'elle pourrait avoir conçu durant le mariage précédent.

57. 8. Si des époux non catholiques, disjoints par le divorce, voulaient se réunir de nouveau, ils ne pourraient le faire qu'en réitérant les mêmes formalités qui sont requises par le présent édit pour la validité d'un mariage.

58. Nous révoquons et mettons à néant toute loi antérieure sur le fait des mariages, ainsi que tout usage, concordat ou autres disposition quelconque, qui pourrait être contraire au contenu du présent édit, lequel, seul, servira désormais de règle dans tous les cas relatifs à cette matière.

[...].<sup>326</sup>

(*Recueil des ordonnances* I, p. 380-385.)

<sup>326</sup> Hasquin commente cet édit en ces termes: «[...] L'édit promulgué à Bruxelles le 28 septembre 1784 faisait du mariage un 'contrat civil'; les différends à naître étaient désormais du seul ressort des tribunaux civils; non seulement les sentences des tribunaux ecclésiastiques n'avaient plus force de loi, mais il leur était interdit d'en encore connaître des problèmes de 'validité ou invalidité du mariage, de la légitimité ou illégitimité des enfants, de promesses de mariage, de fiançailles'. L'Empereur tirait toutes les conclusions de ces prémisses: le Prince était habilité à définir les empêchements dirimants au mariage, qui n'étaient pas nécessairement ceux de l'Eglise. Ce fut bien le cas. Ainsi l'édit formulait deux exigences inconnues dans le droit canonique: l'obligation pour les mineurs d'âge et les militaires d'obtenir le consentement, respectivement, des parents et de leur commandant; en revanche, la législation civile se montrait moins exigeante que celle de l'Eglise quant aux empêchements résultant de la parenté. Les juridictions civiles pouvaient donc déclarer nuls des mariages que l'Eglise considérait comme valides.» (*La Belgique autrichienne*, p. 230.) Le 13 mai 1786, un décret des gouverneurs généraux apportera diverses précisions, dont celle-ci: «Sa Majesté, voulant faire cesser toute difficulté de la part des curés relativement à la célébration des mariages non prohibés par l'édit du 2[8] septembre 1784, Elle a déclaré que c'est Son intention qu'ils aient à assister sans aucune difficulté et à donner la bénédiction nuptiale aux mariages à l'égard desquels il ne subsistera point d'empêchement légal en vertu dudit édit et qu'en cas de plainte d'un délai ou d'un refus de la part de quelque curé, sous prétexte d'un empêchement canonique non expressément admis ou conservé par cet édit, son temporel soit séquestré». (*Recueil des ordonnances* I, p. 492-493: «*Décret des gouverneurs généraux adressé aux évêques, concernant diverses prescriptions relatives aux mariages*», Bruxelles, 13 mai 1786.) – Le 13 mai 1786 également, «voulant prévenir qu'on ne puisse éluder les édits concernant les mariages en se rendant pour quelque temps dans un pays étranger à l'effet de s'y marier», Joseph II décide «que les mariages qui seront ainsi contractés chez l'étranger, en fraude de la loi, n'auront point d'effets civils dans ce pays-ci». (*Ibidem*, p. 492: «*Déclaration de l'Empereur concernant les sujets de Sa Majesté qui vont se marier hors du pays pour éluder les lois relatives aux mariages*», Bruxelles, 13 mai 1786.)

4

***Extraits de l'«ordonnance de l'Empereur concernant la publication des édits et ordonnances aux prônes des paroisses», Bruxelles, 26 septembre 1785.***

[...].

1. Indépendamment de la publication ordinaire qui devra toujours se faire sur le pied établi dans les respectives provinces, Nous voulons que dorénavant, et à commencer par la présente ordonnance, tous Nos édits, ordonnances et déclarations soient lus et publiés par les curés ou vice-curés dans toutes les églises paroissiales et succursales, tant des villes que de la campagne, au prône du dimanche.

[...].

3. Lorsque la lecture et la publication aura [*sic*] été faite au prône sur le pied prescrit par l'article premier, l'exemplaire, ainsi lu et publié par le curé ou par celui qui tiendra le prône à sa place, sera immédiatement après affiché dans l'intérieur du portail de l'église paroissiale ou succursale, et y restera au moins quinze jours.

4. Nous défendons à tous et un chacun d'arracher ou d'endommager en manière quelconque l'exemplaire ainsi affiché, sous peine de trois cents florins d'amende, déclarant que les pères et mères seront à cet égard responsables du fait de leurs enfants.

[...].<sup>327</sup>

(*Recueil des ordonnances* I, p. 440-441.)

5

***«Décret de l'Empereur adressé au conseiller fiscal du Grand Conseil de Malines et portant que les sermons que l'on imprime aux Pays-Bas sont assujettis aux règles ordinaires de la censure», Bruxelles, 23 janvier 1786.***

L'Empereur et Roi.

Sur le compte qui Nous a été rendu de votre représentation, par laquelle, après avoir porté à Notre connaissance que l'on imprime à Malines des sermons, prononcés par le cardinal archevêque de Malines [Jean-Henri de Franckenberg], qui ont été traduits en flamand, vous Nous demandez si, en conséquence de Notre dépêche du 25 octobre 1784, vous devez Nous remettre un exemplaire des sermons qui auront été ainsi imprimés, à l'instar de ce que Nous avons statué relativement aux mandements, instructions ou lettres pastorales, Nous vous faisons la présente à la délibération du comte Louis Barbiano et Belgiojoso, Notre ministre plénipotentiaire en ce pays, pour vous dire que, les sermons que l'on imprime en ce pays étant assujettis aux règles ordinaires de la censure, c'est à ces seules règles

<sup>327</sup> En décembre 1786, Joseph II, s'adressant aux gouverneurs généraux, écrira: «[...] Nous déclarons qu'à l'avenir, lorsqu'il y aura à publier aux prônes des édits ou ordonnances dont l'étendue ne permettrait pas de faire la lecture entière à la fois sans déranger le service divin et le sermon, on pourra diviser cette lecture pour la faire successivement chaque dimanche ou fête jusqu'à la fin, de quoi vous informerez [...] ceux qu'il appartient.» (*Recueil des ordonnances* I, p. 699-601: «*Déclaration de l'Empereur concernant la lecture aux prônes de certaines ordonnances*», Bruxelles, 7 déc. 1786.) En 1787, tenant compte des observations faites notamment par l'archevêque Franckenberg et M<sup>gr</sup> Nélis, Joseph II décidera «que la publication au prône prescrite par l'ordonnance du 26 septembre 1785 ne devra désormais avoir lieu que pour les édits et ordonnances qui en contiendront l'ordre exprès», qu'une telle «publication ne sera jamais ordonnée pour les lois criminelles portant peine de mort ou autre peine afflictive» entraînant «effusion de sang»; que, cependant, ces dernières devront être affichées «à la porte de chaque église paroissiale» durant «quinze jours» au minimum. (*Ibidem* II, p. 133: «*Déclaration de l'Empereur modifiant l'ordonnance du 26 septembre 1785 [...]*», Bruxelles, 17 déc. 1787.)

que vous devez vous tenir à l'égard de ceux qui font l'objet de votre représentation. [...].

(*Recueil des ordonnances* I, p. 467-468.)

## 6

### **«Édit de l'Empereur concernant les kermesses ou dédicaces», Bruxelles, 11 février 1786.**

Joseph, par la grâce de Dieu, Empereur des Romains, toujours auguste [...].

Voulant pourvoir efficacement aux inconvénients multiples qu'entraînent, au préjudice de la religion et de l'Etat, les fêtes dites kermesses ou dédicaces, Nous avons [...] trouvé bon, de l'avis de Notre Conseil ordonné en Brabant et à la délibération de Notre très cher et féal Louis-Charles, Notre ministre plénipotentiaire pour le gouvernement général des Pays-Bas, etc., etc., de statuer et d'ordonner, statuons et ordonnons les points et articles suivants:

1. Toutes les kermesses ou dédicaces et autres fêtes de cette espèce généralement quelconques, tant dans les villes qu'au plat pays, se tiendront désormais partout le même jour que Nous fixons pour toujours au second dimanche après Pâques, à commencer de la présente année.

2. Nous interdisons, sous peine d'une amende de deux cents écus, à tous les curés et autres ecclésiastiques de célébrer à quelque autre jour la dédicace de leurs églises ou chapelles et défendons à tous et à chacun de tenir à aucun autre jour ce qu'on nomme kermesse ou dédicace, de quelque espèce que ce soit, ou de s'y trouver, sous la même peine pour chaque contrevenant; et sera l'amende applicable pour un tiers à Notre profit, pour l'autre tiers au profit de l'officier exploitateur et, pour le tiers restant, au profit du dénonciateur dont le nom sera tenu secret. [...].

(*Recueil des ordonnances* I, p. 470.)

## 7

### **«Décret des gouverneurs généraux adressé aux évêques, concernant certaines taxes ecclésiastiques», Bruxelles, 6 mai 1786.**

Marie-Christine [...]; Albert-Casimir [...].

Très révérend père en Dieu, cher et bien aimé, l'intention de Sa Majesté étant que, du chef des confirmations d'élections, des bénédictions et confirmations d'abbés, prélats, prévôts, doyens et d'autres dignitaires ecclésiastiques, il ne soit plus payé dorénavant aux évêques, soit nationaux ou étrangers, à leurs consistoires ou autres personnes du for ecclésiastique que quarante-deux florins de taxe, laquelle ne pourra être augmentée sous aucun prétexte, soit pour droits d'expédition ou autre titre quelconque, avec défense aux évêques, chapitres, abbayes et couvents de percevoir ou de payer d'autres taxes, de quelque espèce qu'elles puissent être, Nous vous informons de cette résolution souveraine pour vous y conformer, vous chargeant d'en donner part aux chapitres, abbayes et couvents de votre diocèse pour que, de leur côté, ils s'y conforment également.

Sa Majesté ayant résolu au surplus de faire cesser dans tous Ses Etats les encensements qui se faisaient par les curés dans les maisons de leurs paroissiens la veille de Noël, du jour de l'an et de celui des Rois, Nous vous chargeons, en cas que quelque encensement ou autre cérémonie semblable ait lieu dans votre diocèse, d'en faire cesser la pratique pour l'avenir.

Sa Majesté ayant également ordonné partout l'abolition de l'usage d'après lequel, dans de certains diocèses, on enlevait de la succession des curés le chapeau, la canne et le bréviaire, Nous vous chargeons, en cas que pareil usage ou autre semblable subsiste dans quelque partie de votre diocèse, de les faire également cesser. Nous vous prévenons que les tribunaux supérieurs des provinces sont informés de ces dispositions pour leur direction.

Vous Nous rendrez compte de ce que vous aurez fait en exécution des présentes. A tant, très révérend père en Dieu, cher et bien aimé, Dieu vous ait en sa sainte garde.

(*Recueil des ordonnances* I, p. 489.)

## 8. Sur les processions

8/1

**«Edit de l'Empereur concernant les processions et les jubilés», Bruxelles, 10 mai 1786.**

Joseph, par la grâce de Dieu, Empereur des Romains, toujours auguste [...].

Voulant faire cesser les abus des processions et des jubilés, Nous avons, de l'avis de Notre Conseil privé et à la délibération de Notre très chère et très aimée sœur, Marie-Christine, [...] et Notre très cher et très aimé beau-frère et cousin Albert-Casimir, [...], Nos lieutenants, gouverneurs et capitaines généraux des Pays-Bas, statué, ordonné, statuons et ordonnons les points et articles suivants:

1. Outre les rogations ordinaires, il ne pourra y avoir dans chaque paroisse que deux processions par an, dont l'une le jour de la Fête-Dieu et l'autre à quelque autre jour de fête à désigner par l'ordinaire; Notre intention étant qu'il ne puisse se faire aucune procession le jour de dimanche pour ne point déranger le service paroissial.

2. On ne pourra plus porter de statues ni d'images quelconques, non plus que des enseignes de métiers, vêtements extraordinaires ou autres bigarrages semblables dans les processions, ni les faire accompagner d'aucune musique.<sup>328</sup>

3. Nous agréons qu'outre les processions permises par l'article premier, celles que l'ordinaire pourrait permettre et indiquer dans des circonstances particulières, à l'effet d'implorer l'assistance du Ciel pour la pluie ou le beau temps, pour la conservation de la moisson ou pour d'autres nécessités publiques puissent avoir lieu.

4. Nous interdisons absolument toute autre espèce de procession, ainsi que tout pèlerinage en troupe, où et vers quel lieu que ce puisse être, sous peine contre les contrevenants d'être punis d'une amende de cent écus par tête ou d'une détention de trois mois en cas d'insolvabilité et même d'une peine plus grave<sup>329</sup> à l'arbitrage du juge, selon les circonstances.

5. Nous interdisons, sous la même peine, et supprimons généralement et à perpétuité toute espèce de solennités connues sous le nom de jubilés.

[...].

(*Recueil des ordonnances* I, p. 491-492.)

<sup>328</sup> En despote éclairé, Joseph II était «contre la piété baroque et ses démonstrations excessives», et il souhaitait «une religion plus épurée, dépouillée de fastes». (HASQUIN II, p. 218.)

<sup>329</sup> Grief, griève, forme, aujourd'hui archaïque, de l'adjectif «grave».



8/2

**«Décret de l'Empereur concernant les processions», adressé au Conseil de Hainaut. Bruxelles, 3 juin 1786.**

L'Empereur et Roi.

Chers et féaux. Sur le compte qui Nous a été rendu de votre représentation du 22 mai dernier, par laquelle, après avoir porté à Notre connaissance que Notre édit du 10 du même mois, concernant les processions<sup>330</sup>, pourrait être considéré par le peuple comme une gêne dans la liberté de l'exercice de sa religion, Nous vous faisons la présente, à la délibération des sérénissimes gouverneurs généraux des Pays-Bas, pour vous dire que l'édit ci-dessus mentionné, n'ayant directement ni indirectement trait à des pareilles gênes, Notre intention est que vous le publiiez incessamment. Et, quant au doute que vous avez relativement aux processions qui se font dans l'intérieur du temple, le jour du dimanche, entre la bénédiction de l'eau et la messe paroissiale, et d'autres qui font partie de l'office divin, Nous vous prévenons que les processions que l'on fait dans l'intérieur des églises, comme introduction ou clôture du service divin, peuvent continuer à avoir lieu. A tant, chers et féaux, Dieu vous ait en sa sainte garde.<sup>331</sup>

(*Recueil des ordonnances* I, p. 514.)

<sup>330</sup> Voir l'Annexe 7/1.

<sup>331</sup> Suivra encore un autre édit (voir *Recueil des ordonnances* I, p. 514: «*Edit de l'Empereur établissant la nécessité et la forme du concours pour tous les bénéfices-cures sans exception*», Bruxelles, 16 juin 1786). A son sujet, Laenen écrit: «Le 'pied' prescrit par l'Empereur bouleversait encore une fois toute la discipline reçue de temps immémorial dans l'Eglise. Le droit canonique, en effet, excluait les réguliers et ordonnait à l'évêque de nommer ou de désigner après le concours, à la présentation du collateur, le candidat le plus digne à l'exclusion de tous les autres compétiteurs; il voulait aussi que l'évêque ouvrît un concours spécial pour chaque cure vacante. Dorénavant, aux termes du décret, les religieux, tant ceux qui appartenaient aux ordres mendiants que les membres des anciens ordres monastiques, pouvaient aspirer à toutes les cures indistinctement et se présenter au concours. Le concours lui-même devait avoir lieu, non plus sous forme d'épreuve particulière pour chaque cure, mais d'une façon plus générale, deux fois par an, en vue des cures vacantes déjà au moment de l'examen ou qui viendraient à s'ouvrir dans la suite.» (LAENEN, p. 295-296.) – «[...] Les mesures édictées par le souverain ne reçurent guère qu'un commencement d'exécution [...] et les événements politiques qui surgirent bientôt firent table rase de toute la législation impériale.» (*Ibidem*, p. 297.)

## Sources, Bibliographie et Sitographie

### I. Sources manuscrites

#### *Sion, Archives de l'Etat du Valais (AEV)*

##### *Fonds de la Médiation (M)*

AEV, M, vol. 30: arrêtés, messages et correspondance du Conseil d'Etat, 12 janv. 1808 - 29 déc. 1808, un vol., 513 p. numérotées + pages vierges.

##### *Libri (AVL)*

AEV, AVL 61: copie de lettres et d'actes divers de 1665 à 1800 – *Abschriften verschiedener Briefschaften [...]* –, un vol. manuscrit, 182 fol. numérotés, suivis de nombreuses feuilles blanches.

AEV, AVL 393: *Chronique du chanoine [Hyacinthe] Carraux*, (1802-1872), un vol. manuscrit de 854 p. numérotées suivies de quelques pages vierges.

AEV, AVL 452: *Polygraphia vallesiaca [sic] Ecclesiastico-civilis, etc., inchoata, seu fragmenta, etc., etc.*, manuscrit de 436 p. dont 385 écrites.

Au bas de la page de titre, il est précisé que le vicaire Jean-Maurice Clément est l'auteur de cette «Collection faite [...] depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1782».

##### *Fonds des familles valaisannes*

AEV, AV 107, famille Dufour, n° 2: lettre de Nicolas Dufour à Xavier Tornéry, curé de Monthey, Bruxelles, 18 nov. 1788, un cahier de 8 fol. dont les deux derniers sont vierges, orig.

##### *Fonds Wilhelm Ritz (Ritz)*

AEV, Ritz, thèque 1, n° XII: liste des chanoines du Chapitre de Sion, un cahier manuscrit, 23 fol.

##### *Fonds de Rivaz (Rz)*

AEV, Rz, vol. 6: Anne-Joseph de Rivaz, *Opera historica*, vol. 6, XVIII + 567 p. numérotées, suivies de plusieurs pages vierges.

AEV, Rz, cart. 21, fasc. 4: lettres écrites par Théodule Bay à Anne-Joseph de Rivaz, 1<sup>er</sup> mars 1770 - 31 août 1778, 28 pièces orig. réunies en un cahier.

AEV, Rz, cart. 51, fasc. 11: lettres écrites par Pierre-Michel Cocatrix à Marie-Julienne de Nuce, veuve de Charles-Joseph de Rivaz, 13 janv. 1764 - 8 oct. 1773, 27 pièces orig. réunies en un cahier.

##### *Fonds Philippe de Torrenté (ATN)*

AEV, ATN, cart. 48, fasc. 2: lettres diverses, 1700-1799, 131 pièces.

##### *Fonds de la commune de Vionnaz (Vionnaz)*

AEV, Vionnaz, P 634: *Visite des bêtes à cornes* à Vionnaz notamment, les 13 et 14 févr. 1769, un cahier de 18 fol. dont un vierge, copie.

AEV, Vionnaz, P 814: *Etat des feux et familles et des ames de la plaine de Vionnaz, dressé par le Conseil [de Vionnaz] le 3 juin 1793*, 2 fol.

AEV, Vionnaz, P 902/1: *Notes nécessaires pour la distribution du produit des collectes*, 6 fol. dont un vierge.

AEV, Vionnaz, P 902/2: *Estimation des dommages causés par l'incendie de Vionnaz*, 10 oct. 1800, signée par Cornut, président de la commune, et par deux municipaux, 6 fol. dont un vierge, copie.

### ***Archives du Chapitre de Sion (ACS)***

ACS, thèque 84\*, n° 16/913: lettre de Nicolas Dufour à ses confrères du Chapitre de Sion, Vienne, 1<sup>er</sup> [janv.] 1785, texte en latin, orig.

ACS, thèque 84\*, n° 16/914: lettre de Nicolas Dufour au chanoine Etienne Wolff, grand sacristain du Vénérable Chapitre de Sion, Vienne, 1<sup>er</sup> [janv.] 1785, orig. Cette lettre et la précédente sont contenues dans une seule enveloppe, soit l'enveloppe originale portant l'adresse d'Etienne Wolff.

## **II. Sources imprimées**

### ***Périodiques et almanach***

*Gazzetta universale*, périodique édité en Toscane, 1784 et 1786. (Consultable sur le site n° 1.)

*JHL = Journal historique et littéraire*, 1786. (Site n° 1.)

*Kaiserlich-Königliche allergnädigst privilegirte Realzeitung*, Vienne, 1777.

*Mercur de France*, périodique comprenant le *Journal politique de Bruxelles*, 1786. (Site n° 1.)

*Nouvel Almanach = Nouvel Almanach pour l'An de Grace [...]*, 1779-1787.

Version en langue allemande: *Neuer Schreib-Calender [...]*.

*Wekelykx Nieuws uyt Loven* [Traduction: «Nouvelles Hebdomadaires de Louvain»], 1786. (Site n° 1.)

### ***Divers***

ARNETH = *Joseph II. und Leopold von Toscana: ihr Briefwechsel von 1781 bis 1790*, hrsg. von Alfred ARNETH, 2 Bde in einem Buch, Wien, 1872, LXIX + 375 S. und 301 S.

BONSIGNORE = *Francisco Friderico Ambuel Sedunensi episcopo Utriusque Vallesiae Comiti, & Praefecto, S[uo] R[evendo] I[llustrissimo] Principi &c. &c. &c. Joannes Nicolaus Du Four Vallesianus Collegii Helvetici Alumnus, & Acad[emicus] Hypheliomacus orationem Ob delatam sibi Theologicam Lauream Habitam a Stephano Bonsignore [...]*, Mediolani, 1767, 19 p.

BONVIN, DE TORRENTÉ = «Des changements survenus en ville de Sion durant un siècle (1780-1880) observés par le D<sup>r</sup> Bonaventure Bonvin et son neveu Antoine-Louis de Torrenté», publ. par André DONNET, Gaëtan CASSINA, dans *Annales valaisannes*, 1985, p. 3-36.

*Catéchisme* = M<sup>gr</sup> François-Frédéric AMBUEL, *Catéchisme*, [Sion], [1766], 166 p.  
La page de titre n'existe plus dans l'exemplaire que nous avons consulté à la Médiathèque Valais. Le catalogue électronique de celle-ci indique: [*Catéchisme nouveau, dressé & augmenté en faveur de la jeunesse & des autres fidèles du Diocèse de Sion, pour les faciliter à apprendre les vérités du christianisme, revu, corrigé et réimp. par l'ordre de Mgr Evêque, Sion, 1766,*] 166 p.

DUFOUR = *Theologicae Theses quas Joannes Nicolaus Dufour Vallesianus Collegii helvetici alumnus et academicus hypheliomacus Publice D. D. Proponit, Mediolani, 1767, 21 p.*

FROMAGEOT = Pierre FROMAGEOT, *Histoire du regne de Marie-Thérèse, Impératrice, Reine de Hongrie & de Bohême, Archiduchesse d'Autriche, &c. &c. &c. précédée De Tables Généalogiques & Chronologiques: Pour servir de suite à l'Abrégé Chronologique de l'Histoire d'Allemagne par M. [Christian Friedrich] Pfeffel, jusqu'à la fin de l'année 1780*, Bruxelles, 1781, XIV p. [en réalité XVI p.] + 401 p. + p. (1) – p. (20). (Site n° 1.)

GEORGEL, t. VI = J[ean]-F[rançois] GEORGEL, *Mémoires pour servir à l'histoire des événemens de la fin du dix-huitième siècle depuis 1760 jusqu'en 1806-1810*, t. VI, Paris, 1820, 487 p. (Site n° 1.)

GRITS = «L'Etablissement de la commission ecclésiastique et de la commission des fondations pieuses (1785-1787). Analyses et extraits de documents», publ. par R[obert] GRITS, dans *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 3<sup>e</sup> série, 7 (1911), p. 67-90.

MAISSEN, GATTLEN = «Verzeichnis der an der Universität Wien immatrikulierten Walliser Studenten (1377-1794)», hrsg. von Felix MAISSEN, Anton GATTLEN, dans *Vallesia*, 22 (1967), S. 135-151.

MIRABEAU, t. VII = [Honoré-Gabriel RIQUETTI,] comte DE MIRABEAU, *De la monarchie prussienne, sous Frédéric le Grand; avec un appendice Contenant des Recherches sur la situation actuelle des principales Contrées de l'Allemagne*, t. VII, Londres, 1788, 451 p. (Site n° 1.)

ODET = F[rançois] ODET, *Idées sur le crétinisme. Dissertation Présentée et Soutenue à l'Ecole de Médecine de Montpellier, le 19 Messidor an 13 (9 juillet 1805), pour obtenir le titre de docteur en médecine*, Montpellier, 1805, 31 p.

*Recueil des ordonnances I = Recueil des ordonnances des Pays-Bas autrichiens*, 3<sup>e</sup> série: «1700-1794», t. 12 «contenant les ordonnances du 10 janvier 1781 au 25 décembre 1786», publ. par Paul VERHAEGEN, Bruxelles, 1910, XIV + 629 + XLII p.

*Recueil des ordonnances II = Recueil des ordonnances des Pays-Bas autrichiens*, 3<sup>e</sup> série: «1700-1794», t. 13 «contenant les ordonnances du 1<sup>er</sup> janvier 1787 au 28 décembre 1790», publ. par Paul VERHAEGEN, Bruxelles, 1914, XVI + 699 p.

Anne-Joseph DE RIVAZ = «Notes historiques du chanoine Anne-Joseph de Rivaz sur les évêques de Sion du XVIII<sup>e</sup> siècle», publ. par André DONNET, dans *Vallesia*, 42 (1987), p. 1-128.

SCHLITTER I = *Geheime Correspondenz Josephs II. mit seinem Minister in den österreichischen Niederlanden Ferdinand Grafen Trauttmansdorff (1787-1789)*, hrsg. von Dr Hanns SCHLITTER, Wien, 1902, XL + 827 S.

SCHWOY, t. II = [Franz Joseph SCHWOY,] *Topographische Schilderung des Markgrathum Mähren*, Bd II, Prag-Leipzig, 1786, 512 S. + *Berichtigungen*, 2 S. (Site n° 1.)

### III. Bibliographie

#### *Dictionnaires et encyclopédies*

BEMMEL, t. II = *Patria Belgica: Encyclopédie nationale, ou Exposé méthodique de toutes les connaissances relatives à la Belgique ancienne et moderne, physique, sociale et intellectuelle*, publ. sous la dir. d'Eugène VAN BEMMEL, t. II, Bruxelles, 1873, 911 p.

BNB = *Biographie nationale, puis Nouvelle Biographie nationale*, publ. par l'«Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique», 44 vol., Bruxelles, 1866-1986.

BRUNEEL = Claude BRUNEEL, «Les grands commis du gouvernement des Pays-Bas autrichiens. Dictionnaire biographique du personnel des institutions centrales», avec la collaboration de Jean-Paul HOYOS, dans *Archives générales du Royaume [de Belgique] et Archives de l'Etat dans les Provinces*; *Studia*, 84 (2001), 735 p.

*Catholicisme* = *Catholicisme. Hier - Aujourd'hui - Demain*, 16 vol. + fasc. 80-83, Paris, 1948-2009; série dont la publication n'est pas achevée.

*Dictionnaire eccl.* = *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, commencé sous la dir. d'Alfred BAUDRILLART, Albert VOGT, Urbain ROUZIÈS, 29 vol. + fasc. 174-178a, Paris, 1912-2009; série dont la publication est en cours.

*Dictionnaire théol.* = *Dictionnaire de théologie catholique contenant l'exposé des doctrines de la théologie catholique, leurs preuves et leur histoire*, commencé sous la dir. d'Alfred VACANT, Eugène MANGENOT, continué sous celle d'Emile AMANN, 18 vol., Paris, 1923-1972.

DGS = *Dictionnaire géographique de la Suisse*, publ. sous la dir. de Charles KNAPP, Maurice BOREL, Victor ATTINGER, 6 vol., Neuchâtel, 1902-1910.

DGSS = Markus LUTZ, *Dictionnaire géographique-statistique de la Suisse*, trad. de l'allemand et revu par Jean Louis Benjamin LERESCH, 2 vol., Lausanne, 1836-1837, II + 841 p. et 874 p. (Site n° 1.)

DHS = *Dictionnaire historique de la Suisse*, dont le rédacteur en chef est Marco JORIO, 8 vol., Hauterive, 2001-2008; série dont la publication n'est pas achevée.

GATZ, JANKER = Erwin GATZ, *Die Bischöfe des Heiligen Römischen Reiches 1648 bis 1803. Ein biographisches Lexikon*, unter Mitwirkung von Stephan M. JANKER, Berlin, 1990, XVI + 666 S.

HASQUIN I = *Dictionnaire d'histoire de Belgique. Vingt siècles d'institutions. Les hommes, les faits*, sous la dir. d'Hervé HASQUIN, Bruxelles, 1988, 525 p.

LIGOU = *Dictionnaire de la franc-maçonnerie*, sous la dir. de Daniel LIGOU, Paris, 1998, X + 1359 p.

MOURRE = Michel MOURRE, *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, 8 vol., Paris, 1997.

Österreichisches Biographisches Lexikon = Österreichisches Biographisches Lexikon, hrsg. von der Österreichischen Akademie des Wissenschaften, 12 Bde, Graz-Köln, dann Wien-Köln-Gratz, endlich Wien, 1957-2005; série dont la publication n'est pas achevée.

VIERHAUS = *Deutsche Biographische Enzyklopädie*, hrsg. von Rudolf VIERHAUS, 12 Bde, München, 2005-2008.

WURZBACH, t. III = Constant VON WURZBACH, *Biographisches Lexikon des Kaiserthums Oesterreich*, Bd 3, Wien, 1858, IV + 448 S.

### ***Ouvrages de portée plus ou moins générale***

BLUCHE = François BLUCHE, *Le despotisme éclairé*, Paris, 1985, 388 p.

CASTELLA, t. II = Gaston CASTELLA, *Histoire des papes*, t. II: *De la Réforme catholique jusqu'à Léon XIII*, Zurich-Paris-Bruxelles-Lausanne, etc., 1966, 494 p.

ROGIER = L[ouis]-J[acques] ROGIER, G[uillaume] DE BERTIER DE SAUVIGNY, Joseph HAJJAR, *Siècle des Lumières, Révolutions, Restaurations*, trad. du néerlandais par Fr[ans] VAN GROENENDAEL avec la collaboration de Jacques LE BRUN, Paris, 1966, 587 p. (*Nouvelle histoire de l'Eglise*, publ. sous la dir. de L[ouis]-J[acques] ROGIER, R[oger] AUBERT, M[ichael] D[avid] KNOWLES, t. 4.)

### ***Ouvrages concernant un ou deux pays, une ou deux régions***

#### ***Allemagne et Autriche principalement***

ABAFI, t. IV = Lajos ABAFI [ou Ludwig AIGNER], *Geschichte der Freimaurerei in Österreich-Ungarn*, Bd IV, Budapest, 1893, 382 S.  
Un fac-similé de cet ouvrage a été réalisé en 2005.

BLED = Jean-Paul BLED, *Marie-Thérèse d'Autriche*, [Paris,] 2001, 520 p.

BRUNNER, t. II = Sebastian BRUNNER, *Der Humor in der Diplomatie und Regierungskunde des 18. Jahrhunderts. Hof-, Adels- und diplomatische Kreise Deutschlands geschildert aus geheimen Gesandtschaftsberichten und anderen ebenfalls durchwegs archivalischen bisher unedirten Quellen*, Bd II, Wien, 1872, 459 S.

Cet auteur a consulté, dans les archives de la prévôté de Nikolsbourg, une esquisse de biographie concernant Nicolas Dufour.

HASQUIN II = Hervé HASQUIN, *Joseph II. Catholique anticlérical et réformateur impatient*, Bruxelles, 2007, 328 p. + une Table des matières de 3 p. non numérotées.

HERSCHE = Peter HERSCHE, «Les Jansénistes en Autriche et en Allemagne face à la Révolution», p. 253-268 dans *Jansénisme et Révolution, Actes du Colloque de Versailles tenu au Palais des congrès les 13 et 14 octobre 1989*, réunis par Catherine MAIRE, Paris, 1990, 290 p.

REB-GOMBEAUD = Sylvaine REB-GOMBEAUD, «Le cardinal Migazzi, archevêque de Vienne (1757-1803): un prélat 'éclairé'?» dans *Recherches sur le monde germanique, regards, approches, objets*, «en hommage à l'activité de direc-

tion de recherche du professeur Jean-Marie Valentin», sous la dir. de M[ichel] GRIMBERG *et alii*, Paris, 2003, p. 351-364.

*Belgique, Pays-Bas autrichiens*

*La Belgique autrichienne* = *La Belgique autrichienne, 1713-1794. Les Pays-Bas méridionaux sous les Habsbourg d'Autriche*, publ. sous la dir. d'Hervé HASQUIN, s. l., 1987, 539 p.

Trois chapitres de cet ouvrage nous ont plus particulièrement été utiles: a) «Le joséphisme et ses racines», p. 201-238, rédigé par Hervé HASQUIN; b) «La fin de l'Ancien Régime et les révolutions», p. 467-504, écrit par Jean-Jacques HEIRWEGH; c) «En guise de Conclusion. Joseph II et la Révolution française: convergences et rupture», p. 533-535, signé par Hervé HASQUIN.

BETHUME = Kim BETHUME, «Les hauts fonctionnaires autrichiens à Bruxelles au XVIII<sup>e</sup> siècle. Leur rôle au sein du gouvernement des Pays-Bas et les réactions de la population locale», dans *Bruxellois à Vienne, Viennois à Bruxelles*, vol. composé et édité par Bruno BERNARD, Bruxelles, 2004, 220 p. (Etudes sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, 32), p. 95-111.

BITSCH = Marie-Thérèse BITSCH, *Histoire de la Belgique*, [Paris,] 1992, 333 p.

BORGNET, t. I = Ad[olphe] BORGNET, *Lettres sur la Révolution brabançonne*, t. I, Bruxelles, 1834, X + 311 p. (Site n° 1.)

CLAESSENS, t. II = P[ierre] CLAESSENS, *Histoire des archevêques de Malines*, t. II, Louvain, 1881, I + 244 p.

*La haute administration* = *La haute administration dans les Pays-Bas autrichiens (Ambroise-Joseph de Herzelles, Denis-Benoît-Joseph de Cazier, Jacques-Antoine Le Clerc)*, éd. par Roland MORTIER, Hervé HASQUIN, Bruxelles, 1999, Avant-propos + 383 p. (Etudes sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, 27.)

Les auteurs sont Denis TOMBOY pour l'étude portant sur Herzelles, p. 1-109; Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN pour celle concernant Cazier, p. 111-241; Steve JACOB pour celle sur Le Clerc, p. 243-354.

HASQUIN II, voir sous la subdivision *Allemagne et Autriche principalement*.

HUBERT = E[tienne] HUBERT, «Les papiers du nonce [Antoine-Félix] Zondadari», dans *Bulletin de la Commission royale d'histoire* publ. par l'Académie royale de Belgique, 84 (1920), p. 113-244.

LAENEN = J[oseph] LAENEN, *Introduction à l'Histoire Paroissiale du Diocèse de Malines: Les Institutions*, Bruxelles, 1924, 469 p. + VIII p. contenant la «Table des matières».

LEFÈVRE = Joseph LEFÈVRE, *Le Conseil du gouvernement général institué par Joseph II*, Bruxelles, dans *Académie royale de Belgique, Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques: Mémoires*, 2<sup>e</sup> série, 28, fasc. 2 (1928), 229 p.

MABILLE = Xavier MABILLE, *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, 1986, 398 p.

*Le marquis de Gages* = *Le marquis de Gages (1739-1787). La franc-maçonnerie dans les Pays-Bas autrichiens*, Bruxelles, 2000, 152 p. (Problèmes d'histoire des religions, 11.)

Ce recueil contient les actes d'un colloque international consacré au marquis de Gages et à la franc-maçonnerie des Pays-Bas autrichiens, colloque tenu à

Bruxelles en l'an 2000. Il s'agit d'une œuvre collective où l'on trouve les contributions de divers auteurs, dont Hervé HASQUIN, Annick VILAIN, Pierre-Yves BEAUREPAIRE, Pierre DEBUSSCHERE, Roland GILLARD.

PIRENNE, t.V = H[enri] PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. V: «La fin du Régime espagnol. Le Régime autrichien. La Révolution brabançonne et la Révolution liégeoise», Bruxelles, 1920 – la couverture porte la date de 1921 –, XIII + 584 p.

SCHEPPER = G[ratien] DE SCHEPPER, *La Réorganisation des paroisses et la suppression des couvents dans les Pays-Bas autrichiens sous le règne de Joseph II*, dans *Université de Louvain, Recueil de Travaux d'Histoire et de Philosophie*, 3<sup>e</sup> série, 8<sup>e</sup> fasc. (1942), XXII + 323 p + une Table des matières de 7 p.

SCHLITTER II = Hanns SCHLITTER, *Die Regierung Josefs II. in den österreichischen Niederlanden*, I. Theil: *Vom Regierungsantritt Josefs II. bis zur Abberufung des Grafen Murray*, Wien, 1900, XI + 298 S.

TESCH = Marie-Eve TESCH, «La Réforme de la justice de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas autrichiens. Le séjour à Bruxelles du baron Karl Anton von Martini, 29 novembre 1786-31 mai 1787» dans *Bruxellois à Vienne, Viennois à Bruxelles*, vol. composé et éd. par Bruno BERNARD, Bruxelles, 2004, 220 p. (Etudes sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, 32), p. 113-162.

VANRIE = André VANRIE, «Le XVIII<sup>e</sup> siècle» dans *Histoire de Bruxelles*, publ. sous la dir. de Mina MARTENS, Toulouse, 1976, 519 p., p. 233-270.

VERHAEGEN I = Arthur VERHAEGEN, *Le Cardinal de Franckenberg Archevêque de Malines (1726-1804)*, Bruges-Lille, [1890], 429 p.

VERHAEGEN II = Arthur VERHAEGEN, *Les 50 dernières années de l'ancienne Université de Louvain (1740-1797). Essai historique suivi d'une Notice biographique sur l'avant-dernier recteur magnifique Pierre-Théodore Verhaegen*, Liège, 1884, VI + 568 p.

### *Bohême, Tchécoslovaquie, République tchèque*

DENIS, t. I = Ernest DENIS, *La Bohême depuis la Montagne-Blanche*, t. I: *Le triomphe de l'Eglise. Le Centralisme*, Paris, 1930, 644 p.

FEYFAR = Mathias Maria FEYFAR, *Die erlauchten Herrn auf Nikolsburg. Eine geschichtliche Studie auf Original-Urkunden begründet*, Wien, 1879, 358 S.

*Heimatsbuch Nikolsburg* = *Heimatsbuch Nikolsburg. Geschichte und Schicksal einer deutschen Stadt von den Anfängen bis zum Jahre 1946*, hrsg. vom Kulturverein Nikolsburg (für den Inhalt: Reiner ELSINGER), Wien, 1987, 580 S.

HOENSCH = Jörg K[onrad] HOENSCH, *Histoire de la Bohême. Des origines à la Révolution de velours*, trad. de l'allemand par Françoise LAROCHE, Paris, 1995, 524 p.

JIRI = [Chyský JIRI], *Tchécoslovaquie*, Genève-Paris-Munich, 1967, 496 p + une carte et un plan en couleur.

KLINGER = Thibaut KLINGER, *Prague et la République tchèque*, éd. mise à jour et complétée par Renata HOLZBACHOVA, Philippe BÉNET, [Paris,] 2005, 285 p. + feuilles vierges.



*Valais*

*Armorial val.* = *Armorial valaisan* - *Walliser Wappenbuch*, Zurich, 1946, 304 p., 40 planches.

Un fac-similé de cette édition a été publié à Sierre-Sion en 1997.

BERTRAND I = J[ules]-B[ernard] BERTRAND, *Le Valais. Etude sur son développement intellectuel à travers les âges*, Sion, 1909, 236 p.

BERTRAND II = J[ules]-B[ernard] BERTRAND, «Valaisans en Autriche», dans *Annales valaisannes*, 1938, p. 347-361.

BOURBAN = Pierre BOURBAN, *Biographie de François-Joseph Veguer, précepteur de Joseph II*, Fribourg, 1899, 77 p.

DONNET = André DONNET, *La Révolution valaisanne de 1798*, 2 vol., Martigny, 1984, 321 p. et 375 p. (Bibliotheca Vallesiana, 17 et 18.)

DUPONT LACHENAL = Léon DUPONT LACHENAL, «A propos de quelques Valaisans dans l'ancien Empire des Habsbourg», dans *Annales valaisannes*, 1939, p. 545-552.

*Helvetia sacra*, t. II/5 = *Helvetia sacra*, série fondée par Rudolf HENGgeler, continuée par Albert BRUCKNER, section I, vol. 5: *Archidiocèses et diocèses V. Das Bistum Sitten / Le Diocèse de Sion. L'Archidiocèse de Tarentaise*, Basel, [2001], 664 p.

HUOT = François HUOT, «Le destin religieux de la colline de Géronde», dans *Annales valaisannes*, 2003, p. 113-128.

MARTONE, TRUFFER, 2<sup>e</sup> partie = Paul MARTONE, Bernard TRUFFER, «Das Weihebuch des Bistums Sitten», 2. Teil: «1735-1829», dans *Vallesia*, 56 (2001), S. 1-333.

*Nouvel Armorial val.* = *Nouvel Armorial valaisan* - *Neues Walliser Wappenbuch*, 2 vol., Saint-Maurice, 1974 et 1984, 267 p. et 270 p., sans compter les planches.

PUTALLAZ I = Pierre-Alain PUTALLAZ, «La carrière publique de Michel Dufour (1768-1843) jusqu'en 1810, première partie (1768 - août 1802)», dans *Annales valaisannes*, 1994, p. 3-160.

PUTALLAZ II = Pierre-Alain PUTALLAZ, «La carrière publique de Michel Dufour (1767/1768 - 1843) jusqu'en 1810, seconde partie (août 1802 - novembre 1810)», dans *Vallesia*, 55 (2000), p. 313-608.

PUTALLAZ III = Pierre-Alain PUTALLAZ, «Le service étranger vu à travers l'étude des enfants du grand bailli Michel Dufour: Louis, Pierre-Marie, Adrien, Marguerite, Casimir, Joseph, Frédéric et Pauline, dite aussi Henriette», dans *Vallesia*, 58 (2003), p. 1-230.

SCHOCH = Z[énon] SCHOCH, «Le chanoine Guérin à Vionnaz (1730-1808)», dans *Annales valaisannes*, 1933, p. 167-173.

STUDER = Dominique STUDER, «Sion après le grand incendie de 1788: le nouveau visage de la ville» dans *1788-1988. Sion, la part du feu. Urbanisme et société après le grand incendie*, Sion, 1988, 287 p. (Catalogue édité par les Musées cantonaux du Valais et les Archives communales de Sion à l'occasion de l'exposition tenue à Sion du 2 sept. 1988 au 29 janv. 1989), p. 83-123.

TAMINI, DÉLÈZE = J[ean]-E[mile] TAMINI, Pierre DÉLÈZE, *Nouvel essai de Vallesia christiana*, Saint-Maurice, 1940, 528 p.

TRUFFER = Bernard TRUFFER, *Portraits des évêques de Sion de 1418 à 1977*, Sion, 1977, 127 p. (Sedunum Nostrum, annuaire 7.)

#### **IV. Sitographie**

Les sites que nous avons le plus souvent consultés sont les deux suivants:

site n° 1 = <http://books.google.com>

site n° 2: <http://www.aeiou.at/aeiou.encyclop>

Nous avons encore utilisé d'autres sites. A savoir:

<http://gallica.bnf.fr> (ou moteur de recherche: Gallica, bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France).

<http://doc.rero.ch> (où sont consultables certains articles des *Annales valaisannes*).

<http://www.fiu.edu/~mirandas/cardinals.htm> (ou moteur de recherche: The Cardinals of the Holy Roman Church).

<http://www.hls-dhs-dss.ch/index.php?lg=f> (ou moteur de recherche: Dictionnaire historique de la Suisse).

**N. B.** Dans le cadre de notre étude, nous avons consulté chacun de ces sites, une dernière fois, le 31 octobre 2009.

## Index des personnes

Les prénoms en caractères gras sont les plus usuels; ceux en italique sont moins souvent usités; les autres ne sont en principe pas utilisés. Exemple: Willa Jean-**François-Xavier** => **Xavier** Willa, voire *François-Xavier* Willa. Quand nous indiquons un lieu de baptême, ce lieu désigne la paroisse qui peut englober, par exemple, plusieurs villages et hameaux. L'astérisque qui suit un numéro de page signale que le nom de la personne ne se trouve que dans les notes de la page mentionnée.

Afin d'identifier les personnes étrangères à la Confédération helvétique et à la France, nous avons recouru à des dictionnaires biographiques ou non, tels que la *BNB*, BRUNEEL, GANZ und JANKER, HASQUIN I, LIGOU, l'*Österreichisches Biographisches Lexikon*, VIERHAUS, WURZBACH, t. III.

auj. = aujourd'hui	E = Espagne
bapt. = baptisé(e)	F = France
Rp = registre paroissial	I = Italie
A = Autriche	PBa = Pays-Bas autrichiens
B = Belgique	VS = Valais

### A-B

**Albert-Casimir**-Auguste-Maurice (1738-1822), duc de Saxe, prince électoral de Saxe, prince royal de Pologne et de Lituanie; né à Moritzbourg, près de Dresde; franc-maçon initié à la loge «Zu den drei Schwestern» de Dresde; ∞ en 1766 **Marie-Christine** qui lui apporta la principauté de Teschen => duc de Saxe-Teschen; gouverneur général – avec son épouse – des PBa de 1780 à 1792, ainsi que capitaine général: 292-294; 300\*; 317-319; 323-325; 331\*; 332\*; 333-335.

Ambuel **François-Joseph-Frédéric** (1704-1780), bapt. à Sion, VS; évêque de Sion de 1760 à sa mort: 249\*; 250-274; 279\*; 288; 313.

Arco **Joseph-Adam**, comte d' (1733-1802), né à Salzburg, A; D<sup>r</sup> en théologie et en philosophie; ordonné prêtre en 1755; chanoine de Passau, 1760; chanoine de Salzburg, 1776; évêque de Königsgrätz de 1776 à 1779; nommé prince-évêque de Seckau le 1<sup>er</sup> janv. 1780: 273.

Aufdenblatten **Théodule** (1726-1782), de Täsch, VS; chanoine de Sion dès 1779: 24\*-272\*.

Baruzzi **Bernadine**, Italienne de Valentino près de Viterbe; paysanne et prophétesse: 265\*.

Bay Jean-François-Xavier-**Théodule** (1750-1816), bapt. à Vouvry, VS; chanoine de Sion dès 1791: 255-256; 263\*; 272\*; 289.

Belgiojoso **Louis-Charles-Marie**, comte de Barbiano di (1728-1801), chevalier de Malte; né à Milan, I; il entreprit d'abord une carrière militaire; en 1764, **Marie-Thérèse** le nomma ministre à la Cour de Stockholm et, en 1770, ambassadeur à Londres; conseiller d'Etat; lieutenant-général des armées de l'empereur **Joseph II**; colonel propriétaire d'un régiment d'infanterie; ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement des PBa, 1783-1787: 292-293; 294\*; 306-312; 332-333.

Benoît XIV (1675-1758), *alias* Prospero Lorenzo Lambertini; né à Bologne, I; pape de 1740 à sa mort: 302.

BERTRAND **Jules-Bernard** (1882-1943): 248-249; 253.

Blatter **Joseph-Antoine** (1745-1807), bapt. à Viège, VS; évêque de Sion de 1790 à sa mort: 253.

BLUCHE **François**: 283\*; 284.

Bonsignore **Etienne** (1738-1826), né à Busto Arsizzio, I; entré dans la congrégation des oblats de St-Ambroise à Milan; chanoine de la métropole; professeur de théologie et de littérature au Séminaire; nommé préfet de la Bibliothèque ambrosienne, puis bibliothécaire de l'Université de Brera à Milan; désigné en 1807 évêque de Faenza par **Napoléon I<sup>er</sup>** et confirmé par Pie VII; de 1811 à 1814, patriarche de Venise et administrateur de Torcello, nommé par **Napoléon I<sup>er</sup>**, mais il ne reçut pas l'institution canonique, ce qui lui valut plus tard des ennuis avec Rome: 250-252.

Bonvin **Etienne-Henri-Bonaventure** (1775-1863), bapt. à Sion, VS; médecin: 279.

Born **Ignace** de (1742-1791), né à Karlsbourg; entré dans la Compagnie de Jésus en 1759, il la quitta quelque seize mois plus tard; il entreprit des voyages en Allemagne, aux Province-Unies et en France; puis étudia la géologie et la minéralogie; conservateur du cabinet impérial d'histoire naturelle à Vienne, 1776; franc-maçon, membre de la loge «Zur wahren Eintracht»; coéditeur du *Journal für Freymaurer*, il contribua à la création, en 1784, de la Grande Loge d'Autriche, dont il fut grand secrétaire pendant deux ans; un des auteurs du «Freimaurerstatut» promulgué par **Joseph II**; vénérable de la «Zur wahren Eintracht»; il fut l'un des dirigeants les plus influents de la franc-maçonnerie autrichienne et, selon la tradition, serait le modèle du prêtre Sarastro dans la *Flûte enchantée*: 291\*.

Botta-Adorno **Antoine**, marquis de (1680-1774), né à Pavie, I; servit l'Autriche; ambassadeur à Berlin, puis à St-Petersbourg; à la tête des armées impériales, il prit Gênes durant la guerre de Succession d'Autriche; ministre plénipotentiaire aux PBa auprès de **Charles-Alexandre** de Lorraine, 1749-1753: 293; 297.

Bourbon (les Cours des Bourbons): 265.

BRUNEEL **Claude**: 315\*.

BRUNNER **Sebastian** (1814-1893), né à Vienne, A; ecclésiastique et théologien, qui publia certains de ses ouvrages sous le pseudonyme de Max Veitel Stern: 252; 273\*.

## C

Caprara **Jean-Baptiste** (1733-1810), né à Bologne, I; ordonné prêtre, 1765; archevêque titulaire d'Iconium; nonce à Cologne, 1766-1775; nonce à Lucerne de 1775 à 1785; nonce à Vienne 1785-1793; créé cardinal en 1792; évêque d'Isei, 1800; nommé légat en France, 1801: 256\*.

Carraux **Hyacinthe** (1803-1872), bapt. à Troistorrents, VS; chanoine de Sion: 263\*-264\*.

CASSINA **Gaëtan**: 279.

Cazier **Denis-Benoît**-Joseph, baron de (1718-1791), né à Tournai, PBa; licencié dans les deux droits, Louvain, 1740; auditeur à la Chambre des Comptes en 1743, promu conseiller-maître en 1745; en 1750, il entra au Conseil des Finances; en 1754, il devint membre du Conseil suprême des PBa à Vienne, ce qui lui valut le titre de conseiller d'Etat en 1756; nommé président de la Chambre des Comptes en 1757, il devint, en 1759, trésorier général, l'une des plus importantes charges de l'administration; durant quelque vingt-huit ans, il présida le Conseil des Finances où, pour la dernière fois, il siégea le 12 févr. 1787; il est considéré comme l'un des meilleurs administrateurs des

PBa au XVIII<sup>e</sup> siècle; il reçut d'ailleurs le titre de chevalier de l'ordre de St-Etienne en 1765, puis, en 1770, il obtint la croix de commandeur de cet ordre, distinction que seul un autre Belge, le comte de Neny, eut l'honneur de recevoir: 294.

Chaignon **Pierre** de – Jean-Anne-François-Joseph, dit **Pierre** – (1703-1787), né à Bruxelles, dans les PB espagnols; résident de France en Valais dès 1744: 256\*.

Charles III (1716-1788), né à Madrid, E; roi d'Espagne de 1759 à sa mort: 270\*.

Charles VI (1685-1740), né à Vienne, A; frère de **Marie-Elisabeth**; empereur du Saint Empire de 1711 à 1740; à la suite de la guerre de Succession d'Espagne, il obtint notamment de l'Espagne les Pays-Bas qui tombèrent ainsi sous la domination des Habsbourg: 296.

**Charles** de Lorraine, voir **Charles-Alexandre**.

**Charles-Alexandre** (1712-1780), prince de Lorraine et de Bar; né à Lunéville; feldmaréchal autrichien; il épousa en 1744 **Marie-Anne** (1718-1744) et devint ainsi le beau-frère de l'impératrice **Marie-Thérèse**; il participa à la guerre de Succession d'Autriche; en 1741, il fut nommé gouverneur général des PBa, mais les circonstances politiques et militaires expliquent qu'il ne put exercer continûment son gouvernement que depuis le 24 avril 1749: 297-298; 310\*.

**Charles-Théodore** (1724-1799), né à Drogenbusch, près de Bruxelles, PBa; Electeur palatin, 1742-1799, duc de Bavière, 1777-1799: 266.

Chorinský de Ledske **Mathias-François**, baron, puis comte de (1720-1786), né à Patschlawitz (auj.: Paclavice) en Moravie; ordonné prêtre en 1743; chanoine d'Olmütz; chanoine de la cathédrale de Saint-Pierre-et-Paul de Brünn (Brno); évêque de Königsgrätz, 1769-1774; évêque titulaire de Samarie; prévôt de la Collégiale de Brünn, 1775; évêque d'Olmütz, 1776-1777; nommé en 1777 évêque de Brünn par **Marie-Thérèse**, il resta à la tête de ce diocèse jusqu'à sa mort: 273; 278; 289; 305; 316.

Clément XI (1649-1721), *alias* Giovanni Francesco Albani; né à Urbino, I; pape de 1700 à sa mort: 284; 296.

Clément XII (1652-1740), *alias* Lorenzo Corsini; né à Florence, I; pape de 1730 à sa mort: 302.

Clément XIII (1693-1769), *alias* Carlo Della Torre Rezzonico; né à Venise, I; pape de 1758 à sa mort: 282; 283\*.

Clément XIV (1705-1774), *alias* Vincenzo Ganganelli; né à Santo Arcangelo, I; pape de 1769 à sa mort: 256; 265; 298.

Cobenzl **Jean-Charles-Philippe**, comte de (1712-1770), né à Laybach (auj. Ljubljana); entré dans la diplomatie autrichienne, il fut ministre plénipotentiaire des PBa, 1753-1770; il aurait été franc-maçon: 293; 297.

de Cocatrix **Pierre-Michel** (1732-1784), bapt. à Monthey, VS; docteur en médecine: 253; 255\*.

Colloredo – Colloredo-Waldsee-Mels – **Antoine-Théodore**, comte de (1729-1811), né à Vienne, A; études à Modène, à Rome et à l'Université de Padoue où il devint Dr *in utroque jure*; chanoine non résident d'Olmütz, 1746; ordonné prêtre à Brixen en 1758; chanoine résident d'Olmütz, 1764; prévôt de la Collégiale St-Maurice de Kremsier en Moravie, 1766; vicaire général du diocèse d'Olmütz, 1776; élu évêque d'Olmütz, 1777, son diocèse étant élevé, cette année encore, au rang d'archidiocèse; confirmé et consacré en 1778, il resta archevêque d'Olmütz jusqu'à sa mort; créé cardinal en 1803: 273; 277-278; 289.

Colombini, Valaisan qui fut précepteur dans la famille Dietrichstein: 259\*.

Cornet de Grez **Gommaire**-Antoine-Ignace (1735-1811), comte d'Elzius, baron de Tournepe, etc.; né à Mons, PBa; licencié dans les deux droits, Louvain, 1758; avocat au Grand Conseil de Malines dès 1758; auditeur à la Chambre des Comptes, 1764; membre du Conseil des Finances, 1768; membre du Comité de liquidation des biens jésuistiques, 1773-1776; commissaire général pour le service de l'intendance de l'armée, 1784; président de la Commission des Affaires ecclésiastiques et de la Commission de Bienfaisance en 1786, poste qu'occupa ensuite Le Clerc; conseiller d'Etat nommé, le 29 août 1786, membre du Conseil du gouvernement dont il fut rapporteur des affaires d'ordre provincial: 305-307; 313-314.

de Courten **Adrien**-Joseph-**Maurice** ou **Maurice-Adrien** (1750-1820), bapt. vraisemblablement à Sierre, VS; chanoine de Sion, 1779-1790: 272\*.

Crumpipen **Jean-Henri**, baron de (1693-1769), né à Wartbourg, en Westphalie; secrétaire d'Etat et de Guerre adjoint à Patrice-François de Neny 1735; secrétaire d'Etat et de Guerre en titre, 1745-1769: 293\*.

*Enfant:*

**Henri-Herman**-Werner-François-Antoine, baron de (1738-1811), né à Bruxelles, PBa; licencié dans les deux droits, Louvain, 1757; official à la Secrétairerie d'Etat et de Guerre dès 1769, puis secrétaire effectif, dès 1781; conseiller d'Etat, 1781: 285\*; 293.

## D

Dallèves **Pierre-Joseph** (1752-1811), bapt. à Sembrancher, VS; banneret général d'Entremont sous l'Ancien Régime; membre du Comité central et du Comité général de St-Maurice, 1798; député à la Diète, 1805-1807: 261\*; 264.

– **Pierre-Joseph**-Ignace (1763-1813), de Sion, VS; capitaine de grenadiers dans les troupes napoléoniennes; tué lors de la bataille de Leipzig: 264\*.

Dedoyard **Pierre** (1728-1806), né à Hermalle-sous-Argenteau, PBa; ecclésiastique et écrivain; entré dans la Compagnie de Jésus en 1760, il fut, à la suite de la suppression de celle-ci, affecté au diocèse de Liège et devint chanoine; il s'opposa avec véhémence au joséphisme: 300-301; 318\*.

Défago **Maurice** (1675-1752), bapt. à St-Maurice, VS; curé de Collombey, 1706-1708; curé de Monthey, dès 1708: 249.

DENIS **Ernest** (1849-1921), né à Nîmes, F: 266\*.

Des Roches **Jean** (1735 ou 1740 - 1787), né à La Haye, dans les Provinces-Unies; historien et linguiste; maître d'école; dès 1773, membre de l'Académie Impériale et Royale des Sciences et Belles-Lettres, dont il fut secrétaire perpétuel; commis au département des Archives, puis au Département scolastique de la Commission royale des Etudes, enfin assesseur du Bureau des Etudes et donc au Conseil du gouvernement général: 309.

Devantéry (famille): 250.

Devantéry **Joseph**-Gaspard-François-Xavier-[Florentin] (1693-1764), bapt. à Collombey, VS; ∞ en 1731 **Marie-Elisabeth** Du Fay: 249.

Dietrichstein (famille, maison): 259; 261-262; 273-274.

Dietrichstein **Charles-Jean-Baptiste-Walter** – on trouve aussi **Jean-Baptiste** ou **Jean-Charles-Baptiste** – de (1728-1808), comte de Proskau et Leslie; prince de Nikolsbourg à la mort de son père en 1784; né à Vienne, A; fils de **Charles-Maximilien**;

diplomate; grand écuyer de la Cour impériale dès 1764; franc-maçon; ∞ 1) en 1764 **Marie-Christine**, comtesse de Thun et Hohenstein (1738-1788); 2) en 1802 **Marie-Anne** von Baldauf ou Baltauff (1752-1815): 248\*; 259-262; 273-274; 277; 286-291; 305; 309; 313; 316.

*Enfants*: 262\* (fils cadets).

**François-Joseph**-Jean-Népumocène de (1767-1854), né à Vienne, A; comte de Proskau et Leslie; prince de Nikolsbourg à la mort de son père; il entreprit une carrière militaire: premier lieutenant; capitaine, 1788; major, 1789; major général, 1796; ministre plénipotentiaire à Berlin, puis à St-Petersbourg: 262; 273; 277.

– **Charles-Maximilien**-Philippe-François-Xavier – ou **Charles-Max** – de (1702-1784), comte de Proskau-Leslie, prince de Nikolsbourg; ∞ en 1725 **Marie-Anne-Josèphe** (1705-1764), comtesse de Khevenhüller; père de **Charles-Jean**: 273-274.

– **François** de (1570-1636), né à Madrid, E; études à Vienne, A, à Prague et au *Collegium Germanicum* de Rome; chanoine du Chapitre d'Olmütz, 1591, de Passau et Breslau, 1593; prévôt de Leimeritz, 1594; ordonné prêtre à Rome en 1597; il devint évêque d'Olmütz en 1599 et, la même année, il fut créé cardinal; commissaire général, 1620, et gouverneur de Moravie, 1621-1628; il reçut le titre de prince en 1624; gouverneur en Moravie, Bohême et Basse-Autriche, 1636: 275.

– **Marie-Josèphe** de (1736-1799), née à Vienne, A; ∞ en 1754 **Ernest-Guido** d'Harach: 255; 259.

Dilft de Borghvliet **Pierre-Engelbert**-Marie-Joseph van der (\*1746), né à Bruxelles, PBa; nommé «pratiquant», 1768, puis auditeur surnuméraire, 1773, à la Chambre des Comptes; il participa aux travaux de la Commission royale des Etudes mise en place en 1777 et à ceux du Comité de la Caisse de religion où il seconda le receveur **Guillaume-Antoine** de Feltz, dès mars 1783: 321\*.

DONNET **André** (1913-1989): 279.

Du Fay (famille): 250.

Du Fay **Marie-Elisabeth** (1710-1772), bapt. à Monthey, VS; ∞ en 1731 **Jean-Joseph-Gabriel** Devantéry: 249.

Dufour (famille de Vionnaz, VS): 247.

Dufour **Michel**-Barthélemy (1767/1768-1843), bapt. à Vionnaz, VS; ∞ en 1787 **Marie-Marguerite** Du Fay (1767-1852): 247.

*Enfants*:

– **Louis**-Michel (1788-1863), bapt. à Vionnaz, VS; mercenaire; célibataire: 247.

– **Pierre-Marie**-Alexandre (1790-1862), bapt. à Vionnaz, VS; mercenaire: 247.

– **Nicolas** (XVIII<sup>e</sup> s.), de Vionnaz, VS; marchand; ∞ **Françoise** Raboud: 249; 253; 261; 279; 313; 316.

*Enfants*:

– **Anne-Marie-Barbe** (1740-1821), bapt. à Monthey, VS: 249; 313.

– **Jean-Nicolas** (1746-1809), bapt. à Monthey, VS: *passim*.

Dumoulin **Denis**, enseignant au Lycée-Collège des Creusets à Sion, VS: 281\*.

DUPONT LACHENAL **Léon** (1900-1990): 248-249.

Durand **François** († 1782), dit *l'Espagnol*; de nationalité espagnole; ∞ en 1767 **Marie-Barbe** Mariaux: 249; 261; 313.

## F

Febronius **Justinius**, voir von Hontheim.

FELLER **François-[Xavier]** DE (1735-1802), né à Bruxelles, PBa; jésuite, puis, après la suppression de son ordre, abbé; ordonné prêtre en 1764; bon prédicateur, patriote ardent, adversaire des encyclopédistes et du josphisme; auteur de nombreuses publications; dès 1770, collaborateur à *La clef du cabinet des princes de l'Europe* dont il devint le directeur et rédacteur en chef en 1773, année où cette publication prit le titre de *Journal historique et littéraire*, périodique qu'il édita à Luxembourg de 1773 à 1788, à Liège jusqu'en 1791 et à Maastricht jusqu'en 1794: 300-301; 318\*.

Feltz **Guillaume-Antoine**-François, baron de (1744-1820), né à Luxembourg, PBa; receveur des Etats de Luxembourg; auditeur à la Chambre des Comptes, 1771; il reçut le titre de baron en 1771 (les lettres patentes datent de janv. 1772); auditeur surnuméraire pour servir de rapporteur à la Jointe des Administrations, 1773; conseiller-rapporteur général des aides et des subsides de la province de Luxembourg; rapporteur, 1783, puis caissier ou receveur général du Comité de la Caisse de religion, 1784; conseiller-maître à la Chambre des Comptes, 1784; membre de la Commission ecclésiastique dans les PBa de 1787 à 1789: 307-312; 321\*.

FERRER BENIMELI **José Antonio**, jésuite espagnol spécialiste de l'histoire de la franc-maçonnerie: 290.

Fink (\* au XVIII<sup>e</sup> s.), Anglais; capitaine de cavalerie: 255\*.

FLEURY **Claude** (1640-1723), né à Paris, F; avocat ordonné prêtre en 1669; de tendance gallicane modérée: 288.

Fournier **Jean-Baptiste** (1725-1791), bapt. à Salvan, VS; ordonné prêtre en 1751; curé de Vionnaz, 1752-1791: 263\*-264\*.

Franckenberg **Jean-Henri-Ferdinand**, comte de (1726-1804), né à Glogau (Glogow) en Silésie; D<sup>r</sup> en théologie et en droit canonique; ordonné prêtre en 1749; doyen de la Collégiale de Tous-les-Saints de Prague, 1754; doyen mitré de la Collégiale des Saints-Cosme-et-Damien d'Alt Bunzlau (auj.: Stará Boleslav), 1755; archevêque de Malines et Conseiller d'Etat, 1759; créé cardinal en 1778: 299\*; 300; 301\*; 319\*; 325; 332.

**François** de Lorraine, voir **François I<sup>er</sup>**.

**François I<sup>er</sup>** (1708-1765), né à Nancy; duc de Lorraine sous le nom de **François-Etienne**, 1729-1735; franc-maçon initié en mai 1731 à La Haye par délégation de la Grande Loge d'Angleterre; ∞ en 1736 **Marie-Thérèse**; grand duc de Toscane, 1737-1765; empereur du Saint Empire de 1745 à sa mort: 266\*.  
*Enfants*, voir son épouse **Marie-Thérèse**.

**Frédéric II le Grand** (1712-1786), né à Berlin; roi de Prusse de 1740 à sa mort; franc-maçon: 266-268.

**Frédéric-Auguste III** (1750-1827), né à Dresde; Electeur de Saxe, 1763-1806, roi de Saxe, 1806-1827, sous le nom de **Frédéric-Auguste I<sup>er</sup>**, dit *le Juste*: 266.

## G

Gages **François**-Bonaventure-**Joseph** Dumont ou du Mont, marquis de (1739-1787), né à Mons, PBa; jeune noble fortuné, seigneur de Ghislenghien; il fut comte de Gages, avant d'obtenir le titre de marquis en 1758; nommé chambellan impérial en 1765, titre qui lui donnait accès à la Cour de Bruxelles. Franc-maçon: il fut dès 1765 vénérable maître ou grand maître de la loge «La Parfaite Harmonie», Orient de Mons, sous l'obédience de la Grande Loge, puis du Grand Orient de France; en 1770, il se tourna vers



l'Angleterre, et la loge qui allait s'appeler dès lors «La Vraie et Parfaite Harmonie» fut reconnue comme Grande Loge provinciale des PBa par La Grande Loge d'Angleterre, «Les Modernes»; de 1770 à 1786, Gages en fut grand maître. Membre de la confrérie saint Jean Décollé, dite de «La Miséricorde», à Mons dès 1767, il en devint le gouverneur en 1783. Membre de la noblesse des Etats du Hainaut dès 1776: 303.

Galle **Joseph**, né à Brünn (Brno), en Moravie, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle; cérémoniaire épiscopal, chanoine de la Collégiale de Nikolsbourg dès 1786, dont il eut la responsabilité de 1786 à 1790, pendant l'absence du prévôt **Jean-Nicolas** Dufour; franc-maçon: 316.

Garampi **Joseph** (1725-1792), né à Rimini, I; ordonné prêtre en 1749; Clément XIV le fit entrer dans la diplomatie pontificale et le nomma archevêque *in partibus* de Benito; nonce apostolique en Pologne, 1772-1776; nommé évêque de Montefiascone en 1776; nonce apostolique à Vienne, A, 1776-1785; en 1785, il fut créé cardinal, titre réservé en l'occurrence aux titulaires des grandes nonciatures: 278; 286; 289.

GATTLEN **Anton**: 264\*.

GEORGEL **Jean-François** (1731-1813), né à Bruyères, F; jésuite, puis, après la suppression de son ordre, abbé: 273\*.

GITS **Robert**, Belge; D<sup>r</sup> en philosophie et en lettres: 313.

Grevat **Joseph-Hubert** († 1803), Valaisan qui aurait eu quelque 65 ans en 1798; ecclésiastique qui se trouvait dans les possessions habsbourgeoises en 1776-1779 notamment; recteur de l'hôpital de Monthey, régent: 263-265.

Guérin **Jean-François** (vers 1730/32 - 1808), de Vionnaz, VS; il acheva vraisemblablement ses études à Vienne, A. En Hongrie: précepteur chez les Zichy; grand aumônier de la comtesse **Frédérique** Zichy de Vâsonykeö; curé de Palota (Várpalota); chanoine de la Collégiale St-Michel de Szombathely. Il seconda **Jean-Baptiste** Fournier, curé de Vionnaz, de 1782 à 1791; curé de Vionnaz dès 1791: 263-265.

## H-I-J-K

Habsbourg (dynastie, famille des): 248; 275; 278; 280; 293\*.

Harrach (famille, maison): 255-260.

Harrach **Ferdinand**-Bonaventure-Joseph-Georges-Léopold-Antoine, comte d' (1708-1778); frère de **Frédéric-Auguste-Gervais**; homme d'Etat autrichien qui fut gouverneur de Milan, 1747-1750, et président du Conseil aulique; ∞ 1) en 1733 **Marie-Elisabeth**, comtesse de Gallas (1718-1737); 2) en 1740 sa nièce **Rose** d'Harrach: 258.

– **Frédéric-Auguste-Gervais**, comte d' (1696-1749), né à Vienne, A; frère de **Ferdinand**-Bonaventure; homme d'Etat qui fut notamment grand chancelier d'Autriche dès 1739: 258\*; 259\*.

*Enfants:*

**Ernest-Guido** – **Ernst Guido** –, comte d' (1723-1783), né à Vienne, A; homme d'Etat; ∞ en 1754 la comtesse **Marie-Josèphe** de Dietrichstein-Nikolsbourg: 254-260; 309.

*Enfants*, dont **Jean-Nicolas** Dufour fut le précepteur: 255-261; 309.

**Jean-Népomucène-Ernest**, comte d' (1756-1829), né à Vienne, A: 258.

**Charles-Borromée**, comte d' (1761-1829), né à Vienne, A: 260.

**Ferdinand**-Joseph, comte d' (1763-1841): 260.

**Marie-Thérèse**, comtesse d' (1764-1831): 260.

**Marie-Rose**, comtesse d' (1721-1785); ∞ en 1740 son oncle **Ferdinand-Bonaventure**: 258\*.

HASQUIN **Hervé**: 284; 291; 296-297; 302\*; 303\*; 322\*; 331\*.

Hay **Jean-Léopold** de (1735-1794), né à Fulnek, en Moravie; ordonné prêtre en 1758; prévôt mitré de la Collégiale de Nikolsbourg, 1775-1780; nommé évêque de Königsgrätz le 29 juillet 1780 par **Marie-Thérèse** et sacré le 11 mars 1781 à Vienne par Migazzi: 274; 277; 287-288.

Hohenzollern (les): 269.

HONTHEIM **Jean-Chrysostome-Nicolas – Nikolaus – DE** (1701-1790), né à Trèves; études à Trèves, à Louvain et à l'Université calviniste de Leyde; directeur de l'officialité et du Séminaire de Coblenz, 1738; évêque suffragant de l'archevêque-électeur de Trèves et vice-chancelier de l'Université, 1748; évêque de Trèves dès 1748, il publia sous le pseudonyme de **Justinius** Febronius *De statu Ecclesiae et legitima potestate Romani pontificis* ou *De praesenti statu Ecclesiae deque legitima potestate Romani pontificis* (1763), ouvrage condamné par Clément XIII en 1766; il se rétracta en 1778 avant de réaffirmer ses théories dans *Justini Febroni Commentarius in suum retractationem* (1781): 283\*; 298\*; 311.

**Ignace** de Loyola (1491-1556), saint; né au château de Loyola, Guipúzcoa, E; il fonda la Compagnie de Jésus: 285; 298.

Imesch **Dionys** (1868-1947), né à Mörel, VS; chanoine de Sion, archiviste des ACS et historien: 272\*.

JACOB **Steve**: 312.

**Joseph II** (1741-1790), né à Vienne, A; fils de **François I<sup>er</sup>** et de **Marie-Thérèse**; empereur du Saint Empire de 1765 à sa mort: 247\*; 248\*; 259; 265-269; 275; 277\*; 278-335.

Kampmiller **Ignace** (1693-1777), né à Vienne, A; entré dans la Compagnie de Jésus en 1719; professeur de philosophie et de théologie à l'Université de Graz, puis à l'Université de Vienne; précepteur, puis conseiller et confesseur de **Marie-Thérèse**; il fut remplacé auprès de celle-ci par le janséniste **Ignace Müller** en 1767; aumônier général et vicaire apostolique des armées de l'Empire: 286.

Kaunitz, Kaunitz-Rittberg de, Kaunitz-Rietberg de

– **Venceslas-Antoine**, comte, puis, dès 1764, prince de (1711-1794), né à Vienne, A; ministre plénipotentiaire à Turin, 1741, ensuite à Bruxelles, 1744-1745; ambassadeur à Paris, 1750-1753; chancelier – de la Maison, de la Cour et de l'Etat – de 1753 à 1792; ∞ en 1736 **Marie-Ernestine** Starhemberg (1717-1749): 266; 269; 282-284; 290\*; 293; 298-299; 304\*; 305-313.

*Enfants*:

Ernest-**Christophe** (1737-1797), franc-maçon: 290\*.

**Dominique-André**-Joseph-François-Xavier-François-de-Paul-Jean-Baptiste-Adam-Quirin (1739-1812), franc-maçon: 290\*.

**François-Venceslas** (1742-1825), franc-maçon: 290\*.

Krátký **Stanislav**, Dr, prévôt actuel de la Collégiale Saint-Venceslas à Mikulov (Nikolsbourg) en République tchèque: 281\*.

Kulberg **François-Anselme** de (\*1731), né à Tournai, PBa; licencié dans les deux droits, Louvain, 1756; avocat; conseiller au Conseil privé, 1763; assesseur de la Jointe des Monts-de-piété, 1769, qu'il présidera par la suite; conseiller d'Etat, 1776; président du Comité de la Caisse de religion, 1783; membre du Conseil du gouvernement général, 1787: 321\*.

## L

LAENEN **Joseph** (1871-1940), né à Anvers, B; ecclésiastique et historien belge: 335\*.

Le Clerc **Jacques-Antoine** (1731 - après 1803), né à Schleiden, alors dans le duché de Luxembourg, PBa; licencié dans les deux droits, Louvain, 1757; avocat au Conseil de Luxembourg dès 1757; auditeur à la Chambre des Comptes dès 1762; conseiller et maître des requêtes du Conseil privé dès 1769; membre du Comité jésuitique; conseiller assesseur du Tribunal aulique, 1774; mis à la tête de la Commission des Affaires ecclésiastiques et de la Commission de Bienfaisance, à la place de Cornet de Grez, et de la Commission des Fondations pieuses en 1786; ∞ 1) **Marie-Josèphe** de Maes; 2) en 1786 **Isabelle Françoise Josèphe** Orts (1754-1787): 306\*; 307-314; 315\*.

*Enfant*: 306\*.

**Léopold** (1747-1792), né à Vienne, A; fils de **François I<sup>er</sup>** et de **Marie-Thérèse**; grand duc de Toscane, 1765-1790; empereur du Saint Empire de 1790 à sa mort, sous le nom de **Léopold II**: 288\*.

Leplat **Josse** (1732-1810), né à Malines, PBa; licencié en droit, 1756, et D<sup>r</sup> en droit, 1766, de l'Université de Louvain; professeur de droit public, puis de droit ecclésiastique en cet établissement; partisan des réformes de **Joseph II**: 298.

Liechtenstein (maison): 273\*.

Liechtenstein-Nikolsbourg **Marie-Antoinette**, princesse de (1749-1813); ∞ en 1768 le comte **Venceslas** de Paar: 258; 259\*.

LIGOU **Daniel**: 290\*; 303-304.

Lobkowitz **Ferdinand-Marie** de (1726-1795), né à Vienne, A; évêque de Namur, 1772-1779, de Gand, 1779-1795: 301\*.

**Louis XV** (1710-1774), dit *le Bien-Aimé*; né à Versailles, F; roi de France de 1715 à sa mort: 265\*.

**Louis XVI** (1754-1793), né à Versailles, F; roi de France de 1774 à 1791, roi des Français en 1791-1792; ∞ en 1770 **Marie-Antoinette**; mort guillotiné: 265.

## M

MABILLE **Xavier**: 295\*; 301-302.

Maes **Marie-Josèphe** de († 1785), première épouse de **Jacques-Antoine** Le Clerc: 306\*.

MAISSEN **Felix**: 264\*.

Malvin, voir Montazet.

Marant **Pierre-Jacques** (1743-1812), né à Bavinchove, près de Cassel; nommé curé de Wijtschate, près d'Ypres, en 1770, il resta à la tête de cette paroisse durant quelque trois ans et demi; licencié en droit à l'Université de Louvain, 1771; président du *Collège Viglius* – du nom de son fondateur, l'ecclésiastique **Viglius** de Zwichem (1507-1577) – à Louvain de 1774 à 1790; D<sup>r</sup> en théologie, 1776; chanoine dès 1776, il fut titulaire d'une chaire de théologie à l'Université de Louvain dont il fut recteur durant six mois en 1781-1782; dès 1783, il y fut aussi chargé du cours d'histoire ecclésiastique; partisan du joséphisme, il soutint des points de vue peu orthodoxes et, durant la période 1786-1789, il se montra particulièrement vindicatif contre ceux qui n'acceptaient pas la création du Séminaire général: 298.

Mariaux Jeanne-**Marie-Barbe** († 1804), de Vionnaz, VS; ∞ 1) en 1767 **François** Durand; 2) pas avant 1782, **Louis**-Alexandre Robriquet (1761-1807): 249.

**Marie-Anne**-Joséphine-Antoinette-Jeanne (1738-1789), archiduchesse; née à Linz, A; fille aînée de **François** de Lorraine et de **Marie-Thérèse**; **François-Joseph** Weger fut un temps l'un de ses précepteurs: 259\*.

**Marie-Antoinette** (1755-1793), née à Vienne, A; fille de **François** de Lorraine et de **Marie-Thérèse**; ∞ en 1770 le futur roi de France **Louis XVI**; sous la Révolution française, elle fut guillotinée: 265.

**Marie-Christine**-Jeanne-Joséphine-Antoinette (1742-1798), née à Vienne, A; fille de **François** de Lorraine et de **Marie-Thérèse**; ∞ en 1766 **Albert-Casimir**, duc de Saxe; elle suivit son époux en Hongrie où il était gouverneur général du royaume; en août 1780, **Marie-Thérèse** les nomma gouverneurs généraux des PBa; en janv. 1781, **Joseph II** confirma ce choix; ils arrivèrent à Bruxelles en juin 1781: 292-294; 300\*; 317-319; 323-325; 331\*; 332\*; 333-335.

**Marie-Elisabeth** (1680-1741), née à Linz, A; sœur de l'empereur **Charles VI**; elle fut gouvernante des PBa de 1725 à 1741; les lettres patentes lui octroyant cette fonction datent du 1<sup>er</sup> sept. 1725: 296-297.

**Marie-Elisabeth**, enfant abandonnée, dont le nom nous est inconnu, et recueillie par **Marie-Barbe** Dufour: 249\*.

**Marie-Thérèse** (1717-1780), née à Vienne, A; impératrice allemande, reine de Hongrie et de Bohême, de 1740 à sa mort; ∞ en 1736 **François** de Lorraine : 258; 259\*; 265-268; 274-275; 280-283; 286-287; 297-298; 304\*; 307\*; 321.

*Enfants*, voir **Marie-Anne**, **Joseph II**, **Marie-Christine**, **Léopold** et **Marie-Antoinette**.

MARTONE **Paul**: 249.

Maupeou **René-Nicolas**-Charles-Augustin de (1714-1792), né à Paris, F; ministre de **Louis XV**: 265\*.

Maurepas **Jean-Frédéric-Phélippeaux** (ou **Phélypeaux**), comte de (1701-1782), né à Versailles, F; ministre de **Louis XVI** de 1774 à sa mort; franc-maçon: 265\*.

**Maximilien III Joseph** (1727-1777), né à Munich; Electeur de Bavière de 1745 à 1777: 266.

Migazzi de Wall et Sonnenturm **Christophe-Barthélemy-Antoine**, comte de (1714-1803), né à Trente, I; études, notamment, au *Collegium Germanicum* de Rome, ville où il obtint son doctorat *in utroque jure* en 1736; chanoine de Brixen, 1736; ordonné prêtre en 1738; chanoine du Chapitre de Trente, 1742; nommé archevêque titulaire de Carthage et coadjuteur en 1751, il n'entra jamais en fonction, car **Marie-Thérèse** l'envoya, comme ambassadeur, à la Cour de Madrid; coadjuteur *cum jure successionis* de l'évêché hongrois de Waitzen (auj.: Vác), 1756; archevêque de Vienne de 1757 à sa mort: sa nomination date du 15 mars 1757 et la confirmation papale du 23 mai suivant; créé cardinal en 1761 par Clément XIII, à la demande de **Marie-Thérèse**; évêque de Waitzen, 1762; contraint, par les réformes de **Joseph II**, de renoncer à l'un de ses évêchés, il démissionna de celui de Waitzen en 1785, démission acceptée par Pie VI le 9 janv. 1786: 254-255; 258-262; 274; 285-286; 288; 289\*; 291.

Montazet **Antoine** de Malvin de (1713-1788), né au château de Quissac, près d'Agen dans le Lot-et-Garonne, F; vicaire général de M<sup>gr</sup> **François** de Fitz-James (1709-1764), évêque de Soissons, qui était un farouche adversaire des jésuites; nommé évêque d'Autun en 1748; élu membre de l'Académie française en 1756; nommé archevêque de Lyon en 1758; de tendance janséniste: 252; 285.

Müller **Ignace** (1713-1782), né à Feldsberg en Moravie; entré chez les augustins de l'Abbaye Sainte-Dorothée à Vienne, A, il fut ordonné prêtre en 1734; prévôt – ou abbé général – de l'Abbaye Sainte-Dorothée; *confessor extraordinarius*, 1767, puis confesseur officiel de **Marie-Thérèse**; janséniste aux idées modérées, il perdit son influence à la Cour, sous **Joseph II** duquel il n'appréciait pas la politique religieuse: 269; 286.

Mullendorff **Martin-Joseph** de (1717-1785), né à Douai, F; licencié dans les deux droits, Douai, puis Louvain, 1749; juriste, il plaida au Parlement de Douai; en 1748, il vint s'établir à Tournai et, en 1749, reçut des lettres de naturalisation; greffier au Conseil des Finances dont il devint conseiller en 1759; président du Conseil de Hainaut dès 1765, puis président de la Chambre des Comptes de 1782 à 1785: 294.

MURATORI **Louis-Antoine** (1672-1750), né à Vignola dans la province de Modène, I; D<sup>r</sup> en droit civil et canonique, 1694; ordonné prêtre à Milan en 1695; il fut archéologue, historien, théologien et conservateur de bibliothèques successivement à Milan et à Modène; auteur d'ouvrages concernant notamment la dévotion et le bonheur public; prévôt de Santa Maria della Pomposa à Modène, 1716: 285; 288.

Murray **Joseph** (1718-1802), comte de Melgum; né à Tournai, PBa; d'origine écossaise; enseigne titulaire dans le régiment Los Rios en 1733, il fut nommé enseigne effectif en 1739; durant la guerre de Succession d'Autriche, il fut promu sous-lieutenant, en 1741, et, peu après, capitaine au régiment du prince **Claude-Lamoral II** de Ligne (1685-1766); nommé major au régiment wallon d'Arberg n° 55 en 1747, il y devint lieutenant-colonel en 1755; pendant la Guerre de Sept Ans, il fut élevé, en 1757, au grade de colonel commandant le régiment Los Rios; sa bravoure lui valut, en 1760, la croix de chevalier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, le titre de baron, et, en 1761, le grade de général major ainsi que le titre de comte; en 1766, il fut nommé sous-inspecteur de toute l'infanterie des PBa et, en 1768, il devint propriétaire du régiment d'infanterie n° 55; en 1771, il fut promu général de division et, en 1780, commandant en chef dans les PBa, recevant aussi la charge de conseiller intime; en 1784, il fut élevé au rang de Feldzeugmeister: 293.

## N-P

Nečekalová **Kristýna**, de Prague; durant l'année solaire 2001/2002, elle fut étudiante au Lycée-Collège des Creusets à Sion, VS, afin, notamment, de perfectionner sa maîtrise de la langue française: 281\*.

Nélis **Corneille-François** de (1736-1798), né à Malines, PBa; licencié en théologie de l'Université de Louvain dont il fut bibliothécaire de 1758 à 1768; en 1765, il obtint une prébende de chanoine dans le Chapitre de la cathédrale de Tournai; il entra ensuite à l'Abbaye de Parc; chanoine de Tournai; en 1777, il devint membre de la Commission des Études qu'il présida; il fut nommé évêque d'Anvers le 15 févr. 1785 et sacré par le cardinal-archevêque **Jean-Henri** de Franckenberg: 301\*; 332\*.

Neny de, Nény de

– **Patrice-François** – on trouve aussi **Patrice-Mac** – de (1716-1784), né à Bruxelles, PBa; créé chevalier par **Charles VI** en nov. 1736 et comte par **Marie-Thérèse** en oct. 1766; licencié dans les deux droits, Louvain, 1736; homme d'Etat belge d'origine irlandaise, de tendance janséniste et gallicane; avocat; membre du Conseil privé dès 1744, en qualité de conseiller; nommé, en 1750, membre du Conseil suprême des PBa à Vienne, il devint en 1754 trésorier général des finances et, par conséquent, président du Conseil des Finances; président du Conseil privé de 1758 à 1783; à la fin de 1767, il fut créé conseiller d'Etat intime par **Marie-Thérèse**: 294; 297-298.

de Nucé **Marie-Julienne** (1725-1791), bapt. à Vouvry, VS; ∞ en 1749 **Charles-Joseph** de Rivaz (1713-1759): 253; 255\*.

Paar (maison): 259.

Paar **Venceslas**, comte de (1744-1812); grand maître – directeur général ou intendant général – des Postes en Autriche; franc-maçon; ∞ en 1768 la princesse **Marie-Antoinette** de Liechtenstein-Nikolsbourg : 258-259; 290; 309.

*Enfants:*

**Venceslas** (1770-1800): 258-259.

**Jean-Charles** (1772-1819), né à Vienne, A: 258-259.

**PAUL** († 67), saint; né à Tarse, en Cilicie; apôtre: 287\*.

Pie VI (1717-1799), *alias* Giannangeli Braschi; né à Cesena, I; pape de 1775 à sa mort: 265\*; 274; 278; 284; 288-289.

Piot **Charles** (1812-1899), né à Louvain, B; directeur des Archives nationales à Bruxelles: 293\*.

Poniatowski **Stanislas**, voir **Stanislas II Auguste** Poniatowski.

Praz **Albert**, enseignant au Lycée-Collège des Creusets à Sion, VS: 252.

de Preux **François-Joseph-Xavier** (1740-1817), bapt. à Sierre, VS; évêque de Sion de 1807 à sa mort: 264\*.

Putallaz **Jean-Claude** (1745-1777), de Magnot, VS; bapt. à Ardon, VS; tonsuré, 1769, il alla achever ses études à Vienne, A, où, vraisemblablement il fut ordonné prêtre: 263.

## R-S

Raboud **Françoise** (XVIII<sup>e</sup> s.), de Vionnaz, VS; ∞ **Nicolas** Dufour: 249; 261; 313.

Raumsauer **Peter**, enseignant habitant à Oberwil, près de Zoug: 254\*; 260\*.

REB-GOMBEAUD **Sylvaine**: 286.

Reuss **Pierre** de (\* vers 1749), de Bruxelles, PBa, d'une famille originaire de Franconie; licencié dans les deux droits, Bologne, I, 1759; avocat; procureur général du Conseil de Brabant, 1777; promu conseiller au Conseil privé, 1781, il est attaché au secrétaire d'Etat et de Guerre, **Henri-Herman** Crumpipen; membre du Conseil du gouvernement général, 1787: 293.

Richer **Edmond** (1559-1631), né à Chesley, près de Chaource, F; théologien aux idées ultragallicanes; auteur de nombreux ouvrages dont certains lui valurent des ennuis avec diverses autorités ecclésiastiques: 283\*.

– François (1718-1790), né à Avranches, F; jurisconsulte et avocat: 286.

de Riedmatten [**Joseph**]-**Emmanuel**-Ignace-Arnold (1750-1781), bapt. à Sion, VS; chanoine de Sion dès 1779: 272\*.

de Rivaz **Anne-Joseph** (1751-1836), né à Paris, F; ecclésiastique et historien valaisan: 255\*; 256\*; 261\*; 272\*; 279\*.

– **Marie-Julienne**, voir **Marie-Julienne** de Nucé.

Rodt **François-Conrad**-Casimir-Ignace de (1706-1775), né à Meersbourg, dans le diocèse de Constance; ordonné prêtre en 1737; évêque de Constance de 1750 à sa mort (la confirmation de son élection et sa consécration datent de 1751); créé cardinal en 1756: 269.

ROGIER **Louis-Jacques** (1894-1974), auteur néerlandais: 283\*.

Sanchez d'Aguilar, Sanchez de Aguilar

– **Brunon-Joseph** (1733-1797), dit *l'aîné*; né à Bruxelles, PBa; frère du suivant; licencié dans les deux droits, Louvain, 1759; avocat; conseiller au Conseil de Brabant, 1769; membre du Conseil privé, par décision impériale de déc. 1774; rapporteur à la Commission des Fondations pieuses, 1787: 307.

– **Nicolas-Joseph** (1739-1822), dit *le cadet*; né à Bruxelles, PBa; frère du précédent; licencié dans les deux droits, Louvain, 1763; juriste et fonctionnaire; auditeur à la Chambre des Comptes et donc attaché comme rapporteur à la Jointe des Affaires des subsides et des Administrations, 1773; membre du Conseil des Finances dès 1782 et du Comité de la Caisse de religion, dès 1783: 307; 321\*.

SCHLITTER **Hanns** (1859-1945), né à Vicenza, en Vénétie, I; archiviste et historien; mort à Vienne, A: 252; 274.

Simons (carrosserie bruxelloise): 302.

Simons **Jean** (1737-1822), né à Bruxelles, PBa; carrossier riche et célèbre; inventeur des voitures vitrées, il dirigea, à Bruxelles, une fabrique de carrosses employant plus de cent ouvriers: 302\*.

**Stanislas II Auguste** Poniatowski (1732-1798), né à Wolczyn; dernier roi de Pologne, 1764-1795; franc-maçon: 265\*.

Starhemberg **Georges-Adam**, prince de (1724-1807), né à Londres; fils de l'ambassadeur d'Autriche à Londres; il fut ministre plénipotentiaire à Lisbonne et à Madrid, puis ambassadeur en France, 1753; il remplit ensuite diverses fonctions dans l'appareil de l'Etat autrichien; ministre plénipotentiaire dans les PBa de 1770 à 1783; les réformes de **Joseph II** ne l'enthousiasmant guère, il obtint son rappel à Vienne: 292\*; 293.

Stöger **Ferdinand** (1737-1816), abbé et théologien; répétiteur pour la scolastique et la théologie spéculative au Séminaire diocésain de Vienne, A; favorable aux thèses de **François Richer**, il rédigea, avec d'autres, un rapport sur un ouvrage de celui-ci, *De l'autorité du clergé et du pouvoir du magistrat politique*, rapport qui fut désavoué par l'archevêque Migazzi; supérieur du Séminaire de Vienne, il fut renvoyé par Migazzi en 1777; professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Vienne; il publia l'*Introductio in historiam ecclesiasticam Novi Testamenti: Ad usum suorum auditorum*; cet ouvrage, désapprouvé par **Marie-Thérèse**, coûta son poste à son auteur que **Joseph II** nomma, en 1786, directeur du Séminaire général de Louvain: 286.

## T-V

TESCH **Marie-Eve**: 295.

Thaule (famille): 250.

Thaule **Jean-Antoine** (1713-1770), bapt. à Monthey, VS; bourgeois de Monthey: 249.

Törry de, vice-intendant de l'artillerie impériale sous **Marie-Thérèse**, en 1777 et 1778 notamment: 261-262.

*Trois de ses fils*: 261.

Tornéry, de Tornéry, Tornery, de Tornery

– **François-Xavier** – on trouve aussi soit **François**, soit **Xavier** – († 1789), de St-Gingolph, VS; vraisemblablement bapt. à St-Maurice, VS, dans les années 1730; curé de Massongex, 1758-1763; curé de Monthey, 1764-1789: 278.

de Torrenté Jean-**Adrien**-Etienne (1726-1778), bapt. à Sion, VS; chancelier épiscopal, grand châtelain: 255-256; 258; 262; 265.

– **Antoine-Louis** (1802-1880), né à Sion, VS: 279.

Trauttmansdorff-Weinberg **François-Ferdinand**, comte de (1749-1827), né à Vienne, A; études de droit à l'Université de Vienne; chambellan; conseiller d'Etat; ministre plénipotentiaire près l'Electeur de Mayence et les Cercles du Haut-Rhin et de Franconie; dès oct. 1787, ministre plénipotentiaire à Bruxelles en remplacement de **Louis** Belgiojoso; sa mission fut un échec, comme l'atteste l'écclatement de la révolution brabançonne: 293; 307\*.

TRUFFER **Bernard**: 249; 252.

Valenti Gonzaga **Louis** (1725-1808), né à Roveredo di Guà, I; D<sup>r</sup> *in utroque jure* de l'Université *La Sapienza* de Rome, 1751; ordonné prêtre en 1764; archevêque de Césarée, 1764; nonce apostolique à Lucerne de 1764 à 1773; créé cardinal en 1776: 269.

Van ESPEN, van Espen

– **Zeger-Bernard** (1646-1728), né à Louvain, dans les PB espagnols; ordonné prêtre en 1673; docteur *in utroque jure* en 1675; professeur de droit canonique au *Collegium Adrianum* de l'Université de Louvain; janséniste, il eut une influence certaine sur Febronius qui fut son élève; certaines de ses œuvres furent condamnées par Rome ou par l'autorité séculière; auteur, notamment, de *Jus ecclesiasticum universum antiquae et recentiori disciplinae praesertim Belgii, Galliae, Germaniae et vicinarum provinciarum accomodatum*; en 1728, il dut abandonner son poste à l'Université de Louvain, se retira au Séminaire janséniste d'Amersfoort – dans les Provinces-Unies – où il mourut: 296; 311.

Velde **Jean-François** van de (1743-1823), né à Beveren-Waas, PBa; bibliothécaire de l'Université de Louvain, alors qu'il y était encore étudiant; devenu ecclésiastique, il y fut aussi professeur de théologie et s'éleva contre la politique religieuse de **Joseph II**: 300.

VERHAEGEN **Arthur**-Théodose (1847-1917), né à Bruxelles, B; archéologue, historien et homme politique: 301\*.

## W-Z

Wegener **Maurice-Antoine**-Fabien (1718-1792), bapt. à St-Maurice, VS (la mention du baptême se trouve dans un Rp des baptêmes de Glis); grand bailli de 1771 à 1785; ∞ 1) vers 1740 **Anne-Cécile** Burgener (1720-1763); 2) en 1764 **Marie-Josèphe** Barberini: 272.

*Enfant*:

**Jean-Antoine**-François-Emmanuel (1752-1784), bapt. à Glis, VS; tonsuré, 1771; étudiant en théologie spéculative à Vienne, A; élu chanoine titulaire du Chapitre de Sion le 24 juin 1779: 263; 272.

Weger **François-Joseph** (1712-1751), de Geschinen, VS; bapt. à Münster, VS; il entra comme novice, en 1729, à l'Abbaye de St-Maurice où il prononça ses vœux solennels l'année suivante; après avoir été admis au Chapitre de l'Abbaye et après avoir été ordonné prêtre en 1736, il fut recteur de Champéry durant quelques mois; en automne 1738, il gagna l'Université de Vienne, A, où il étudia notamment le droit canon; il fut précepteur des fils du comte **Frédéric-Auguste-Gervais** d'Harrach, puis de l'archiduchesse **Marie-Anne**; il fut enfin précepteur du futur empereur **Joseph II** de 1747 à sa mort survenue à Presbourg (auj.: Bratislava): 259\*.



Weissensteiner **Johann**: 254\*.

Willa Jean-**François-Xavier** (1719-1762), de Loèche-Ville, VS; il suivit des cours de droit à Vienne, A; précepteur dans la famille de **Frédéric-Auguste-Gervais** d'Harrach, y secondant Weger; major du dizain de Loèche; nommé gouverneur de Monthey en déc. 1750, il exerça sa fonction de 1751 jusqu'au début de l'année 1753: 259\*.

de Wolff Jean-**Etienne** (1730-1790), bapt. à Sion, VS; chanoine de Sion dès 1769: 278-279.

Zen Ruffinen **François-Melchior**-Joseph (1729-1790), bapt. à Loèche-Ville, VS; évêque de Sion de 1780 à sa mort: 273-279.

Zichy (famille): 263\*.

Zichy de Vâsonykeö **Frédérique**, comtesse. Peut-être **Françoise-Frédérique**, comtesse Schmidegg de Sárládány, qui épousa en 1749 **Jean-Népomucène** Zichy de Zich et Vasonykeö (1710-1764): 263\*.

Zondadari **Antoine-Félix** (1740-1823), né à Sienne, I; études à Rome où il obtint un doctorat *in utroque jure*; gouverneur de Rieti, 1766, puis de Bénévent, 1775-1776; délégué apostolique et inquisiteur général à Malte, 1777-1785; ordonné diacre en 1780, prêtre en 1782; archevêque titulaire d'Adana dans le Liban actuel, 1785; nommé nonce à Bruxelles le 3 janv. 1786, expulsé des PBa en févr. 1787; archevêque de Sienne, 1795; créé cardinal *in pectore* le 23 févr. 1801, sa nomination étant rendue publique le 28 sept. de la même année: 252; 262; 285; 288; 300; 302; 306\*.  
*Son auditeur à Bruxelles*, **Jérôme** Graziani, de Rimini, I: 285\*.

Zufferey **Danielle**, enseignante au Lycée-Collège de la Planta à Sion, VS: 314\*.

## Table des matières

<b>Introduction</b>	247
<b>1. Les années 1746-1780</b>	249
<i>De la naissance au diaconat</i>	249
<i>Sous le règne de Marie-Thérèse d'Autriche</i>	253
<i>Nicolas Dufour se rend à Vienne avec le soutien de M<sup>sr</sup> Ambuel</i>	253
<i>Ordination à Vienne</i>	254
<i>Précepteur à Vienne</i>	255
<i>Quelques nouvelles de Valaisans séjournant dans les Etats habsbourgeois</i>	262
<i>Renseignements divers sur des faits d'actualité</i>	265
<i>A propos de la nullité des fiançailles clandestines prononcée par M<sup>sr</sup> Ambuel</i>	269
<i>Dignités ecclésiastiques accordées à Nicolas Dufour dans le diocèse de Sion et dans les Etats habsbourgeois</i>	272
<b>2. Les années 1780-1785</b>	275
<i>Prévôt mitré de la Collégiale Saint-Venceslas de Nikolsbourg</i>	275
<b>3. Quelques considérations sur le pouvoir habsbourgeois, sur les milieux jansénistes et francs-maçons en lien avec Nicolas Dufour</b>	280
<i>Marie-Thérèse, Kaunitz, Joseph II et la religion</i>	282
<i>Les milieux jansénistes et Nicolas Dufour</i>	284
<i>La franc-maçonnerie et Nicolas Dufour</i>	289
<b>4. Les Pays-Bas autrichiens</b>	291
<i>Quelques généralités sur les Pays-Bas autrichiens</i>	292
<i>Organisation des Pays-Bas autrichiens</i>	292
<i>A propos de religion</i>	296
<i>Bruxelles</i>	302
<b>5. 1786: une année cruciale pour Nicolas Dufour</b>	305
<i>Nicolas Dufour devient membre de la Commission ecclésiastique pour les Pays-Bas autrichiens</i>	305
<i>Jacques-Antoine Le Clerc et le baron Guillaume-Antoine de Feltz</i>	310
<i>Dernières remarques sur Nicolas Dufour avant son départ pour Bruxelles</i>	313
<b>Annexes: quelques ordonnances des Pays-Bas autrichiens, 1781-1786</b>	317
<b>Sources, Bibliographie et Sitographie</b>	336
<b>Index des personnes</b>	345
<b>Table des matières</b>	360